Studia Remensia / Rodrigo Nabuco de Araujo

Diplomates en uniforme

L'outil militaire dans la diplomatie française au Brésil (1956-1974)

Préface de Maud Chirio



Ouvrage publié avec le concours du Centre interdisciplinaire de recherche sur les langues et la pensée (CIRLEP, université de Reims Champagne-Ardenne).

Illustration de couverture : Charles de Gaulle en visite au Brésil en 1964
Imagem do Fundo *Correio da Manhã*, Arquivo Nacional, domaine public

Conception graphique et mise en page : Éditions et presses universitaires de Reims

ISBN 978-2-37496-130-9 (broché)
ISBN 978-2-37496-179-8 (PDF)

Studia Remensia, n° 8
ISSN 2264-3605



Tous les liens Internet cités dans cet ouvrage ont été consultés pour la dernière fois le 26/04/2022.

ÉPURE - Éditions et presses universitaires de Reims, 2022

Bibliothèque Robert de Sorbon
Avenue François-Mauriac, CS40019, 51 726 Reims Cedex
www.univ-reims.fr/epure

Diffusion FMSH – CID
18-20 rue Robert-Schuman, 94 220 Charenton-le-Pont
www.lcdpu.fr/editeurs/reims

Studia Remensia

Volume 8

Collection du Centre interdisciplinaire de recherche sur les langues
et la pensée de l'université de Reims Champagne-Ardenne

Dirigée par Thomas Nicklas,
Xavier Giudicelli et Rodrigo Nabuco

Studia Remensia

La collection « Studia Remensia » publie des monographies, rédigées en français, dans le domaine des littératures, arts et civilisations des aires anglophone, germanophone et hispanophone. Elle est également ouverte à des éditions et traductions annotées de textes étrangers inédits ou dignes d'être réédités. Ces études rémoises se sont choisies un titre en latin pour rendre hommage au plurilinguisme cher au centre de recherche, le CIRLEP (Centre interdisciplinaire de recherche sur les langues et la pensée), auxquelles elles s'adossent. Elles ont pour but d'offrir de nouveaux regards sur les cultures étrangères en croisant les disciplines et les approches, à l'intention de spécialistes mais aussi de tous les lecteurs curieux d'explorer de nouveaux territoires.

Volumes précédents

1. Françoise Heitz, *Carlos Sorín, filmer pour rêver*, préface d'Eduardo Rodríguez Merchán, 2013
2. Laurence Chamlou (éd.), *Lettres persanes de Gertrude Bell*, 2013
3. Mélanie Fresne, *Le Polar dans la Transition démocratique espagnole*, préface d'Emmanuel Le Vagueresse, 2014
4. Juan Carlos Baeza Soto, *La Métaphysique de l'ombre dans* La realidad y el deseo *de Luis Cernuda*, préface de Marie-Claire Zimmermann, 2015
5. Julie Michot, *Billy Wilder et la musique d'écran, filmer l'invisible*, préface de Christian Viviani, 2017
6. Andy Auckbur, *Lire la nature dans* Arcadia *de Sir Philip Sidney, une esthétique du détail*, préface de Christine Sukič, 2020
7. Juan Carlos Baeza Soto, *La Palette du ciel : art baroque ibéro-américain (XVIe-XVIIIe siècles)*, préface d'Emmanuelle Sinardet, 2021

Diplomates en uniforme

L'outil militaire dans la diplomatie française au Brésil (1956-1974)

Rodrigo Nabuco de Araujo

Préface de Maud Chirio



Préface

Maud Chirio
Maîtresse de conférences en histoire contemporaine, université Gustave-Eiffel
Membre junior de l'Institut universitaire de France

La place du Brésil dans le jeu diplomatique de la Guerre froide est, en Europe, encore mal connue. Le récit qui a longtemps prévalu place le pays dans la chasse gardée des États-Unis et en fait le jouet de son projet impérialiste. La Seconde Guerre mondiale, à laquelle le Brésil a participé sur le front italien au sein du IVe corps de l'*US Army*, a effectivement arrimé la diplomatie et l'armée brésiliennes à Washington. La politique étrangère et les relations militaires internationales du Brésil ont ensuite été surdéterminées par l'intégration au système interaméricain de défense et par les accords de collaboration avec le grand voisin du nord. Entre alliance, tutelle et interventionnisme, la main de la Maison-Blanche ne fut jamais loin des grands événements politiques que traversa le Brésil au second XXe siècle ; le coup d'État militaire d'avril 1964, réalisé avec l'appui enthousiaste de Washington, en est l'exemple le plus éclatant.

Pourtant, nous démontre Rodrigo Nabuco de Araujo dans son ouvrage magistral, réduire l'insertion du Brésil dans les circulations internationales de la Guerre froide à une relation exclusive

aux États-Unis, faite de subordination et de dépendance, est aller bien vite en besogne. Là où les États-Unis étaient tenus pour hégémoniques, explique-t-il, s'est réaffirmée l'influence d'une puissance en déclin, la France. Elle s'y est particulièrement imposée dans des relations internationales particulières, la diplomatie militaire, que la militarisation du régime brésilien à partir de 1964 a rendue totalement centrale pour Brasília. Au cours de deux décennies, les états-majors hexagonaux se sont ainsi efforcés, avec succès, de disputer à Washington les cœurs et les esprits des militaires brésiliens. Et, au passage, de leur vendre des armes.

À partir des rapports des attachés militaires français en poste au Brésil entre 1956 et 1974, Nabuco montre comment la vieille puissance coloniale a su se glisser dans les interstices de la tutelle états-unienne, et mettre à profit ses atouts : un passé de coopération franco-brésilienne depuis la mission militaire française du général Gamelin (1919-1939) ; l'expérience de la guerre révolutionnaire acquise en Indochine et en Algérie, que des officiers français ont traduite en une doctrine disponible pour l'exportation ; et la possibilité offerte au Brésil de sortir de la dépendance exclusive à l'égard des États-Unis.

Diplomates en uniforme contribue de façon décisive à un important renouvellement historiographique : celui qui prête une attention toute particulière, durant la Guerre froide, aux relations entre des pays de « seconde division », à côté ou en concurrence avec l'influence des superpuissances. Ce faisant, l'auteur enfonce un clou essentiel pour comprendre les circulations internationales à cette époque : l'importance de la question coloniale. Ce sont les expériences algérienne et indochinoise qui donnent aux militaires français les moyens de formater les esprits de leurs homologues brésiliens et, ainsi, de mener une politique de puissance. Paris utilise, pour cela, des officiers d'expérience, anciens agents de renseignement et vétérans des guerres coloniales, fins observateurs et analystes du pays qu'ils cherchent à conquérir.

*

* *

À ces hommes, leurs trajectoires, leur langage et leurs codes, Rodrigo Nabuco manifeste la sensibilité des historiens vraiment attentifs à leurs acteurs. Tout le texte témoigne d'un effort pour entrer dans l'univers de ces attachés militaires et s'approprier leurs modes d'appréhension du monde. Nabuco a pour cela un atout : chercheur brésilien implanté de longue date de notre côté de l'Atlantique, il est familier des questions que pose la différence culturelle, et donne à la langue – y compris dans la dimension presque littéraire qu'ont certains rapports d'attachés – tout le poids qui lui revient dans la description d'une réalité sociale et politique.

Car la recherche de Rodrigo Nabuco ne porte pas seulement *sur* les attachés militaires comme acteurs de la tentative de reconquête française en terres brésiliennes. Elle explore tout un tissu de relations entre les deux pays, la vie politique brésilienne avant et sous la dictature, la lutte de certaines élites françaises contre un sentiment de déclin *par* les rapports de ces mêmes attachés. L'un des grands plaisirs de lecture est la facilité avec laquelle Rodrigo Nabuco s'affranchit des étiquettes : son livre se situe entre l'histoire des relations internationales, l'histoire politique brésilienne, l'histoire militaire et diplomatique française. Cette liberté lui permet d'appréhender dans toute leur complexité les processus historiques et de prendre au sérieux tous leurs acteurs – espions, militaires de carrière, industriels, stratèges politiques –, des deux nationalités et dans les deux langues. Le résultat est une description fine et innovante de la fabrique des circulations militaires internationales, tissu complexe d'intérêts, de rivalités et d'affinités idéologiques, au sein duquel il est impossible de distinguer enjeux militaires, économiques et diplomatiques.

*
*　*

La thèse dont ce livre est issu a été écrite et soutenue avant la tempête, c'est-à-dire avant la crise démocratique que connaît le Brésil à partir de 2014. Depuis lors, les objets de recherche que Nabuco avait pu aborder « refroidis » se sont largement réchauffés : la mémoire de la dictature est redevenue l'objet de violents conflits de mémoire, à mesure que l'extrême-droite faisait de la guerre contre-insurrectionnelle

menée dans les années 1970 son mythe fondateur. Cet ouvrage montre que l'expérience brésilienne de violence d'État, de gestion des populations suspectes, la construction d'une société politique autour de l'idée d'ennemi interne ont été coproduits dans l'espace occidental et que la France y a joué un rôle crucial. C'est une responsabilité historique que porte notre pays dans l'histoire de violence de l'État brésilien, dont l'élection de Jair Bolsonaro à la présidence en 2018, et sa réélection en 2022, sont largement le fruit.

Introduction

Le présent ouvrage[1] est l'histoire d'une tentative de reconquête, celle menée par la France au Brésil entre 1958 et 1974. Pendant la dictature brésilienne (1964-1985), la coopération militaire entre les deux pays prend un tournant : Paris envoie à Rio de Janeiro ses spécialistes de la contre-guérilla les plus reconnus et réussit en même temps à vendre au gouvernement dictatorial les avions d'attaque au sol Mirage III E. Résultat d'une stratégie de reconquête diplomatique élaborée et mise en place sous le gouvernement puis la présidence de Charles de Gaulle (1958-1969), la coopération franco-brésilienne est aujourd'hui un enjeu central de la stratégie de puissance du Brésil.

Pour la France, l'intérêt économique et commercial motive ces relations ; les investissements français sont très importants au Brésil, qui, parmi les pays émergents, représente le deuxième bénéficiaire de fonds. La culture comme les industries françaises y sont bien implantées, surtout dans les domaines de l'énergie, des banques, de l'enseignement supérieur ou encore de l'armement. Le Brésil, de son côté, recherche le soutien politique et l'expertise militaire d'une importante démocratie occidentale avec laquelle il partage 730 km de frontières en Amazonie.

1. Résultat de recherches menées en France et au Brésil, et issu du profond remaniement de ma thèse de doctorat en histoire, soutenue en décembre 2011, sous la direction du professeur Richard Marin (tel-00690336).

Depuis les années 2000, ces relations sont marquées par une très bonne entente, avec l'entrée en activité des sous-marins nucléaires franco-brésiliens, en décembre 2020, et l'étroite collaboration dans le maintien de la sécurité de la zone Caraïbe, depuis cinq ans. Cependant, ces relations n'ont pas toujours été suivies et de nombreuses difficultés les ont ponctuées. Depuis 2019, les déclarations intempestives et la politique amazonienne du gouvernement d'extrême droite, dirigé par le capitaine réformé de l'armée de terre Jair Bolsonaro (2019-…) créent de très fortes tensions entre chefs d'État, mettant en péril des années de coopération. Le retour des militaires au gouvernement par la voie des urnes rappelle aux observateurs internationaux que le Brésil est encore hanté par les fantasmes de la dictature. Ce livre essaie de comprendre en quoi les relations militaires sont devenues indispensables dans la logique d'expansion et d'affirmation de la présence française. À travers le regard des attachés militaires français au Brésil, nous étudierons les mécanismes de la politique étrangère de la politique étrangère de la France.

Pour comprendre la position qu'occupe la France à l'égard de l'armée brésilienne, nous devons connaître d'abord celle qu'occupent les États-Unis, car le coup d'État contre le président constitutionnel João Goulart (1961-1964) est le résultat d'une vaste opération de propagande politique et d'articulation des réseaux. Il est monté et orchestré par une élite militaire et industrielle, de droite et d'extrême droite, avec l'appui de Washington. Les contemporains du coup d'État ont rapidement souligné le rôle déterminant que l'ambassade des États-Unis à Rio de Janeiro joue dans la campagne de déstabilisation menée contre João Goulart[2]. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les relations entre Rio et Washington sont un des piliers du système interaméricain de défense et s'appuient sur une politique de soutien financier et de fourniture d'armements. L'histoire de l'alliance entre le Brésil et les États-Unis a fait l'objet de nombreuses recherches qui ont souligné la relation personnelle entre le colonel Vernon Walters, attaché militaire

2. Luiz Alberto Moniz Bandeira, *A presença dos Estados-Unidos no Brasil*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1973.

des États-Unis au Brésil (1962-1967), et le premier général-président Castelo Branco (1964-1967).

Depuis 2010, l'historiographie montre cependant que les relations entre le Brésil et les États-Unis sont également marquées par des rivalités et des conflits. Après le coup d'État, Washington réagit à l'intensification de la répression, pendant le deuxième gouvernement militaire, celui du général Costa e Silva (1967-1969), et après la publication de l'acte institutionnel n° 5 qui suspend les droits fondamentaux, en décembre 1968. À partir du moment où la campagne internationale que mène l'opposition, pour dénoncer les violations des droits de l'homme, nuit à la nouvelle image que les États-Unis veulent transmettre à leurs partenaires internationaux, le Sénat états-unien refuse de voter toute aide qui pourrait être qualifiée de soutien à la dictature, notamment la vente des avions militaires d'attaque au sol Douglas A-4 Skyhawk, en 1969[3].

Ce changement n'est pas dû uniquement à la sensibilité des sénateurs aux dénonciations des tortures subies par l'opposition de gauche au Brésil. Il intervient dans le contexte de la nouvelle stratégie de la Maison-Blanche. À partir de 1969, le président Richard Nixon (1969-1974) commence le processus de désengagement des États-Unis de toute opération d'intervention terrestre dans le tiers monde, ce qui se traduit par la baisse des investissements et par la diminution de leur présence sur le terrain[4]. Pour ne pas renoncer à une politique de présence mondiale, la doctrine Nixon prévoit de déléguer le pouvoir d'intervention à des puissances régionales reconnues comme des alliés dans la guerre froide, et c'est le cas du Brésil qui connaît une des périodes de plus forte croissance économique de son histoire[5]. La nouvelle doctrine états-unienne et la volonté brésilienne de jouer un rôle plus grand dans la guerre froide créent de nouvelles opportunités de partenariat.

3. Carlos Fico, *O grande irmão. Da operação Brother Sam aos anos de chumbo: o governo dos Estados Unidos a ditadura militar brasileira*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2008.
4. Alain Joxe, *Le cycle de la dissuasion (1945-1989). Essai de stratégie critique*, Paris, La Découverte, 1990.
5. Matias Spektor, *Kissinger e o Brasil*, Rio de Janeiro, Zahar, 2009.

Les recherches menées sur les relations entre Washington et Brasília ont renouvelé le champ d'études sur la guerre froide en Amérique latine. De nouveaux acteurs longtemps considérés comme étant de moindre importance apparaissent comme autant de soutiens aux dictatures de la guerre froide.

Dans les études menées sur la guerre froide en Amérique latine, celles portant sur l'influence britannique ont été les premières à attirer l'attention sur le rôle des pays européens. L'influence britannique est une des premières à faire l'objet de révélations, avec des témoignages collectés par les historiens, en 1994. L'armée britannique exporte à la dictature brésilienne une technologie de torture psychologique pour obtenir des informations auprès des prisonniers sans laisser de marques sur les corps. Les Britanniques ont tiré de leurs expériences des guerres coloniales une tradition de pratiques transmises oralement dans les écoles militaires et parvenues au Brésil au travers des échanges militaires entre officiers des services secrets des deux pays[6].

Le renouvellement des études sur le rôle des pays européens durant les régimes militaires en Amérique latine est relativement récent. Le dialogue avec les travaux journalistiques est souvent essentiel pour répondre aux questions posées par l'histoire du temps présent. L'enquête menée par Marie-Monique Robin y a beaucoup contribué, surtout en raison du profond impact international qu'elle a eu, en soulevant de nombreuses interrogations quant à la participation de la France[7]. Robin s'intéresse à la responsabilité de la France dans la répression menée par la dictature argentine (1976-1983) envers ses opposants. Très bien documentée sur l'Argentine, l'enquête fait apparaître des acteurs de l'ombre, présents aussi dans d'autres pays du Cône Sud de l'Amérique latine, comme l'attaché militaire français au Brésil, le colonel Paul Aussaresses (1973-1975).

P. Aussaresses publie en 2001 deux livres de témoignage qui lui ont valu la mise à la retraite d'office par le Conseil supérieur

6. João Roberto Martins, *Segredos de Estado. O Governo britânico e a tortura no Brasil (1969-1976)*, Salvador, Sagga, 2019.
7. Marie-Monique Robin, *Les escadrons de la mort : l'école française*, Paris, La Découverte, 2003.

de l'armée de terre[8] pour apologie de la torture[9]. Dans ses livres, il reconnaît l'usage de la torture et de la pratique des disparitions forcées comme instruments de lutte contre la guérilla en Algérie, à l'époque où il était responsable des groupes de choc sous le commandement du général Massu. Après l'Algérie, en 1966, Aussaresses est nommé officier de liaison à Fort Bragg (États-Unis) et instructeur des forces spéciales états-uniennes, avant d'assumer son poste d'attaché de défense à l'ambassade de France à Brasília, où il a également été instructeur au Centre d'opérations en forêt et d'actions commando (COSAC), à Manaus, en Amazonie.

Le retour d'expérience des armées française et britannique dans les colonies africaines et asiatiques est donc très important dans la formation de la pensée militaire latino-américaine, contrairement à l'hypothèse dominante dans l'historiographie sur les dictatures de la guerre froide, selon laquelle la matrice de toutes les doctrines militaires est états-unienne. Contrairement aux Britanniques, les Français ont tiré de leurs expériences coloniales une doctrine. La doctrine française a été élaborée dans le feu de l'action par des officiers qui ont combattu le Vietminh en Indochine, puis le Front de libération nationale (FLN) en Algérie. Ces hommes ont attaché une grande importance à la recherche d'informations, à l'interrogatoire des prisonniers et à l'usage de la torture, considérée comme un moyen légitime pour obtenir des renseignements.

L'enquête de Marie-Monique Robin a inspiré de nombreux travaux en France comme en Amérique latine. Ainsi, le sociologue João Roberto Martins[10] établit un lien entre la doctrine française de

8. Aussaresses a ainsi perdu les avantages fiscaux et matériels de son rang ainsi que la position honorifique de général en deuxième section, qui correspond aux officiers généraux ayant l'obligation de rester à la disposition du ministre de la défense.
9. Paul Aussaresses, *Services Spéciaux. Algérie 1955-1957*, Paris, Perrin, 2001 ; *Pour la France, services spéciaux 1942-1954*, Paris, Le Rocher, 2001.
10. João Roberto Martins Filho, « A educação dos golpistas: cultura militar, influência francesa e golpe de 1964 », communication présentée au séminaire international *Cultures of dictatorship*, Maryland, University of Maryland, 2004 ; « A influência dutrinária francesa sobre os militares brasileiros nos anos de 1960 », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 23, n° 67, 2008, p. 39-50 (doi:10.1590/S0102-69092008000200004) ; « Tortura e ideologia: os militares brasileiros e a doutrina da "guerre révolutionnaire" (1959/1974) »,

la guerre révolutionnaire et le mode opératoire des militaires brésiliens pendant les campagnes de répression menées à l'encontre de l'opposition armée. Dans une approche très différente, l'historienne Mariana Joffily s'intéresse aux méthodes d'interrogatoire utilisées par la police et l'armée pendant les années les plus dures de la répression à São Paulo (1968-1974) et trouve là-aussi des références à l'expérience française. L'architecture institutionnelle des groupes de recherche et d'exploitation de renseignement a des caractéristiques communes avec les modèles français appliqués en Algérie : la coordination des efforts de la police militaire et des forces armées dans la traque des guérilleros est une idée française, mise en application lors des combats contre le FLN à Alger. C'est notamment l'expérience des commandos de choc dans les actions contre-insurrectionnelles qui est importante : après l'exploitation des informations collectées par les services d'information pendant les interrogatoires, les commandos agissent immédiatement pour neutraliser toute la chaîne des militants[11]. En 2011, ma thèse de doctorat d'histoire s'inscrit dans la suite de ces travaux et porte sur les stratégies de propagande élaborées par la France pour exporter sa doctrine et son armement.

L'année 2012 marque un tournant dans les recherches sur la dictature brésilienne. La Commission nationale de la vérité (CNV) s'ouvre au Brésil par décision de la présidente Dilma Rousseff (2011-2016), ancienne guérillera, afin d'enquêter sur les violations des droits de l'homme qui se sont produites entre 1946 et 1988, au Brésil et à l'étranger, par des agents publics, des personnes à leur service, avec le soutien ou dans l'intérêt de l'État brésilien. Stimulées par ce travail d'enquête et d'information, de nouvelles recherches sur la présence et l'influence des pays européens pendant la dictature au Brésil voient le jour. Les travaux de la journaliste Leneide Duarte-Plon s'insèrent dans ce cadre : celle-ci établit un dialogue avec mes travaux pour révéler au public brésilien le rôle que le colonel Paul Aussaresses joue pendant

dans Cecília MacDowell Santos, Edson Teles, Janaína de Almeida Teles (dir.), *Desarquivando a Ditadura: memória e justiça no Brasil*, São Paulo, Hucitex, 2009, p. 179-202 ; « A conexão francesa: da Argélia ao Araguaia », *Varia história*, vol. 28, nº 48, 2012, p. 519-536 (10.1590/S0104-87752012000200003).

11. Mariana Joffily, *No centro da engrenagem : os interrogatórios na Operação Bandeirante e no DOI de São Paulo (1969-1975)*, São Paulo, EDUSP, 2012.

la dictature[12]. En dépit des qualités de son enquête et des révélations qu'il apporte, ce travail d'investigation présente des lacunes que le présent ouvrage entend combler, surtout en ce qui concerne le rôle des attachés militaires dans la politique de la France à l'égard du Brésil.

Nous suivrons dans ce livre le travail des attachés militaires, responsables sur le terrain de la mise en application de la stratégie française de reconquête diplomatique, fondée sur la promotion des doctrines militaires et sur l'exportation d'armements. Les limites chronologiques de ce travail correspondent en amont au moment où la guerre d'Algérie trouve des répercussions internationales et en aval à la fin du gaullisme constitutionnel.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, un sentiment général de déclin frappe les hommes politiques français. De 1944 à 1960, le Quai d'Orsay lutte afin de rétablir le rayonnement français outre-Atlantique. Si les diplomates tiennent la mainmise états-unienne pour cause de tous leurs malheurs, malgré l'aide significative du plan Marshall, c'est pour ne pas laisser entendre à leurs partenaires que la dépendance vis-à-vis de Washington les prive de toute autonomie dans les affaires internationales[13].

Il faut attendre 1958 et la reconstruction économique pour que Paris encourage ses industries d'armement à se tourner vers l'exportation. Lorsque Charles de Gaulle revient au pouvoir et formule le vœu de développer l'autonomie stratégique de la France dans le cadre de la guerre atomique, il préconise également une réforme des armées[14]. Les industries françaises d'armement se tournent vers l'exportation afin d'assurer la continuité dans leur chaîne de production et de compenser les lourds investissements dans la rénovation du parc industriel par des exportations. Le Quai d'Orsay renouvelle son intérêt pour l'Amérique latine, où le Brésil attire l'attention par ses promesses de développement. Ce regain d'intérêt se traduit en 1964 par une tournée du président français à travers une vingtaine des pays de la région. L'outil

12. Leneide Duarte-Plon, *A tortura como arma de guerra. Da Argélia ao Brasil. Como os franceses exportaram os esquadrões da morte e o terrorismo de Estado*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2016.
13. Georgette Medleg-Rodrigues, *Les attitudes françaises face à l'influence des États-Unis au Brésil (1944-1960)*, thèse d'histoire, Université Paris 4, 1998.
14. Jean Doise, Maurice Vaïsse, *Politique étrangère de la France. Diplomatie et outil militaire (1871-1991)*, Paris, Le Seuil, 2015 (1988).

militaire répond dans ce cadre à une logique d'expansion et d'affirmation de la présence française.

Au Brésil, la période est marquée par une très grande instabilité politique et économique. L'articulation de l'outil militaire et de la politique y est une question cruciale puisque les forces armées sont souvent sur le devant de la scène. Depuis la fondation de la République, en 1889, l'intervention des forces armées est décisive dans toutes les crises. Les deux premiers présidents de la République sont des maréchaux et, à la veille de la Première Guerre mondiale, le président est encore un maréchal. C'est aussi une junte militaire qui permet à Getúlio Vargas (1930-1945) de prendre le pouvoir en 1930 et c'est encore l'armée qui le dépose quinze ans plus tard. Entre 1930 et 1964, l'armée intervient directement en politique six fois, la plupart du temps contre la démocratie[15]. Pronunciamientos, putschs et manifestes militaires ponctuent la vie politique : l'extrême droite militaire pousse le président Getúlio Vargas (1950-1954) au suicide, en août 1954, lors de son second mandat, et l'interventionnisme militaire en politique culmine dans le coup d'État d'avril 1964.

Dans cet intervalle, le gouvernement de Juscelino Kubitschek (1956-janvier 1961[16]) met en œuvre un vaste programme de développement économique qui ouvre le pays aux capitaux étrangers et stimule l'essor de l'industrie nationale. Jusqu'en 1964, la rhétorique anticoloniale et la volonté d'instaurer une hiérarchie d'objectifs en politique étrangère mettent au second plan le dialogue avec la France. Le coup d'État d'avril 1964 marque un tournant. Au manque d'entente entre les chefs d'État et à l'incompatibilité des régimes politiques se substitue une convergence de vues sur les problèmes les plus épineux du moment. Alors même que Charles de Gaulle entame son grand voyage en Amérique latine, entre septembre et octobre 1964, le gouvernement récemment installé du général Castelo Branco (1964-1967) donne des garanties de stabilité financière et encourage les investisseurs français.

Le coup d'État d'avril 1964 puis la dictature qui s'installe accentue les échanges franco-brésiliens dans tous les domaines. Le Brésil

15. Alain Rouquié, *L'État militaire en Amérique Latine*, Paris, Le Seuil, 1982, p. 339.
16. Le mois de janvier est traditionnellement consacré à la passation des pouvoirs.

connaît une stabilité politique et économique qui permet au gouvernement militaire d'assurer la continuité puis la conclusion des projets de coopération militaire et d'investissements économiques. Les principaux programmes d'échanges se consolident durant les années de « miracle économique » (1969-1975) ; ce sont aussi celles des années de plomb (1969-1974). Entre le miracle et la torture, militaires et industriels français nouent des relations très rapprochées avec le gouvernement brésilien.

Les gouvernements français et brésiliens cherchent de nouveaux terrains d'entente, tandis qu'en 1969, dans le domaine militaire, les ventes des licences de fabrication des hélicoptères Puma, de la société Sud-Aviation, installée à Toulouse, relancent le commerce des armes. En 1973, la France conclut ses plus importantes ventes de l'après-guerre : les chasseurs à réaction Mirage III E, produits par la compagnie générale aéronautique Marcel Dassault, établie en Île-de-France. L'achat par les forces armées brésiliennes des seize exemplaires de l'avion supersonique français est perçu comme l'affirmation de la puissance brésilienne. Cette importante acquisition est suivie de la vente des missiles Matra, au moment où la société Thomson-CSF répond à l'appel d'offre concernant la mise en place d'un système de radar dans le triangle Rio de Janeiro / São Paulo / Brasília. En 1974, le processus d'ouverture démocratique commence, avec l'entrée en fonction du général Ernesto Geisel (1974-1979).

Dans ce contexte de militarisation de la vie politique, les attachés militaires jouent un rôle primordial. Ils assurent la continuité des politiques de coopération et agissent en tant que véritables diplomates en uniforme. Les attachés militaires français au Brésil sont profondément marqués par l'expérience des guerres d'Indochine (1946-1954) et d'Algérie (1954-1962), où ils ont été envoyés au front, en zone rurale comme en zone urbaine. Leur expérience de la guerre irrégulière s'acquiert dans des conditions très sévères. Pour le haut commandement militaire, il n'est pas question de perdre cette expérience : elle doit être profitable pour tous[17]. À la fin de la guerre d'Algérie (1954-1962), ces officiers occupent des postes qui leur permettent de transmettre les

17. Charles Lacheroy, « Avertissement », *Revue militaire d'information*, février/mars 1957, n° 281, p. 7-9.

expériences et de former les armées alliées aux techniques et aux tactiques de la guerre irrégulière.

Les attachés militaires ne peuvent pas être considérés uniquement comme des officiers de renseignement. Dépendant à la fois des autorités civiles et militaires, ils font partie intégrante de l'ambassade mais reçoivent directement du ministre français des Armées les instructions pour l'exécution de leurs travaux. Ce sont des officiers de renseignement extérieur, conseillers militaires de l'ambassadeur, rattachés au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE)[18].

Ces hommes de l'ombre sont habitués à la clandestinité, capables d'improviser dans des actions discrètes voire secrètes. Ils sont aptes à commander des collaborateurs immédiats, travaillant à l'élaboration, à la transmission et à l'exécution des missions de renseignement. La culture politique des officiers des services spéciaux français est à l'image des relations que la France veut établir avec le gouvernement brésilien. Officiers de renseignements éprouvés, ces hommes aux trajectoires différentes ont en commun l'expérience des guerres irrégulières. Lorsqu'ils arrivent au Brésil, ils ont tous une carrière militaire consolidée : leurs expériences inégalables dans les services spéciaux sont le principal atout de la France. Les moyens mis en œuvre et l'intérêt du milieu politique brésilien pour la doctrine et les matériels français expliquent les succès obtenus par la diplomatie française dans un contexte de forte concurrence avec les États-Unis. Ces victoires

18. Créé en janvier 1946, le SDECE réunit tous les services de renseignement dans une structure unique, placée sous l'autorité du président du Conseil des ministres puis du Premier ministre. Il a la responsabilité de procurer au gouvernement des informations et des documents, de détecter et de signaler aux administrations intéressées les agents des puissances étrangères, dont l'action serait susceptible de nuire à la défense nationale ou à la sûreté de l'État. Jusqu'en 1958, les gaullistes y occupent 40 % des postes. Au retour de Charles de Gaulle au pouvoir, ce pourcentage monte à près de 60 %. Les anciens du 2e bureau de l'armée de terre, héritiers de la IIIe République, occupent une position de force : environ le tiers du personnel. De manière générale, un passé de résistant est un des principaux critères pour entrer dans le SDECE. Voir à ce sujet : Claude Faure, « Bref historique des services de renseignement et de sécurité français contemporains », *Revue historique des armées*, n° 247, 2007, p. 70-81 (en ligne).

ponctuelles sont représentatives d'un changement dans les orientations de la politique étrangère du Brésil.

L'uniforme n'est qu'un moyen pour obtenir des informations et l'information militaire n'a pas un intérêt suffisant pour être à elle seule le but d'une mission politique et militaire[19]. Les attachés militaires sont aidés dans l'exercice de leurs fonctions par des sous-officiers, adjoints de service, analystes de la presse, rédacteurs, secrétaires. Par moments, ils sont attachés de défense nationale et coordonnent le travail de deux autres attachés, l'un à l'aéronautique, l'autre à la marine, disposant chacun d'un ou de deux adjoints. Derrière la structure visible de l'ambassade, il existe un véritable état-major des services de renseignement, implanté au cœur de l'ambassade, dont l'objectif est d'orienter les décisions de l'ambassadeur en matière de politique de défense et d'établir le lien avec les militaires brésiliens.

Pendant trente ans, de 1936 à 1966, une seule directive oriente le travail des attachés militaires, fixant les principales formes d'action, dans un ordre de priorité clairement établi : le renseignement militaire, le renseignement politique, la propagande auprès des autorités militaires. Le maintien d'orientations élaborées pendant l'entre-deux-guerres révèle la continuité dans les méthodes de travail des attachés militaires : la concurrence avec les États-Unis les oblige à respecter la plus grande discrétion dans les affaires. La rupture en 1966 est le résultat d'un changement propre à la politique étrangère de la France : Charles de Gaulle quitte alors le commandement intégré de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et engage la France dans une politique de reconquête de l'Amérique latine.

Nous essayons dans cet ouvrage de comprendre le rôle les attachés militaires dans la politique française à l'égard du Brésil. Nous avons consulté des sources diplomatiques et militaires pour répondre à cette question. Les sources utilisées dans ce travail sont françaises et brésiliennes, issues principalement des archives diplomatiques et militaires, mais aussi des articles de la presse contemporaine. Les sources françaises se trouvent aux archives du ministère des Affaires étrangères, à la Courneuve, et aux archives du ministère de la Défense,

19. Albert Buchalet, *Organisation des Postes d'attaché militaire et des forces armées en Amérique du Sud*, Rio de Janeiro, 17 janvier 1952, Archives de la Défense (abrégé SHD ci-après), 14S536.

au château de Vincennes. La documentation brésilienne est dispersée entre les différents sites des archives de l'Itamaraty, le ministère brésilien des Affaires étrangères, à Brasília, et de l'*Arquivo Nacional*, où se trouvent les cartons émanant des organismes responsables de la collecte d'informations extérieures : le *Centro de Informações do Exterior* et la *Divisão de Segurança e Informações do Ministério das Relações Exteriores* (DSI/MRE).

La documentation que nous avons réunie correspond à l'activité des attachés militaires nommés au Brésil pour des missions de deux ou trois ans. Ces documents s'adressent à l'ambassadeur, au Premier ministre, au ministre de la Défense nationale (des Forces armées ou des Armées selon la période), au secrétaire général du Quai d'Orsay, au chef de l'état-major de l'armée de terre, aux secrétaires d'État et au chef d'état-major du SDECE.

L'attaché militaire est l'unique signataire des documents. Il produit les synthèses d'informations regroupant des renseignements obtenus à travers ses contacts dans l'armée brésilienne ; les informations brutes sont le plus souvent obtenues par un adjoint, un agent de renseignement ou un officier du SDECE installé à l'ambassade de France.

Les travaux de l'attaché militaire sont souvent incomplets et compromis par le changement systématique de responsable de poste. Tous les trois ans, son occupant quitte ses fonctions pour regagner la France. Par ailleurs, à chaque nouveau gouvernement brésilien, les titulaires des portefeuilles des Armées et des Affaires étrangères changent, tout comme les priorités, ce qui relègue parfois les projets en cours de développement par l'attaché à une position marginale dans les projets du gouvernement brésilien.

Parmi toute la documentation que nous avons consultée, le rapport de fin de mission est le plus important. Il est analytique, synthétique, pratique, structuré et clair. De plus, il reproduit les codes du langage du ministère des Armées et sert de guide pour les relations militaires. L'économie des détails est souvent compensée par des analyses qui révèlent le filtre idéologique des auteurs. L'analyse des difficultés des missions permet de mesurer le degré d'intégration de l'attaché militaire dans les réseaux français et la proximité avec les officiers brésiliens. Les rapports de fin de mission sont donc des documents précieux et utiles, même s'ils introduisent un filtre déformant, difficile

à évaluer. La quantité d'informations rassemblées dans les rapports est un indicateur du capital de connaissances accumulé par les attachés militaires. Ces éléments réunis, nous pouvons mesurer la place de l'outil militaire dans la diplomatie française au Brésil.

Notre questionnement s'emploie à montrer en quoi les actions menées par ces diplomates en uniforme ont permis à la France de redevenir en quelques années un des principaux partenaires stratégiques du Brésil. En ce sens, notre étude se divise en cinq chapitres. Tout d'abord, une partie méthodologique. Nous commençons ce travail par une analyse transversale du profil et du mode opératoire des attachés militaires au Brésil : leur trajectoire et leur rôle dans la stratégie française durant les années 1960. Quel est l'impact de la rencontre entre les officiers d'Algérie et les officiers brésiliens ? Dans quelle mesure cette rencontre modifie-t-elle la nature des relations franco-brésiliennes ? Véritables médiateurs entre les industries d'armement et le milieu militaire brésilien, les attachés militaires établissent un lien permanent avec les multinationales implantées au Brésil.

À partir du deuxième chapitre, nous suivrons une trame chronologique pour comprendre l'évolution de la politique française à l'égard du Brésil : d'une position passive, la politique étrangère de la France évolue vers une diplomatie offensive. Les chapitres chronologiques permettent de bien observer la césure politique entre le Brésil et la France, à la fin de la guerre d'Algérie, mais pas uniquement. Les chapitres trois à cinq portent sur la période dictatoriale, d'abord pour expliquer le rapprochement entre l'attaché militaire et les principaux acteurs du coup d'État contre le président constitutionnel João Goulart, en avril 1964. Ensuite, nous verrons comment la France appuie le régime militaire, au moment même où Washington réduit progressivement sa présence au Brésil.

Chapitre 1

France et Brésil : des relations marginales dans la guerre froide (1956-1960)

De 1945 à 1964, les relations franco-brésiliennes sont durablement affectées par divers conflits politiques qui s'articulent autour de trois thèmes : le contrepoids européen à la présence états-unienne, l'autonomie stratégique de la France et la position brésilienne à l'égard du colonialisme français. Aux facteurs politiques, s'ajoutent les problèmes économiques. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, des différends financiers opposent les deux pays[1]. Pendant toute la période qui précède le coup d'État civil et militaire d'avril 1964, la France occupe la 8e position parmi les partenaires économiques du Brésil, alors que celui-ci n'occupe que le 14e rang parmi les acheteurs de la France et seulement le 18e parmi ses fournisseurs[2].

Jusqu'à la reconstruction complète de son économie, la France prend ses distances à l'égard de l'Amérique latine et un sentiment général de déclin frappe les hommes politiques français[3]. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, de tous les problèmes politiques qu'elle affronte, la décolonisation nuit le plus directement à ses relations internationales : la guerre d'Algérie empêche le gouvernement français de transmettre à ses partenaires l'image d'une grande puissance qui sait garder des orientations pacifistes et une politique des droits de l'homme[4].

---

1. Le président Getúlio Vargas (1930-1945) avait nationalisé les entreprises françaises, notamment des banques et des compagnies de transport ferroviaire et maritime, pour compenser les pertes en recettes fiscales et bénéfices non déclarés, pendant la Seconde Guerre mondiale. Pour plus de détails voir Antônio Carlos Lessa, *A parceria bloqueada: as relações entre França Brasil, 1945-2000*, thèse d'histoire, Universidade de Brasília, 2000 (handle:10482/5590).
2. Antonio Carlos Lessa, « Os vértices marginais das vocações universais: as relações entre a França e o Brasil de 1945 a nossos dias », *Revista brasileira de política internacional*, nº 43, 2000, p. 28-58 (doi:10.1590/S0034-73292000000200002).
3. Georgette Medleg-Rodrigues, *Les attitudes françaises…*, *op. cit.*, p. 21.
4. Maurice Vaïsse, *La puissance ou l'influence. La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009, p. 16.

Le renouveau du dialogue franco-brésilien a lieu dans un cadre de forte croissance, pendant le mandat de Kubitschek, autour de l'implantation de multinationales françaises au Brésil. Cependant, c'est la concurrence entre le Brésil et son rival historique, l'Argentine, qui conduit à un rapprochement avec la France sur le plan technique et militaire.

Les intérêts de la France au Brésil

L'instabilité de la politique intérieure est un des principaux freins aux relations franco-brésiliennes. Les origines du problème se trouvent notamment dans la crise de succession de Getúlio Vargas. Depuis 1945 et la chute de la dictature Vargas de l'*Estado Novo* (1937-1945), les formations politiques brésiliennes se positionnent sur l'échiquier en fonction de leurs liens d'affinité avec le nationalisme du dictateur sortant.

Le milieu politique brésilien est profondément divisé et les forces armées polarisées autour de deux groupes qui se disputent les postes de commandement au sein de l'armée de terre et la direction du *Clube Militar*, un collège d'officiers particulièrement influent tant au niveau politique qu'économique[5]. Le premier groupe est composé des partisans de l'intervention de l'État dans l'économie, dans le cadre d'une recherche d'autonomie économique et de neutralité géopolitique pendant la guerre froide. Il est formé en majorité d'officiers qui ont servi sous Vargas et qui défendent des positions nationalistes, socialistes, travaillistes ; ils sont cependant divisés à l'égard du communisme car quelques-uns de ses partisans ont été un temps affiliés au PCB (*Partido Comunista Brasileiro*), alors même que d'autres manifestent un farouche anticommunisme. Le second groupe est formé des partisans de l'internationalisation de l'économie, dans

5. Antonio Carlos Peixoto, « Le *Clube Militar* et les affrontements au sein des forces armées (1945-1964) », dans Alain Rouquié (dir.), *Les partis militaires au Brésil*, Paris, PFNSP, 1980, p. 65-81.

le cadre de l'alliance avec les États-Unis. Réunis sous la bannière de la *Cruzada democrática*, ils occupent peu de postes au niveau ministériel, mais remportent les élections pour la direction du *Clube Militar* et jouent le premier rôle dans la crise politique qui pousse le président Getúlio Vargas[6] au suicide lors de son second mandat, le 24 août 1954.

La disparition de Vargas provoque une grande émotion nationale. La situation politique est très instable, marquée par des prises positions militaires et des manifestations politiques au niveau national. Dans un climat très tendu, le vice-président João Café Filho (1954-1956) assure l'intérim pour une période d'un an mais il ne fait pas l'unanimité : il doit affronter la fronde des militaires, profondément divisés quant à la position à adopter face à l'héritage de Vargas. Afin d'apaiser le conflit avec les hauts gradés de l'armée de terre, le président par intérim Café Filho nomme au ministère de la Guerre l'influent général Henrique Lott ; pour répondre aux doléances des secteurs les plus conservateurs, il nomme au ministère des Affaires étrangères Raul Fernandes qui défend une politique d'alignement sur la politique étrangère de Washington dans la guerre froide. Café Filho entreprend des réformes controversées : il limite le monopole de l'État sur l'exploration des sables de monazite et assure un traitement préférentiel aux États-Unis, principale destination d'exportation de ces terres rares[7]. Au terme d'un an de gouvernement, Café Filho doit organiser de nouvelles élections pour assurer la transition politique et élire le nouveau président de la République, successeur de Vargas.

En octobre 1955, Juscelino Kubitschek et João Goulart sortent victorieux des élections présidentielles. Ils représentent les courants nationalistes au sein de la coalition formée par le Parti social démocratique (PSD) et le Parti travailliste brésilien (PTB). Ils sont les héritiers politiques de Vargas et leur victoire est perçue par l'opposition comme une menace de rupture de l'alliance stratégique avec les États-Unis. Avant même son entrée en fonction, le gouvernement de Juscelino Kubitschek fait face à une série de difficultés.

---

6. Paul Manor, « La *Cruzada Democratica*, un groupe de pression de la droite libérale dans l'armée brésilienne 1952-1962 », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1979, n° 244-245, p. 437-457 (doi:10.3406/outre.1979.2214).
7. Paulo Fagundes Vizentini, *Relações exteriores do Brasil (1945-1954). O nacionalismo a política externa independente*, Petrópolis, Vozes, 2004.

Alors que la passation des pouvoirs n'est pas encore assurée, Café Filho tombe gravement malade et quitte ses fonctions. Il laisse le pouvoir au président de la Chambre des députés, le conservateur Carlos Luz. Avec l'appui des secteurs de la droite les plus conservateurs au sein des forces armées, il veut invalider le résultat du scrutin, en espérant ainsi empêcher le retour au pouvoir des nationalistes. Dans une manœuvre politique malheureuse, Carlos Luz mobilise la garnison militaire de São Paulo, éloigne le général Henrique Lott du ministère de la Guerre et tente de rejoindre la capitale par la mer, avec ses troupes, à bord d'un croiseur. Fin tacticien, le général Lott appelle ses troupes à contrôler tous les points stratégiques de la capitale et bloque les accès par les voies aériennes et maritimes, en donnant l'ordre de tirer sur les vaisseaux transportant Carlos Luz et ses alliés. Entre temps, il fait irruption dans le parlement national et destitue le président par intérim avant même son débarquement.

Le contre-coup du 11 novembre 1955 assure la passation des pouvoirs : c'est une caution militaire pour le nouveau gouvernement. Pour le nouveau gouvernement élu, dont la légitimité repose en partie sur l'intervention du général Lott, le seul moyen de garantir son maintien en fonction est d'obtenir le soutien de l'opinion publique et l'appui de ses alliés internationaux.

Juscelino Kubitschek (1956-1961) devient président du Brésil avec le projet de développer l'économie et l'industrie nationales. Il fixe des objectifs ambitieux et son plan de *metas* (« objectifs ») donne la priorité à l'énergie et aux transports, dans le cadre d'une économie tournée vers le marché extérieur. Son programme de gouvernement, qu'il appelle « 50 ans de progrès en 5 ans de réalisations », a pour objectif d'accélérer la courbe de croissance, à travers des emprunts engagés auprès de banques étrangères. Il veut stimuler le secteur de la construction civile pour lancer de grands travaux d'infrastructure et espère pousser l'innovation et augmenter l'offre d'emplois en encourageant l'implantation au Brésil de compagnies étrangères. Kubitschek favorise la création de bureaux de planification et de conseil, où se réunissent hauts fonctionnaires, chefs d'entreprise, entrepreneurs et

hauts gradés des forces armées pour orienter les décisions gouvernementales en matière de politique industrielle[8].

Pendant cette période, la croissance industrielle est forte et atteint 11 % par an. Elle bénéficie largement aux entreprises étrangères à forte intensité de capital, détentrices des savoir-faire techniques et technologiques, qui sont nombreuses à s'installer au Brésil[9]. Les sociétés étrangères sont présentes dans tous les secteurs stratégiques de l'économie brésilienne : 90 % de la production automobile repose entre les mains d'industriels étrangers ; les groupes transnationaux contrôlent 87 % de l'industrie pharmaceutique, 75 % de la construction électronique et 65 % de l'industrie chimique[10].

Jusqu'à la fin des années 1950, la France et le Brésil sont proches mais le commerce bilatéral évolue peu. Les relations sont marquées par une « équidistance pragmatique[11] », où le Brésil essaye de tirer profit d'un éventuel appui à la politique coloniale de la France. Les relations demeurent périphériques, malgré quelques tentatives ici et là d'élaborer un agenda bilatéral. Le peu d'intérêt est une des conséquences du faible taux d'échanges économiques et les bénéfices tirés du commerce colonial réduisent l'intérêt de la France pour les exportations brésiliennes, essentiellement agricoles[12]. Le cacao et le café brésiliens sont en concurrence avec les produits issus de l'Union française qui jouissent alors de tarifs douaniers préférentiels. La situation commence à se modifier à partir de l'entrée en fonction de Juscelino Kubitschek. Les investissements français directs s'accroissent dans le secteur industriel et le nombre de consortiums franco-brésiliens et des filiales

8. Renée Armand Dreifuss, *1964. A conquista do Estado: ação política, poder e golpe de classe*, Petrópolis, Vozes, 1981, p. 72.
9. Alain Rouquié, *L'État militaire…*, *op. cit.*, p. 344.
10. Collectif Paulo Freire, *Multinationales et travailleurs au Brésil*, Paris, Maspero, 1977.
11. L'expression « équidistance pragmatique » est empruntée à Gerson Moura. À l'origine, c'est un concept utilisé pour expliquer la politique étrangère du président Vargas à l'entre-deux-guerres, qui entretient l'ambiguïté à l'égard de la déclaration de guerre à l'Allemagne, essayant d'obtenir les meilleurs avantages dans le cadre des négociations pour l'engagement aux côtés de Washington dans la Seconde Guerre mondiale (Gerson Moura, *Autonomia na dependência, a política exterior brasileira de 1935 a 1942*, Rio de Janeiro, Nova Fronteira, 1980).
12. Antônio Carlos Lessa, « Os vértices marginais… », *op. cit.*, p. 28-58.

françaises spécialisées dans les secteurs énergétiques, miniers et de l'armement, installés à Rio de Janeiro ou à São Paulo, augmente.

Tableau 1 : Représentants des firmes et organismes français d'exportation implantés au Brésil (1947-1972)

Ville	Nom de l'entreprise	Secteur d'activité	Représentants au Brésil	Secteur d'activité
Rio de Janeiro	Berliet Vénissieux-Lyon	Aciéries et automobiles poids lourds	Berliet do Brasil S.A.	Automobiles poids lourds
	CGE/CIT-ALCATEL	Téléphonie et câbles téléphoniques	FRANCOBEL S.A.	Câbles téléphoniques sous-marins
			Dasa Delle Alsthom	Construction mécanique
			Sociedade Técnica e comercial Neyrpic	
			Brasiltel	Télécom
	Groupement d'exportation de navires et d'engins de mer en acier	Armement naval	GENEMA	Armement naval
	Hotchkiss-Brant	Armement terrestre	Casa Mayrink Veiga	Banque d'investissements
	MATRA	Missiles		
	ETS Henry Potez	Aviation civile		
	Manufacture de machines du Haut-Rhin à Mulhouse	Révolvers et munitions	Browne Industria e Comércio Ltda	Industrie de génie civil
	Schneider	Sidérurgie, électronique, armement	BRACOPAR	Holding
			BRACOREP	Électronique
	Sud-Aviation	Aéronautique militaire		Aéronautique militaire
	Société française d'exportation de matériel d'armement	Armements		

Ville	Nom de l'entreprise	Secteur d'activité	Représentants au Brésil	Secteur d'activité
São Paulo	Thomson-CSF	Électroniques	CSF Electrônica do Brasil	Électroniques
	Générale aéronautique Marcel Dassault	Aéronautique militaire	Intertec s.a.	Électroniques et électroménager
	Nord-Aviation	Aéronautique militaire		
	Office français d'exportation de matériel aéronautique	Aéronautique militaire et civil		
	Télécommunications radio-électroniques et téléphoniques	Télécom et électricité	INBELSA (Industria Brasileira de Electricidade S.A.)	Télécom et électricité
	Compagnie des Compteurs	Compteurs d'eau et d'électricité	Companhia Brasileira de Medidores	Compteurs d'eau et d'électricité
	Saint Gobain-Pont à Mousson	Minerai	SOPEMI	Minerai
			Brasilit	Matériaux de construction
			Vidraria industrial	Matériaux de construction
			Fertilizantes Capuava s.a.	Chimie
			Carnesol s.a.	Mécanique
			Administradora São Lourenço s.a.	Holding
	Rhône-Poulenc	Chimie	Rhodia	Chimie
			Rhodia Mérieux	Pharmacie
			Valisières s.a.	Textile
			Filene Indústria Textil	Textile

Tableau élaboré par l'auteur à partir d'informations collectées dans différentes archives.

Comme tout secteur industriel, l'armement a besoin de débouchés constants qui assurent la continuité de la chaîne de production. En 1956, lorsque la Direction française des études et de fabrication d'armements estime que l'armée française s'est reconstituée, les industriels se tournent progressivement vers l'exportation. Pour assurer le progrès de la technologie militaire, le moment arrive de rééquiper les industries d'armement. Sur le plan financier, en raison de leur statut de droit privé, l'appel aux entreprises privées présente certains avantages : elles peuvent autofinancer la partie des dépenses non couverte par les crédits de l'État. Sur le plan commercial, les dirigeants français développent les ventes d'armement à l'exportation, formule soutenue par le ministère des Armées, appréciée au sein des établissements d'État et dans l'industrie privée[13].

Pour les investisseurs français, le Brésil offre deux modèles alternatifs : une stratégie verticale avec la possibilité d'accès aux matières premières et la complémentarité dans l'offre industrielle, en assumant une partie des risques encourus par les firmes qui commencent leur activité ; puis une stratégie horizontale, avec l'opportunité d'accroître leurs capacités de production, en se regroupant autour des compagnies locales qui investissent dans un secteur porteur. Quatre exemples répondent à ces critères, par l'importance des réseaux industriels mobilisés : les sociétés Sud-Aviation, CGA Marcel Dassault, Matra et Thomson-CSF. Un pôle d'excellence de l'armement se forme dans l'État de São Paulo.

Sur les trente-cinq entreprises françaises, quatorze fournissent des équipements militaires : hélicoptères, engins de mer et avions légers[14]. Parmi les plus représentatives se trouvent : Thomson-CSF (Compagnie générale de télégraphe sans-fil), représentée par CSF Eletrônica do Brasil ; le Groupement d'exportation de navires et d'engins de mer en acier (GENEMA), installé à Rio de Janeiro ; la Générale aéronautique Marcel Dassault et la compagnie Nord-Aviation, représentés

13. Jean Tison, « Les grandes étapes de la renaissance industrielle », dans Anne Rasmussen, Christine Gouriellec (dir.), *Les ingénieurs militaires et l'émergence d'une nouvelle industrie française de l'armement, 1945-1960*, Paris, Centre des hautes études de l'armement, 2000, p. 31-39.
14. Frédéric Peter, *Affaires en instance sur le Brésil*, 12 juillet 1961, Archives diplomatiques – France (abrégé MAE ci-après), carton 72.

au sein de l'OFEMA (Office français d'exportation de matériel aéronautique) ; les entreprises Matra et Hotchkiss-Brandt, les compagnies Schneider, Sud-Aviation et la Société française de matériels d'armement, représentées par BRACOREP[15].

L'extension des activités industrielles françaises au Brésil renforce l'intérêt pour la mise en place d'échanges militaires et aéronautiques. Cet intérêt est d'autant plus grand que les entreprises des secteurs stratégiques représentées au Brésil sont souvent administrées par des hommes politiques, des industriels et des militaires en lien avec la politique étrangère de la France. Le dialogue avec les militaires brésiliens évolue rapidement, au même rythme que l'implantation des multinationales françaises.

De nombreux hommes politiques, militaires et industriels français se rendent au Brésil, dans le but de négocier la participation financière et technique de la France à l'effort de développement engagé par le président Juscelino Kubitschek (1956-1961), qui n'hésite pas à solliciter l'appui des pays européens[16]. Pour négocier directement avec Rio les termes d'une aide financière et technique, le Quai d'Orsay envoie de hauts dignitaires expliquer les conditions pour obtenir l'appui français, qu'il soit politique ou économique.

En janvier 1956, Vincent Auriol préside la délégation française qui se rend à Rio de Janeiro pour l'investiture officielle de Kubitschek. Le voyage de l'ancien président français passe inaperçu, dans la presse et dans le milieu politique, surtout en raison de la présence au Brésil du vice-président des États-Unis, Richard Nixon, qui lui vole la vedette. Durant son voyage, Auriol fait des déclarations à la presse, notamment au quotidien *Correio da Manhã*, où il rappelle que la France a retrouvé sa place en Europe et qu'elle dispose désormais de crédits d'investissements pour appuyer le Brésil dans sa politique de développement[17].

---

15. Capitaine de vaisseau Lambert (chef de la division de renseignement), *Directive générale pour l'attaché militaire français au Brésil*, 7 février 1966, SHD, 10T1109.
16. Ricardo Wahrendorff Caldas, *A política externa do governo Kubitschek*, Brasília, Thesaurus, 1996, p. 187.
17. « Fé num grande futuro para o Brasil. Auriol maravilhado com o desenvolvimento de São Paulo », *Correio da Manhã*, 8 février 1956, nº 19287, p. 11 (per089842_1956_19287).

Auriol profite de son séjour pour demander à Macedo Soares, ministre brésilien des Affaires étrangères, l'Itamaraty, son appui lors du débat aux Nations unies sur la question algérienne. L'ancien président français rappelle que l'Algérie, avec ses trois départements, est couverte par le Pacte atlantique : « si l'anarchie et l'insécurité s'installait en Afrique du Nord, le Pacte atlantique serait mis en cause ; le *monde libre* s'exposerait à son tour aux plus graves menaces[18] ». Il sollicite Macedo Soares pour agir auprès des autres gouvernements sud-américains, en vue de les amener à comprendre que la France est la seule juge de ses affaires intérieures.

Le colonialisme de la France nuit aux relations avec ses partenaires du tiers monde en provoquant des dommages économiques, principalement liés aux tarifs douaniers préférentiels dont bénéficient les produits tropicaux exportés par les territoires coloniaux. C'est notamment le cas du Brésil. Grand producteur de matières premières, le Brésil entre en concurrence sur le marché européen avec les produits issus des colonies françaises. Bien que les diplomates évoquent des questions politiques, dans leurs prises de position contre le colonialisme français, à l'Assemblée générale de l'ONU, l'attitude brésilienne est aussi orientée par des raisons économiques. Les rencontres avec les autorités brésiliennes ont également pour objectif d'expliquer les positions françaises et de dissuader le Brésil de s'opposer au colonialisme français.

La visite de Vincent Auriol est suivie par plusieurs autres missions diplomatiques. En mars 1956, l'inauguration de la *Casa França Brasil*, lieu de rayonnement de la culture française à Rio de Janeiro, marque une nouvelle tentative de solliciter l'appui brésilien.

L'amiral Gabriel Rebuffel préside la délégation militaire qui accompagne le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Maurice Faure. Au-delà des échanges culturels et artistiques, la mission française insiste sur l'intérêt à engager les conversations avec le Brésil à propos de la défense de l'Atlantique sud et de la protection de l'axe aérien Dakar-Natal[19]. À la direction Amérique du Quai d'Orsay, le brigadier Pierre Bodet, récemment nommé commandant de la Zone

18. Bernard Hardion, *Mission du président Auriol*, 7 février 1956, MAE, carton 42.
19. Jean Ducousso-Tassel, *Reprise des conversations de caractère militaire à Rio*, 8 mars 1956, MAE, carton 54.

stratégique d'Afrique centrale (ZSAC), sollicite une réunion d'information. L'occasion est d'autant plus propice que le brigadier Bodet préside une association d'hommes politiques, industriels et militaires, liés à la société française Schneider et Cie, solidement établie au Brésil[20].

Les responsables de la politique africaine de la France discutent les positions à adopter à l'égard du Brésil. Le dialogue avec Rio de Janeiro s'insère d'abord dans le cadre de la stratégie française en Afrique[21]. En effet, l'installation d'une base arrière d'opérations aériennes ouvrirait à la France la possibilité d'envoyer des patrouilles mais aussi des avions pour le transport des troupes entre Dakar et Natal. Un accord avec le Brésil permettrait tout simplement de contrôler le trafic aérien et d'intercepter les déplacements des dirigeants du FLN entre l'Afrique et l'Amérique du Sud, où l'attention portée sur la guerre d'Algérie est de plus en plus grand.

L'objectif de la diplomatie française est de négocier en tête-à-tête l'appui brésilien, sans passer par la médiation d'organisations multilatérales comme l'ONU. L'attitude française s'explique notamment par l'offensive internationale du FLN, qui établit ses bureaux dans la plupart des pays du tiers monde, afin d'agir auprès de l'opinion publique, en espérant un changement d'attitude à l'Assemblée des Nations unies en faveur de l'indépendance algérienne[22]. Embarrassée par l'attaque contre sa politique coloniale, la France passe à la contre-offensive.

La guerre d'Algérie modifie la perception que les autorités militaires françaises ont de l'espace atlantique. Désormais la sécurité de la France se joue le long d'un axe qui relie Alger à Brazzaville et le

---

20. Pierre Bodet, *Reprise de conversations franco-brésiliennes au sujet de la défense de l'Atlantique sud et de l'axe stratégique Dakar-Natal*, 20 févier 1956, MAE, carton 44.
21. Jean Ducousso-Tassel, *Reprise des conversations de caractère militaire à Rio*, 8 mars 1956, MAE, carton 54.
22. Dans le cas de l'Algérie, la capacité du Front de libération nationale à exploiter la dynamique bipolaire à son avantage a été un facteur clé de son indépendance. Voir : Matthew Connelly, *L'arme secrète du FLN. Comment de Gaulle a perdu la guerre d'Algérie*, Paris, Payot & Rivages, 2011. Pour le cas spécifique du Brésil, voir : Rodrigo Nabuco de Araujo, « A voz da Argélia. A propaganda revolucionária da Frente de Libertação Nacional argelina no Brasil. Independência nacional e revolução socialista (1954-1962) », *Estudos Históricos* (Rio de Janeiro), vol. 30, nº 61, 2017, p. 401-424 (doi:10.1590/S2178-14942017000200006).

centre de gravité des forces françaises est déplacé d'Europe en Afrique, pour parer à une menace venue du sud. Les trois départements français d'Algérie sont couverts par le Pacte atlantique et menacés par des nationalistes. L'attitude des représentants français change en raison de l'extension du conflit algérien et de son aggravation. La France privilégie désormais l'axe stratégique Dakar-Paris, ce qui ravive l'intérêt pour la défense de l'Atlantique sud.

Les premières négociations aboutissent uniquement à l'échange de quelques télégrammes et à une déclaration conjointe. Le dialogue militaire se heurte ensuite aux difficultés politiques car les conversations particulières entre militaires brésiliens et français ne sont pas entendues par les autorités politiques[23]. L'Itamaraty insiste enfin sur un point essentiel : la défense atlantique est un sujet qui doit être traité au niveau multilatéral, avec la participation de Washington[24].

Le Brésil joue un rôle important dans la surveillance de l'Atlantique sud, notamment depuis la Seconde Guerre mondiale[25]. L'équipement des forces armées brésiliennes répond d'ailleurs à cet impératif : le maillage des côtes par une ligne de fortifications, l'installation d'un système de radars, l'acquisition de porte-avions et la création d'une force aéronavale. L'installation d'une base militaire de détection de missiles dans le Nord-Est brésilien permet à ses forces armées de participer à l'évaluation des risques d'une attaque nucléaire et de repérer le départ de bombardiers ou le lancement de fusées atmosphériques[26]. L'alliance avec les États-Unis couronne le système défensif brésilien qui est protégé par différents accords, épaulé par son principal partenaire continental et soutenu par un solide réseau de stations d'observations stratégiques.

Les relations avec Washington donnent lieu à une mission militaire qui oriente la modernisation de l'armée de terre, à travers l'entraînement des militaires, l'introduction de procédés techniques pour administrer les bases de détection de missiles, le don de matériel et le

---

23. André Normand, *Rapport de fin de mission*, 1er août 1959, SHD, 10T1108.
24. Jean Ducousso-Tassel, *Reprise des conversations de caractère militaire à Rio*, 8 mars 1956, MAE, carton 54.
25. Golberi do Couto e Silva, *Conjuntura política nacional o poder executivo & geopolítica do Brasil*, Rio de Janeiro, José Olympio, 1981, p. 28-29.
26. Alain Joxe, *Le cycle de la dissuasion (1945-1989). Essai de stratégie critique*, Paris, La Découverte, 1990, p. 101.

crédit pour l'achat d'équipements usagés. Les accords militaires signés en 1952 prévoient la fourniture d'armes et d'équipements en échange d'uranium et d'autres minerais stratégiques, mais on ne prévoit pas l'installation d'usines de montage ni même de réparation des pièces. C'est une relation de dépendance où les États-Unis conservent leurs secrets et se gardent d'offrir un rôle au Brésil, qui n'est jamais perçu comme une zone à haute priorité défensive[27]. Ce complexe système défensif ne prévoit ni une modernisation des forces armées ni une nouvelle doctrine dans la guerre froide[28].

Les Brésiliens essaient de tirer tout le profit possible des accords signés avec les États-Unis, en présentant tous les ans une demande de fournitures industrielles. Le Brésil a tendance à acquérir des matériels déjà en service dans les forces armées des pays vendeurs car sa situation économique et financière fait que ses forces armées s'intéressent à des matériels déclassés qui peuvent néanmoins rendre des services dans un pays où le risque d'agression étrangère est infime[29]. Les relations avec les États-Unis témoignent de la faiblesse des militaires brésiliens, pris au piège d'un partenariat qui ne leur apporte pas la modernisation tant attendue de leur équipement[30].

L'interprétation de l'attaché militaire français André Normand éclaire la position brésilienne. Pour lui, le Brésil désire rester le principal bénéficiaire de l'aide états-unienne et ne s'est pas toujours montré favorable à l'organisation dans un cadre sud-américain de la défense de l'Atlantique sud[31]. La défense atlantique n'est pas reliée aux questions sud-américaines et les deux régions préoccupent la diplomatie brésilienne pour des questions différentes. Dans l'espace atlantique, le Brésil peut jouer un rôle face aux pays africains, tout en essayant de négocier des concessions commerciales avec les métropoles européennes. Dans le bassin de la Plata, il doit faire face aux pressions du gouvernement argentin, principal allié de la France dans la région.

---

27. Alain Rouquié, *L'État militaire…*, *op. cit.*, p. 165.
28. Luiz Alberto Moniz Bandeira, *A presença dos Estados-Unidos…*, *op. cit.*, p. 377.
29. André Normand, *Rôle des forces armées françaises dans l'effort de propagande et d'expansion actuellement appliqué sur le Brésil*, 1958, SHD, 10T1108.
30. Paulo Fagundes Vizentini, *Relações…*, *op. cit.*, p. 55.
31. André Normand, *Rapport de fin de mission…*, *op. cit.*

La propagande française auprès de l'armée brésilienne

La propagande peut se définir comme l'action psychologique qui met en œuvre tous les moyens d'information pour diffuser une doctrine, créer un mouvement d'opinion et susciter une décision[32]. L'assistance matérielle et technique peut aussi être considérée comme une forme de propagande à travers les accords culturels entre les pays. Les exemples les plus courants sont l'installation des missions culturelles, l'attribution des bourses d'études, les facilités douanières pour la diffusion de livres, etc. L'assistance technique obtient un résultat semblable avec l'importation d'un savoir-faire dans lequel la qualité technique étrangère constitue un motif de propagande[33].

La propagande de l'armée française est orientée vers la valorisation des éléments technologiques de sa doctrine tout comme vers la diffusion d'un système de pensée. En observant la rivalité entre le Brésil et l'Argentine, la France dirige sa propagande auprès de l'armée brésilienne vers l'exportation des doctrines. À travers ses attachés militaires, la France identifie ses principaux interlocuteurs dans l'armée brésilienne et organise le travail de transferts des doctrines antisubversives, considéré comme point de départ pour exporter le

32. Christian Delporte, « De la propagande à la communication politique. Le cas français », *Le Débat*, nº 138, 2006, p. 30-45 (doi:10.3917/deba.138.0030).
33. Ito Justino da Matta Garcia, *A estratégia psico-social*, 1959, Escola Superior de Guerra, C-19-59.

matériel militaire français. Dans le cas argentin comme dans le cas brésilien, la propagande a pour objectif d'associer la doctrine de la guerre révolutionnaire de l'armée française à un armement spécifique.

Pendant les premières années de la guerre froide, l'Argentine et le Brésil sont des zones à faible intérêt stratégique : la possibilité des transformation en conflit de la rivalité historique entre les deux pays est faible, tout comme son éventuelle militarisation[34]. Comme le constate l'attaché militaire français : « l'Argentine qui suit toujours de près les efforts d'armement du Brésil et qui constate que ce dernier dispose maintenant d'une véritable *task force* depuis l'achat d'un porte-avions en Angleterre et du prêt de deux sous-marins par les USA, ne voudrait pas se laisser distancer[35] ».

Pour le Brésil, le principal obstacle dans le sous-continent sud-américain est son encerclement par des nations d'une même origine hispanique et d'une même unité linguistique, dont le pouvoir converge vers le cœur du continent[36]. Pour les stratèges brésiliens, l'Amérique du Sud doit être soustraite à l'influence argentine par une politique de communication et de transport, afin de rompre l'isolement brésilien.

En août 1956, le gouvernement argentin du général Aramburu (1955-1958) convoque la première conférence sud-américaine sur l'Atlantique sud, pour fixer les bases d'une coopération militaire continentale. Après un long délai, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay répondent à l'appel argentin. Le Chili ne figure pas parmi les invités alors qu'il contrôle le détroit de Magellan et le canal de Beagle, ce qui est un signe des tensions avec l'Argentine. Les États-Unis n'acceptent de se joindre au groupe des nations sud-américaines qu'après l'intervention du gouvernement brésilien. En proposant cette conférence, le gouvernement argentin veut prouver ses intentions et s'engager dans le soutien de la politique interaméricaine de défense. Les négociations portent sur les accords en vue de standardiser l'équipement militaire, d'adopter des méthodes analogues de défense navale et d'organiser éventuellement des patrouilles mixtes assurées par les forces aéronavales ou aériennes du Brésil, du Paraguay, de l'Uruguay

34. Christopher Darnton, *Rivalry and Alliance in Cold War Latin America*, Baltimore, Johns Hopkins U.P., 2014, p. 55.
35. SDECE, *Note sur la conférence de Buenos Aires*, 1956, SHD, 10T1103.
36. Golberi do Couto e Silva, *Conjuntura política nacional…*, *op. cit.*, p. 38-46.

et de l'Argentine. L'alliance renforcerait le pouvoir d'intervention des états-majors combinés dans les opérations inscrites dans le cadre de l'OEA (Organisation des États américains) ; mais elle intégrerait aussi le gouvernement argentin dans le système de défense continentale[37].

L'Argentine est trois fois moins peuplée pour un territoire quatre fois plus petit et reçoit alors autant d'investissements privés étrangers que le Brésil. Le pays austral a une économie stable, ce qui contribue à attirer les investisseurs étrangers, notamment issus de l'Europe, où il espère trouver les financements pour la recherche et la technologie. L'enjeu est aussi d'échapper à la dépendance à l'égard de Washington, en diversifiant les sources d'approvisionnement. L'alliance avec la France contribue à la définition par les militaires argentins d'un projet national de développement[38].

Alors que les forces armées brésiliennes évoluent encore dans le cadre d'un affrontement entre les deux superpuissances, l'Argentine adopte des modèles d'organisation militaire inspirés par la France et se prépare à un affrontement à l'intérieur des frontières nationales[39]. En 1957, sur l'initiative de deux officiers anciens stagiaires de l'École supérieure de guerre de Paris, l'armée argentine accueille à l'École de guerre trois officiers français brevetés d'état-major supérieur[40]. Les relations avec l'armée française se consolident progressivement, en l'espace de trois ans, et une première mission française arrive à Buenos Aires et s'installe dans les dépendances de l'état-major argentin. La première mission militaire française en Argentine couvre deux domaines essentiels pour la modernisation des forces terrestres : les besoins en armement et la doctrine de la guerre subversive qui accompagne ces armements[41]. Pour les militaires argentins, les offres

37. Luiz Alberto Moniz Bandeira, *Conflito integração na América do Sul. Brasil, Argentina Estados Unidos. Da Tríplice Aliança ao Mercosul (1870-2003)*, Rio de Janeiro, Revan, 2003, p. 270-271.
38. Alain Rouquié, *L'État militaire…*, *op. cit.*, p. 182.
39. Mario Ranalletti, « Aux origines du terrorisme d'État en Argentine. Les influences françaises dans la formation des militaires argentins (1955-1976) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, nº 105, 2010, p. 45-56 (doi:10.3917/ving.105.0045).
40. Marie-Monique Robin, *Les escadrons de la mort…*, *op. cit.*, p. 206.
41. Gabriel Périès, « Un modèle d'échange doctrinal franco-argentin : le plan CONINTES 1951-1966 », dans Renée Fregosi (dir.), *Armées et pouvoirs en*

françaises répondent à une demande d'insertion internationale car la doctrine française intériorise et rationalise l'affrontement idéologique qui caractérise la guerre froide ; elle justifie l'acquisition d'un nouvel équipement militaire et légitime la course aux armements[42].

En Argentine, la présence d'une mission militaire et technique au sein de l'état-major argentin est le principal moyen de transfert doctrinal. L'idée d'une concurrence mimétique entre le Brésil et l'Argentine n'est pas à exclure[43]. L'édifice défensif de ces ennemis héréditaires se construit sur la base de leur antagonisme, réel ou supposé. Les forces armées s'observent, s'inspirent mutuellement de leurs modèles et étudient les stratégies et les tactiques de leurs amis et ennemis, en particulier les technologies militaires. Les échanges avec les officiers argentins, en particulier dans l'état-major de l'armée argentine, suscitent un grand intérêt de la part des dirigeants militaires brésiliens. Dans le cas brésilien, le transfert est indirect et parfois même implicite : il passe par les revues militaires qui laissent leurs lecteurs libres de choisir les éléments à retenir et l'École supérieure de guerre de Rio de Janeiro, où l'interprétation politique transforme les concepts originaux pour les adapter au contexte brésilien.

L'intérêt brésilien pour les doctrines françaises est exploité par la France, afin d'augmenter ses ventes à l'armée brésilienne ; la doctrine est un moyen de propagande directement lié au commerce des armes.

Dès 1953, Albert Buchalet, attaché militaire français au Brésil, veut approfondir les relations entre les deux armées afin de maintenir ou d'accroître l'influence militaire et politique au Brésil. Il propose de mettre sur pied un système régulier d'envoi de conférenciers militaires qui présenteraient les doctrines françaises à l'École d'état-major, à l'École supérieure de guerre, à l'École de guerre navale et à l'École de guerre aérienne. Selon lui, son successeur doit « faire l'effort sur la diffusion de publications militaires et techniques et d'organiser la diffusion de bibliographies pour mener auprès des milieux militaires, qui sont très influents, une propagande en faveur de l'Union

---

Amérique latine, Paris, IHEAL, 2004, p. 19-41.

42. Alain Rouquié, *L'État militaire*…, *op. cit.*, p. 346.

43. João Roberto Martins, « A educação dos golpistas… », *op. cit.*

française et de notre action coloniale[44] ». Ses propositions renforcent considérablement la compétitivité de la France, en insistant sur l'armement et l'équipement militaire : automitrailleuses, chars légers, jeeps, appareils électroniques, etc. Il n'est par ailleurs pas insensible à la situation de dépendance du Brésil et saisit le cœur du problème, c'est-à-dire le refus états-unien d'accorder des licences de fabrication et de former des techniciens brésiliens pour entretenir le matériel vendu. Pour lui, la France pourrait prendre de l'avance par rapport aux offres états-uniennes en proposant « des facilités de paiement, la cession de licences de fabrication, la promesse d'aide technique pour faciliter la fabrication éventuelle (même partielle) au Brésil de ces matériels et des pièces de rechange[45] », la France prendrait de l'avance par rapport aux offres états-uniennes.

Cependant, l'attaché militaire Jean Tassel, succédant à Albert Buchalet à l'ambassade de France à Rio, souligne dès 1955 auprès de l'état-major français l'intérêt des stages brésiliens à Paris : l'armée de terre envoie chaque année un colonel suivre les enseignements de l'École supérieure de guerre de Paris. Quand il revient au Brésil, il se voit souvent confier un poste important à l'état-major, où il défend les intérêts français[46]. Les anciens élèves de l'École supérieure de guerre de Paris organisent des conférences, proposent des débats et ouvrent de nouvelles perspectives pour la diffusion de la pensée militaire française. Il est nécessaire d'indiquer que l'intérêt pour la doctrine française provient des Brésiliens eux-mêmes et ne résulte pas uniquement d'une propagande française auprès de l'armée brésilienne. Dans la logique française, les officiers des écoles militaires françaises deviennent dès leur retour des foyers propagateurs de la culture militaire française, et donc des amis potentiels de la France.

Avant de quitter l'ambassade de France, l'attaché militaire français André Normand indique :

---

44. Albert Buchalet, *Rapport de fin de mission de l'attaché militaire français au Brésil*, 15 juin 1953, MAE, carton 54.
45. *Idem.*
46. Jean Ducousso-Tassel *Position de la France au Brésil au point de vue de la pensée militaire et du matériel de guerre*, 13 décembre 1955, SHD, 14S538.

> Il faut suivre de très près chaque année la question de l'envoi des stagiaires de l'Armée de Terre et de l'Aéronautique à l'École Supérieure de Guerre correspondante. […] Chaque année également, il y a lieu de provoquer la désignation du ou des professeurs de l'École Technique de l'Armée qui ira suivre en France un cours de perfectionnement. Enfin, il faut profiter des facilités offertes par le Secrétariat d'État aux Affaires Économiques pour obtenir que le plus grand nombre possible de bourses techniques soit accordé aux Officiers brésiliens, ingénieurs militaires[47].

S'agit-il de renouer avec un courant de pensée militaire établi dans les années 1920 ? Selon l'attaché militaire, l'intérêt porté à la pensée militaire française tiendrait à la « fidélité du souvenir des anciens formés par nos missions, mais aussi aux affinités intellectuelles entre les Brésiliens et nous[48] ». Plus qu'un attachement à la mission militaire française des années 1920-1940, dont le souvenir est entretenu par des générations militaires qui arrivent alors au sommet de la hiérarchie, l'anticommunisme est le principal élément de rapprochement entre militaires français et brésiliens. Il s'agit « d'étendre les liens entre les armées française et brésilienne afin de faire bénéficier l'armée brésilienne des doctrines modernes et de l'évolution de la pensée militaire française aux plus hauts échelons[49] ».

La propagande française est définie par l'attaché militaire André Normand en 1958 ; il s'agit d'augmenter la distribution d'ouvrages militaires :

> Dans le domaine de la diffusion écrite de la pensée française, notre effort est assez sérieux et porte quelques fruits. Nos revues militaires sont très appréciées et de nombreux articles reproduits dans les revues brésiliennes. […] Il y a dix ans, le Poste distribuait 5000 revues et publications militaires et techniques. À la suite de la suppression des crédits affectés à cet effet par le Ministère de

47. André Normand, *Rapport de fin de mission…*, *op. cit.*
48. André Normand, *Rôle des forces armées françaises…*, *op. cit.*
49. Jacques Bayens, *Proposition de liaisons entre établissements d'enseignement militaire supérieurs français et brésiliens*, janvier 1961, MAE, carton 54.

> l'Information, ce chiffre est passé à 250 environ. Si aujourd'hui, il est remonté à 2000, je pense qu'on pourrait faire mieux encore[50].

André Normand poursuit le même raisonnement lors de son rapport de fin de mission. Il oriente ainsi les travaux de son successeur :

> Il faut multiplier les contacts culturels en diffusant des documents de plus en plus nombreux faisant connaître nos techniques et nos réalisations dans tous les domaines, en maintenant l'envoi de stagiaires dans nos établissements, que ce soit dans le cadre de l'enseignement militaire supérieur ou celui de l'Assistance technique, également en montrant sur place les produits de notre industrie qui répondent aux besoins réels des Brésiliens. Enfin, nous devons profiter de toutes les occasions pour inviter en France des hommes utiles, soit parce qu'ils assument de hautes responsabilités, soit parce qu'ils sont des techniciens avertis. Le passage au Brésil d'unités navales ou autres formations militaires, telles que les promotions d'Écoles, éveille beaucoup d'intérêt et est l'occasion de touchantes manifestations de sympathie[51].

La diffusion des revues et d'ouvrages connaît des résultats plus probants que l'échange de stagiaires, dont les effets sont perceptibles dans certains cas, mais restent souvent des exceptions. En effet, les ouvrages sont largement utilisés pour élaborer le contenu des séminaires de l'École supérieure de guerre. Il suffit alors d'observer les références bibliographiques pour constater la prédominance des enseignements français. L'intérêt éveillé chez les élites militaires doit aussi avoir des répercussions sur les ventes d'armement. Comme nous le verrons, il s'agit d'une période charnière pour la politique étrangère de la France. Les suggestions du général Normand orientent l'activité française au Brésil vers la vente d'armes en suivant les recommandations du gouvernement.

L'accueil de nombreuses personnalités françaises – chefs d'état-major, commandants de régiments, professeurs, instructeurs, officiers de

50. André Normand, *Rôle des forces armées françaises*, *op. cit.*
51. André Normand, *Rapport de fin de mission…*, *op. cit.*

l'École supérieure de guerre, stagiaires de l'Institut de hautes études de la Défense nationale, etc. – a des répercussions beaucoup plus fortes lorsqu'elles sont suivies de démonstrations de force de l'armée française. L'impact des symboles de la puissance militaire française mobilise les esprits brésiliens. Durant la mission d'André Normand au Brésil, le nombre de visites d'officiers brésiliens en Europe est relativement important, par rapport aux périodes antérieures ; toutefois, ils s'y rendent dans différents cadres, sans forcément intégrer un programme d'échanges.

Pour la période 1947-1974, nous dénombrons cinquante-deux diplômés brésiliens de l'École supérieure de guerre de Paris ou d'un autre établissement d'enseignement militaire supérieur. Ces chiffres sont loin de ceux des officiers brésiliens envoyés aux écoles militaires états-uniennes, où, entre 1946 et 1994, uniquement à l'École des Amériques, 355 Brésiliens suivent les stages[52]. Les deux tiers des officiers brésiliens sont envoyés en France entre 1958 et 1974, avec des interruptions pendant les années 1961-1963 et 1964-1966. À l'hiver 1957, alors que la guerre d'Algérie bat son plein, sept lieutenants colonels et colonels brésiliens suivent une année d'études à Paris[53]. Entre 1959 et 1963, le nombre d'officiers en stage se stabilise autour de cinq officiers par promotion de deux ans. Le retour au Brésil s'accompagne d'une période d'enseignement plus ou moins longue d'abord à l'École d'état-major de l'armée de terre puis à l'École supérieure de guerre de Rio de Janeiro.

L'état-major brésilien n'entend pas seulement envoyer des élèves-officiers en formation en France, il veut également s'approprier ces techniques de combat contre-révolutionnaire par le biais d'enseignants brésiliens capables de les retransmettre et de les utiliser. Les meilleurs élèves de chaque promotion de l'état-major brésilien bénéficient d'un stage à l'étranger d'un an. Parallèlement, l'état-major accueille de nombreuses personnalités françaises : des professeurs français à l'École de génie de l'armée de terre (IME – *Instituto militar de engenharia*) et des officiers français de l'École supérieure de guerre aérienne qui

52. Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort…*, *op. cit.*, p. 272.
53. Les lieutenants colonels Felipe Vianna, Hélio Richard, José Magalhães, Antônio Lopes, Álvaro Monteiro Funari et José Rezende Pereira.

arrivent à Rio de Janeiro pour la première fois le 17 juin 1957, après un voyage d'études en Argentine.

Les propositions françaises sont multiples et répondent à des logiques de consolidation de la présence française sur le marché d'armement : resserrement des liens commerciaux, renforcement de la propagande culturelle, obtention d'un soutien politique. À partir de 1958, les premières négociations pour la vente d'armes portatives, d'hélicoptères et d'avions prennent une tournure favorable à la France. Parmi les nouveaux engins de guerre, l'aviation embarquée et les hélicoptères réclament la création d'un état-major combiné, d'où le besoin d'une entente entre chefs d'états-majors dans la direction des opérations.

L'hélicoptère est un cas de figure classique. Les commandants d'unités opérationnelles se querellent pour savoir laquelle des armées doit consacrer son budget à leur acquisition. Jusqu'à la guerre d'Algérie, l'hélicoptère reste une arme de reconnaissance aérienne, utilisée dans certains cas pour le débarquement des troupes ou la livraison de vivres. Lorsque le colonel Bigeard les utilise pour guider les troupes de parachutistes au sol, il introduit un important changement dans la conception des opérations combinées. Dès 1956, l'hélicoptère entre dans son âge d'or : les modèles Bell et, plus tard, Alouette 2, sont utilisés pour commander les troupes sur les lieux de combat. Les résultats sont probants. Les succès militaires contre l'Armée de libération nationale, en Algérie, renforcent tout autant la renommée des officiers parachutistes français que celle du matériel militaire utilisé. Toutefois, la plus grande innovation provient des officiers de la marine, associés aux opérations terre/air/mer, qui équipent les hélicoptères d'un système de largage de bombes et y installent des fusils mitrailleurs Browning sur les portes des cargos[54]. L'hélicoptère devient le symbole de la guerre antisubversive.

L'intérêt des officiers brésiliens pour ce genre de matériel indique un changement d'échelle dans la conception de la guerre et dans la perception de l'équipement. D'un affrontement lointain cantonné à la lisière des *blocs*, les armées passent à un combat à l'intérieur des frontières nationales contre les agents du « communisme international ».

54. Frédéric Bos, « Les détachements d'intervention héliportés dans la guerre irrégulière », *Stratégique*, 2009, nº 93-96, p. 445-459 (doi:10.3917/strat.093.0445).

Dans ce combat, l'information est l'arme privilégiée, d'où le besoin de disposer des meilleures technologies de surveillance et de contrôle. Ce tournant dans la conduite de la guerre se répercute fortement sur la politique d'armement. En l'espace de quelques années, l'armement de combat contre-insurrectionnel, ou non conventionnel, prend le dessus sur les autres fournitures. Ce changement résulte en partie de longues années de propagande auprès des militaires latino-américains.

À l'instar de ses homologues états-uniens, André Normand invite le ministre de la Marine, le ministre de l'Aéronautique, le chef d'état-major des Armées et le chef d'état-major de la Marine à se rendre en France pour des visites d'établissements industriels et d'installations militaires, mais aussi pour voir les matériels en action. Ces rencontres et négociations sont de véritables démonstrations de puissance, pendant lesquelles l'armée française met en scène son efficacité dans la répression des guerres insurrectionnelles. A. Normand confirme « qu'il ne faut pas négliger un tel moyen de propagande[55] ».

Le 28 mars 1958, Bernard Hardion, ambassadeur de France au Brésil (1955-1958), signale à Christian Pineau, ministre français des Affaires étrangères :

> Une mission comprenant une dizaine d'officiers supérieurs du génie ou de services spécialisés de l'armée brésilienne se rendra en Europe dans le courant d'avril. […] Parmi ces officiers, cinq[56] s'arrêteront en France […] pour visiter les Établissements Brandt et Panhard[57].

Les commissions d'études brésiliennes en France se rendent dans deux grandes usines de fabrication d'armes légères et de véhicules blindés. Les relations entre l'industrie d'armement et l'État sont étroites, de sorte que l'intérêt des uns se confond avec celui des autres. C'est pourquoi l'attaché militaire français se fait le relais au Brésil de ces entreprises, en mettant en contact fabricants et acheteurs. Les attachés

55. André Normand, *Invitation en France de personnalités militaires brésiliennes*, février 1959, MAE, carton 54.
56. Les colonels Edgard de Abreu et Moacir Neri Costa, les majors Hélio Coutinho da Costa et Rubens Ferreira do Amaral.
57. Bernard Hardion, *Mission d'officiers brésiliens en France*, mars 1958, MAE, carton 54.

militaires ne sont pas des courtiers au sens propre du terme : ils ne négocient pas, mais ouvrent les portes du marché d'armement dans leurs pays d'affectation et établissent un certain nombre de contacts importants d'après les renseignements recueillis. Forts de leur capacité à voir clair à l'intérieur des armées et à déterminer les besoins matériels, ils sont logiquement contactés par les grandes entreprises d'armement pour organiser des échanges officiels.

Pour la France, les relations avec l'armée argentine sont un point de départ pour montrer aux militaires brésiliens l'intérêt d'une alliance et ainsi s'introduire dans la chasse-gardée des États-Unis dans la région.

L'animosité croissante des pays latino-américains envers les prises de position du Département d'État crée une opportunité pour la France dans la région[58]. Depuis la conférence de Panamá en 1956, à Washington en 1958, à Buenos Aires en 1959, de nombreuses tentatives ont eu lieu pour essayer d'amener les États-Unis à prendre des engagements formels d'aide économique aux pays sud-américains[59]. La détérioration des relations entre Rio de Janeiro et Washington s'accentue après la visite de Richard Nixon en Amérique latine. À l'exception des pays vivant alors sous une dictature, comme le Paraguay du général Stroessner (1954-1989) et la Bolivie d'Hernan Siles Zuazo (1956-1960), des manifestations antiaméricaines traduisent le mécontentement populaire envers la politique étrangère de Washington[60]. En 1958, le Brésil abandonne l'idée d'une coopération atlantique pour essayer de rompre son isolement en Amérique du Sud.

Pour André Normand, attaché militaire français, l'attitude brésilienne était prévisible : « comme les États-Unis ont été jusqu'ici leurs meilleurs clients, il n'y avait qu'un pas à franchir pour les rendre responsables d'une situation, qui s'explique en partie par la dégradation de la conjoncture économique mondiale[61] ». Dans ses compte rendus, Normand reproduit ses discussions avec les responsables brésiliens, qui reconnaissent vivre dans une situation de dépendance à l'égard des fournitures états-uniennes.

58. Bernard Hardion, *Conversations avec M. Negrão de Lima*, 24 juillet 1958, MAE, carton 43.
59. Luiz Alberto Moniz Bandeira, *A presença dos Estados-Unidos…*, *op. cit.*, p. 376.
60. *Ibid.*, p. 378.
61. André Normand, *Rapport de fin de mission…*, *op. cit.*

Pour la France, le gouvernement Kubitschek veut concentrer l'attention sur les retombées négatives des relations avec les États-Unis plutôt que sur l'échec de sa politique de développement économique accéléré. Kubitschek adopte une posture nationaliste et défend l'indépendance nationale, surtout lorsqu'il nomme à l'Itamaraty Francisco Negrão de Lima (1958-1959). Cet ancien ministre de la Justice et diplomate sous la dictature Vargas (1937-1945) représente les courants nationalistes. Le 28 mai 1958, le président Kubitschek lance donc l'opération panaméricaine (OPA), dans laquelle il revendique la solidarité interaméricaine, critique la politique impérialiste des États-Unis à l'égard des pays latino-américains et exige une aide au développement, pour lutter contre la pauvreté[62].

Pour l'ambassadeur de France, Bernard Hardion, le Brésil ne veut pas rester en tête-à-tête avec les États-Unis et a pour cela besoin du contrepoids que représente l'Europe[63]. Le Brésil « ressentira plus que tout autre les échecs enregistrés par un système qui avait paru propre à résoudre les difficultés de tous ordres que rencontrent les "parents pauvres de l'Occident"[64] ». Malgré les propos de Bernard Hardion, la nouvelle politique indépendante du Brésil implique un affaiblissement des relations avec l'Europe. La réduction des échanges commerciaux avec la France renforce cette tendance, notamment en raison de l'entrée des territoires d'outremer dans le marché commun[65]. La France est tenue pour responsable de l'ouverture du marché européen aux colonies et ex-colonies, tout en créant des barrières économiques aux pays concurrents[66].

Deux ans après le lancement de l'opération panaméricaine et la contestation de l'impérialisme états-unien par les représentants diplomatiques brésiliens, les échanges entre le Brésil et la France sont faibles. Le Brésil n'occupe que le 14e rang parmi les clients de la France[67]. Une des principales raisons de l'insuccès des relations avec la France est sa

62. Paulo Fagundes Vizentini, *Relações…*, *op. cit.*, p. 91.
63. Bernard Hardion, *Conversations avec M. Negrão de Lima…*, *op. cit.*
64. André Normand, *Rapport de fin de mission…*, *op. cit.*
65. Henry Bayle, *Des rapports économiques franco-brésiliens*, 23 janvier 1959, MAE, carton 70.
66. Antonio Carlos Lessa, « Os vértices marginais… », *op. cit.*, p. 28-58.
67. *Le Brésil et la politique de coopération franco-brésilienne*, 15 avril 1960, MAE, carton 43.

faible retombée sur la balance commerciale brésilienne : grand producteur de matières premières, le Brésil entre en concurrence sur le marché européen avec les produits importés des colonies. La période connaît un net recul dans les négociations bilatérales, alors qu'elle est aussi celle de la plus grande activité de la diplomatie brésilienne en Amérique latine. L'attitude brésilienne à l'égard de la France se comprend dans le cadre plus large des relations interaméricaines et d'équilibres géopolitiques par rapport à l'armée argentine, qui entretient quant à elle des relations suivies avec la France.

*

* *

Jusqu'en 1956, la France ne s'intéresse au Brésil que pour y établir une base arrière d'observations stratégiques, orientée vers la surveillance des côtes de l'Afrique occidentale française. L'intérêt pour le Brésil change dès lors que les industries françaises d'armement s'orientent vers l'exportation, surtout lorsque la France déplace son centre d'intérêt stratégique du Sud-Est asiatique vers l'espace méditerranéen et atlantique. Le plein engagement de l'armée française dans la guerre d'Algérie modifie les priorités stratégiques.

En prenant le contre-pied de la propagande que le Front de libération nationale mène en Amérique latine, la France assume pleinement son rôle de puissance anticommuniste et réorganise sa propagande à la fois pour exporter ses matériels militaires et pour conquérir l'attention d'un public attentif à son message civilisateur. La guerre d'Algérie contribue à faire renaître l'intérêt pour l'armée française dans un moment critique des relations militaires entre Washington et les États latino-américains.

Pendant cette période, les États-Unis sont constamment présents et renforcent leurs relations avec le Brésil. L'examen critique de la documentation montre que la France oriente sa politique étrangère en fonction de ses propres intérêts mais aussi des espaces laissés par les États-Unis. Dans ce cadre, André Normand, attaché militaire français, écrit une des plus pertinentes analyses sur les relations militaires du Brésil. Pour lui, le gouvernement Eisenhower (1953-1961) n'offre ni la modernisation des matériels militaires ni la modernisation

des doctrines de guerre. L'assistance états-unienne est jugée d'autant plus insuffisante par les Brésiliens que l'Argentine se tourne vers la France pour s'équiper en matériels modernes.

La coopération militaire franco-brésilienne se renforce sous le gouvernement Kubitschek (1955-1960), lorsque de nouvelles directives changent l'orientation des forces armées mais aussi celle de l'Itamaraty. L'ambitieux plan gouvernemental de développement préconise l'association du capital national et étranger pour favoriser l'installation de complexes industriels stratégiques, au Brésil : la coopération franco-brésilienne s'insère pleinement dans ce projet.

Chapitre 2

L’ambassade de France à la recherche d’interlocuteurs (1960-1964)

Après le 13 mai 1958 et le retour de Charles de Gaulle au pouvoir, l'heure est à la modification des prérogatives militaires. Pierre Guillaumat est nommé ministre des Armées (juin 1958 - février 1960) et s'empresse de remplacer les officiers impliqués dans la guerre psychologique en Algérie par des gaullistes. Pierre Messmer assume le ministère des Armées en février 1960 ; pendant neuf ans, il approfondit la réorganisation des forces françaises, en déplaçant les officiers dont l'expérience singulière en matière de renseignement est internationalement reconnue vers l'arme de dissuasion ou encore vers d'autres ministères[1]. Pour Messmer, l'intérêt stratégique de la France doit être revu pour se concentrer sur l'affirmation de la puissance nationale et non plus sur le maintien de l'empire colonial. Plusieurs facteurs concourent à ce changement d'orientation : les répercussions négatives de la guerre d'Algérie sur la politique générale de la France, mais aussi la politisation croissante des officiers français en charge de l'arme psychologique et leur engagement dans une lutte pour maintenir l'Algérie française[2]. Dans ce contexte, en 1959, l'attaché militaire Henri Lemond arrive au Brésil. Pied noir, ancien d'Indochine (1949-1952), établi à Tlemcen en Algérie (1957-1959) avant son arrivée à Rio de Janeiro, il commande le 2e régiment des chasseurs d'Afrique[3].

Dès les premiers mois de 1960, Juscelino Kubitschek appuie la candidature à la présidence du maréchal Henrique Lott, personnage clé dans la politique militaire du président de la République sortant. Kubitschek nomme au portefeuille de la Guerre le maréchal

1. Jean Doise, Maurice Vaïsse, *Diplomatie et outil militaire…*, *op. cit.*, p. 587.
2. François Géré, *La guerre psychologique*, Paris, Economica, « Bibliothèque stratégique », 1997, p. 299.
3. *Fiche de renseignement – état de service colonel Lemond*, SHD, 10T1108.

Odílio Denis, pour apaiser l'opposition militaire qui n'a toujours pas oublié le coup d'État du maréchal Lott. Dès l'arrivée d'Odílio Denis au ministère de la Guerre, les relations avec l'attaché militaire français prennent un nouveau tournant.

Nous verrons dans ce chapitre comment les principaux interlocuteurs français dans l'armée de terre brésilienne, les maréchaux Henrique Lott et Odílio Denis, s'opposent dans une lutte politique qui freine le rapprochement militaire franco-brésilien. L'élection de Jânio Quadros, sa démission spectaculaire et la passation des pouvoirs à João Goulart conduisent les relations franco-brésiliennes vers l'impasse. Dans ce cadre, l'attaché militaire trouve de nouveaux interlocuteurs, surtout dans l'opposition militaire, inaugurant une nouvelle période, où les militaires occupent le devant de la scène.

L'échec de la coopération militaire

Les relations bilatérales prennent un nouveau tournant lorsque, le 5 février 1960, Pierre Messmer prend le ministère des Armées (1960-1969). Gaulliste historique et homme de confiance du Président, il a participé à des nombreuses actions militaires en Afrique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale et comme officier parachutiste en Indochine, où il fut fait prisonnier. Affecté à des cabinets administratifs, en particulier dans les territoires coloniaux, il fut gouverneur de la Mauritanie, de la Côte d'Ivoire, haut-commissaire de la République au Cameroun (1956-1958), en Afrique équatoriale française (1958) puis en Afrique occidentale française (1958-1959). Connaisseur des dossiers de la défense de l'Atlantique et de ceux des guerres coloniales, il doit faire face à la concurrence stratégique entre la France et les États-Unis sur le territoire africain. Il entre en fonction alors que l'institution militaire se partage en deux groupes : les atlantistes qui pensent la « défense de l'Occident » uniquement à travers le commandement intégré de l'Alliance atlantique et le *leadership* états-unien ; les souverainistes qui gardent la conviction que la France doit conserver le régime de protection occidentale sur l'Afrique car elle détiendrait seule compétence et légitimité pour assurer la mission civilisatrice. L'acquisition de la force de frappe et l'adaptation de la défense à la stratégie de dissuasion sont autant d'instruments de cette nouvelle politique[4].

4. Maurice Vaïsse, *La Grandeur. La politique étrangère du général de Gaulle*

En mai 1960, le chef de l'état-major français est en visite officielle à la mission française en Argentine. Le général André Demetz, chef d'état-major de l'armée de terre, explique en ces termes l'attirance dont témoignent les militaires argentins à l'égard de l'armée française : « il s'agit d'une part de l'expérience que celle-ci possède de la guerre subversive, objet central et brûlant des préoccupations de l'État-Major Argentin ; d'autre part du caractère économique des solutions étudiées en France et ceci en opposition avec les procédés américains jugés trop coûteux[5] ».

La doctrine est clairement revendiquée comme un objet d'exportation, susceptible d'agir sur le choix de l'armement. Contrairement au Brésil qui acquiert des matériels d'occasion, dans le cadre de la défense atlantique, l'armée argentine achète un armement neuf à la France, dans le cadre de la défense intérieure du territoire, nouveau front de la guerre froide : cinq hélicoptères Djinn en 1955, dix Max Houst Broussard en 1957, 48 Morane-Saulnier 760 Paris en 1958, deux hélicoptères Alouette 2 en 1961[6]. En Argentine, la France conquiert une position très confortable. La concurrence avec l'Argentine est cruciale pour comprendre les raisons conduisant le Brésil à se tourner vers la France.

Le général André Demetz profite de son déplacement en Amérique du Sud pour contacter l'attaché militaire au Brésil, le lieutenant-colonel Henri Lemond, et lui suggérer de mettre au point un projet de coopération militaire qui reproduise au Brésil le modèle d'échange doctrinal franco-argentin[7]. Persuadés de la force de la doctrine française, ils y voient un produit d'exportation : le lien entre la doctrine et l'armement suffirait à justifier la mise en place d'une coopération. Entre 1960 et 1961, suivant le modèle argentin, le ministère brésilien de la Guerre envoie dix officiers parfaire leur formation à l'École supérieure de guerre de Paris[8].

1958-1969, Paris, Fayard, 1998, p. 70.

5. André Demetz, *Compte rendu du Général, Chef d'État-Major de l'Armée, relatif à son voyage en Argentine*, 26 mai 1960, SHD, 10T106.
6. SIPRI, *Arms Transfers Database: Transfers of major conventional weapons. Deals with deliveries or orders made for year range 1952 to 1962. France-Argentina*.
7. Henri Lemond, *Fiche à l'attention de Monsieur le Général d'Armée Demetz*, 31 mai 1960, SHD, 14S538.
8. Henri Lemond, *Coopération technique avec l'Armée Brésilienne*, 31 mai 1960,

La coopération militaire franco-brésilienne reposerait sur les bases d'une coopération technique : parfaire la formation supérieure des cadres du service public, avec un échange de fonctionnaires et d'enseignants, sélectionnés dans un contexte bilatéral[9]. La coopération s'adresse en premier lieu aux officiers brésiliens classés à la première et à la deuxième place dans la formation à l'École d'état-major de l'armée de terre. Des stages d'apprentissage de la langue française sont prévues à l'école de langues de la mission militaire états-unienne à Rio de Janeiro. Conscient de l'intérêt largement partagé dans les forces armées états-uniennes pour la doctrine française, l'attaché militaire Henri Lemond cherche à coopérer avec ses homologues états-uniens, en espérant stimuler l'intérêt brésilien pour les matériels français : « ce n'est pas en voulant lutter avec les Nord-Américains que nous avons de grandes chances de réussite. C'est au contraire, sur le plan des doctrines que nous pouvons espérer le plus de résultats, s'ils étaient acquis, seraient le meilleur gage de succès ultérieurs dans les livraisons de matériels[10] ».

La demande de l'attaché militaire trouve une réponse favorable lorsque le général Ely, ancien commandant en chef des forces françaises en Indochine, promu chef d'état-major général de la Défense nationale saisit le dossier. Il demande l'attribution de six bourses de six mois destinées à des officiers brésiliens, pour leur permettre de suivre des stages techniques de l'armée de terre en France.

Henri Lemond insiste auprès des autorités françaises, en essayant de mobiliser leur intérêt autour d'une éventuelle coopération militaire, qu'il pourrait mettre en place :

> C'est peut-être dans les Forces Armées que l'on rencontre ici le plus de compréhension des problèmes politiques français du moment [...]. Pour ce qui concerne nos préoccupations algériennes, le patriotisme des Officiers Brésiliens, ainsi que leur goût de bien faire leur métier, les inclinent à admettre que la France ne peut

SHD, 10T111.

9. Bernard Hardion, *Accord de coopération technique administrative*, 6 octobre 1959, MAE, Documentação ostensiva.
10. Henri Lemond, *Coopération technique...*, *op. cit.*

> s'effacer de l'Algérie, sans assurer l'avenir des populations, qui nous ont maintenu leur confiance ou qui s'y sont fixées depuis plusieurs générations. Mieux que les autres classes sociales de la société brésilienne, ils perçoivent également l'immense danger pour leur pays d'un glissement de l'Afrique du Nord, puis de l'Afrique Centrale, dans le communisme[11].

Pendant le premier semestre de 1960, les discussions entre l'attaché militaire français et le ministre de la Guerre brésilien, le maréchal Odílio Denis, permettent de mettre au point un projet de coopération technique et militaire encore inédit au Brésil. Les responsabilités politiques d'Odílio Denis dans la gestion de la crise politique et militaire qui s'ouvre avec le début de la campagne présidentielle, en 1960, l'empêchent de faire avancer la mise en place du projet.

Odílio Denis s'entoure d'hommes autrefois mis à l'écart des postes de commandement, dont son principal conseiller, le général Orlando Geisel. Pour l'attaché militaire français, Henri Lemond, le nouveau Ministre est un homme de confiance, constitutionnaliste, légaliste et très attaché à l'idée de légitimité politique. Denis impose une discipline stricte et un respect sans faille à la hiérarchie. Henri Lemond écrit :

> Le Maréchal Denys [*sic*] est, essentiellement, un exécutant, à la fidélité parfaite, à la loyauté reconnue. Assez brutal dans sa façon de se conduire et de s'exprimer, il est cependant beaucoup plus accessible que le Maréchal Lott. Commandant à l'aide d'une équipe d'Officiers qui le suivent, il tient solidement en main les forces qui lui sont confiées. Homme d'ordre, peu sensible à des considérations purement humanitaires, il n'hésiterait certainement pas, en cas de besoin, à ordonner la répression la plus rigoureuse.
>
> Du point de vue des intérêts français, le tandem Lott-Denys nous paraît également favorable, pour peu que nous mettions de discrétion dans nos rapports avec lui, en sachant notamment tenir compte du nationalisme indiscutable qui l'anime[12].

11. Henri Lemond, *État d'esprit des forces armées*, octobre 1960, SHD, 10T1112.
12. Henri Lemond, *La politique intérieure du Brésil et les Forces Armées*, 12 février 1960, SHD, 10T1111.

Au fil des rencontres, Henri Lemond constate que, contrairement à ses pronostics, le maréchal Denis se désolidarise de la campagne présidentielle et entreprend une action répressive dans les forces armées, dirigée contre tous les officiers qui participent, même indirectement, à la campagne électorale, surtout ceux de l'entourage d'Henrique Lott. La répression à l'intérieur de l'armée de terre semble épargner les officiers engagés dans la campagne menée par l'opposition, pour la candidature du gouverneur de São Paulo, Jânio Quadros, à la présidence de la République[13].

Jânio Quadros est l'ancien maire et gouverneur de São Paulo. Il jouit d'un appui incontestable dans la droite militaire et se présente sous la bannière d'une coalition de partis menés par l'Union démocratique nationale, une formation politique très hétérogène, avant tout caractérisée par son opposition à Vargas et à ses héritiers politiques. Le maréchal Juarez Távora, homme de droite, farouche adversaire de Kubitschek, est le président d'honneur de la campagne, dans laquelle s'engagent de nombreux officiers, les protagonistes de la crise politique et militaire culminant au coup d'État du 31 mars 1964 : les généraux Cordeiro de Farias, Orlando Geisel, Idálio Sardemberg et Ademar de Queiroz ; les colonels Golberi do Couto e Silva, Ernesto Geisel ; les lieutenants colonels João Baptista Figueiredo et Válter Pires de Carvalho[14].

Henri Lemond souligne :

> Les comptes rendus antérieurs avaient indiqué le très grand calme des Forces Armées Brésiliennes pendant toute la durée de la campagne pour la succession présidentielle. Ce calme n'était d'ailleurs pas le signe d'un manque d'intérêt quelconque porté à ces élections. Bien au contraire, tous les Officiers Brésiliens rencontrés attachaient une grande importance à ce scrutin, duquel ils espéraient un renouvellement des classes politiques dirigeantes et une autre impulsion, plus rationnelle quoique demeurant aussi vive, dans le

13. Paul Manor, « La *Cruzada Democrática*, un groupe militaire de pression de la droite libérale dans l'armée brésilienne (1952-1962) », art. cit.
14. Antonio Carlos Peixoto, « Le *Clube militar* et les affrontements au sein des forces armées (1945-1964) », art. cit.

> développement de leur pays et son accession au rang de puissance d'importance mondiale.
> Le déroulement des élections a confirmé le jugement porté sur l'attitude de ces Forces Armées qui ne sont, en aucune circonstance, sorties de leur domaine de responsabilité. […] En fait, tous les Officiers Brésiliens récemment rencontrés ont manifesté leur réelle satisfaction de ces résultats. Mr. Jânio Quadros est vraiment l'élu d'une importante fraction de la nation brésilienne. Son élection satisfait pleinement l'immense majorité des cadres militaires, principalement les Officiers. Toute tentative de coup de force serait immédiatement considérée ici comme d'inspiration communiste, ce qui ne manquerait pas de retourner contre elles l'ensemble des Forces Armées[15].

À l'issue du scrutin, Jânio Quadros remporte les élections représentant l'UDN mais son vice-président est João Goulart, dauphin de Vargas, représentant le Parti travailliste brésilien (PTB). Lorsqu'Henri Lemond annonce à Pierre Messmer « la fin de l'ère du *gétulisme*, […] la fin aussi d'une époque de pouvoir autocratique[16] », il traduit l'enthousiasme de ses interlocuteurs mais ne semble pas attacher d'importance à la courte victoire de Quadros. En effet, en vertu de la constitution brésilienne, les élections pour la présidence de la République et sa vice-présidence sont indépendantes ; c'est pourquoi les deux partis adversaires depuis quinze ans peuvent partager la magistrature suprême.

Les premières mesures du nouveau gouvernement encouragent ses alliés occidentaux. Quadros annonce une importante réforme économique qui va dans le sens de l'intérêt des entreprises étrangères établies au Brésil. Il répond aux exigences du Fonds monétaire international, se dit prédisposé à respecter les engagements financiers de son prédécesseur, dévalorise de 100 % le cruzeiro, renchérit les importations et réduit la circulation monétaire. Il provoque ainsi une baisse des prix et des salaires, tout en limitant les dépenses publiques. Cette

---

15. Henri Lemond, *Compte rendu mensuel : état d'esprit dans les Forces Armées*, octobre 1960, SHD, 10T1112.
16. *Idem.*

politique d'austérité économique et de redressement financier renforce le mécontentement populaire mais rétablit la confiance des marchés[17].

Jânio Quadros conçoit un projet de grandeur et d'autonomie internationale dans une conjoncture favorable. Il s'appuie sur les craintes de Washington quant au possible non alignement de l'Amérique latine pour négocier de nouveaux emprunts ainsi que des facilités d'importation de biens d'équipement et de transferts de technologies[18]. Son projet est moins idéologique que pragmatique car il vise à obtenir les ressources économiques pour le développement du pays[19].

Certain de l'intérêt des Européens pour le Brésil et rassuré par l'appui des industriels nationaux, Jânio Quadros serait libre d'entreprendre une politique étrangère indépendante. Toutes les affaires courantes du pays remontent jusqu'à lui : les rencontres, les négociations, les décisions. Sa présence sur différents fronts ralentit la résolution de tous les problèmes, selon l'ambassadeur français Jacques Bayens qui s'indigne : « pour une démarche importante, il faut donc atteindre le cerveau directeur du pays : le président Quadros ». Le sentiment d'abandon traverse la plupart des pays de l'Europe occidentale qui « eux-mêmes doivent pour parvenir au sommet avoir un motif sinon une excuse ». Ainsi, l'ambassadeur doit-il « utiliser la lettre personnelle adressée par le général de Gaulle à M. Quadros pour franchir la porte du saint des saints[20] ».

Dès avril 1961, les relations franco-brésiliennes ressentent les premiers signes de changement, surtout en ce qui concerne les demandes de prêt. Pour l'ambassadeur français Jacques Bayens, le gouvernement français devrait examiner toutes les demandes, compte tenu de la situation financière brésilienne. En échange, le président Quadros devrait réaffirmer sa ferme résolution à développer les liens économiques et culturels franco-brésiliens. À cette fin, il confie l'étude de

---

17. Felipe Pereira Loureiro, *Empresários, trabalhadores e grupos de interesse: a política econômica nos governos Jânio Quadros e João Goulart, 1961-1964*, São Paulo, Editora Unesp, 2017, p. 65.
18. Paulo Fagundes Vizentini, *Relações exteriores do Brasil…*, *op. cit.*, p. 165.
19. Amado Luiz Cervo, Clodoaldo Bueno, *História da política exterior do Brasil*, Brasília, Editora Universidade de Brasília, 2008 (1992), p. 310.
20. Jacques Bayens, *A la recherche d'un interlocuteur valable*, 14 juin 1961, MAE, carton 44.

toutes les affaires avec la France à une commission de cinq hauts fonctionnaires brésiliens[21].

Six mois à peine après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, une forte crise le secoue. En juin 1961, Vasco Leitão da Cunha, secrétaire politique et numéro deux de l'Itamaraty, démissionne. Sans lui, « le ministère n'est plus qu'une officine chargée de placer sur les postes le personnel diplomatique subalterne et de recevoir les Chefs de mission en n'abordant avec eux que des sujets d'intérêt secondaire[22] ». Le titre de la dépêche diplomatique de l'ambassadeur Jacques Bayens est très significative des difficultés rencontrées dans le dialogue avec le gouvernement brésilien : à la recherche d'un interlocuteur valable.

La démission du secrétaire politique de l'Itamaraty est une conséquence de la nouvelle orientation diplomatique brésilienne, de plus en plus dirigée vers les pays du tiers monde. La politique étrangère de Quadros lui attire les foudres de l'opposition conservatrice lorsqu'il reçoit Ernesto Che Guevara au palais présidentiel le 16 août 1961, pour lui décerner la plus haute distinction brésilienne : la grand-croix de l'Ordre national de la Croix du Sud. La stupeur dans les forces armées est générale. Parallèlement, il envoie son vice-président, João Goulart, en mission officielle en République populaire de Chine. Clairement, il veut montrer sa volonté de rupture avec l'Europe, ce qui le conduit à réduire le budget consacré aux missions à l'étranger et à remplacer le personnel diplomatique en charge de tous les dossiers[23].

De manière très inattendue, en août 1961, Jânio Quadros démissionne, à la faveur de son vice-président, João Goulart, qui se trouve en mission diplomatique en Chine. Les parlementaires prennent froidement acte de la démission du président et ouvrent aussitôt les discussions pour préparer la transition. Le pays reste entre les mains du président de la Chambre des députés, Ranieri Mazzilli, élu de l'opposition, représentant du centre-droit, le Parti social démocratique.

---

21. Jacques Bayens, *Entretien de Jânio Quadros avec Jacques Bayens*, 27 avril 1961, MAE, carton 54.
22. Jacques Bayens, *A la recherche d'un interlocuteur…*, *op. cit.*
23. Amado Luiz Cervo, Clodoaldo Bueno, *História da política exterior…*, *op. cit.*, p. 312.

La perspective du retour de Goulart ouvre une période d'affrontements où de nombreux groupes et partis contestent la légitimité présidentielle. La crainte de voir le Brésil basculer à gauche ou dans le camp soviétique hante les esprits, surtout après la victoire de la guérilla castriste à Cuba (1959). Les trois ministres militaires, Silvio Heck, Grün Moos et Odílio Denis forment une junte militaire et opposent leur veto à la transmission des pouvoirs. Les syndicats patronaux se rallient au très influent maréchal Denis pour imposer l'instauration du régime parlementaire comme condition au retour de Goulart[24].

La résistance à l'initiative d'Odílio Denis s'organise au Rio Grande do Sul, où Leonel Brizola, gouverneur de l'État et gendre de Goulart, prépare la résistance, allié au général Machado Lopes, commandant la IIIe armée[25]. Pour parer le veto des trois ministres militaires, les parlementaires proposent un amendement constitutionnel et instaurent un régime dans lequel le président est dorénavant sous contrôle de l'Assemblée nationale : il aurait le droit de désigner un Premier ministre, responsable devant l'Assemblée nationale. Le compromis ne correspond pas aux attendes des parties engagées dans le conflit mais il évite un affrontement militaire. Odílio Denis s'éloigne du ministère de la Guerre, le colonel Golberi, jusque-là chef du Conseil national de sécurité et des services d'informations, quitte son poste et tous les militaires démissionnaires renforcent le rang de l'opposition armée[26].

Trois semaines après la démission du président, le maréchal Odílio Denis reçoit longuement l'attaché militaire, Henri Lemond, dans sa résidence personnelle. Lemond explique ainsi la position, qu'il considère légaliste, du maréchal Denis et le climat de guerre civile qui s'installe au Brésil :

> Il lui aurait, certes, été aisé de prendre lui-même le pouvoir, immédiatement après la démission de M. Quadros, a-t-il observé, mais il a estimé plus sage de chercher à éviter une telle solution, pour

24. Renée Armand Dreifus., *1964…*, *op. cit.*
25. Henri Lemond, *Défense Nationale et Forces Armées du Brésil*, 16 août 1961, MAE, carton 54.
26. Shawn C. Smallman, *Fear and memory in the brazilian army and society, 1889-1954*, Chapel Hill, North Carolina U.P., 2002, p. 178.

> laquelle il n'avait aucun goût et qui comportait de gros risques. Il aurait eu, en effet, à lutter sur deux fronts : contre les prétentions de M. Goulart et aussi contre une rentrée en lice qu'il estimait probable du Président démissionnaire.
> Il avait jugé préférable de temporiser, plutôt que de lancer une offensive contre la IIIe Armée *rebelle* du Général Machado Lopes. Non seulement, une telle décision aurait conduit à la guerre civile, mais elle aurait peut-être aussi entraîné des développements internationaux imprévisibles, car la présence de 4 à 500 communistes argentins et uruguayens avait été signalée à Porto Alegre et ils auraient pu être soutenus, à leur tour, par des volontaires cubains ; le Brésil se serait ainsi trouvé, comme l'Espagne en 1936, transformé en champ de bataille pour des forces étrangères.
> Interrogé sur la division dont le Corps des Officiers risque de souffrir, comme séquelle de la crise, le Maréchal n'a pas caché qu'effectivement celle-ci laisserait des traces durables, moins graves, toutefois, que si une véritable lutte avait opposé les deux fractions de l'Armée Brésilienne[27].

João Goulart accepte les conditions de sa prise de pouvoir, le 7 septembre 1961, et assume la présidence de la République sous régime parlementaire. Il nomme Tancredo Neves Premier ministre. Le nouveau gouvernement entre en fonction dans les conditions les plus difficiles.

27. Jacques Bayens, *Entretien avec le Maréchal Denys*, 20 septembre 1961, MAE, carton 54.

L'impasse diplomatique : l'arrivée de João Goulart au pouvoir

L'arrivée de Goulart, héritier à gauche de l'ancien dictateur Getúlio Vargas, est accueillie avec scepticisme tant au niveau de la politique intérieure qu'au niveau diplomatique. Sous la bannière du Parti travailliste brésilien, il donne corps au nationalisme et veut jouer un rôle important sur la scène internationale. Il nomme aux commandes du ministère des Affaires étrangères des diplomates favorables à une prise de distance avec les États-Unis et avec les puissances européennes, à l'instar de San Tiago Dantas, député du centre, reconnu pour ses positions nationalistes. Goulart et son ministre veulent se faire une place parmi les pays neutres dans la guerre froide « en affirmant l'indépendance du Brésil dans le conflit Est-Ouest, ce qui l'amène à se rapprocher des États de la Troisième force, tels que la Yougoslavie, et à nouer des relations plus étroites avec l'URSS et ses satellites[28] ». Goulart renoue les relations avec l'Union soviétique, s'oppose à toute sanction militaire ou économique contre Cuba, se rend en visite officielle en Pologne et multiplie les déclarations à l'encontre de l'impérialisme états-unien.

À la tête du ministère brésilien des Affaires étrangères, Dantas veut agir en médiateur entre l'Afrique et l'Occident, surtout dans

28. Jacques Bayens, *Évolution du Brésil à l'égard de ses amis traditionnels*, 14 juin 1962, MAE, carton 44.

les questions coloniales, et sa position se traduit par une volonté claire d'aider à la reconstruction économique des États africains[29]. Goulart et Dantas rompent avec la politique étrangère de Kubitschek et entendent donner un nouvel élan à la diplomatie brésilienne, jusqu'alors durement critiquée au Parlement à cause de ses positions colonialistes. L'opposition de l'Itamaraty au colonialisme européen devrait permettre au Brésil d'affirmer son partenariat avec les Africains et les Asiatiques. Au-delà des prises de position vis-à-vis de la politique coloniale, il s'agit de nouer des relations commerciales et économiques avec les pays africains. L'idée centrale du projet d'indépendance politique est de défendre les intérêts propres de l'État brésilien. La politique étrangère est désormais un instrument d'émancipation économique et sociale du pays[30].

Jacques Bayens s'insurge contre l'attitude de l'Itamaraty, qu'il attribue à la recherche d'indépendance.

> Je crois que c'est à cette nouvelle approche de l'étranger qu'il convient d'attribuer, tout au moins en partie, les difficultés que je rencontre, pour faire aboutir les affaires, dans lesquelles la mauvaise foi brésilienne est indiscutable et pour lesquelles mes correspondants se défendent, en invoquant soit de piètres arguments, soit en évitant l'essentiel.
>
> Le sentiment traditionnel du Brésil pour la *grande nation civilisatrice et libérale tend à s'amenuiser*. C'est d'ailleurs pour cela que le poste voit son travail augmenter et la nature de sa mission se transformer. Nous avons affaire ici à un pays qui ne se livre pas et qui s'estime de plus autorisé à exiger aide et assistance sans contrepartie aucune.
>
> C'est certainement pour la France une menace sérieuse pour l'ensemble de ses intérêts au Brésil et pour l'avenir de ses relations avec une nation naguère inconditionnellement amie[31].

29. Paulo Fagundes Vizentini, *Relações exteriores do Brasil…*, *op. cit.*, p. 164.
30. Amado Luiz Cervo, Clodoaldo Bueno, *História da política exterior…*, *op. cit.*, p. 329.
31. Jacques Bayens, *Évolution du Brésil…*, *op. cit.* (nous soulignons).

João Goulart voudrait pouvoir faire progresser économiquement son pays sans qu'une contrepartie politique soit exigée de lui. Ses chanceliers réclament l'assistance économique française tout en refusant de cautionner la politique africaine de la France. Un an durant, les difficultés diplomatiques s'accentuent et la position du gouvernement brésilien envers la question algérienne devient de plus en plus hostile. Le président veut adopter une posture internationale analogue à celle des gouvernements suédois, mexicain, indien et égyptien, qui font preuve d'indépendance à l'Assemblée des Nations unies. Pour lui, le non-alignement sert à légitimer la position progressiste du gouvernement à l'égard de ses électeurs, car en matière de politique économique, l'austérité contraste avec ses ouvertures internationales et affaiblit le soutien qu'il a reçu des syndicats[32]. La politique anticoloniale de Goulart contraste en effet avec l'appui de Kubitschek aux colonialismes européens. La nouvelle attitude est très mal accueillie par les diplomates français.

Lorsque l'ambassadeur du Brésil en France Carlos Alves de Souza sollicite l'appui du gouvernement gaulliste à la candidature brésilienne au Conseil de sécurité des Nations unies, il n'est pas surprenant que la direction Amérique refuse. Le gouvernement Goulart rompt la traditionnelle amitié franco-brésilienne et les diplomates français regrettent l'attitude autrefois neutre à l'Assemblée des Nations unies à l'égard de la question algérienne. Jean Crapinet, chargé d'affaires de France au Brésil rappelle alors à Maurice Couve de Murville :

> L'amitié avec notre pays n'est pas incompatible avec la poursuite d'une politique indépendante, que nous pouvons parfaitement comprendre si elle ne consiste pas principalement, voire uniquement, à prendre le contre-pied des liens traditionnels. Sur le plan plus précis, je me réjouis que nos actuels différends avec le Brésil, jusqu'à présent essentiellement traités au niveau des services, soient présentées comme affectant l'ensemble des relations franco-brésiliennes et viennent ainsi jusqu'au ministre. Le juridisme souvent affirmé de ce dernier n'est pas de pure forme et il n'est pas exclu qu'il soit sensible à nos arguments sur nos problèmes comme

32. Paulo Fagundes Vizentini, *Relações exteriores do Brasil…*, *op. cit.*, p. 166.

> ceux du troisième vol hebdomadaire d'Air France ou les droits de nos marins à pêcher la langouste au large des côtes brésiliennes[33].

Plusieurs différends opposent alors les deux pays. Le principal et plus complexe est d'ordre financier et il remonte à la Seconde Guerre mondiale, aux nationalisations de banques et de compagnies de transports françaises. Le différend financier commence lorsque le président Getúlio Vargas (1930-1945) nationalise les entreprises françaises, notamment des banques et des compagnies de transport ferroviaire et maritime, pour compenser les pertes en recettes fiscales et bénéfices non déclarés. Cette affaire est en instance depuis de longues années et ne trouve aucune solution satisfaisante ; les conversations n'avancent que très lentement, surtout en ce qui concerne l'indemnisation des actionnaires de la compagnie du *port of Para*. Même si les négociations menées par le gouvernement brésilien pour résoudre les problèmes financiers avaient commencé dès 1945, ce n'est qu'en 1959 qu'une commission d'arbitrage est créée, mais elle est rapidement dissoute faute de moyens. Le Brésil est en effet le deuxième plus grand débiteur de la France et certains prêts arrivent à échéance en 1963. Le gouvernement français attend en effet une attitude plus conciliante de la part de Goulart[34].

La rupture diplomatique entre les deux pays se produit pourtant autour d'un incident anodin qui aurait pu rester sans suite, autour de la pêche à la langouste. Le problème est d'abord économique. La concurrence avec les compagnies de pêche bretonnes, équipées en technologies de pointe, pour la localisation et le rattrapage des langoustes, est considérée déloyale et nuisible aux intérêts économiques brésiliens. Le syndicat de pêcheurs craint que ne se reproduise au Brésil la situation de la Mauritanie, ancienne colonie française, où la pêche industrielle pratiquée par les grandes compagnies bretonnes décime la population de langoustes, ruinant cette ressource primordiale de l'économie locale. Les dirigeants syndicaux du Nord-Est saisissent le gouverneur Miguel Arrais qui fait remonter les doléances

33. Jean Crapinet, *Relations franco-brésiliennes*, 21 mars 1962, MAE, carton 44.
34. Antônio Carlos Lessa, « Os vértices marginais das vocações … », art. cit.

jusqu'à João Goulart, alors aux prises avec des difficultés intérieures croissantes[35].

Le 8 janvier 1963, Goulart récupère grâce à un référendum national les prérogatives du pouvoir exécutif que le congrès lui avait enlevées au début de son mandat. Aussi, il fait face à une agitation sociale forte et à une opposition militaire croissante. Dans l'État de Pernambouc, là où les langoustiers français viennent exploiter les ressources de la plateforme continentale brésilienne, la menace à l'ordre public vient des ligues paysannes. Le député socialiste et avocat des ligues Francisco Julião se réfère à cette région comme le « petit Pernambouc algérien », pour évoquer les abus de pouvoir, la situation semi-coloniale et la violence dans les relations sociales. Il veut faire du Nord-Est brésilien un foyer insurrectionnel, à l'image de la campagne d'éducation populaire durant la révolution cubaine, en organisant les travailleurs agricoles pour lutter contre l'exploitation par les potentats locaux[36].

Le conflit commercial entre la France et le Brésil autour de la pêche à la langouste est une occasion pour rétablir l'autorité de l'exécutif. Les répercussions de l'incident seraient moindres, voire nulles, si les relations franco-brésiliennes ne se trouvaient pas dans une situation très mauvaise dès avant le début de l'affaire. La France est la première à rappeler son ambassadeur, Jacques Bayens, laissant l'ambassade entre les mains du chargé d'affaires Jean-Paul Anglès[37]. La réaction du Brésil va dans le même sens et l'ambassadeur Carlos Alves de Souza est rappelé à son tour pour être interrogé par les sénateurs de la commission des Affaires étrangères – l'ambassade à Paris est alors administrée par le chargé d'affaires Raul de Vincenzi[38]. Le 8 mai, devant la commission des Affaires étrangères, l'ambassadeur Alves de Souza s'explique

35. Antonio Carlos Lessa, « A guerra da Lagosta e outras guerras: conflito e cooperação nas relações França-Brasil (1960-1964) », *Cena Internacional*, nº 1, 1999, p. 109-121 (handle:10482/5242).
36. Francisco Julião, « A luta dos camponeses do Engenho da Galileia repercute na Câmara », *O Semanário*, 22 janvier 1960, p. 6.
37. Jean-Paul Anglès, *La reprise des contacts franco-brésiliens vue de Rio*, avril 1963, MAE, carton 45.
38. Jean-Paul Anglès, *Télégramme à l'arrivée de Rio de Janeiro*, 10 mai 1963, MAE, carton 45.

sur les problèmes avec la France[39]. Harcelé de questions, l'ambassadeur passe à l'attaque et dénonce l'action désordonnée de l'Itamaraty[40]. Carlos Alves de Souza confie à l'un de ses proches collaborateurs que « c'est dans son propre pays qu'il semblait être *persona non grata* ». Pour Jean-Paul Anglès, « c'est le pouvoir législatif qui est en partie responsable de l'état des rapports franco-brésiliens », puisque l'annulation de l'accord sur le *port of Para* a été décidée par le Sénat, en décembre 1962[41].

Après le rappel des ambassadeurs, les relations franco-brésiliennes sont entre les mains de deux chargés d'affaires sans expérience qui ne parviennent pas à dialoguer avec l'entourage des présidents. L'ambiance délétère sert désormais de prétexte aux administrations pour retarder toutes les démarches diplomatiques.

Face à cette conjoncture, le gouvernement Goulart perd tout espoir d'une quelconque aide française. Le message du chargé de la chancellerie, à Paris, Pierre Foucher, adressé à Jean-Paul Anglès, ne peut être plus clair :

> D'une manière générale, on souhaiterait dépolitiser ce qui peut séparer nos deux pays [...]. On ne parlerait plus des relations franco-brésiliennes avant de pouvoir annoncer, le moment venu, le succès d'une mission envoyée en France et qui y aurait obtenu des crédits, parce que telle est, en définitive, l'unique préoccupation brésilienne. M. João Goulart, jusqu'ici peu attentif, dit-on, à la manière de voir de M. Alves de Souza, comme, d'ailleurs, à toutes les questions de politique étrangère, aurait été frappé par l'importance donnée, par les sénateurs, aux déclarations de l'Ambassadeur du Brésil à Paris. On peut se demander cependant si le Président de la République, pour en tirer des conséquences, sur le plan économique, sera aussi habile manœuvrier, qu'il peut l'être, pour résoudre les crises internes, s'il aura assez de ténacité, pour résister aux pressions, dont il pourrait être l'objet[42].

39. Pierre Foucher, *Relations franco-brésiliennes*, 9 mai 1963, MAE, carton 45.
40. Jean Paul Anglès, *Télégramme à l'arrivée*..., *op. cit.*
41. Jean Paul Anglès, *La reprise des contacts*..., *op. cit.*
42. Pierre Foucher, *Relations franco-brésiliennes*..., *op. cit.*

La France attend un changement dans l'attitude brésilienne, sans quoi le Quai d'Orsay ne prendrait aucune mesure pour débloquer les crédits de financement demandés par le gouvernement brésilien. Le gouvernement français traite l'affaire en termes économiques et financiers et refuse de prêter une attention quelconque aux demandes brésiliennes, en exigeant une solution à toutes les difficultés affectant les relations bilatérales depuis plusieurs années. La question se pose aussi de manière géopolitique puisque, depuis la fin de la guerre d'Algérie et l'indépendance des colonies africaines, l'axe stratégique de la France se déplace de l'Atlantique sud vers la zone Caraïbe et donc du Brésil vers le Mexique. De fait, parallèlement à la crise franco-brésilienne, le général de Gaulle accorde une série de prêts au gouvernement mexicain, premier pays dans la liste des pays que le président français entend visiter dans son voyage en Amérique latine, prévu pour octobre 1964[43].

La défiance à l'égard du Président et de son entourage est totale. Ni le chargé d'affaires ni l'attaché militaire ne peuvent plus espérer trouver une audience auprès de la Présidence et de son entourage.

La situation défavorable au gouvernement Goulart bénéficie cependant à l'opposition. En pleine crise, le gouverneur de l'État de São Paulo, Ademar de Barros, redoutable adversaire du président Goulart, est invité officiellement par le gouvernement français, accompagné des représentants du Crédit lyonnais et d'autres importantes compagnies françaises implantées dans cet État. Ils sont reçus par les autorités politiques et militaires françaises avec les honneurs de véritables représentants diplomatiques[44]. En octobre 1963, Ademar de Barros établit même des relations avec Marcel Dassault, son entreprise et Sud-Aviation, afin d'assurer l'installation de ces industriels à São Paulo. Les contacts ne se limitent pas au gouverneur de São Paulo : sept mois après la crise de la langouste[45], le général

43. Pierre Lallart, *Compte rendu de l'attaché militaire au Brésil*, juin 1963, SHD, 14S534.
44. Michel Habib-Deloncle, *Visite officielle d'Adémar de Barros au gouvernement français*, mai 1963, MAE, carton 45.
45. Cette affaire oppose le Brésil à la France et revêt un aspect nationaliste et patriotique, en lien avec la pêche industrielle des crustacés dans les eaux territoriales brésiliennes. Les dirigeants syndicaux du Nord-Est brésilien se mobilisent pour défendre les intérêts de la pêche artisanale et saisissent

Ribeiro de Carvalho, ancien titulaire du portefeuille de l'Aéronautique, se rend en France pour étudier les possibilités d'achat par le Brésil de matériel aéronautique, en particulier des hélicoptères[46].

C'est dans ce contexte de conflits avec le gouvernement brésilien que l'attaché militaire Pierre Lallart arrive au Brésil. Ancien de l'*Office of Strategic Service* (OSS), vétéran de la guerre d'Algérie, il est un spécialiste des contre-informations et mène de nombreuses actions de contre-espionnage au Brésil. Le gouvernement français dépêche en même temps sur place Michel Koch, officier de renseignement déguisé en fonctionnaire de l'ambassade, qui envoie ses rapports secrets directement à l'exécutif français, sans passer par l'ambassade à Rio[47]. Le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) lance plusieurs missions secrètes pour espionner la marine de guerre brésilienne, observer les bases aériennes, rencontrer l'opposition, réunir les chefs d'entreprise liés aux intérêts étrangers. Pierre Lallart se lie avec des hommes politiques hostiles au président de la République[48].

Lallart et les services de sécurité de l'ambassade collectent des informations clandestinement auprès des militaires membres de l'opposition. Ils rencontrent Odílio Denis et par son intermédiaire les frères Ernesto et Orlando Geisel, anciens membres des services secrets démissionnaires, tout comme les généraux Penha Brasil, Alfredo Souto Malan, Aurélio de Lira Tavares et Humberto de Alencar Castelo Branco, chef de l'état-major de l'armée de terre, tous les quatre d'anciens stagiaires à l'École supérieure

Miguel Arrais, gouverneur de l'État du Pernambouc, homme politique très marqué à gauche. Goulart voit l'occasion pour renverser la situation politique intérieure qui lui était défavorable et mobiliser l'opinion publique autour de la défense de l'intérêt national. L'affaire fait la première page des journaux à grands tirages, notamment ceux favorables au Président. Entre 1961 et 1963, plusieurs bateaux pêcheurs bretons sont arraisonnés et certains sont interceptés par des bâtiments de guerre brésiliens. Le président Charles de Gaulle envoie alors un croiseur français pour sécuriser les vaisseaux bretons.

46. Jacques Bayens, *Voyage en Europe du général d'armée de l'Air Ribeiro de Carvalho*, juillet 1963, MAE, carton 45.

47. Paulo César Gomes, *Liberdade vigiada. As relações entre a ditadura brasileira e o governo francês. Do golpe à anistia*, Rio de Janeiro, Redord, 2019, p. 62

48. Pierre Foucher, *Relations franco-brésiliennes…*, *op. cit.*

de guerre de Paris[49]. Figures centrales de l'armée de terre, tous sauf Castelo Branco, sont mis à l'écart par Goulart.

Lallart, tout juste arrivé au Brésil, observe :

> Les conséquences du conflit [de la langouste] auraient pu être catastrophiques pour tous les intérêts français au Brésil. […] Il n'en a heureusement rien été et au plus fort de la crise j'ai pu mesurer la solidité des amitiés que nous avons ici. Au cours des contacts que j'ai pris alors j'ai notamment eu l'impression que toute cette affaire était montée essentiellement pour utiliser les événements à des fins de politique intérieure et même personnelle[50].

Lallart constate alors que les « rapports avec les trois Forces Armées sont marqués de la plus complète cordialité et souvent d'une grande confiance, le Brésil prend conscience de la nécessité urgente de trouver une solution au contentieux franco-brésilien et de rétablir les conditions d'une coopération accrue avec la France[51] ». Mieux informé que Jean-Paul Anglès, Lallart devient un acteur central de la politique étrangère de la France à l'égard du Brésil.

*

* *

En septembre 1961, l'entrée en fonction de João Goulart marque un tournant dans la perception de la vie politique brésilienne par les représentants de la France. Les relations franco-brésiliennes se détériorent rapidement et, des deux côtés, les diplomates ne trouvent aucune entente, en raison de la tendance tiers-mondiste du gouvernement brésilien et de la politique étrangère de la France qui vise à reconquérir l'Amérique latine. Tout d'abord, les problèmes proviennent de différends financiers, en particulier à l'égard des compagnies françaises nationalisées pendant la Seconde Guerre mondiale. La situation s'aggrave à cause des conflits économiques autour de la pêche à la

49. Pierre Lallart, *La Révolution Brésilienne*, janvier 1965, SHD, 10T1109.
50. Pierre Lallart, *Compte rendu mensuel (décembre 62 à mai 63) : généralités*, juin 1963, SHD, 14S534.
51. Pierre Lallart, *Compte rendu mensuel*, août 1963, SHD, 14S534.

langouste et du refus brésilien d'accorder une troisième ligne aérienne pour la compagnie Air France. Enfin, les difficultés économiques croissantes freinent la reprise du commerce entre les deux pays et le gouvernement français refuse de consentir au Brésil les emprunts sollicités depuis trois ans. Quand le Quai d'Orsay refuse d'agréer le nouvel ambassadeur brésilien à Paris, Vasco Leitão da Cunha, en même temps qu'il rappelle son ambassadeur au Brésil, Jean Binoche, le conflit politique est irréversible. En moins de deux ans, entre 1962 et 1964, les négociations bilatérales se trouvent dans l'impasse.

Les relations militaires ne suivent pas la courbe déclinante des affaires politiques. Bien au contraire, les contacts se resserrent entre les attachés militaires et les autorités brésiliennes, de sorte que des rapports de confiance et de cordialité perdurent malgré le conflit opposant les dirigeants français et brésilien. Ainsi, le maréchal Odílio Denis ouvre-t-il à Henri Lemond les portes de l'armée de terre, en insistant sur l'importance d'un accord technique et militaire avec la France. En quelques mois, le projet aboutit à l'envoi en France de groupes de six officiers pour suivre les stages des écoles supérieures militaires. Le départ d'Odílio Denis et l'entrée en fonction d'un nouveau ministre moins favorable à un resserrement des liens avec l'Europe compromettent la poursuite des négociations militaires. Le nouvel attaché militaire noue alors des relations avec les anciens stagiaires brésiliens à Paris, tous dans l'opposition. Plus le président brésilien s'isole, plus la France s'approche de l'opposition.

Jusqu'en 1964, les relations militaires ont un impact limité sur les échanges franco-brésiliens. Après le coup d'État du 31 mars 1964, les attachés militaires reviennent sur le devant de la scène, comme acteurs principaux des relations franco-brésiliennes. Nous pouvons alors parler effectivement de diplomatie militaire française au Brésil. Le rapprochement est possible grâce aux nombreuses années de propagande coloniale française auprès des élites brésiliennes et grâce aux affinités intellectuelles entre les officiers brésiliens et la doctrine française de la guerre révolutionnaire.

Chapitre 3

L'ambassade de France et la « révolution brésilienne » (1964)

Entre 1963 et 1964, les relations franco-brésiliennes sont au plus bas. Malgré le *modus vivendi* trouvé sur le sujet de la pêche à la langouste et le début d'un arbitrage dans l'affaire du contentieux financier, les deux gouvernements ne parviennent plus à se faire confiance. La détérioration des relations bilatérales conduit progressivement le consul de France à São Paulo et l'attaché militaire à se rapprocher de l'opposition au président João Goulart. Trompant la confiance et la surveillance du gouvernement brésilien, l'attaché militaire français, Pierre Lallart, est en contact étroit avec les milieux industriels et militaires, les principaux acteurs de la conspiration qui se trame contre le gouvernement brésilien. Il s'appuie également sur le réseau d'agents du SDECE qui se développe après l'arrivée de Michel Koch à l'ambassade.

L'attaché militaire incarne la continuité dans les relations bilatérales ; il coordonne les activités d'information, alors que deux ambassadeurs et trois chargés d'affaires essaient sans succès de diriger les relations politiques. La difficulté à traiter avec des gouvernements qu'ils estiment démagogues ou autoritaires cause des pertes irréversibles. C'est donc grâce aux contacts dans l'armée de terre que les relations bilatérales se maintiennent. L'Élysée, le ministère des Armées et le Quai d'Orsay sont particulièrement bien informés sur les projets brésiliens mais leurs décisions sont plutôt réservées, malgré les nombreux signaux envoyés par l'attaché militaire et le SDECE.

Familier du contexte brésilien, Pierre Lallart fournit les informations les plus fiables sur la situation politique et militaire et il donne une orientation particulière aux relations militaires, lorsqu'il se rapproche des conspirateurs. La principale source qui nous guide pour retrouver les réseaux français au Brésil est son étude, établie sur la base d'importantes informations collectées pendant et après le coup d'État.

Témoin oculaire des événements, Pierre Lallart décrit la formation des groupes, l'effort de coordination militaire et propose une analyse du soulèvement comme un « archipel de complots[1] ». Son objectif est de démontrer l'importance des relations entre hommes politiques, industriels et officiers dans le déroulement du coup d'État, et les profits que la France peut en tirer.

Le coup d'État de mars 1964 marque une profonde rupture dans les relations franco-brésiliennes.

1. L'expression est employée pour la première fois par des généraux brésiliens, anciens responsables de la répression politique, lors d'une série d'entretiens menés, en 1994, dans le cadre d'un projet d'histoire orale de la répression. Voir : Maria Celina D'Araujo, Glaucio Ary Dillon Soares, Celso Castro, *Os anos de chumbo: a memória militar sobre a repressão*, Rio de Janeiro, Relume-Dumará, 1994.

L'archipel des complots : les menaces sur le chef d'État brésilien

SPÉCIALISTE de la contre-insurrection, Pierre Lallart est le mieux à même d'analyser les complots ourdis contre le gouvernement Goulart. Dès son arrivée au Brésil, il travaille dans l'ombre et dans la discrétion. Son regard est influencé par un double filtre : celui d'un officier de renseignement familier de la guerre antisubversive et celui d'un représentant. Il pilote notamment la cellule du SDECE qui envoie plusieurs notes, comptes rendus et rapports au Premier ministre et au président de la République. Dans chacun de ses documents, il précise la radicalisation des militaires brésiliens et la position des multinationales françaises devant la gravité de la situation.

Pierre Lallart avait créé des liens solides avec plusieurs institutions et établissements militaires brésiliens, dont les polices militaires des trois États les plus industrialisés et peuplés : São Paulo, Rio de Janeiro et Minas Gerais[2]. Des accords d'échanges militaires avaient également été signés avec l'Académie militaire pour l'échange d'instructeurs. Enfin, les visites protocolaires mettaient en contact les officiers brésiliens et les organismes français. Bien que les relations politiques se trouvent dans une impasse, Pierre Lallart parvient à nouer des relations de confiance avec ses interlocuteurs

2. Pierre Lallart, *Demande d'assistance militaire pour la Force Publique de l'état de São Paulo*, 20 mai 1963, SHD, 10T1108.

brésiliens dans les forces armées. En janvier 1963, le lieutenant-colonel Meira Mattos se rend en France pour rencontrer le commandant de l'École militaire de Saint-Cyr et recueillir de la bibliographie sur les doctrines françaises ; quelques mois plus tard, c'est le général Ribeiro de Carvalho qui se rend en France, chargé par l'état-major de l'aéronautique d'étudier les modèles d'hélicoptères de fabrication française[3]. Ces deux missions renforcent la coopération technique entre les deux armées et donne corps à l'accord signé en 1960, qui n'avait eu jusqu'alors que peu de résultats.

En octobre 1963, Pierre Lallart envoie à Charles Ailleret, chef de l'état-major des armées françaises, une copie de la brochure *Como eles agem* [comment ils agissent], qu'il obtient d'un contact privé, sans doute un officier de l'aéronautique brésilienne, membre de la communauté de sécurité, d'où provient la publication. Le document est destiné aux officiers et aux sous-officiers de l'armée de l'air brésilienne, afin de leur expliquer de manière claire et directe les formes de l'action communiste[4]. La brochure explique que l'espionnage et la violence sont les principaux moyens pour lutter contre l'expansion communiste. Pierre Lallart insiste sur le travail mené par une équipe d'officiers de l'armée de terre, à la demande de personnalités civiles de São Paulo, pour la préparation des programmes d'éducation civique et de propagande anticommuniste. Le résultat des travaux est diffusé chaque semaine sur les antennes de la radio et de la télévision pauliste[5].

Entre octobre 1963 et mars 1964, période qui précède le coup d'État, Pierre Lallart envoie un grand volume d'informations à Charles Ailleret, faisant état de ses rendez-vous avec de nombreux militaires. Il rencontre personnellement le général Franco Pontes, commandant la force publique de l'État de São Paulo, qui sollicite l'appui français pour la création d'un corps de gendarmerie inspiré du modèle français des gardes mobiles[6]. Il révèle ses relations avec des membres

3. Pierre Lallart, *Compte-rendu mensuel…*, *op. cit.*
4. Carlos Fico, *Como eles agiam. Os subterrâneos da Ditadura Militar: espionagem e polícia política*, Rio de Janeiro, Record, 2001, p. 21.
5. Pierre Lallart, *Propagande anti-communiste dans les Forces Armées Brésiliennes*, 29 octobre 1963, SHD, 10T1112.
6. Pierre Lallart, *Renseignements sur la Police militaire et les Forces Armées fédérales des États de Minas Gerais et de São Paulo*, 14 janvier 1964, SHD, 10T1108.

de l'opposition, comme Miguel Reale, juriste et professeur de droit à l'université de São Paulo, militant de la première heure de l'extrême droite brésilienne, « un homme qui parcourt le monde pour étudier les méthodes de résistance au communisme[7] ». Il se réunit avec les milieux industriels, dont les représentants brésiliens d'industries françaises des secteurs stratégiques, comme Augusto Frederico Schmidt de la Société potasse et produits chimiques ou encore João Mello Flores de la compagnie sidérurgique française Schneider et Cie[8].

L'intense agitation politique de la droite s'étend au congrès, chez les officiers de l'aéronautique, de l'armée de terre et de la marine, à l'appui d'organismes tels que l'Institut politique d'études sociales (*Instituto de pesquisas e estudos sociais* – IPES) ou encore l'Institut brésilien d'action démocratique (*Instituto brasileiro de ação democrática* – IBAD).

L'IPES est un important centre de réflexion, à l'origine des plus importantes campagnes politiques anti-Goulart, depuis sa création en 1961 et jusqu'au coup d'État d'avril 1964. Ses membres sont établis dans les principales villes industrielles du pays, où ils mènent une campagne de désolidarisation, de désyndicalisation et de démobilisation des travailleurs ; ils organisent également une vaste opération d'infiltration des syndicats, du milieu étudiant, des mouvements paysans, de l'Église et des médias[9]. Ses moyens d'actions concernent une grande variété d'outils de propagande, de *lobbying*, de diffusion de bibliographie spécialisée, de conférences, de pétitions, de relations avec les groupes anticommunistes internationaux. Son objectif ultime est de créer une situation de crise sociale et politique aiguë justifiant l'appel à une intervention militaire[10].

L'IBAD est un organisme privé qui soutient matériellement et financièrement des associations politiques, en participant aux frais des campagnes des candidats de droite, conservateurs, libéraux et autoritaires pour la Chambre des députés. Ses sources de financement proviennent majoritairement de grands groupes industriels étrangers établis au Brésil, comme Texaco, Shell, Schering, Bayer, General Electric,

7. Pierre Lallart, *La Révolution Brésilienne*, janvier 1965, SHD, 10T1109.
8. Pierre Lallart, *Compte-rendu mensuel…*, *op. cit.*
9. Vitor Gianotti, *História da luta dos trabalhadores no Brasil*, Rio de Janeiro, Mauad, 2007, p. 165.
10. René Armand Dreifuss, *1964…*, *op. cit.*, p. 209.

IBM, Coca-Cola, Souza Cruz, Belgo Mineiro, Herm Holtz & Coty. L'institut est fermé par décret présidentiel le 20 novembre 1963[11].

Pierre Lallart conclut son étude en affirmant que « compte tenu des conditions, on pouvait réellement craindre de graves troubles urbains et des révoltes paysannes localisées mais une révolution marxiste avait peu de chances d'obtenir une adhésion populaire massive[12] ». Il était donc improbable qu'un coup d'État provienne de Goulart, surtout s'il devait compter sur l'appui des communistes. Le SDECE avertit pourtant le 10 mars 1964 des agitations politiques susceptibles de compromettre la survie du gouvernement Goulart :

> La situation devient inquiétante dans le Minas Gerais où les grands propriétaires terriens sont prêts à lutter par tous les moyens, y compris l'emploi des armes, contre l'application de la réforme agraire. Parmi les grands propriétaires se trouvent plusieurs colonels en retraite de la Police Militaire, ce qui explique l'armement important dont disposent les « fazendeiros » et qui comprend même des mitrailleuses lourdes, installées aux points stratégiques[13].

Pour le SDECE et l'attaché militaire, la situation est le résultat d'une insatisfaction croissante des secteurs les plus exaltés de la droite et de l'extrême droite. Les protagonistes de ce mouvement ne sont pas uniquement militaires, même si les militaires et les gendarmes de réserve jouent un rôle important au Minas Gerais, qui est aussi un des États les plus riches et conservateurs du Brésil. Les réseaux français y sont solidement implantés : le gouverneur José Magalhães Pinto fait plusieurs voyages en France, où il établit d'importants contacts avec les industriels français ; il fait aussi preuve d'hospitalité, lorsqu'il propose l'asile à des colons pieds-noirs quittant l'Algérie après l'indépendance en 1962[14]. Le Minas Gerais accueille d'autres Français pieds-noirs dans le cadre d'un projet de

11. Luis Alberto Moniz Bandeira, *A presença dos Estados Unidos…*, *op. cit.*, p. 427.
12. Pierre Lallart, *La Révolution Brésilienne*, …, *op. cit.*
13. SDECE, *Agitation dans le Minas Gerais*, 10 mars 1964, SHD, 10T1111.
14. Carlos Alves Souza, *Emigração de agricultores europeus da Argélia para o Brasil*, 18 juillet 1962, Archives diplomatiques – Brésil (abrégé MRE ci-après), Documentação ostensiva, Telegramas da embaixada à secretaria de Estado.

mise en valeur de 5 000 hectares de terres agricoles à Várzea da Palma, dans le bassin du São Francisco[15]. Parmi les personnalités les plus notables, le gouverneur Magalhães Pinto accueille l'ancien ministre des Affaires étrangères, Georges Bidault, alors condamné à perpétuité, en raison des complots ourdis contre Charles de Gaulle.

Du centre à l'extrême droite, civils comme militaires sont hébergés dans des hiérarchies parallèles qui entretiennent des relations suivies avec les services d'information de l'armée de terre, à l'instar de Hermann Moraes de Barros, héritier de la famille de Prudente de Moraes[16], membre de l'oligarchie pauliste, banquier et président de la *Companhia de melhoramento do norte do Panará*. « C'est un homme d'expérience car il a participé à São Paulo à la *révolution* de 1932 avec un corps de 3000 volontaires qui sont rentrés dans l'ombre après la défaite[17] ». Bien renseigné sur les nombreuses conspirations dans les États de São Paulo et de Rio de Janeiro, le SDECE observe l'intervention de multiples réseaux : militaires, hauts fonctionnaires, chefs d'entreprise, hommes politiques.

Des documents de propagande contre le gouvernement sont distribués dans différentes parties du territoire incitant à une lecture des événements au prisme d'une confrontation idéologique insurmontable entre démocratie libérale et communisme, à l'instar du *Livro Branco sobre a guerra ravolucionária no Brasil*[18] édité par la *Livraria do Globo*. Son auteur est Pedro Brasil, pseudonyme probable d'Olavo Bilac Pinto, un des ténors de l'extrême droite, président de l'Union démocratique nationale, qui prononce devant la Chambre des députés son premier discours en tant que député en attaquant directement le gouvernement de João Goulart[19]. Grèves, mutineries, ruptures de la hiérarchie, *meetings* et luttes sociales créent selon lui l'ambiance propice

15. Everaldo Dayrell de Lyma, *Imigração argelina. Gestões do emissário brasileiro*, 11 septembre 1961, MRE, Documentão ostensiva, Telegramas da embaixada à secretaria de Estado.
16. Prudente de Morais est le troisième président du Brésil républicain et gouverne le pays de 1894 à 1898.
17. Pierre Lallart, *La Révolution Brésilienne…*, *op. cit.*
18. Pedro Brasil, *O Livro Branco sobre a Guerra Revolucionária no Brasil*, Porto Alegre, Oficina Gráfica da Livraria do Globo, 1964.
19. Thomas Skidmore, *Brasil : de Getúlio a Castelo*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1982, p. 333.

à la victoire des forces communistes. Bilac Pinto, qui allait devenir ambassadeur du Brésil en France, justifie l'entrée en scène des forces armées pour destituer le président de la République. En brandissant la menace communiste, il en appelle au peuple. Pour lui, le gouvernement Goulart prépare une rébellion dans la clandestinité tandis que les forces armées sont infiltrées par des communistes, notamment parmi les sous-officiers. « Tout se passe comme si les autorités responsables étaient aveugles[20] ». Beaucoup d'officiers en service, jusqu'alors à l'écart des débats, prennent connaissance des doctrines militaires de la guerre froide à travers cette véritable guerre des propagandes.

Pierre Lallart saisit la diversité des réseaux d'officiers, où figurent au départ des généraux nommés aux fonctions ministérielles par Jânio Quadros et successivement mis à l'écart par João Goulart. Ces hommes se sont engagés avec la France, en 1960, et à cause des rebondissements politiques, ils ont été empêchés de poursuivre le projet d'une mission militaire française pour l'armée brésilienne. Ils sont inspirés par un esprit de croisade anticommuniste. Sa lecture des événements est hiérarchique et en réseaux, loin des interprétations qui voient le coup d'État comme le résultat de l'action de seulement deux groupes, les libéraux conservateurs – appelés aussi internationalistes ou modérés, réunis autour du général Castelo Branco – et les nationalistes autoritaires – partisans de la ligne dure, groupe militaire aux contours imprécis, auquel participent parfois des civils, qui prône une profonde épuration du milieu politique, proches du général Costa e Silva[21].

Artur da Costa e Silva est officier d'infanterie. Dès les années 1920, il s'implique dans la vague de soulèvements militaires qui traverse le Brésil. Après l'obtention du diplôme de l'École d'état-major de l'armée de terre, alors dirigée par la mission militaire française, il devient officier d'état-major de l'armée de terre. Quand le gouvernement brésilien déclare la guerre à l'Axe, en 1942, il est responsable de l'organisation de l'unité blindée qui combat en Italie avant de suivre un stage de formation à Fort Knox, aux États-Unis. Pourtant, il n'intègre pas lui-même le contingent brésilien. Promu général en 1952,

20. Pedro Brasil, *O Livro Branco…*, *op. cit.*, p. 20.
21. Maud Chirio, *La Politique en uniforme. L'expérience brésilienne 1960-1980*, Rennes, PU de Rennes, 2016, p. 55.

il ne prend pas part aux disputes politiques internes à l'armée de terre et garde un comportement légaliste durant l'entrée en fonction de Juscelino Kubitschek, en 1955. À partir de 1962, il est nommé à des postes de commandement sans importance et s'engage dans la conspiration contre le président João Goulart. Chef du commandement suprême de la révolution, pourtant, il cède la place à la présidence de la République au général Castelo Branco. Nommé ministre de la Guerre par ce dernier, Costa e Silva devient progressivement un des personnages centraux du régime.

Lallart rencontre beaucoup de généraux et n'entre pas directement en contact avec les jeunes officiers que rencontrent sans doute les officiers du SDECE. Les observations réunies dans l'étude détaillée envoyée à Charles Ailleret renforcent l'idée d'un phénomène intergénérationnel d'opposition à Goulart. L'École de commandement et d'état-major de l'armée de terre (*Escola de comando e estado-maior do Exército* – ECEME) où se réunissent commandants et colonels, sous couvert de ses activités pédagogiques normales, devient la centrale du complot militaire à Rio de Janeiro : « avec son cadre instructeur et ses 300 officiers stagiaires, elle est un organe de planification et l'État-Major opérationnel clandestin ». Elle fournit des officiers pour le renforcement des différents états-majors et même des commandos motorisés qui, au lendemain du coup d'État, paralysent toute réaction. L'ECEME assure la liaison et la coordination avec les organisations civiles et le congrès, notamment à travers l'action du Front national de défense des réformes et de la constitution dont elle a conçu les grandes lignes[22].

Lallart propose une narration détaillée et complète des réseaux, des groupes et des organismes qui se juxtaposent et forment ensemble un archipel de complots. Il reconnaît triomphalement la présence de nombreux diplômés de l'École supérieure de guerre de Paris. Selon lui, ceux-ci joué un rôle très important dans l'organisation de la conspiration, notamment Válter de Meneses Pais, Hélio Mendes et Carlos Villela, affecté au cabinet ministériel du président Goulart. Un nombre très important d'anciens diplômés de l'École supérieure de guerre ont aussi participé

22. Pierre Lallart, *La Révolution Brésilienne…*, *op. cit.*

au soulèvement : les colonels Edison Figueiredo, Sílvio Couto Coelho da Frota, Ariel Paca da Fonseca, les lieutenants colonels João Batista de Figueiredo, Hélio Galdino, Heitor Caracas Linhares, Gabriel Borges Fortes Evangelho, Rubem Rey.

Il n'existe enfin aucun doute quant à l'importance des colonels :

> Après avoir poussé leurs réseaux parmi les Officiers d'Active et les Officiers de Réserve, 5 ou 6 d'entre eux remontent la hiérarchie et contactent successivement les différents généraux pour leur demander de prendre en main l'outil en cours de préparation et la direction d'une action éventuelle dont ils seraient l'État-Major clandestin. Les premiers à les rejoindre sont ceux qui depuis dix ans formant le *groupe de la Sorbonne* ont affirmé leurs positions politiques à l'ESG de Rio[23].

Le surnom de *Sorbonne* fait référence à l'École supérieure de guerre de Rio de Janeiro et par extension à l'ensemble des officiers qui ont suivi l'enseignement militaire supérieur, justifiant d'un niveau d'études élevé[24]. Ce surnom traduit une manière particulière d'envisager les relations avec les milieux industriels : la formation à l'École supérieure de guerre rompt, en partie, l'isolement des forces armées. La création de l'École supérieure de guerre suit un mouvement international d'ouverture vers les milieux civils, commun aux forces armées des pays occidentaux, au lendemain de la démobilisation militaire qui suit la Seconde Guerre mondiale. L'établissement partage des points communs avec le *National War College*, aux États-Unis, et l'Institut des hautes études de Défense nationale (IHEDN), en France. Ces organismes sont contemporains de la *Rand Corporation*, acronyme de *Research and Development*, un centre de réflexion aux moyens colossaux, directement lié aux forces armées états-uniennes, créé afin de mener des recherches sur les nouvelles formes de guerre et pour recommander à l'armée états-unienne les méthodes, les techniques et les instruments les plus adaptés à ses besoins[25]. L'innovation

---

23. *Idem.*
24. Maria Celine d'Araújo, Celso Castro (dir.), *Ernesto Geisel*, Rio de Janeiro, Fundação Getúlio Vargas, 1997, p. 110.
25. Alex Abela, *Soldiers of Reason: The RAND Corporation and the Rise of the*

de la *Rand*, de l'IHEDN et de l'École supérieure de guerre est de promouvoir l'alliance entre civils et militaires au sein d'organisations de planification et de recherche dans le domaine de la défense.

L'École supérieure de guerre est un centre de réflexion politique, un lieu de rencontre entre les milieux politique, militaire et industriel, dont les valeurs morales et politiques sont retravaillées et exposées[26]. Les auditeurs – inscrits grâce à leur parcours reconnu comme exceptionnel par la direction de l'établissement – assistent à l'ensemble des enseignements, réalisent des travaux de groupe, suivent des séminaires présentés par des conférenciers étrangers, visitent différentes régions du pays et accueillent des délégations étrangères. Pendant toute la durée de la guerre froide, les auditeurs sont divisés en deux branches. Le cours d'état-major et commandement des forces armées est réservé aux colonels et réunit environ trente candidats. Le cours supérieur de guerre connaît de fortes variations du nombre de candidats, qui double entre 1959 et 1960, passant de 63 à 140 ; un peu plus de la moitié est issu du rang des forces armées, l'autre partie est assez hétérogène, mais dans l'ensemble ce sont des juges, avocats, universitaires, économistes, diplomates[27]. L'établissement gagne en notoriété dans les années 1960, alors que l'Amérique latine entre dans la période la plus exacerbée de la guerre froide, après la victoire de la révolution cubaine et la crise des missiles.

L'établissement est placé sous le commandement de généraux très engagés politiquement. Membres d'une même génération, ils sont acteurs des révoltes militaires des années 1920, diplômés de la mission militaire française (1920-1940), vétérans de la Force expéditionnaire brésilienne (FEB) pendant la Seconde Guerre mondiale. Leur carrière est marquée par l'internationalisation des parcours professionnels, en tant qu'attachés militaires aux États-Unis ou dans les pays européens. Tous les commandants de l'École supérieure de guerre étaient proches des milieux industriels, notamment des entreprises les plus capitalisées, et siégeaient dans le conseil d'administration d'entreprises publiques ou privées.

American Empire, Orlando, Harcourt, 2008, p. 185.

26. Renée Armand Dreifuss, *1964…*, *op. cit.*, p. 74.

27. Alfred Stepan, *Os militares na política. Changing patterns in Brazil*, Rio de Janeiro, Artenova, 1975, p. 130.

Pour Pierre Lallart, les généraux anciens commandants de l'École supérieure de guerre sont moins actifs que les colonels dans l'articulation de la conspiration. Instruits, disposant de réseaux très étendus au congrès, dans les ministères, parmi les industriels et à l'étranger, leur attitude se caractérise par plus de précautions. L'entrée en lice des colonels détermine le basculement du mouvement vers l'action contre le gouvernement : le « *brain trust* » du complot central se trouve à l'École d'état-major de l'armée de terre (ECEME), commandée alors par un stagiaire de la 50e promotion de l'École supérieure de guerre de Paris, le général Jurandyr de Bizarria Mamede, officier marqué à l'extrême droite.

Le travail de propagande et d'organisation des différents groupes conspirateurs permet la réalisation d'une importante opération de neutralisation du gouvernement Goulart et de ses bases politiques :

> Remarquablement montée, exécutée en deux jours à travers un pays grand comme 17 fois la France, presque sans heurts et pratiquement sans effusion de sang, cette opération semble être techniquement un modèle du genre. Si l'action des groupes de choc semble avoir été très réduite pendant les événements, par contre les réseaux ont joué un rôle assez important de noyautage, de propagande, de renseignement et d'infrastructure. […] Au lendemain de la Révolution, ils peuvent poser un certain nombre de problèmes à l'Armée, sans doute inquiète de la multiplicité d'organismes dont l'aide lui a été précieuse mais dont le contrôle lui échappe[28].

Pierre Lallart considère que le coup d'État est une opération militaire réussie, minutieusement calculée par les colonels et les généraux brésiliens. Si aucune archive ne nous permet d'affirmer qu'il a participé aux actions, Lallart n'est pas, cependant, un témoin neutre de la victoire des militaires séditieux contre João Goulart. Pour lui, l'action menée par les militaires brésiliens est un modèle du genre. Premier d'une série de coups d'État qui allaient se succéder dans le sous-continent, le coup d'État brésilien révèle la capacité d'organismes civils et militaires à organiser des réseaux clandestins et à

28. Pierre Lallart, *La Révolution brésilienne d'avril 1964*, juillet 1964, SHD, 10T1112.

mettre en échec les gouvernements constitutionnels. Mené à coup d'appels téléphoniques entre généraux, de déplacements de troupes, de calculs de rapports de forces, pratiquement sans combat et presque sans effusion de sang, le coup d'État confirme aux yeux des représentants français l'importance jouée par les forces armées et les polices militaires dans la vie politique du pays. Les réseaux jouent un important rôle de noyautage, de propagande, de renseignements et d'infrastructure. Ces hommes politiques et ces militaires mènent un travail de recherche et d'exploitation des renseignements, certains en liaison avec les polices des États. Lallart soulève notamment un problème essentiel. Conscient du besoin de « recycler » ces hommes engagés dans la recherche de renseignements sur le gouvernement et l'opposition, l'attaché militaire espère-t-il mobiliser ces réseaux au profit de la politique française de « reconquête » du Brésil ?

Les conclusions de son étude confirment sa familiarité avec les milieux militaires les plus engagés dans la lutte contre le gouvernement Goulart. Pour lui, les opérations maintenues secrètes jusqu'à leur exécution répondent à une insuffisance du pouvoir exécutif. La « révolution » trouve donc une explication dans les faiblesses du Président, en particulier dans sa politique d'alliances politiques. Le coup d'État, fait d'une pluralité de complots et d'une multiplicité d'opérations d'information, de noyautage, de propagande et de blocage des réseaux adverses, n'est ni seulement une opération militaire ni uniquement une action politique, mais une alliance d'opérations civiles et militaires synchronisées et autonomes[29].

29. Gláucio Ary Dillon Soares, « Introdução », dans Gláucio Ary Dillon Soares, Maria Celina D'Araujo (dir.), *21 anos de regime militar : balanços perspectivas*, Rio de Janeiro, FGV, 1994, p. 34.

La chute de Goulart

La situation dans les forces armées constitue la plus grande menace pour le gouvernement Goulart et la France en est consciente, surtout depuis l'arrivée sur place de Pierre Lallart, attaché militaire, et de Michel Koch, officier du SDECE. En novembre 1963, quatre mois avant le coup d'État qui renverse le président brésilien, P. Lallart observe :

> La situation au sein des forces armées brésiliennes présente une menace certaine pour l'avenir du gouvernement Goulart. La révolte des sergents qui n'a été le fait que d'une partie de l'extrême gauche militaire, laisse pratiquement intactes les possibilités d'action des sous-officiers nationalistes, qui réclament plus que jamais un *virage à gauche*. La collusion entre ces éléments et la gauche syndicale et politique est prouvée ; elle témoigne de l'influence grandissante de la subversion au Brésil[30].

Les conséquences de l'affaire de l'inéligibilité des sergents (les sous-officiers mentionnés ci-dessus) sur le moral des forces armées sont gravissimes. L'insatisfaction des sergents était un sujet de mobilisations politiques et sociales depuis plusieurs années ; surtout, le principal problème concernait la différence de traitement entre les sergents et les soldats, qui devaient obtenir l'accord de leurs

30. Pierre Lallart, *Situation au sein des forces armées brésiliennes*, 25 novembre 1963, SHD, 10T1112.

commandants pour toutes les démarches, y compris pour se marier[31]. La forte mobilisation des sergents avait commencé dès le gouvernement Kubitschek et s'est renforcée notamment lors du mouvement pour défendre la légalité constitutionnelle et l'entrée en fonction de João Goulart. Le 12 septembre 1963, à Brasília, caporaux, sergents et sous-officiers de l'aéronautique et de la marine se rebellent contre la décision de la Cour suprême électorale d'interdire l'élection des sous-officiers à la Chambre des députés. Le mouvement prend de l'ampleur lorsque le Président décide de faire jouer la carte du soutien populaire. Les sergents adhèrent aux réformes du gouvernement ; ils se voient comme les représentants légitimes des classes populaires dans une institution militaire très élitiste[32]. Mais rares sont les militaires qui interprètent le conflit dans les casernes comme le résultat de conflits sociaux plus amples, à la différence, notamment, du général Nelson Werneck Sodré. Pour la hiérarchie militaire, l'agitation est menée de l'intérieur par des sergents subversifs qui brisent la hiérarchie. La rupture hiérarchique est un argument crucial pour justifier l'entrée en action des militaires contre Goulart. L'appui populaire remet en question la cohésion des forces armées mais les mailles de la hiérarchie se resserrent : les sergents sont l'objet de sévères sanctions devant le tribunal militaire.

Accusés de subversion, les sous-officiers sont des ennemis intérieurs, une cinquième colonne à l'intérieur de l'armée de terre. Les relations hiérarchiques se détériorent en raison de la présence de certains généraux classés à gauche dans les *meetings* présidentiels. Les fondements même de l'édifice militaire sont atteints par ces manifestations politiques qui transgressent l'ordre établi lorsqu'elles franchissent la frontière hiérarchique[33]. Le président de la République lui-même est accusé d'encourager l'anarchie dans les forces armées. Il continue à isoler les officiers de l'opposition, déplacés dans les régions les plus éloignées d'Amazonie, et change cinq fois de ministre de la Guerre en seulement deux ans de mandat. Acculé, Goulart sollicite le général Assis Brasil, son conseiller personnel, directeur des services d'information pour identifier les actions offensives menées contre son

31. Alfred Stepan, *Os militares na política…*, *op. cit.*, p. 118.
32. Thomas Skidmore, *Brasil : de Getúlio a Castelo…*, *op. cit.*
33. Maud Chirio, *La politique en uniforme…*, *op. cit.*, p. 48.

gouvernement[34]. Il nomme le général Castelo Branco aux fonctions de chef de l'état-major, ce qui n'apaise pas la situation, bien au contraire.

Jean-Paul Anglès, chargé d'affaires de France au Brésil, est très inquiet pour l'avenir du Brésil, qu'il soit entre les mains des conspirateurs de droite ou des agitateurs d'extrême gauche. Il se montre aussi insensible aux arguments avancés par son attaché militaire et explique les difficultés que rencontre le gouvernement par la personnalité de son président : « d'un niveau de culture médiocre, sans hauteur de vues et sans grand sens de l'intérêt général, le Président Goulart n'est qu'un politicien brésilien extrêmement habile, ce n'est pas un homme d'État[35] ». J.-P. Anglès met en avant l'orgueil qui le rend « sincèrement désireux de marquer son passage à la présidence par quelques grandes réalisations[36] ». Le diplomate ne peut que souhaiter la fin d'un gouvernement peu désireux de négocier avec la France.

Le bilan d'une année de présidentialisme est plutôt mince puisqu'aucune des mesures proposées par le gouvernement ne semble aboutir, d'autant qu'il se donne des objectifs très ambitieux. Jean-Paul Anglès voit João Goulart comme un démagogue, incapable de gouverner. D'une grande véhémence, les discours présidentiels sont, selon lui, la cause de son isolement politique : vindicatif et travailliste, il s'attire les foudres des secteurs conservateurs du patronat brésilien :

> Le discours présidentiel marque la ferme résolution du Brésil de se poser en leader du groupe des pays sous-développés, en soutenant les thèses de ces pays sous leur forme extrême, avec un refus délibéré de tout véritable esprit de négociation. En terminant, le chef de l'État n'a fait qu'une brève allusion aux « réformes » qui sont pourtant depuis deux ans le thème essentiel de son gouvernement[37].

34. Carlos Fico, *O grande irmão : da operação brother sam aos anos de chumbo. O governo dos Estados Unidos a ditadura militar brasileira*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2008, p. 74.
35. Jean-Paul Anglès, *Bilan du gouvernement Goulart un an après le référendum de janvier 1963*, 17 janvier 1964, MAE, carton 126.
36. *Ibid*.
37. Jean-Paul Anglès, *Un important discours du président Goulart*, 20 février 1964, MAE, carton 126.

L'orientation de la politique étrangère brésilienne est une cause permanente de désaccords. Goulart se montre disposé à prendre des initiatives en faveur d'un resserrement des liens avec l'Europe, mais la pression des entrepreneurs brésiliens et états-uniens limite la portée de ses projets. Au lieu de permettre un rapprochement franco-brésilien, la recherche d'indépendance sur la scène internationale devient la principale cause d'une prise de distance irréversible. Goulart essaie de renforcer les aspects indépendantistes de l'Itamaraty comme moyen d'apaiser l'insatisfaction des tendances les plus radicales de son entourage. Il vise en particulier le gouverneur de Rio Grande do Sul, Leonel Brizola, qui réclame l'ouverture vers les pays socialistes. Le retournement en faveur des négociations avec le bloc socialiste se confirme en décembre 1963. Nikita Khrouchtchev fait offre de crédit pour le développement économique et social du Brésil. Le message est intercepté par les services secrets français et Lallart signale alors à Georges Pompidou, Premier ministre, que le conseil brésilien de sécurité nationale se montre hostile aux offres concernant les livraisons de matériels militaires et les installations industrielles[38]. Lallart s'obstine à prouver la compromission du gouvernement brésilien avec l'Union soviétique.

L'Itamaraty n'a jamais manifesté véritablement l'intention de donner l'impulsion nécessaire aux relations franco-brésiliennes afin de résoudre les problèmes qui ne semblent pas fondamentaux pour la diplomatie brésilienne, motivée par une logique tiers-mondiste[39]. De son côté, l'ambassadeur brésilien, Raul de Vincenzi, se montre peu enclin à l'idée de prendre l'initiative et de rouvrir le dialogue avec la France. Il attend, en vain, une lettre officielle du général de Gaulle. Un sentiment d'insatisfaction caractérise les chancelleries brésilienne et française et rend les relations franco-brésiliennes très conflictuelles. Vincenzi déclare au ministre brésilien des Affaires étrangères, Evandro Lins e Silva, que « dans le cadre du régime personnel actuel, il semblerait qu'aucun homme politique ne soit habilité à prévoir avec certitude les réactions du Général[40] ». La

38. Pierre Lallart, *Brésil-URSS*, 13 février 1964, SHD, 10T1112.
39. Jean-Paul Anglès, *Le président Goulart et la France*, 17 mars 1964, MAE, carton 126.
40. Raul de Vincenzi, *Relações França-Brasil*, 6 mars 1963, MRE, seção de

personnalisation du pouvoir fait tout dépendre de l'Élysée tandis que les relations personnelles du président Charles de Gaulle avec son entourage, en particulier au Quai d'Orsay, créent une situation quasi monarchique[41]. Pour les diplomates brésiliens, le conflit opposant la France au Brésil est aussi lié à la personnalité des deux présidents.

Contrairement à l'Itamaraty, depuis la fin 1963, les forces armées sont de plus en plus alarmées par l'orientation politique du président Goulart. Elles craignent qu'elle ne refroidisse les relations avec les États-Unis dont l'aide est indispensable. Les ministres militaires de Goulart trouvent de moins en moins de subordonnés disposés à trouver un compromis avec un gouvernement qu'ils accusent de rompre l'alliance occidentale et de pencher vers l'autre côté du rideau de fer.

Si le virage à gauche du président renforce la position du Parti travailliste brésilien, d'un autre côté, l'opposition de la très conservatrice Union démocratie nationale et du centriste Parti social démocratique au Congrès national affaiblit l'alliance gouvernementale. Le nombre de sièges conquis par ces deux partis montre toute la faiblesse de l'alliance gouvernementale. Les réformes proposées nécessitent des changements importants dans la constitution brésilienne, impossibles à obtenir sans un solide appui parlementaire. Goulart avait besoin de conserver la direction des groupes parlementaires de gauche ; il était donc en confrontation permanente avec l'Assemblée nationale. Un ministère ou la direction d'une des plus importantes entreprises nationales pouvait servir de monnaie d'échange pour conquérir l'appui des parlementaires. Selon J.-P. Anglès, l'alliance gouvernementale ne tient que grâce à l'habileté de Goulart à parler au peuple, à sa démagogie. L'orientation socialiste et syndicaliste du Président ne fait pas de doute : le gouvernement brésilien est assimilé à un « front populaire », à l'image de son homologue français en 1936. Isolé au parlement, Goulart s'appuie sur le soutien populaire, renouant avec les grands discours de Getúlio Vargas :

documentos confidenciais, Telegramas, 1963.

41. Maurice Vaïsse, *La puissance ou l'influence…*, *op. cit.*, p. 74.

> On parle beaucoup ici depuis quelques semaines d'un regroupement des forces politiques du pays favorables à l'idée de réforme. Ce regroupement a pris le nom de *Front Unique* ou de *Front Ample* et revêt, en fait, l'allure d'un véritable *front populaire*. À l'UDN et au PSD, on retrouve comme toujours deux fractions et les deux partis, en tant que tels, ont du mal à se prononcer. Le seul parti enthousiaste pour le « programme minimum » est le parti communiste. La ligne du parti est sans aucun doute celle de la « voie pacifique » et du « front commun ». Il n'est pas besoin de souligner les oppositions passionnées que suscite, à l'UDN et d'une façon générale dans les milieux conservateurs et traditionnels, l'éventualité d'une rentrée du parti communiste[42].

La dégradation de la situation inquiète l'ensemble des fonctionnaires de l'ambassade. Jean-Paul Anglès n'éprouve de sympathie particulière ni pour Carlos Lacerda ni pour Ademar de Barros, mais il reconnaît leur capacité à miner le gouvernement. La relation très étroite que ces hommes entretiennent avec les groupes d'industriels français les rend incontournables pour toute action de la France au Brésil. Depuis le départ de l'ambassadeur, l'ambassade de France est déboussolée dans la crise et sert de lieu de rencontre d'une certaine opposition politique.

En août 1963, en pleine crise politique, les membres distingués de la Légion d'honneur se réunissent à São Paulo, avec l'ambassadeur de France, Jean Binoche, dans la résidence du consul français, Gabriel Rozas. Les dignitaires de la Légion d'honneur occupent des postes à responsabilité et font eux-mêmes partie de groupes politiques, à l'instar de Júlio de Mesquita Filho, directeur du journal conservateur *O Estado de São Paulo*, présent à la réunion. Les représentants diplomatiques de la France ne peuvent pas ignorer que le gouvernement Goulart est directement menacé par plusieurs conspirations militaires, politiques et des milieux économiques.

Dans les principales capitales des États brésiliens, les esprits s'échauffent dans les *meetings* présidentiels et dans les manifestations

42. Jean-Paul Anglès, *Vers un Front populaire brésilien ?*, 28 février 1964, MAE, carton 126.

publiques de l'opposition. L'étau se resserre autour de la présidence, accusée de manipuler les masses, de s'allier au Parti communiste brésilien, alors dans l'illégalité, et de vouloir instaurer une république syndicale.

Le 18 mars 1964, J.-P. Anglès est plus que jamais inquiet, à cause de la situation politique. Il écrit à Maurice Couve de Murville : « la manifestation en faveur des "réformes de base", organisée le vendredi 13 mars à Rio par les syndicats et le gouvernement, était attendue, annoncée comme un événement de première importance[43] ». L'impact du discours du Président est fort sur l'opinion publique mais aussi sur les États-Unis. Alarmé par le discours présidentiel, Lyndon Johnson autorise la création d'une *task force* pour intervenir dans la crise brésilienne. C'est l'opération *Brother Sam*. Le plan est prévu depuis décembre 1963, élaboré sous l'administration Kennedy, d'après une estimation de l'ambassadeur états-unien à Rio de Janeiro, Lincoln Gordon. Bien qu'aucun débarquement de troupes ne soit envisagé, l'opération fait peser la menace de l'intervention des États-Unis comme une épée de Damoclès au-dessus du président João Goulart[44].

Contrairement à l'ambassadeur états-unien, J.-P. Anglès hésite, dubitatif quant à l'avenir du gouvernement brésilien, surtout vis-à-vis d'une victoire de l'opposition. Alarmé par la situation, rempli d'appréhension par l'ambiance de tension et la guerre des nerfs que mènent le président et son opposition, J.-P. Anglès semble sous le choc de la violence des rapports politiques au Brésil. L'opposition se concentre à São Paulo, dans le milieu des affaires, parmi les hauts fonctionnaires et autour de chefs militaires sortis de l'ombre par une série de manifestes et de pronunciamientos. L'opposition anticommuniste se fait aussi visible à travers une série d'attentats contre des organisations assimilées à la gauche ou au communisme[45]. Cette opposition ne forme pas un groupe homogène mais certains manifestants défendent la constitution et les libertés démocratiques. À São Paulo, une foule de près de 500 000 personnes se réunit dans l'avenue de l'Anhangabaú,

43. Jean-Paul Anglès, *La manifestation du 13 mars, tournant décisif de la présidence Goulart*, 18 mars 1964, MAE, carton 126.
44. Carlos Fico, *O grande irmão…*, *op. cit.*, p. 89.
45. Rodrigo Patto Sá Motta, *Em guarda contra o perigo vermelho*, São Paulo, Perspectiva, FAPESP, 2002, p. 156.

au cœur de la plus grande ville brésilienne, avec des banderoles et des cris évoquant la révolte de 1932, où l'État de São Paulo avait perdu son autonomie à la faveur d'un renforcement du pouvoir exécutif[46].

Les manifestations de l'opposition concurrencent et, dans certains cas, supplantent les *meetings* du gouvernement. La Marche de la famille avec Dieu pour la liberté est un succès inattendu, « qui éclipse le meeting de M. Goulart, c'est *la plus grande manifestation politique jamais vue au Brésil*[47]. » La Campagne féminine pour la démocratie est la principale instigatrice de cette manifestation. Directement liée au centre de réflexion patronal IPES, son objectif est de susciter l'indignation des classes moyennes face à la menace d'expropriation : plus qu'une opposition isolée, il s'agit d'associations et groupes de pression très actifs dans l'action contre le gouvernement[48].

Le discours véhément du Président, au soir du 30 mars, à l'Automobile Club de Rio achève de radicaliser les parties engagées dans cette guerre de propagande. Le discours intervient quelques jours après l'amnistie générale des sous-officiers et fusiliers marins engagés dans le soulèvement de Brasília. L'attitude de Goulart est perçue comme une provocation et le *meeting* avec les marins, les sous-officiers et les ministres militaires déclenche une forte réaction chez les militaires les plus exaltés. De Minas Gerais part la première colonne rebelle vers l'ancienne capitale. Le prosélytisme des chefs militaires emporte l'adhésion des régiments jusqu'alors légalistes, stationnés à la frontière des deux États.

---

46. Jean-Paul Anglès, *Marche de la famille avec Dieu pour la liberté*, 21 mars 1964, MAE, carton 126.
47. Jean-Paul Anglès, *La manifestation du 19 mars à São Paulo*, 24 mars 1964, MAE, carton 126.
48. Janaina Martins Cordeiro, « Direitas e organização do consenso sob a ditadura no Brasil: o caso da Campanha da Mulher pela Democracia (Camde) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, « Colloques », 2017 (doi:10.4000/nuevomundo.71513).

La difficile reconnaissance politique du nouveau régime

Les jours qui suivent la chute de Goulart sont marqués par un intense échange de télégrammes entre l'attaché militaire et les responsables politiques à Rio et à Paris. Le 31 mars et le 1er avril, les ambassades française et britannique sont en état d'alerte. Les États-Unis sont les premiers à reconnaître la légitimité du nouveau gouvernement, alors même que Ranieri Mazzilli fait à peine son entrée au palais présidentiel et que João Goulart n'a pas encore quitté le territoire national. La rapidité avec laquelle le Département d'État réagit à la crise brésilienne surprend les diplomates de tous les pays car il signifie un changement considérable dans la politique états-unienne en Amérique latine. Lyndon Johnson est intervenu au Brésil au prétexte d'un basculement du gouvernement Goulart de l'autre côté du rideau de fer et son attitude fait craindre le retour d'un interventionnisme à la Maison-Blanche[49]. L'ambassadeur de France à Washington, Hervé Alphand, s'étonne de la rapidité avec laquelle les États-Unis ont reconnu le gouvernement militaire :

> Le Département d'État, qui a suivi avec attention et inquiétude le déroulement de la crise brésilienne déclenchée par la révolte des

49. Luiz Alberto Moniz Bandeira, *Brasil-Estados Unidos: a rivalidade emergente (1950-1988)*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2013.

> sous-officiers de la marine, se montre satisfait et surpris par l'évolution actuelle des événements. Nos interlocuteurs se refusent à exprimer une préférence quelconque à l'égard des divers protagonistes. Ils ne cachent pas cependant que le départ du président Goulart est de nature à entraîner une amélioration profonde des rapports entre les États-Unis et le Brésil[50].

Le coup d'État ouvre une nouvelle période de relations entre le Brésil et les États-Unis. Le Département d'État reste prudent dans ses déclarations aux partenaires de l'Alliance atlantique auxquels il ne cache pas sa satisfaction de voir tomber un gouvernement indésirable depuis deux ans. La crise brésilienne fait sauter le verrou sud-américain et propulse Brasília en plein dans la guerre froide ; désormais, le projet des militaires peut aboutir, consistant à transformer l'armée en une force d'intervention contre-révolutionnaire.

Les diplomates français sont néanmoins incertains en ce qui concerne la légalité du nouveau gouvernement. Jean-Paul Anglès se montre soucieux de la situation intérieure et son opposition au président ne masque pas la gravité du problème. La présence de João Goulart sur le territoire brésilien et son refus de donner formellement sa démission compliquent le problème constitutionnel, surtout pour les militaires qui tiennent à invoquer la légalité. Anglès alerte Paris sur les problèmes constitutionnels du régime. Si le président déchu se trouve effectivement sur le territoire national, l'investiture du président de la Chambre des députés, Ranieri Mazzili, ne repose que sur la déclaration de vacance faite par le député Auro Moura Andrade, un député de l'opposition, partisan lui-même du renversement du Président. Il ajoute, « si fragile que soit la base légale du nouveau gouvernement, on paraît s'en contenter à Brasília[51] ». Pour le gouvernement français, l'arrivée des militaires au pouvoir est perçue avec appréhension, mais la possibilité de dialoguer avec un régime plus stable et moins orienté vers le tiers-mondisme est une bonne nouvelle[52].

---

50. Hervé Alphand, *Télégramme de l'ambassade à Washington à la Direction d'Amérique*, 1er avril 1964, MAE, carton 127.
51. Jean-Paul Anglès, *Télégramme très urgent*, 2 avril 1964, MAE, carton 127.
52. Paulo César Gomes, *Liberdade vigiada…*, *op. cit.*, p. 70.

Le 2 avril, le message de Johnson à Mazzili est interprété de manière ambiguë. Unanimement, les diplomates français en poste à Washington, à Buenos Aires et dans différentes autres capitales américaines reconnaissent le changement radical de la politique états-unienne à l'égard des gouvernements anticommunistes issus de coups d'État. Ce changement serait l'expression de l'intérêt national de Washington dans ses relations avec les pays latino-américains. La rapidité avec laquelle Johnson assure de son appui le nouveau président brésilien s'explique par les relations suivies des milieux d'affaires états-uniens et brésiliens mais aussi par l'appui donné par la CIA et le Pentagone aux militaires brésiliens[53].

Le surlendemain, la réaction des nouveaux dirigeants s'annonce sévère. Plus de mille arrestations ont lieu, notamment celles du ministre de la Justice, Abelardo Jurema, remis en liberté quelques jours plus tard, de l'amiral Aragão et du maréchal Osvino Alves, de nombreux dirigeants syndicaux, du gouverneur de l'État de Recife, Miguel Arrais, du gouverneur de Sergipe, Seixas Dória. Devant le déchaînement de la répression, la presse française accueille bien moins favorablement le renversement de Goulart et les journaux à grand tirage sont presque unanimes à dénoncer le coup d'État comme une aggravation de la crise et non pas son dénouement. Louis Joxe tient à rassurer Vincenzi que le gouvernement français s'éloigne des déclarations de la presse. Les informations reçues de Rio diffèrent de celles véhiculées par les journaux parisiens, « il est important ne pas confondre le point de vue de la presse avec celui du gouvernement ». Vincenzi commente alors que telle n'a pas été l'attitude du Quai d'Orsay pendant la crise de la langouste, lorsque le gouvernement français prenait les déclarations de la presse comme un prétexte pour entrer en conflit avec l'Itamaraty. Définitivement, l'attitude du gouvernement français est très ambiguë. Comme pendant toute la durée de la crise, l'attaché militaire assume des positions politiques qui s'avèrent décisives pour le rétablissement des relations franco-brésiliennes. Le conflit entre Lallart et Anglès ne tarde pas à éclater[54].

53. Carlos Fico, *O grande irmão…*, *op. cit.*, p. 89.
54. Raul de Vincenzi, *Situação política no Brasil. Comentários da imprensa francesa*, 5 avril 1964, MRE, arquivo histórico, telegramas da embaixada de Paris.

Le problème de la liberté de la presse est concrètement posé entre les deux gouvernements, dès le lendemain de la chute de Goulart. La question atteint des dimensions sérieuses. Le directeur de l'Agence France-Presse (AFP) écrit à Jean-Jacques Faust, correspondant de l'AFP à Rio, pour lui demander de maintenir les postes de l'agence au Brésil, d'assurer un service aussi objectif et complet que possible et, autant que faire se peut, de garantir la sécurité de ses collaborateurs locaux[55].

Devant le silence du gouvernement français, le 6 avril, Pierre Lallart demande à Pierre Messmer d'intervenir auprès de Charles de Gaulle en vue d'obtenir une déclaration favorable au nouveau gouvernement. Pour Lallart, la France ne peut ignorer les autorités de fait, sous prétexte que les méthodes du nouveau gouvernement ne sont pas conformes aux attentes des diplomates en poste ; c'est en cela qu'il s'oppose à Jean-Paul Anglès. Lallart redoute que la France n'utilise l'arme de la non-reconnaissance contre le nouveau régime, en réaction à la dégradation des relations bilatérales depuis trois ans. Il redoute aussi que le président français ne retire le Brésil de la liste des pays auxquels il doit rendre visite six mois plus tard, à cause de la rupture constitutionnelle et des répercussions négatives de la répression. Il souhaite un changement de la position française :

> Je suis personnellement beaucoup moins pessimiste que les correspondants de la presse française sur la situation et son avenir. Ayant surestimé l'organisation de gauche et connaissant mal l'importance et l'esprit des Forces armées ils éprouvent aujourd'hui des difficultés à recréer le climat. À mon avis le nettoyage est techniquement et politiquement incommode, évidemment il a lieu et il y aura des excès et des fautes locales. Mais les contacts pris cette nuit me donnent à penser que l'Armée qui avait déjà proposé à Goulart un appui total pour les réformes nécessaires à condition que les communistes soient écartés, a une vision saine et sociale de son rôle.
> Le fait qu'officiers circulent avec coiffe et pistolet dans la poche est un symbole. Castelo Branco que je connais bien est un élément rassurant. En raison de la personnalité du Général Castelo Branco,

55. Direction des services d'information et de presse, *Télégramme à l'adresse du correspondant de l'AFP au Brésil*, 6 avril 1964, MAE, carton 127.

> ses affinités avec la France et ses responsabilités que sa nomination pourrait ouvrir aux plans politiques et militaires, je pense à titre strictement personnel qu'il serait désirable que la France ne tarde pas trop à manifester sa sympathie si elle est effectivement décidée. Message du chef de l'État serait évidemment de nature à faciliter grandement notre rétablissement ici[56].

La situation au lendemain du coup d'État est très confuse. Pour Pierre Lallart, il est impératif de persuader Paris de l'erreur d'interprétation de la presse, unanime à condamner l'action des militaires. En insistant sur la faible résistance rencontrée par le coup d'État, il veut convaincre Paris de l'appui général de la population à l'égard des militaires. Le moment est venu pour la France de soutenir le nouveau gouvernement afin de se rétablir au Brésil après trois ans de maladresses et enfin occuper le devant de la scène à côté des États-Unis.

Le nom du général Castelo Branco circule déjà dans tous les milieux. Cependant, le ministre des Affaires étrangères, Vasco Leitão da Cunha, est l'unique représentant du nouveau régime qui est déjà entré en fonction, nommé par le président par intérim Ranieri Mazzilli, le 6 avril. La reconnaissance dont jouit Cunha auprès des pays européens, et notamment du président Charles de Gaulle, contribue beaucoup à la reconnaissance internationale du nouveau régime, mais ne suffit pas à accélérer la décision du chef d'État français. Les deux hommes se sont rencontrés à Alger, lorsque Cunha était délégué brésilien auprès du Comité français de libération nationale[57].

Humberto de Alencar Castelo Branco est considéré par ses partisans comme un modéré, un légaliste, un homme conservateur sur le plan politique, et libéral sur le plan économique. L'expérience du combat pendant la guerre en Europe et la formation française sont des caractéristiques que Castelo Branco partage avec Charles de Gaulle. Malgré ces aspects « rassurants » de sa personnalité, ainsi que le pense Pierre Lallart, pendant son gouvernement (1964-1967), Castelo Branco se montrera complaisant avec la répression.

---

56. Pierre Lallart, *Télégramme de l'ambassade à Rio à la Direction d'Amérique*, 6 avril 1964, MAE, carton 127.
57. Paulo César Gomes, *A liberdade vigiada…*, *op. cit.*, p. 66.

Lallart et Anglès ne sont pas d'accord sur la ligne de conduite commune. L'inconstitutionnalité du nouveau régime est le principal obstacle selon le diplomate. Anglès insiste sur la fureur révolutionnaire et la chasse aux sorcières comme une menace pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel : « le souci de la légalité s'effaçait devant le déchaînement de la haine aveugle de la *réaction*[58] ». Sans mandat de justice et en dehors de tout cadre légal, les polices militaires multiplient les perquisitions domiciliaires, les interventions arbitraires et les arrestations. L'aspect essentiel de cette première vague répressive repose moins sur les arrestations spectaculaires que sur les cassations de mandats législatifs et exécutifs, les suspensions de droits civiques, les mises à la retraite d'office dans l'administration et dans l'armée. Selon les mots du diplomate français, l'épuration ne se limite pas aux communistes mais s'étend aux opportunistes, aux profiteurs et aux incapables[59]. Cette vague répressive conduit les personnes liées d'une façon ou d'une autre au régime déchu à demander asile dans les ambassades des pays latino-américains et provoque l'inquiétude en ce qui concerne la reconnaissance internationale du régime brésilien.

La légitimité du gouvernement est recherchée à tous les échelons mais tout d'abord vis-à-vis de ses partenaires internationaux. Vasco Leitão da Cunha est le premier ministre à entrer en fonctions, aux Affaires étrangères, avant même l'élection de Castelo Branco, ce qui montre l'importance de la reconnaissance internationale pour le nouveau régime. Cunha définit rapidement la politique étrangère du gouvernement. Le 7 avril, il écrit aux ambassadeurs étrangers que la « révolution » remet le Brésil sur les chemins de la tradition, dans un mouvement de retour aux sources démocratiques, une révolution au sens conservateur du terme, c'est-à-dire un retour au point de départ : l'entrée en fonction de João Goulart.

> Le Brésil a toujours été et continuera d'être indépendant, sa politique extérieure a été et sera toujours indépendante. De même que nous adoptons une politique scrupuleuse de non-intervention dans

58. Jean-Paul Anglès, *La répression révolutionnaire au Brésil – 1er au 10 avril 1964*, 10 avril 1964, MAE, carton 127.
59. Jean-Paul Anglès, *Premier bilan politique de la révolution*, 21 avril 1964, MAE, carton 127.

> les affaires intérieures d'autres États, nous avons le droit d'exiger d'eux le respect le plus complet de ce principe de base des bonnes relations internationales. Non-intervention et autodétermination sont des principes valables pour tous et non de simples formules destinées à couvrir certaines situations. Sans distinction idéologique, le mot d'ordre est de commercer. Et le Brésil va commercer au vu et au su de tous, sans autres implications ou compromis[60].

L'importance particulière attachée à la continuité cache les nouvelles orientations diplomatiques, surtout l'alignement inconditionnel sur l'Alliance atlantique. La déclaration de Vasco Leitão da Cunha tend à ramener le Brésil dans la ligne « traditionnelle de ses alliances ». L'accent mis sur la continuité vise à occulter un brusque revirement diplomatique mais aussi à éviter que l'Itamaraty ne soit touché par la vague d'épuration. Cunha est l'homme de la transition. On attend de lui le rétablissement des courants d'échanges commerciaux.

Les mots d'ordre de la diplomatie brésilienne sont le libéralisme, le retour à l'ordre normal et le recours aux capitaux internationaux. Une des premières mesures du gouvernement Castelo Branco est de révoquer la loi de taxation sur les transferts de bénéfices des compagnies étrangères établies au Brésil. Des mesures économiques indemnisent les compagnies expropriées par le gouvernement Goulart, en particulier dans le domaine de l'exploitation minière et de l'énergie électrique. Le gouvernement ouvre deux fronts d'action pour marquer l'alignement sur l'alliance occidentale : il espère éliminer les conflits de toute nature entre le Brésil et les pays de l'Alliance atlantique et élaborer un cadre pour les relations interaméricaines à travers le concept de sécurité collective et d'attachement économique[61].

Ces orientations sont censées insérer le Brésil dans l'alliance occidentale, de laquelle le pays a pris ses distances depuis le projet de politique étrangère indépendante de Goulart. Les déclarations de Vasco Leitão da Cunha rassurent les partenaires européens sur les

60. Raul de Vincenzi, *Nouvelle du ministère des relations extérieures publiée à Rio de Janeiro le 8 avril 1964*, 10 avril 1964, MAE, carton 127.
61. Paulo Fagundes Vizentini, *A política externa do regime militar brasileiro: multilateralização, desenvolvimento a construção de uma potência média (1964-1985)*, Porto Alegre, UFRGS, 1998, p. 24.

intentions du gouvernement. L'Itamaraty essaie également de renforcer sa présence dans les organes de négociation multilatéraux, à l'instar de l'Organisation des États américains, du Traité interaméricain d'assistance réciproque et de l'Alliance pour le progrès[62]. La rupture avec Cuba est annoncée comme une des principales initiatives diplomatiques marquant l'engagement irrévocable du Brésil dans la guerre froide.

Ce n'est qu'après l'annonce des lignes directrices de la politique étrangère que le nouveau gouvernement concentre ses efforts sur la légitimité constitutionnelle. La dictature brésilienne se montre très attachée à une certaine idée de la démocratie et de la légalité constitutionnelle et le coup d'État est présenté comme une défense des valeurs occidentales, démocratiques et chrétiennes. Les différents gouvernements qui se succèdent pendant les vingt et un ans de dictature ont fait un large usage des lois comme instrument de la légitimation gouvernementale, pour consolider le processus de normalisation autoritaire[63].

Le 9 avril 1964, le commandement suprême de la « révolution », dirigé par le général Artur da Costa e Silva, promulgue l'acte institutionnel qui autorise l'élection indirecte du président de la République. Ce premier acte législatif du gouvernement militaire (il y en aura dix-sept au total) octroie au chef de l'exécutif le droit de proclamer l'état de siège, de révoquer le mandat des élus, de suspendre pour dix ans les droits politiques des accusés. Son article 8 prévoit aussi que les crimes contre l'État ou son patrimoine et l'ordre politique et social ou les actes de guerre révolutionnaire peuvent désormais être du ressort des enquêtes policières et militaires, présidées par des colonels identifiés plus tard à une « ligne dure »[64].

Le 11 avril 1964, la Chambre des députés élit président de la République l'ancien chef de l'état-major de l'armée de terre, le général Castelo Branco, personnalité reconnue au-dessus des partis et capable de trouver un consensus dans l'armée et dans les milieux

62. Amado Luiz Cervo, Clodoaldo Bueno, *História da política exterior…*, *op. cit.*, p. 374.
63. Alain Rouquié, *L'État militaire…*, *op. cit.*, p. 49.
64. Marcos Napolitano, *1964: História do regime militar brasileiro*, São Paulo, Contexto, 2014, p. 79.

civils impliqués dans le coup d'État. Dans son discours d'investiture, Castelo Branco s'engage dans trois grandes directions : l'épuration dirigée contre les bases politiques et syndicales et contre la corruption, par l'application des mesures d'exception prévues par l'acte institutionnel ; la consolidation du pouvoir exécutif fédéral, par des amendements constitutionnels, les actes additionnels ; et les réformes économiques, visant à bloquer l'inflation et à stabiliser le cours du dollar[65].

Le gouvernement français ne se prononce officiellement qu'après l'élection de Castelo Branco. Le 13 avril, le président de la République française reconnaît le nouveau régime par une lettre personnelle simple et directe. Jean-Paul Anglès rassure Maurice Couve de Murville quant aux risques d'une dictature militaire car « les militaires se suffisent à eux-mêmes et auraient eux-mêmes concocté le fameux Acte Institutionnel ». Pourtant, il reconnaît que « pour gouverner jusqu'à fin 65, il faudra bien qu'ils fassent appel à des civils, ou à des *techniciens*[66] », auquel cas le gouvernement serait voué à l'échec. Il est difficile de discerner le sens exact de l'expression *techniciens*, surlignée dans le texte. Sans doute, le terme évoque-t-il les technocrates, experts des finances et de l'économie appelés par le gouvernement afin d'accélérer le développement industriel. La victoire militaire est bien assise et il espère qu'elle n'ouvrira pas, comme en Argentine après la destitution d'Arturo Frondizi, deux ans plus tôt, une période troublée, où les putschs succèdent aux coups d'État.

En avril 1964, quatre ans après l'inauguration de Brasília, cinq présidents de la République ont été investis dans la capitale dont trois solennellement ; pendant ces quatre ans, le Brésil a connu trois régimes politiques de natures très différentes qui ont mené avec des équipes ministérielles changeantes des projets antagoniques. Malgré la volonté de l'Itamaraty de marquer la continuité de la politique étrangère et celle du commandement suprême de la révolution d'insister sur le maintien de la constitution, rien ou presque ne prédisposait le Brésil à conserver les mêmes orientations. En ce sens, J.-P. Anglès ne fait qu'alerter Paris des risques pour l'image de la France, au cas où le gouvernement se précipite, comme le suggère Lallart, vers une

65. Maud Chirio, *La politique en uniforme…*, *op. cit.*, p. 75.
66. Jean-Paul Anglès, *Lettre au ministre des Affaires étrangères*, 15 avril 1964, MAE, carton 127.

politique de soutien inconditionnel aux militaires brésiliens. Même si le réalisme prime sur le nationalisme et que l'assistance étrangère reste une nécessité vitale pour l'économie brésilienne, J.-P. Anglès juge nécessaire, avant de prendre position, de savoir dans quelle direction s'oriente le nouveau régime, sur laquelle il ne peut pour le moment rien dire, ou très peu.

Le régime brésilien ne jouit pas d'un grand prestige auprès de ses partenaires latino-américains. Alors que la grande majorité des soixante-quatre États avec lesquels le Brésil entretient des relations diplomatiques a reconnu le nouveau gouvernement dès la chute du président Goulart, la plupart des pays d'Amérique latine se sont montrés plutôt réservés, dans l'attente de la confirmation de la continuité démocratique du régime brésilien. Le 15 avril, lors des cérémonies d'investiture du président Castelo Branco, Jean-Paul Anglès observe l'absence des représentants de Cuba, du Venezuela, du Mexique, de l'Uruguay, du Chili, du Panamá et de la Bolivie. Ces pays ne reconnaissent le nouveau régime qu'au cas par cas. Le 19 avril, le gouvernement d'Eduardo Frei reconnaît la légitimité du nouveau régime, mais parallèlement l'université du Chili informe qu'elle est disposée à accueillir les intellectuels brésiliens persécutés dans leur pays. Le Venezuela, le Mexique et l'Uruguay observent une extrême prudence en attendant qu'un sauf-conduit autorise les Brésiliens réfugiés dans leurs ambassades à quitter le Brésil. Les relations interaméricaines présentent pour le président Castelo Branco un problème particulièrement difficile à résoudre[67].

Dans différents pays, Castelo Branco nomme des représentants politiques pour répondre aux questions des gouvernements partenaires. Le 15 mai, il nomme Carlos Lacerda pour communiquer officiellement les objectifs du nouveau régime aux partenaires européens, lors d'un voyage qui comprend l'Angleterre, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, la France et le Portugal. D'Italie, Carlos Lacerda écrit aux journaux français *Le Figaro* et *Le Monde* pour expliquer la situation au Brésil, après la publication d'articles critiquant le régime militaire quinze jours plus tôt[68]. Il rappelle le rôle de la presse dans

67. Jean-Paul Anglès, *Les pays latino-américains et le nouveau régime brésilien*, 22 avril 1964, MAE, carton 127.
68. Raul de Vincenzi, *Entrevista do governador Carlos Lacerda*, 30 avril 1964,

l'affaire de la langouste et réclame « le droit d'informer objectivement le peuple français après tant d'informations truquées par des préjugés idéologiques[69] ». Avant son départ pour la France, Carlos Lacerda envoie également une lettre personnelle au général de Gaulle dans laquelle il indique l'objectif du nouveau gouvernement d'assainir la société brésilienne. Charles Chabrun remet un extrait de la lettre au *Monde*, mais publie aussi ses commentaires où il critique le manque d'incompréhension dans les relations franco-brésiliennes[70].

Dans une des lettres échangées entre la chancellerie et Paris, J.-P. Anglès critique les déclarations de Carlos Lacerda. Ce document parvient à Vasco Leitão da Cunha, à travers les contacts personnels de l'ambassadeur Raul de Vincenzi. Mais la question s'envenime quand de nombreuses personnalités françaises, en visite au Brésil depuis quelques mois ou semaines, rentrent à Paris alarmées par la situation des opposants au régime brésilien. L'idée commence à se faire jour d'une possible annulation du passage par le Brésil du président de la République française.

À l'arrivée de Carlos Lacerda à l'aéroport d'Orly, une manifestation d'étudiants et de professeurs brésiliens empêche le gouverneur de la Guanabara de sortir de l'aéroport. La police parisienne arrive peu de temps après, avant la dispersion des manifestants. La réception de Lacerda est d'autant moins réussie qu'il n'est reçu par aucune autorité politique française. Il ne peut donc pas transmettre les dispositions favorables du nouveau régime brésilien envers le gouvernement français[71]. Bien au contraire, la visite de Carlos Lacerda suscite une nouvelle « affaire » entre les deux pays, remettant en question le voyage du général de Gaulle au Brésil, prévu pour octobre 1964.

La première initiative de l'Itamaraty et du Quai d'Orsay pour partir sur de nouvelles bases est de changer leurs représentants

MRE, Télégrammes confidentiels.

69. Carlos Lacerda, *Telegrama de Lacerda para Vasco Leitão da Cunha*, 3 octobre 1964, CPDOC, VLC 64.03.10.
70. Raul de Vincenzi, *Relações públicas Brasil-França. Considerações do Presidente do Grupo de amizade França-Brasil no jornal "Le Monde"*, 20 mai 1964, MRE, Telegrammes confidentiels.
71. Raul de Vincenzi, *Manifestação popular contra o governador da Guanabara em Paris*, 21 mai 1964, MRE, Telegramas da embaixada em Paris à Secretaria de Estado.

diplomatiques, en fonction par intérim depuis l'affaire de la langouste. Le 22 juin, Antônio Mendes Viana est nommé ambassadeur à Paris. Diplômé de l'École supérieure de guerre de Rio de Janeiro, il dirige l'ambassade jusqu'en 1965. Antônio Mendes Viana explique le récent malentendu entre les deux pays. Le refus de recevoir le gouverneur de la Guanabara est une question personnelle et non pas un nouveau contentieux, contrairement au refus du gouvernement français d'agréer l'ambassadeur brésilien Vasco Leitão da Cunha, en 1963. Le parallèle est important puisque Vasco Leitão da Cunha est chargé de préparer la visite du général de Gaulle. À Rio de Janeiro, Pierre Sébilleau remplace Jacques Bayens, absent depuis le rappel des ambassadeurs à la suite de la « guerre de la langouste »[72]. Il écrit à Maurice Couve de Murville : « le ministre s'est félicité de la normalisation des relations avec le gouvernement français, marquée par la désignation et l'échange d'ambassadeurs entre les deux pays. La visite du général de Gaulle, a-t-il ajouté, aura *d'excellents effets, dans l'intérêt des deux pays*[73] ».

Les déclarations d'intentions du nouveau ministre brésilien modifient moins la nature des relations bilatérales que la volonté de résoudre le différend qui oppose les deux pays depuis trois ans. L'Itamaraty essaie par différents moyens de contrôler les fuites d'information, en même temps que ses fonctionnaires s'efforcent de défaire tous les malentendus avec l'entourage de Charles de Gaulle. Le véritable débat concerne l'impact à l'étranger de la répression et l'image du Brésil dans la presse et l'opinion publique française.

Alors que le nombre d'exilés brésiliens en France est encore réduit, l'Itamaraty reçoit de l'ambassade un manifeste du Groupe brésilien de résistance antifasciste, retrouvé à la Maison du Brésil, la résidence universitaire des étudiants brésiliens à Paris. Les préoccupations de l'Itamaraty se tournent rapidement vers le statut légal de la Maison

72. Sur le rappel des ambassadeurs et leur remplacement par des chargés d'affaires par intérim, voir l'article du *Monde* du 13 mars 1964, « Le Brésil donne son agrément à la nomination de M. Pierre Sébilleau comme ambassadeur de France à Rio-de-Janeiro » (https://www.lemonde.fr/archives/article/1964/03/13/le-bresil-donne-son-agrement-a-la-nomination-de-m-pierre-sebilleau-comme-ambassadeur-de-france-a-rio-de-janeiro_2119211_1819218.html).

73. Pierre Sébilleau, *Déclarations du ministre des Relations extérieures*, 8 juillet 1964, MAE, carton 127.

du Brésil en France. Centre d'accueil des étudiants brésiliens à Paris, elle est un lieu de rencontre des Brésiliens en France[74]. La première tentative de fermeture de la Maison du Brésil aboutit au remplacement de son directeur, un mois après le coup d'État. En réponse à la demande du chargé d'affaires, Raul de Vincenzi, le préfet de police de Paris, Maurice Papon, s'engage à enquêter sur les activités subversives des étudiants brésiliens en France[75]. L'ambassade à Paris se transforme de jour en jour en un observatoire de l'activité des Brésiliens en Europe.

Les dispositions favorables de Castelo Branco et de son équipe à une participation européenne même limitée au développement du Brésil suscitent une attitude plus ouverte envers les représentants de la France. Pourtant, l'ouverture n'est pas bilatérale et la perspective de la visite du président de la République française en Amérique latine inquiète le Quai d'Orsay, soucieux d'assurer une place de choix pour le président français sans pour autant compromettre l'image de la France avec un régime dictatorial. Pour la France, il est indispensable de s'assurer des intentions du gouvernement Castelo Branco. Du reste, il n'est pas exclu qu'elle apporte son soutien technique au nouveau régime, à l'instar de ce qui s'est fait avec l'Argentine cinq ans plus tôt. Le Quai d'Orsay hésite face à un gouvernement brésilien encore fragile.

*

* *

LE COUP D'ÉTAT du 31 mars 1964 ouvre une nouvelle période pour les relations franco-brésiliennes : l'ascension d'officiers formés en France ou qui ont reçu l'enseignement des Français marque une évolution sensible dans les rapports bilatéraux. Les terrains d'entente sont diversifiés et les gouvernements sont plus disposés à négocier.

L'important appui des classes moyennes permet la reconnaissance interne de la légitimité du mouvement contre Goulart. Malgré

74. Raul de Vincenzi, *Mudança do diretor da Casa do Brasil na Cidade Universitária*, 14 mai 1964, MRE, Telegramas confidenciais da Embaixada em Paris à Secretaria de Estado.

75. Paulo César Gomes, *A liberdade vigiada…*, *op. cit.*, p. 132.

le soutien interne, les conspirateurs ont toujours besoin de la reconnaissance internationale et de l'appui ou du moins de la neutralité de leurs voisins américains. La reconnaissance de la part de la France lui permettrait-elle de profiter de la situation pour affirmer sa présence ?

Au lendemain du coup d'État qui renverse João Goulart, Pierre Lallart établit un long et détaillé rapport secret. Témoin du coup d'État et de l'épuration qui s'en est suivie, Pierre Lallart y décrit la formation des groupes, l'effort de coordination militaire et propose une analyse du soulèvement. Ses connaissances des organisations parallèles, son expérience dans les services spéciaux français et états-uniens et son savoir-faire contre-insurrectionnel donnent à son étude une profondeur remarquable. Il démontre ainsi aux autorités françaises qu'il ne s'agit pas d'une seule conspiration mais d'un archipel de complots, que l'importance des relations entre hommes politiques, industriels et officiers dans le déroulement du coup d'État fait la force du mouvement et que la France peut prétendre à en tirer quelques profits.

Chapitre 4

Le renouveau des relations militaires (1964-1969)

Les recherches menées en France et au Brésil ont montré l'importance de la période qui commence à partir du régime dictatorial pour les relations franco-brésiliennes, en opposition à la période qui précède. Jusqu'en 1964, les relations franco-brésiliennes ne sont pas prioritaires ; le faible impact des exportations sur la balance commerciale des deux pays et les différends financiers reconduits depuis la Seconde Guerre mondiale creusent la distance entre les deux pays qui, malgré leurs économies complémentaires, ne trouvent aucun terrain d'entente[1]. Le Brésil souhaite s'insérer dans le concert des nations et équilibrer sa balance de paiements ; la France désire rayonner par sa culture et a également besoin de devises internationales.

La terminologie concernant le régime politique brésilien de 1964 à 1985 est l'objet de vives polémiques. L'expression la plus communément utilisée est celle de régime civilo-militaire. Ce concept fait référence aux études menées sur les relations entre militaires et politique depuis le point de vue des institutions démocratiques. Il pose d'abord la question du monopole de la violence légitime par une institution disciplinée et hiérarchisée. Le problème est aussi envisagé en termes de contrôle des élites civiles sur les institutions militaires. L'objectif principal est d'analyser la participation des civils dans les affaires militaires. Enfin, ce concept interroge l'implication des militaires dans le maintien de la sécurité intérieure.

Quand bien même la catégorisation civilo-militaire du régime permet d'insister sur la participation des civils dans la structure dictatoriale, elle affaiblit le constat que la légitimité du régime se trouve dans les casernes. La seule mention d'une participation des civils dans la structure formelle de décision ne rend pas assez compte des pressions

1. Antonio Carlos Lessa, « Os vértices marginais… », *op. cit.*, p. 28-58.

que les grands industriels sont en mesure d'exercer sur le gouvernement, qu'il soit ou non militaire. S'il est possible d'utiliser l'expression dictature brésilienne lorsqu'on écrit en français, en portugais, le terme dictature militaire est préférable, même s'il est insuffisant et tend à isoler les militaires du contexte global, où différents groupes politiques s'affrontent au pouvoir[2]. Le coup d'État remplace un pouvoir exécutif civil par un exécutif militaire autoritaire. Même si les débats sur la nature du régime restent ouverts, il est indéniable qu'un profond changement a lieu dans la façon d'administrer la politique.

Le coup d'État du 31 mars 1964 propulse sur le devant de la scène des militaires anticommunistes qui deviennent des interlocuteurs incontournables dans les relations avec le Brésil. L'ascension aux plus hautes instances du pouvoir d'officiers aguerris aux techniques du renseignement et diplômés des grandes écoles militaires françaises marque une grande évolution dans les relations franco-brésiliennes. Dans ce cadre, l'attaché militaire devient naturellement un acteur majeur de la diplomatie.

2. Carlos Fico, *Além do golpe: versões e controvérsias sobre 1964 e a ditadura militar*, Rio de Janeiro, Record, 2004.

Le rapprochement franco-brésilien

L'ÉLECTION du général Castelo Branco à la présidence du Brésil favorise le rétablissement des relations franco-brésiliennes. Humberto de Alencar Castelo Branco, né en 1897, fut un proche collaborateur de la mission militaire française dans les années 1930. Après avoir décroché le diplôme de l'école d'état-major, il est nommé assistant d'enseignement dans le même établissement. Ses résultats à l'école d'état-major lui valent la première place à l'École supérieure de guerre de Paris, dans la promotion 1937-1939, à côté d'Hugo Panasco Alvim et de Henrique Teixeira Lott. Envoyé quelques années plus tard à Fort Leavenworth, dans le Kansas, il y suit une formation d'état-major, afin de coordonner et de planifier l'action de la 1re division d'infanterie expéditionnaire. Tant sa formation aux États-Unis que son expérience dans la Force expéditionnaire brésilienne (FEB) marquent profondément sa carrière. Parallèlement à ses fonctions dans l'état-major, il poursuit sa carrière dans l'enseignement militaire supérieur. Très engagé politiquement, il s'investit dans les luttes politiques au sein de l'armée de terre et se démarque dans l'opposition au président Getúlio Vargas (1950-1954), comme membre du groupe anticommuniste la *Cruzada Democrática*. En 1954, il prend le commandement de l'École d'état-major, avant d'assurer la direction de l'École supérieure de guerre de Rio de Janeiro puis le commandement de l'état-major de l'armée de terre, poste qu'il occupe avant son élection à la présidence de la République, après le coup d'État civil et militaire d'avril 1964.

Pendant le gouvernement Castelo Branco, la politique étrangère indépendante qui caractérisait les gouvernements de J. Quadros (1961) et de J. Goulart (1961-1964) est remplacée par l'idée d'interdépendance. Les revendications économiques laissent la place à l'engagement du Brésil aux côtés des forces occidentales dans la guerre froide. Dans un monde partagé entre l'influence des États-Unis et celle de l'Union soviétique, les relations entre les États se développent en fonction des frontières idéologiques qui divisent le pays entre communistes et anticommunistes. Cette représentation idéologique des relations internationales contribue à légitimer la prise du pouvoir par les militaires. Le lien entre la politique interne et externe est un des aspects les plus marquants du gouvernement Castelo Branco : la souveraineté nationale ne s'appuie plus sur les frontières géographiques mais sur la limite politique et idéologique des régimes avec lesquels le Brésil entend dialoguer[3].

Castelo Branco prend un engagement formel en faveur de l'appartenance à l'alliance occidentale et de la fidélité à la politique de Washington. Pour le président brésilien, cette reconnaissance du *leadership* états-unien ne doit pas empêcher le Brésil d'attirer les investissements étrangers, de promouvoir le désarmement nucléaire, de défendre l'anticolonialisme et de soutenir l'intégration latino-américaine[4]. Les négociations internationales doivent se dérouler aussi dans un cadre multilatéral, orientées par l'affirmation des intérêts économiques et géopolitiques au sein des organisations internationales (Organisation des États américains) et dans le cadre des traités multinationaux (Traité interaméricain d'assistance réciproque)[5]. Compte tenu de la solidarité continentale, le Brésil entend entretenir avec ses voisins des relations privilégiées. Sur le plan interaméricain, Castelo Branco est d'accord pour lutter contre le danger que représente le communisme et il est disposé jusqu'à un certain point à reconsidérer la position traditionnelle de la diplomatie brésilienne de neutralité et de non intervention dans les affaires intérieures de pays tiers[6]. Les

3. Luiz Alberto Moniz Bandeira, *Brasil, Argentina e Estados Unidos…*, *op. cit.*, p. 382.
4. *Ibid.*, p. 383.
5. Amado Luiz Cervo, Clodoaldo Bueno, *A política exterior…*, *op. cit.*, p. 375.
6. Pierre Lallart, *Rapport de fin de mission au Brésil*, 11 août 1966, SHD, 10T1108.

problèmes du continent américain ont une priorité nette dans l'esprit du gouvernement brésilien, qui resserre ses relations avec l'Argentine, pendant la présidence centriste d'Arturo Illía (1963-1966)[7].

L'insertion du Brésil dans le cadre des relations prioritaires avec l'Alliance atlantique n'empêche pas le gouvernement de chercher de nouveaux marchés pour sa production industrielle croissante. Le parc industriel brésilien en plein développement manque de débouchés où écouler sa production, d'autant que les pays industrialisés créent de solides barrières protectionnistes. Castelo Branco est décidé à faire appel à l'Europe occidentale pour obtenir une aide économique et industrielle ponctuelle. La réaffirmation solennelle de l'attachement du Brésil à l'alliance avec les États-Unis n'exclut pas la volonté de maintenir des liens étroits avec l'Europe, surtout avec le Portugal et la République fédérale allemande[8]. Les liens avec les partenaires traditionnels du Brésil, à l'instar de la France, sont également revus.

Même si la France ne figure pas parmi les principaux partenaires économiques du Brésil, du point de vue militaire, les relations entre les deux pays sont profitables. Castelo Branco et son chef de gouvernement, le général Ernesto Geisel, veulent montrer qu'il n'existe pas d'incompatibilité entre l'alignement sur Washington et l'ouverture vers l'Europe. Le voyage de Charles de Gaulle, prévu pour le mois d'octobre 1964, est l'opportunité de montrer ce nouvel engagement.

En 1964, le chef d'État français Charles de Gaulle prévoit un voyage de vingt-cinq jours à travers dix pays de l'Amérique latine. Son objectif est de renforcer la présence française dans la région et de faire passer le message d'une troisième voie dans la guerre froide. La plupart des dix pays figurant sur la liste sont alors gouvernés par un président démocratiquement élu. Quatre connaissent néanmoins une vie politique très instable marquée par les coups d'État. Entre le 13 et le 16 octobre 1964, la visite de Charles de Gaulle contribue à dégeler des relations avec le Brésil, jusqu'alors conflictuelles. En inscrivant le Brésil dans la liste des pays visités, le président français contribue à légitimer le nouveau gouvernement, surtout à l'égard de

7. Luiz Alberto Moniz Bandeira, *Brasil, Argentina e Estados Unidos…*, *op. cit.*, 387.
8. Paulo Fagundes Vizentini, *A política externa do regime militar…*, *op. cit.*, p. 65.

ses partenaires latino-américains, dont certains ont refusé de se rendre à la cérémonie d'investiture du général Castelo Branco.

Le voyage de Charles de Gaulle est minutieusement organisé par les services de sécurité français et brésiliens, contribuant au resserrement des liens dans le domaine spécifique des échanges d'informations. Castelo Branco désigne pour préparer la visite du côté brésilien des interlocuteurs préoccupés par la détérioration des échanges avec l'Europe. En juillet 1964, le général Alfredo Souto Malan est désigné par le ministre de la Guerre, le général Costa e Silva, pour suivre l'organisation de la visite du président français. Il sera appelé à entretenir des relations étroites avec le colonel Pierre Lallart.

Sensible à la tradition militaire française, le général Souto Malan se distingue par ses tentatives de rapprochement avec la France. Il est l'héritier d'une famille de militaires engagés dans les relations franco-brésiliennes. Son père est attaché militaire du Brésil en France pendant la Première Guerre mondiale. Élevé en France, il est le collaborateur de la mission militaire française. Après la Seconde Guerre mondiale, en 1948, grâce à ses bons résultats à l'école d'état-major, il est désigné pour suivre le cours de l'École supérieure de guerre de Paris. À son retour, il occupe différents postes en lien avec l'enseignement militaire. Proche collaborateur de Castelo Branco, il est aussi profondément anticommuniste.

En juillet 1964, Souto Malan invite l'attaché militaire français, Pierre Lallart, à prononcer une conférence à l'École supérieure de guerre de Rio de Janeiro. P. Lallart profite de l'occasion pour insister sur les liens qui unissent les armées françaises et brésiliennes :

> Comme vous le rappeliez, Mon Général la France n'oubliera pas non plus la participation du Brésil à la 2e Guerre Mondiale. L'envoi d'un Corps Expéditionnaire brésilien de plus de 25000 hommes en Italie a prouvé, si besoin était, la solidarité du Brésil et de la France dans la défense des valeurs que nous considérons comme fondamentales. La Division Brésilienne, aux ordres du Général Mascarenhas de Moraes a terminé son long chemin en Italie

> au val d'Aoste en faisant jonction avec la 27e Division d'Infanterie Alpine française[9].

La France veut revendiquer des liens avec le Brésil qui s'étendent bien au-delà de la conjoncture politique, effaçant les conflits économiques et diplomatiques les plus récents : il s'agit là de contrer le rayonnement de la présence états-unienne et d'ouvrir un espace de célébration du passé contribuant à modifier la mémoire officielle et visant à assigner aux relations franco-brésiliennes une épaisseur historique absente des relations avec les États-Unis. L'instrumentalisation du passé n'a pas d'influence directe sur l'évolution des relations bilatérales mais elle justifie le rapprochement dans un moment de contestation de la légitimité de pouvoir militaire et de fragilité des relations franco-brésiliennes. La mission militaire française représente un point fort de la coopération militaire, d'autant qu'à l'instar de Castelo Branco et de Souto Malan, les nouveaux dirigeants sont ses anciens élèves. Dans le cas du Brésil, ce n'est pas le concept de latinité qui fait la force du discours politique français, ce sont les allocutions autour de la mission militaire française. La rencontre entre les deux combattants de la Seconde Guerre mondiale est l'occasion pour les chancelleries « d'affirmer d'anciens liens d'amitié, de compréhension réciproque et de solidarité dans tous les domaines, qui unissent étroitement ces deux grandes nations latines[10] ». De plus, elle permet au Quai d'Orsay de rappeler qu'il « existe au Brésil une très vieille et très profonde tradition d'amitié avec la France[11] ». Dans le communiqué franco-brésilien sur la visite du président Charles de Gaulle, Pierre Lallart insiste sur « le respect de l'indépendance nationale de chacun, le droit à l'auto-détermination, l'équilibre mondial et la paix[12] ». La réconciliation de la France et du Brésil est officiellement scellée par la recomposition des traditions franco-brésiliennes.

Pour le Quai d'Orsay, le fait que les dirigeants militaires du Brésil appartiennent aux milieux traditionnellement francophiles crée une

9. Pierre Lallart, *Coopération franco-brésilienne*, juillet 1964, MAE, carton 54.
10. Pierre Lallart, *Communiqué franco-brésilien*, 22 janvier 1965, MAE, carton 108.
11. Direction d'Amérique, *Note sur les relations franco-brésiliennes*, 5 janvier 1965, MAE, carton 112.
12. Pierre Lallart, *Communiqué franco-brésilien*..., *op. cit.*

atmosphère propice au dialogue, ce qui permet d'inscrire la visite du chef d'État français dans la longue durée des rapports bilatéraux, justifiant le rapprochement à un moment où le Brésil entre dans une période dictatoriale. Le discours sur les liens traditionnels consolide l'image d'un pays francophile. Ce ne sont pas des dictateurs que les diplomates français rencontrent mais leurs anciens élèves devenus chefs d'État. Pour l'ambassadeur de France au Brésil, Édouard de la Chauvinière (septembre 1964-février 1965) :

> Le maréchal Castelo Branco a sans doute un profil volontaire, mais il n'a pas l'allure d'un dictateur. Ce n'est pas le goût du pouvoir qui l'a porté à la présidence. C'est plutôt le prestige dont il jouit dans l'armée, notamment par sa participation, en 1944, à la campagne d'Italie dans le Corps expéditionnaire brésilien[13].

Alfredo Souto Malan a souvent été en liaison avec la diplomatie française et rappelle volontiers avec ses camarades « qu'ils sont d'anciens élèves de l'École Supérieure de Guerre de Paris [et] sincèrement favorables à un rapprochement avec la France[14] ». Souto Malan ouvre l'armée de terre à ses interlocuteurs français et, ici aussi, le passé commun fait la force du lien. En septembre 1964, les préparatifs de la visite du président français encouragent le rapprochement de l'ambassade avec des officiers de culture française. Toutes les activités susceptibles d'entretenir et de développer la présence française sont renforcées pendant et après octobre 1964. L'attaché militaire occupe alors une place centrale, en liaison avec les services commerciaux, financiers, culturels, nucléaires, de presse et de coopération technique de l'ambassade[15]. Pour lui comme pour ses interlocuteurs dans l'armée brésilienne, « le véritable contentieux qui reste à régler – celui dont on parle peu dans les milieux officiels mais, vu de Rio, a une certaine importance – c'est celui créé et entretenu par une presse française qui depuis la *Révolution* n'a pas ménagé sa mauvaise humeur et sa

13. Édouard de la Chauvinière, *Premier contact avec le gouvernement révolutionnaire*, 30 septembre 1964, MAE, carton 108.
14. Direction d'Amérique, *Note…*, *op. cit.*
15. Pierre Lallart, *Rapport de fin de mission…*, *op. cit.*

partialité auxquelles les Brésiliens sont très sensibles[16] ». La dénonciation de la « dictature brésilienne » dans la presse française est le principal point de désaccord.

La visite de Charles de Gaulle se déroule sans incident. D'une manière générale, le président a pu rencontrer des personnalités politiques et des hommes d'affaires, ce qui lui permet de donner l'impression de vivre intensément son expérience dans le pays.[17]. Après la visite vient le moment de résoudre les problèmes en suspens : la France veut en effet identifier le plus rapidement possible les problèmes qui ralentissent la reprise des relations franco-brésiliennes, afin de proposer une solution globale à son engagement dans le développement brésilien. En décembre 1964, une délégation brésilienne se rend à Paris pour organiser les négociations sur les différends franco-brésiliens. Le moment est opportun pour gommer les conflits antérieurs et pour essayer de repartir sur de nouvelles bases, à travers l'ouverture de négociations officielles.

Le gouvernement brésilien insiste pour ne pas rompre les négociations engagées sous la présidence Goulart, sur certains aspects, tandis que, sur les questions stratégiques, les négociations reprennent du début. C'est particulièrement le cas pour les questions géostratégiques. Les commissions de l'armement aéronaval, de l'équipement nucléaire et du litige financier entendent réviser la politique du gouvernement antérieur en profitant de ce contexte favorable.

Les négociations reprennent pour la question du différend financier. Il est établi que le Crédit lyonnais rachète les obligations des sociétés Vitória Minas et São Paulo-Rio Grande, afin de les revendre à un Français non résident au Brésil. Les fonds nécessaires pour indemniser les porteurs de titres de São Paulo-Rio Grande proviennent du compte de la Banque du Brésil à la Banque de France. En 1966, le contentieux financier se termine par la signature d'un accord bilatéral. Le règlement de l'affaire de la langouste se déroule dans une atmosphère tout aussi favorable. La ferme attitude de Brasília, pour une solution privée, contournant les obstacles juridiques, dirige

16. Pierre Lallart, *Communiqué franco-brésilien…*, *op. cit.*
17. Pour plus d'informations concernant la visite de Charles de Gaulle au Brésil, et au-delà en Amérique latine, voir : Maurice Vaïsse (dir.), *De Gaulle et l'Amérique latine*, Rennes, PU de Rennes, 2014 (doi:10.4000/books.pur.42514).

les négociations vers la résolution des seuls problèmes pratiques. L'affaire est discutée par des commissions *ad hoc*. Malgré l'avis défavorable du Quai d'Orsay à une résolution échappant au cadre juridique, l'affaire n'est résolue qu'à travers un accord entre particuliers, prévoyant la location des langoustiers français à la société brésilienne Arfaminto e Comércio de Pesca, pour une durée de cinq ans. L'accord commercial aboutit à la cession à cette société de 15 % de la pêche des langoustes. Les limites de la coopération étant rapidement atteintes, c'est un effort de coopération technique à l'échelon gouvernemental qui s'impose[18].

Même si deux des trois affaires du vieux contentieux financier, datant de plus de vingt ans, viennent d'être réglées, les relations franco-brésiliennes sont toujours affectées par le plus grave des problèmes, celui du Banco Hipotecário, dont la résolution par la commission franco-brésilienne est laborieuse. Le dossier du *port of Para* est en cours de négociation, alors que les problèmes aériens, particulièrement tendus en 1964, ont été réglés de façon satisfaisante par l'établissement d'un *pool* Air France/Varig et la conclusion d'un nouvel accord aérien[19].

Ces négociations visent à améliorer l'ambiance dans les chancelleries et favoriser le règlement d'autres affaires en suspens. La France convoite le développement d'un partenariat technique autour de l'extraction et de l'exploitation de l'uranium brésilien. Des scientifiques et d'ingénieurs français participent à la formation des cadres techniques brésiliens et à l'accélération des recherches de développement nucléaire[20]. Les experts français fouillent le sous-sol brésilien à la recherche de minerais stratégiques depuis deux décennies, mais le cadre juridique de l'exploration minière n'est fixé qu'à la fin de la présidence Kubitschek. Dès 1959, des pourparlers sont en cours entre le Conseil national pour l'énergie nucléaire (CNEN – *Conselho Nacional para a Energia Nuclear*), dirigé par l'amiral Álvaro Alberto, et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), représenté par le général Albert Buchalet, directeur des applications militaires et ancien attaché militaire français au Brésil. La nomination d'un attaché pour

18. Direction d'Amérique, *Note…*, *op. cit.*
19. Pierre Lallart, *Rapport de fin de mission…*, *op. cit.*
20. Pierre Lallart, *Communiqué franco-brésilien…*, *op. cit.*

les questions nucléaires va dans le sens d'un renforcement de la présence française dans ce domaine.

Le projet franco-brésilien de coopération nucléaire avait déjà été soumis au Conseil de sécurité nationale (CSN). Cependant, après la prise du pouvoir par les militaires, la mise en place du projet stagne. Le général Geisel, directeur du cabinet militaire de la présidence et secrétaire général du CSN fait valoir des arguments en faveur de l'usage de l'uranium enrichi au détriment de l'uranium naturel, plus cher. Le général Geisel oriente la politique nucléaire vers la construction d'une centrale de faible puissance, remettant à plus tard la réalisation de réacteurs de puissance[21]. Il relance un nouveau projet, compromettant les termes de l'accord signé précédemment entre la France et le Brésil, pendant le gouvernement Goulart[22].

La visite du président français et son intérêt marqué pour l'achat des minerais stratégiques ne suffisent pas à convaincre les Brésiliens de la faisabilité des projets français, d'autant que les dépenses prévues dépassent souvent les capacités financières brésiliennes. Selon une note du Quai d'Orsay de décembre 1965, les industriels français auraient eu de bonnes chances de succès si le choix brésilien s'était porté sur une centrale d'assez forte puissance et donc plus coûteuse : dans cette gamme, ils étaient en effet susceptibles de présenter des réacteurs à des prix compétitifs. Pour Paris, les changements politiques ont fait sentir leurs effets mais ils ne sont pas les seuls à intervenir dans la décision : des pressions manifestes des groupes industriels états-uniens et des rivalités avec des sociétés paraétatiques et privées brésiliennes ont abouti à ce qu'aucune décision ne soit prise. Mais la remise en cause des projets de construction d'une usine nucléaire française ne compromet pas la coopération technique franco-brésilienne. Celle-ci s'intéresse essentiellement à la formation de techniciens, à l'envoi de stagiaires brésiliens en France et d'experts français au Brésil, à l'aide technique en matière de prospection, à l'échange d'informations, à la fourniture du matériel pour la recherche.

---

21. Maurice Couve de Murville, *Instruction du Département à l'attention de l'Ambassadeur*, 27 novembre 1965, MAE, carton 130.
22. Louis Peffeau, *Entretien avec Monsieur Gindre (Bracorep)*, 19 novembre 1964, MAE, carton 123.

Pour la direction Amérique, le bilan des relations bilatérales est positif : après cinq ans d'incompréhensions politiques, de retrait de capitaux et de maladresses diplomatiques, les deux pays parviennent à rétablir de liens de confiance. Les résultats les plus probants sont d'ordre technique et un nouvel espace de dialogue se crée autour du contrôle de l'activité des militants brésiliens d'extrême gauche à l'étranger. L'outil militaire est donc indispensable pour nouer de bonnes relations avec Brasília. En 1965, le Brésil bénéficie de près de la moitié des crédits d'assistance et de coopération technique français. De plus, l'action culturelle de la France y est intense : une quarantaine d'experts travaillent en coopération avec des Brésiliens. Les investissements s'élèvent à environ 781 millions de dollars (année de référence 1990) et intéressent tous les secteurs de l'économie. L'effort du gouvernement gaulliste est particulièrement fort dans la négociation des litiges et reprend les affaires laissées en suspens depuis trois ans. Même si le règlement des différends prend un tournant défavorable pour la France, comme dans la coopération nucléaire, les négociations révèlent des dispositions favorables au gouvernement français.

Depuis la visite du chef de l'État français, en octobre 1964, la diplomatie brésilienne essaie de maintenir l'entente avec le Quai d'Orsay en évitant les heurts autour du contentieux en voie de négociation à Paris. La recherche du consensus incite les deux chancelleries à ignorer les difficultés bilatérales. Cette attitude d'hésitation s'accompagne d'un certain marasme dans les relations commerciales. Les deux gouvernements s'ignorent plus qu'ils ne se réconcilient. La question des essais nucléaires et celle des limitations aux importations européennes des produits sud-américains sont les causes principales de l'irritation de l'Itamaraty.

L'accueil réservé au président de la République française est moins un objectif qu'un moyen pour convaincre le gouvernement français d'aider à l'équipement industriel du Brésil, en accroissant la compétitivité de ses industries[23]. Le Brésil souhaite que la France apporte son aide économique et technique, même si elle ne peut apporter les crédits pour le développement à la hauteur de son investissement

23. Édouard de la Chauvinière, *Premier contact…*, *op. cit.*

au Mexique. Le gouvernement brésilien souhaite enfin que la France joue un rôle d'intermédiaire dans le cadre du marché commun pour détaxer les denrées exportées par le Brésil, notamment le café et la viande[24].

En Europe, le Brésil sollicite le soutien du Quai d'Orsay pour faire adopter de mesures favorables à l'exportation des produits tropicaux vers la Communauté économique européenne. Le rôle de *leader* régional que l'Itamaraty entend jouer, en tant qu'intermédiaire, dans les relations entre l'Europe et l'Amérique latine, suscite le mécontentement de l'Élysée. C'est notamment le cas des essais nucléaires dans l'océan Pacifique. En tant que signataire du traité de Moscou, le Brésil souhaite la diminution des tensions internationales à travers la limitation de l'accès de nouveaux membres au cercle du nucléaire militaire. Lorsque des explosions expérimentales françaises sensibilisent les opinions publiques colombienne et péruvienne, l'Itamaraty, principal promoteur de la dénucléarisation de l'Amérique latine, partage alors l'inquiétude de ses voisins, en particulier quant aux retombées sur la faune et la flore aquatique de la côte pacifique. Parallèlement, le ministre brésilien des Affaires étrangères formule le vœu de ne pas interférer dans les affaires intérieures françaises, au cas où son attitude serait interprétée comme une protestation à l'encontre de la France. Soucieux de préserver l'entente franco-brésilienne, l'Itamaraty assume une position difficile à soutenir face à ses partenaires latino-américains car il se prononce sans s'engager.

Dans la question des relations entre le marché commun et les pays latino-américains, l'attitude brésilienne est aussi ambiguë. À travers son ambassadeur à Paris, l'Itamaraty souhaite devenir l'intermédiaire du groupe latino-américain. Durant sa visite en Amérique latine, le général de Gaulle annonce le rétablissement des relations économiques avec les quatorze pays inscrits dans sa liste de voyage. Deux ans plus tard, les pays attendent la manifestation concrète de cet engagement, qui se limite, alors, à l'accroissement des investissements de la France au Mexique. Doyen du groupe latino-américain à Paris, l'ambassadeur haïtien saisit Carlos Calero Rodrigues, chargé d'affaires du Brésil en France, pour qu'il manifeste la déception du

24. Direction d'Amérique, *Note…*, *op. cit.*

groupe devant les faiblesses de l'investissement français[25]. Deux ans après la visite du président français en Amérique latine, les relations économiques avec les pays de la région ne sont pas satisfaisantes.

Le diplomate brésilien saisit alors l'occasion pour réclamer la consolidation de la coopération avec l'Amérique latine. Dans une note adressée à Carlos Calero, Azeredo da Silveira, secrétaire politique de l'Itamaraty, désapprouve l'attitude des chefs des missions diplomatiques qui doivent agir uniquement en conformité avec la position du Quai d'Orsay. Il juge très imprudent de manifester la déception latino-américaine à travers l'ambassade du Brésil car la fragilité des relations franco-brésiliennes peut subir d'importants revers. Ce ne serait donc pas à Paris que le Brésil manifesterait son dépit face aux déboires français mais à Brasília. La solution trouvée passe donc par l'Itamaraty : Pierre Sébilleau est convoqué par Azeredo da Silveira qui lui exprime sa déception à l'égard du faible investissement français dans les relations avec le Brésil, en particulier après les promesses du président Charles de Gaulle[26]. L'Itamaraty n'entend pas investir autant d'énergie à résoudre des problèmes complexes alors que les relations franco-brésiliennes n'apportent que de minces résultats commerciaux.

Malgré les discours politiques, la France ne se donne pas les moyens de développer ses relations avec le Brésil, en témoigne la faible implantation consulaire au Brésil par rapport à celle des principaux pays européens. La présence insuffisante du Quai d'Orsay ne lui donne pas les moyens d'agir directement sur le développement des relations bilatérales. Néanmoins, le Brésil est le premier partenaire de la France en Amérique latine tant en ce qui concerne le volume du commerce bilatéral que le montant des investissements directs et le nombre des contrats de fourniture de biens d'équipements[27].

De la quatorzième position des partenaires internationaux du Brésil, la France passe à la septième position, entre 1958 et 1970. Les achats de la France au Brésil représentent environ le double

25. Carlos Calero Rodriguez, *Relações CEE – América Latina. Organismo Permanente de Consulta*, 4 avril 1966, MRE, Documentação confidencial, Telegramme de l'ambassade du Brésil à Paris.
26. Azeredo da Silveira, *Relações CEE – América Latina. Organismo permanente de consulta*, 5 avril 1966, MRE, Documentação confidencial, note du secrétaire politique de l'Itamaraty à l'ambassadeur à Paris.
27. Jean Binoche, *Implantation consulaire au Brésil*, 9 août 1967, MAE, carton 108.

des exportations françaises. Le solde des échanges est favorable au Brésil : en 1968, les exportations de la France vers le Brésil génèrent 365 millions de francs[28] tandis que les exportations du Brésil vers la France sont de 472 millions de francs[29]. Le Brésil exporte essentiellement du café, des minerais métallurgiques, du coton, des fibres textiles et du tabac et il importe des produits chimiques et des biens d'équipement[30].

Le tableau ci-dessous illustre la tendance croissante du commerce franco-brésilien :

Tableau 2 : Le commerce entre la France et le Brésil de 1969 à 1973 (en millions de dollars constants 1990)

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Exportations brésiliennes	346	335	355	340	564	537	620	880	1048
Exportations françaises	163	164	274	263	274	464	571	747	970

Source : calculs de l'auteur élaborés d'après différents documents consultés aux Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE).

Dans le cadre des relations franco-brésiliennes, le changement le plus significatif a lieu dans les affaires militaires : les forces armées sont désormais incontournables pour l'élaboration d'une relation de confiance avec le pouvoir brésilien. Pour la France, une des principales conséquences de l'arrivée au pouvoir des militaires est la multiplication des contacts de confiance dans le gouvernement Castelo Branco. Dans le domaine spécifique de la coopération militaire, les questions évoluent sensiblement par rapport à la période antérieure. Les relations avec la France sont alors marquées par plus de souplesse et de cordialité. La personnalité de l'attaché militaire, le colonel Pierre Lallart, y est pour beaucoup, car il sait nouer des contacts de confiance avec les militaires au pouvoir. Les relations militaires connaissent un nouvel élan.

28. 274 millions de dollars constants année 1990.
29. 355 millions de dollars constants année 1990.
30. Daniel Jurgensen, *Note sur les relations franco-brésiliennes*, 18 février 1969, MAE, carton 112.

La coopération entre services secrets

L'AMBASSADE DE FRANCE jouit d'une situation particulièrement favorable, ce qui ne s'était pas produit depuis l'entre-deux-guerres. Bénéficiant de la présence d'un officier familiarisé avec la situation intérieure, à la tête d'une équipe de sous-officiers aguerris aux missions de renseignement, capables de faire valoir les intérêts français grâce à des réseaux étendus, la France nourrissait l'espoir d'écouler une partie de sa production d'armement dans le plus grand pays d'Amérique latine. Pour parvenir à cet objectif, le ministère des Armées nomme aux fonctions d'attachés militaires des hommes qui avaient déjà eu l'opportunité de rencontrer les officiers brésiliens auparavant et qui pouvaient plus facilement dialoguer avec eux.

L'important volume d'informations réunies par les services d'information français soulève l'hypothèse d'une forte implantation du SDECE au Brésil, à travers notamment les relations que Pierre Lallart noue avec Golberi do Couto e Silva, directeur du SNI (Service national d'informations). Golberi est la véritable éminence grise du régime. Principal conseiller du président Castelo Branco, il est « à la fois le Fouché et le Talleyrand du régime[31] ». La comparaison avec la période révolutionnaire en France, et surtout avec les deux principales figures jacobines, éclaire sa perception du nouveau régime : autoritaire et sans état d'âme. Joseph Fouché est l'ombre de la Révolution française, responsable d'innombrables

31. Pierre Lallart, *Rapport de fin de mission…*, *op. cit.*

exécutions pendant la Terreur, puis chef de police sous l'Empire, toujours prêt à des alliances pour sauvegarder l'esprit révolutionnaire. Responsable de la haute police, il n'a pas pour objectif de protéger les personnes ou les biens, ni de réprimer des délits avérés, mais d'assurer la survie du régime contre toute menace potentielle. Les mesures qu'il prend contribuent à favoriser l'installation du pouvoir autoritaire. Quant à Charles de Talleyrand, c'était un ecclésiastique qui s'est distingué par ses fidélités successives au pouvoir : cinq fois ministre, président du gouvernement provisoire de 1814, ministre de la première Restauration, haut plénipotentiaire au congrès de Vienne, président du Conseil de la deuxième Restauration, ambassadeur extraordinaire de la monarchie de Juillet à Londres. Il parvient notamment à tirer la France d'affaire lors du congrès de Vienne. Golberi incarne le personnage de l'ombre et les différents visages de la « révolution brésilienne ».

Pour préparer l'arrivée du président français, les services de sécurité de l'ambassade se mettent en lien avec l'entourage du président Castelo Branco. Des officiers des services de renseignement français sont ainsi détachés au Brésil pour travailler en coopération avec le tout nouveau SNI[32]. Ce rapprochement était d'autant plus nécessaire que le souvenir de l'assassinat de John Kennedy à Dallas et les neuf attentats perpétrés contre de Gaulle créaient une atmosphère de fortes tensions.

Les conversations entre les chefs de l'État sont la première occasion pour que les responsables des services français et brésiliens procèdent à l'examen de leurs centres d'intérêt respectifs. En juin 1964, Maurice Grimaud, alors directeur général de la Sûreté nationale, organise les services de sécurité de l'ambassade de France afin d'assurer la protection de Charles de Gaulle. En plus de Louis Blanchi, ancien combattant d'Algérie détaché au service technique de l'attaché militaire et donc au SDECE, l'ambassade de France demande aussi des cartes d'identité spéciales pour l'officier Caillaux et le sous-officier Legal, détachés au service de communication, aussi au SDECE[33]. La création de ces nouveaux postes diplomatiques pour-

32. Pierre Sébillau, *Note de l'ambassade de France à l'Itamaraty*, 10 septembre 1964, MRE.
33. *Idem*.

vus par les militaires vise à sécuriser les déplacements du président français.

À l'instar du Service national d'informations dont le rôle est central dans le régime brésilien, les officiers français de renseignement surveillent l'ensemble des activités diplomatiques. Les circonstances ont fait que Pierre Lallart entretient avec le président Castelo Branco lui-même et les généraux Geisel et Golberi, et plusieurs officiers de leurs cabinets, des relations personnelles cordiales.

Les relations avec les services d'informations se renforcent tout au long de l'année 1965. Les hommes de main du régime mettent constamment au courant l'attaché militaire sur l'évolution de leur appareil de recherche et d'exploitation de renseignements, ce qui laisse penser qu'un lien étroit dans ce domaine se construit dès les premières années du régime. Peu de temps après la rencontre entre les présidents français et brésilien, Pierre Lallart est mis au courant du projet de création d'un « Centre des études du personnel », chargé d'appliquer au domaine militaire la pédagogie moderne, les techniques nouvelles d'éducation et la psychologie[34]. Dans l'immédiat, le centre ne voit pas le jour à cause du manque d'instructeurs et d'expérience pratique en la matière. Le voyage du général commandant l'Académie militaire et du colonel commandant l'École de défense aérienne aux États-Unis, pour un séjour de trois semaines, dans une école militaire texane non identifiée, doit apporter des solutions au problème brésilien[35].

C'est d'abord à l'École supérieure de guerre de Rio de Janeiro que se réunissent les anciens cadres des services d'informations brésiliens pour être formés à la recherche et à l'exploitation d'informations. La création de ces nouveaux cours traduit le souci du gouvernement de combler deux lacunes : l'absence d'une véritable doctrine de défense nationale et le manque de spécialistes du renseignement, dont se ressent tout particulièrement le Service national d'informations. Le centre de formation pour les nouveaux cadres du SNI n'ouvre ses portes aux premiers officiers stagiaires qu'en mai 1966[36]. Il concerne

34. Pierre Lallart, *Rapport annuel de l'attaché militaire pour l'année 1964*, 22 janvier 1965, SHD, 10T1108.
35. Pierre Lallart, *Rapport mensuel*, mai 1965, SHD, 14S534.
36. Samantha Viz Quadrat, « A preparação dos agentes de informação e a ditadura civil-militar no Brasil (1964-1985) », *Varia história*, vol. 28, nº 47, 2012, p. 19-41

différents types d'enseignement, dont la sélection et l'orientation professionnelle, la technique de l'enseignement, la technique des relations humaines, l'action et la guerre psychologiques, la recherche opérationnelle, etc. Le corps enseignant se compose presque exclusivement de civils. C'est un projet que la France suit attentivement car il se prête, comme en Argentine, à une « certaine coopération française[37] ».

Dans leur esprit comme dans leurs méthodes, les forces armées s'adaptent au nouveau type de guerre que les unités ont à affronter : la guerre irrégulière. Un grand effort est fait dans ce domaine à partir de la création du Centre d'opérations en forêt et d'actions commando (COSAC – *Centro de Operações na Selva e de Ações de Comando*), où ont lieu un grand nombre d'activités liées à la contre-guérilla, en particulier le montage d'exercices et de manœuvres sur des thèmes de guerre subversive, dans un climat aussi proche que possible de la réalité[38]. Le COSAC, créé à 60 km de Manaus, en Amazonie, ouvre ses portes en septembre 1966. Les enseignants des premières promotions d'instructeurs suivent le stage du *Jungle operation training center*, à Fort Sherman, dans la zone du canal de Panamá[39].

L'effort du gouvernement brésilien se traduit par l'intensification des études consacrées à la guerre révolutionnaire, aussi bien dans les écoles de perfectionnement des officiers que dans celle de l'enseignement supérieur. La longue série d'exercices et de manœuvres anti-guérillas marque les premières années du régime militaire. Le centre de Manaus devient en l'espace de quelques années l'épicentre de l'apprentissage de la lutte contre-révolutionnaire pour les forces spéciales des armées d'Amérique du Sud, un haut lieu de rencontre pour les élites militaires, membres des services spéciaux chiliens, péruviens, colombiens, vénézuéliens, paraguayens et argentins[40]. Des centres inspirés par celui de Manaus voient également le jour ailleurs,

(doi:10.1590/S0104-87752012000100002).

37. Jean Wartel, *Rapport d'activités*, mai 1966, SHD, 14S534.
38. Paul Aussaresses, *Rapport de fin de mission de l'AFA*, novembre 1975, SHD, 14S535.
39. Jean Wartel, *Rapport d'activités*, juin 1966, SHD, 14S534.
40. Maud Chirio, Mariana Joffily, « Moderniser la répression politique : la stratégie de formation de "l'homme de renseignement" sous la dictature brésilienne », *Histoire@Politique*, n° 34, 2018 (en ligne).

notamment dans l'État de l'Acre, alors qu'un autre est prévu dans le Mato Grosso[41].

Rapidement après le coup d'État, les forces armées brésiliennes font un effort particulier axé autour de la défense intérieure du territoire. Ce dispositif prend une place centrale dans le nouveau concept de défense nationale et il exige une instruction militaire particulière, capable de familiariser les officiers avec les opérations de défense intérieure. Conçue pour répondre aussi bien aux agressions de forme révolutionnaire qu'à celles de forme classique, la défense intérieure du territoire s'appuie sur un nouvel arsenal[42]. Dans ce cadre, au sein du Conseil de sécurité nationale, la commission d'études et de sélection de matériel militaire évalue les besoins de chaque régiment en matière d'équipement de maintien de l'ordre : chars blindés, hélicoptères, avions de surveillance aérienne, etc. Puis, elle fait des propositions de renouvellement de matériel.

Ces nouvelles orientations de la politique de défense brésilienne inaugurent une période d'adaptation de son armée aux armements légers. La perspective de luttes contre-insurrectionnelles ouvre des débouchés pour les matériels militaires français, qui sont spécialisés dans ce type d'armement depuis la guerre d'Algérie. La nouvelle orientation des industries françaises renforce également l'implantation de leurs succursales au Brésil et en Argentine en particulier[43]. La conjoncture est donc favorable au rapprochement militaire franco-brésilien, à l'instar de ce qui s'était passé en Argentine six ans auparavant. Dans le domaine spécifique du commerce des armes, l'attaché militaire accorde une attention de plus en plus grande à l'expansion commerciale.

En septembre 1965, Pierre Lallart rencontre le président Castelo Branco et Vernon Walters, attaché militaire des États-Unis, dans la résidence de Paulo Vianna Castelo Branco, à l'initiative du général Euclides Quandt de Oliviera, président du Comité national

41. Jean Wartel, *Rapport d'activités*, juillet 1966, SHD, 14S534.
42. David Andreazza, *Segurança interna*, juillet 1964, Escola Superior de Guerra, C0764.
43. Jean-Louis Guillot, *Analyse des rapports franco-brésiliens dans le domaine des armements – Armée de Terre*, 19 juin 1972, SHD, 14S538.

de télécommunications[44]. Pierre Lallart confirme les dispositions favorables du gouvernement français pour la coopération franco-brésilienne dans le domaine de l'armement et insiste sur le fait que le Brésil acquiert la plupart de ses matériels aux États-Unis « malgré le désir ardent de certains éléments de l'Armée de s'affranchir de la tutelle américaine[45] ».

Vernon Walters (1962-1967) est l'attaché militaire auprès de l'ambassadeur des États-Unis Lincoln Gordon. Walters est le modèle de l'espion américain et ses liens avec le Brésil remontent à la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'il négocie la participation des troupes brésiliennes aux opérations en Italie. À la fin de la guerre, il prend le poste d'officier de la *Defense Intelligence Agency* à l'ambassade des États-Unis à Rio de Janeiro (1945-1948). Parlant couramment le portugais, il sert en tant qu'interprète à tous les sommets présidentiels Brésil-États-Unis, depuis 1947. En 1962, il retourne au Brésil, cette fois-ci comme attaché militaire, où il participe activement au coup d'État militaire de 1964 qui conduit le général Castelo Branco – un ami de guerre – au siège présidentiel[46]. Les affinités entre le général Castelo Branco et Vernon Walters ne se limitent pas aux activités diplomatiques : l'ambassade des États-Unis est un lieu de rencontre politique. La légitimité internationale du nouveau régime dépend en partie de cette étroite collaboration entre Brésiliens et Américains[47]. L'appui inconditionnel des États-Unis au gouvernement brésilien marque les premières années de la dictature et assure au Brésil une substantielle assistance économique. Les relations entre Washington et Brasília sont un modèle pour l'attaché militaire.

Jusqu'en 1967, le gouvernement brésilien reçoit la plus importante partie de l'aide états-unienne destinée aux pays latino-américains. L'aide est reçue dans le cadre de l'Alliance pour le progrès[48]. Grâce à l'aide à l'exportation, les compagnies états-uniennes sont en mesure de

---

44. Pierre Lallart, *Compte rendu de conversation privée avec le président de la République du Brésil*, 23 septembre 1965, SHD, 10T1108.
45. Jean Wartel, *Rapport de l'attaché militaire*, mars 1966, SHD, 14S534.
46. Matias Spektor, *Kissinger e o Brasil*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar, 2009, p. 58.
47. Carlos Fico, *O Grande iramão, da operação Brother Sam aos anos de Chumbo: o governo dos Estados Unidos e a ditadura brasileira*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2008, p. 153.
48. Jean Wartel, *Rapport mensuel*, 31 mars 1966, SHD, 14S536.

réduire considérablement le prix de leurs matériels, en particulier en ce qui concerne les engins blindés. Mais la situation de dépendance suscite de nombreuses manifestations publiques de mécontentement et l'attaché militaire français les observe comme autant d'opportunités pour la France. L'étude des matériels français permet l'élaboration de projets concurrents, offrant un argument aux nationalistes les plus exaltés. Effectivement, la France propose souvent de commercialiser les licences de fabrication des matériels militaires. La possibilité de construire des usines de montage sur place est très alléchante et attire l'attention des militaires brésiliens.

Connaisseur des réalités brésiliennes et familier des dirigeants du pays, Pierre Lallart est porteur de propositions d'échanges militaires s'insérant directement dans le cadre de la défense intérieure du territoire. Le matériel français trouve d'importants débouchés dans les forces armées brésiliennes, dont la préférence s'oriente vers le matériel de guerre léger, susceptible d'une livraison rapide, pour une éventuelle construction locale. Le désir des Brésiliens est d'acquérir des matériels qui leur permettent d'assurer sur place la maintenance, l'entretien et la fabrication des pièces de rechange[49]. Il est question de la construction d'avions, d'hélicoptères et de divers autres équipements militaires français et états-uniens sous licence, dans la perspective de créer une industrie brésilienne d'armements, ce qui répondrait à terme au projet d'autonomie industrielle. La capacité brésilienne à fabriquer sur place peut en effet diminuer la dépendance à l'égard des fournitures étrangères. Aussi, les offres françaises en la matière allaient conduire la France et le Brésil vers une collaboration plus étroite, dont l'objectif était de faire du Brésil un fabriquant régional d'armes, spécialisé dans l'armement contre-insurrectionnel. Les négociations mettent au point une coopération dans le domaine des technologies hautement sophistiquées et protégées par le secret, une coopération qui aboutit en complément à la signature d'un accord d'échanges d'informations secrètes, signée au début de l'année 1973[50].

---

49. Jean-Louis Guillot, *Analyse des rapports franco-brésiliens dans le domaine des armements – Armée de Terre*, *op. cit*.
50. Conselho de segurança nacional, *Protocole de sécurité franco-brésilien*, 1973, Arquivo Nacional, Division de sécurité et d'information.

En raison du rôle croissant joué par les forces armées depuis le coup d'État, Pierre Lallart rencontre plus de possibilités de contact, ce qui lui procure plus d'informations. Sur le point de quitter ses fonctions, il établit le bilan de ses trois années d'activité et écrit à son successeur qu'il lui est nécessaire d'entendre le terme *affaires militaires* dans son sens le plus large, pour répondre aux demandes des ambassadeurs et participer, avec les services politiques de l'ambassade, à l'estimation de la situation générale du point de vue politico-militaire. En 1966, Pierre Lallart note des évolutions à l'égard de la nature des renseignements à chercher :

> Dans la ligne d'une tradition ancienne, peut-être aussi parce qu'il est subordonné directement et essentiellement à la Division de Renseignement de l'État-major des Armées, l'AFA [l'Attaché des Forces Armées] est parfois considéré devant être avant tout et à peu près exclusivement un organe de renseignement militaire.
> Ceci se vérifie plus encore qu'ailleurs dans un pays où la plupart des secteurs de la vie nationale dépendent directement ou indirectement de personnalités militaires. Au Brésil l'AFA est amené à s'intéresser à des domaines aussi variés que le militaire certes, mais aussi le politique, le commercial et même divers aspects du domaine culturel et de la coopération technique.
> Cette évolution du rôle de l'AFA exige, peut-être plus qu'autrefois, une adaptation au pays, une intégration complète dans l'Ambassade et l'Officier doit bien souvent s'efforcer de devenir autant que possible un *diplomate en uniforme*. Sa fonction, singulièrement différente des activités militaires normales, prend alors le caractère d'une spécialité requérant une disposition naturelle, un apprentissage parfois difficile, une confirmation par l'expérience. C'est ce qu'ont pleinement réalisé certains pays étrangers lesquels n'hésitent pas à donner une formation très particulière à l'Officier et à l'utiliser plusieurs fois pour de telles missions, y compris dans le même pays si l'occasion ou la nécessité se présentent[51].

51. Pierre Lallart, *Rapport de fin de mission*, 11 août 1966, SHD, 10T1108.

L'expression « diplomate en uniforme » traduit la nature des missions accomplies par les attachés militaires. À partir de 1966, la politique étrangère de la France à l'égard du Brésil connaît un tournant. La France quitte le commandement intégré de l'OTAN, ce qui modifie ses relations avec les États-Unis notamment. Le renouveau de la puissance française, le fort taux de la croissance économique, la création de la force de frappe française ainsi que la politique d'indépendance nationale expliquent ce changement. La directive publiée le 7 février 1966 fixe les orientations générales pour l'attaché militaire qui est désormais amené à s'intéresser prioritairement aux problèmes politiques, économiques, sociaux et religieux[52]. Cette évolution est notamment observée par l'attaché militaire Jean Wartel (1966-1969) :

> Compte tenu de la situation du monde latino-américain où le danger de subversion a un caractère permanent depuis l'avènement du castrisme, il nous est apparu à notre arrivée au Brésil que l'objectif vers lequel nous devions tendre pour remplir au mieux les termes essentiels de notre mission était d'être en mesure d'évaluer, d'une part, la menace du moment – d'ordre intérieur uniquement, selon nous – dont ce pays pouvait être l'objet et, d'autre part, l'aptitude des Forces Armées à y faire face[53].

La conjoncture politique latino-américaine explique le besoin ressenti par les autorités françaises de modifier la nature des missions des attachés militaires. Dans le sillon de la révolution cubaine, la lutte armée est adoptée par divers groupes d'extrême gauche en Amérique latine ; elle est envisagée comme un instrument de changement social. Par ailleurs, Cuba planifie et met en œuvre une stratégie de politique étrangère volontariste autonome par rapport à la politique soviétique, pour armer, équiper, entraîner et encourager les mouvements de libération nationale dans le tiers monde. La possibilité de voir surgir de nouveaux foyers révolutionnaires d'inspiration castriste ou d'obédience communiste hante les gouvernements latino-américains

---

52. Charles Ailleret, *Directives générales du poste, le chef d'État-Major des Armées*, 6 février 1966, SHD, 10T1109.
53. Jean Wartel, *Rapport de fin de mission*, 28 août 1968, SHD, 14S535.

qui mettent en œuvre des pratiques répressives plus ou moins inhabituelles ou novatrices[54].

L'attaché militaire voit sa mission évoluer dans une période où la menace à l'intérieur des frontières stimule la course aux armements entre les pays latino-américains. Il doit plus que par le passé être en mesure d'évaluer la capacité de l'armée brésilienne à faire face à cet ennemi intérieur et à mener des opérations de contre-guérilla. À cet effet, il élabore des études sur l'entraînement des officiers, sur la qualité de l'équipement, sur l'organisation logistique, sur la préparation et l'exécution des opérations de guerre irrégulière. Ses rapports et évaluations de la situation intérieure orientent la politique française à l'égard du Brésil, notamment pour ce qui est de la défense intérieure du territoire et de la politique d'équipement et d'armement[55].

Le coup d'État de mars 1964 modifie la nature des relations franco-brésiliennes, en multipliant le nombre de militaires francophiles au pouvoir. Dans l'entourage de Castelo Branco, lui-même de formation militaire française, nombreux sont ceux qui sont diplômés de l'École supérieure de guerre de Paris ou d'un autre établissement d'enseignement supérieur français.

Le saut est autant quantitatif que qualitatif puisque les attachés militaires conseillent directement l'état-major brésilien, à partir de 1970. L'attaché militaire est à la fois un officier de renseignement, au niveau de la coordination des réseaux, mais aussi un promoteur du matériel militaire français. Dans un cas comme dans l'autre, il travaille en amont, dans les contacts, avec l'information pour arme. À ce titre, il a une triple mission : assister l'ambassadeur dans le traitement des dossiers sur la défense, promouvoir l'armement français et conseiller l'état-major brésilien.

Les années qui suivent le coup d'État voient les réseaux de l'attaché militaire se multiplier. En quoi la diversification des contacts permet-elle de favoriser le commerce d'armes franco-brésilien ? L'essor d'une nouvelle stratégie brésilienne de défense serait-il à l'origine de ce nouvel intérêt pour l'armement français ?

---

54. Odd Arne Westad, *Histoire mondiale de la guerre froide. 1890-1991*, Paris, Perrin, 2019, p. 364 (en ligne).
55. Alain Rouquié, *L'État militaire…*, *op. cit.*, p. 185.

« Une révolution à deux détentes »

L'attaché militaire Pierre Lallart utilise cette expression métaphorique en 1965 pour illustrer l'effet de la répression qui s'opère en deux temps successifs. Même s'il l'emploie pour qualifier la période initiale de la dictature, au lendemain de la promulgation du deuxième acte institutionnel et du renforcement du pouvoir exécutif, cette métaphore peut s'appliquer aussi bien à d'autres moments caractérisés par le durcissement de l'appareil répressif.

Les diplomates français sont très attentifs à l'évolution politique du Brésil. Ils en attendent d'importants changements, en particulier au niveau économique, avec l'essor du commerce bilatéral alors très déficitaire. De nombreux documents contemporains montrent la préoccupation des ambassadeurs et des attachés militaires français quant aux répercussions sur la scène internationale du raidissement du régime brésilien : dans quelle mesure les investisseurs français risquent-ils de fuir le Brésil, dans l'hypothèse où le gouvernement se transformerait en une dictature nationaliste ?

Le régime dictatorial brésilien connaît trois phases bien distinctes : la première se caractérise par une stratégie de sécurité intérieure préventive ; la deuxième voit les efforts du régime concentrés sur la répression ; la troisième correspond au relâchement progressif de cette répression et au retour vers la prévention. L'ampleur de l'épuration politique et la place des militaires dans l'appareil répressif dépendent des hommes aux postes de commandement. La perspective chronologique qui permet d'analyser la persécution policière comme judiciaire

est mise en évidence pour la première fois par l'avocat des prisonniers politiques, Heleno Fragoso, dans son livre *Advocacia da Liberdade*, paru en 1984. La première phase s'étend de 1964 à 1968, du premier au cinquième acte institutionnel ; la deuxième période est postérieure au cinquième acte institutionnel et jusqu'à sa révocation, en 1979 ; la troisième correspond aux années 1979 à 1985, pendant lesquelles la loi sur la sécurité nationale reste en vigueur[56].

Malgré l'approche de Fragoso qui distingue différents degrés d'intensité dans la répression, il est important de noter que cette répression est présente pendant toute la période. Les organismes créés en 1969 – le Détachement d'opérations d'informations (DOI – *Destacamento de Operações de Informações*) et le Centre d'opérations de défense intérieure (CODI – *Centro de Operações de Defesa Interna*), en particulier – restent en activité jusqu'à la promulgation de la nouvelle constitution en 1988, alors même que le SNI poursuit ses activités jusqu'en 1990. Il existe donc des limites à cette division chronologique même si elle présente l'avantage de distinguer les périodes de plus ou moins grande autonomie entre le pouvoir judiciaire et l'exécutif. Cette chronologie des actes institutionnels limite l'analyse à la législation d'exception et néglige un élément crucial : la constitution de 1967 est la plus autoritaire de toute l'histoire du Brésil républicain et elle n'est révoquée qu'en 1988. C'est pourquoi nous proposons d'observer la mise en place du dispositif du Défense intérieure du territoire (DIT) comme l'épine dorsale de notre approche. Nous pouvons également mieux comprendre l'adaptation des outils de lutte antisubversifs aux impératifs de la défense brésilienne. La prévention et la répression sont les deux principaux aspects d'un système de sécurité intérieure qui se prolonge jusqu'aujourd'hui dans la police et les forces armées.

La « première détente », pour reprendre l'expression de Pierre Lallart, se produit entre 1964 et 1967, c'est-à-dire à partir du premier acte institutionnel et jusqu'à la promulgation de la constitution. Cette phase, qui correspond au gouvernement Castelo Branco, est marquée par la persécution des membres du gouvernement précédent. Dès les premiers mois après le coup d'État du 31 mars 1964, la

56. Angela Moreira Domingues da Silva, *Ditadura e justiça militar no Brasil: a atuação do Superior Tribunal Militar (1964-1980)*, thèse de doctorat d'histoire, Rio de Janeiro, Fundação Getúlio Vargas/CPDOC, 2011, p. 37.

répression sévit par la mise en place de lois d'exception. Néanmoins, il est de plus en plus clair que le gouvernement dictatorial ne peut pas combattre l'opposition en général, et l'opposition armée en particulier, en s'appuyant uniquement sur l'arsenal juridique à sa disposition. Au bout de quelques années, après la promulgation d'une nouvelle loi de sécurité nationale puis d'une nouvelle constitution fédérale, le pouvoir exécutif se donne les moyens pour le faire. La « révolution » s'institutionnalise grâce à une activité législative intense qui met en place la politique de défense intérieure du territoire et son appareil répressif. Avant 1969, l'armée ne détient ni les pouvoirs de police ni la supériorité sur les activités politiques et sociales ; c'est pourquoi les militaires les plus exaltés, responsables de la répression, envisagent de renforcer l'ascendant de l'armée sur la défense intérieure du territoire. La marche vers le raidissement du régime s'accompagne de la « légalisation » des activités policières de l'armée, qui s'étend et renforce l'autorité des officiers de l'armée de terre dans les opérations de police[57].

En matière politique, le gouvernement Castelo Branco (1964-1967) est particulièrement marqué par la suspension des droits constitutionnels et par le renforcement du pouvoir exécutif puisqu'il fait voter de nouveaux textes de lois sans toucher à la constitution. Le président et son cabinet étendent leurs prérogatives et jettent les bases institutionnelles du régime dictatorial[58]. La réforme du Conseil de sécurité nationale est une mesure cruciale dans la définition de la sécurité intérieure et des lignes de la politique étrangère brésilienne. C'est le début d'une série de réformes et de textes de lois dont le but est de créer l'appareil répressif et de lancer les fondements de la politique de Castelo Branco.

Le Conseil de sécurité nationale est chargé de préparer en amont le Brésil à la guerre. Il fait l'objet de plusieurs réformes qui définissent sa place centrale, en tant que première instance de dialogue avec le président de la République. En 1967, grâce à la nouvelle loi sur la sécurité nationale mais aussi à la promulgation d'une constitution fédérale, le CSN est le principal organisme de conduite de la politique sécuritaire, dont l'objectif est de combattre l'ennemi intérieur. Il travaille donc en étroite collaboration avec le SNI. Castelo Branco

57. Renato Luís do Couto Neto e Lemos, *Ditadura, anistia e transição no Brasil (1964-1979)*, 2018, Rio de Janeiro, Consequencia, p. 53-55.
58. Marcos Napolitano, *1964…*, *op. cit.*, p. 72-73.

réunit dix-sept fois le CSN. Entre 1964 et 1967, le CSN est dirigé par son secrétaire général, d'abord le général Ernesto Geisel, puis, entre 1967 et 1969, le général Jaime Portela. Il est composé d'une commission comprenant le secrétaire général de la République, les chefs d'état-major des forces armées, les directeurs des sections de sécurité des ministères civils ainsi que les chefs d'état-major de l'armée de terre, de l'aéronautique et de la marine. Des questions relatives à la politique intérieure sont directement traitées dans ces réunions, comme le nombre et le nom des hommes politiques poursuivis, les missions de recherche et d'exploitation de renseignement[59]. Les prérogatives du conseil sont comparables à celle d'un ministère. Les militaires y détiennent une nette majorité sur les ministres civils, avec quinze voix sur vingt-cinq, et tous les ministres y sont représentés.

Bras droit du général Castelo Branco, Ernesto Geisel a une connaissance fine de l'ensemble des dossiers relatifs à la politique de sécurité nationale et cumule les fonctions de chef du cabinet militaire de la Présidence et de directeur du CSN. Si ses décisions sont directement subordonnées au président de la République, son pouvoir est néanmoins très étendu. Il doit stimuler et accompagner toutes les activités liées à la sécurité nationale mais aussi étudier, discuter et orienter les décisions du Président relatives à la politique de sécurité.

Au sein du CSN, la commission d'études tient un rôle central car elle met en relation la politique de sécurité et de défense avec l'installation d'industries appropriées. Le CSN se consacre alors au changement d'orientation de la stratégie de défense nationale : sa principale préoccupation est de réorganiser la défense intérieure du territoire en donnant une place de premier plan à l'action préventive et répressive de l'armée. Les forces armées abandonnent la stratégie de contention face à la menace argentine pour recentrer leur axe principal vers la région Sud-Est, c'est-à-dire Rio de Janeiro et São Paulo, les États les plus peuplés. En même temps, l'armée de terre renforce sa présence dans le Nord-Est, le Nord-Ouest et le Nord. C'est ainsi que les effectifs militaires se déplacent du sud vers le nord : les effectifs de la Ire armée, à Rio de Janeiro et de la IVe armée, à Recife, sont

59. Maria Celina D'Araujo, Celso Castro, (dir.), *Ernesto Geisel*, Rio de Janeiro, FGV, 1997, p. 176.

renforcés par rapport aux autres régions militaires, tandis que le noyau de division blindée, stationnée à Rio Grande do Sul, est déplacé vers le Mato Grosso, près de la frontière bolivienne. Enfin, la création du commandement militaire de l'Amazonie, à Belém, étend la présence militaire à des régions jusqu'alors négligées par le pouvoir fédéral[60]. La réorganisation des grandes unités militaires suit la logique d'intégration du territoire, de sécurisation des frontières amazoniennes et de défense intérieure, dans un mouvement inédit de déplacement du centre de gravité des forces armées brésiliennes.

La politique de défense préconisée par le CSN est l'œuvre de son secrétaire général, Ernesto Geisel. Officier artilleur d'origine allemande, acteur de premier plan de la conspiration qui mène au coup d'État d'avril 1964, homme de confiance du président Castelo Branco, il est nommé chef du cabinet militaire, avec pour mission d'établir les bases du nouveau régime. Il s'appuie en partie sur la conclusion des débats entre les officiers à l'École supérieure de guerre de Rio de Janeiro, inspirée de la défense nationale française. Comme ailleurs en Amérique latine, les écoles et les établissements militaires brésiliens étudient amplement le concept de la défense intérieure du territoire (DIT) qui représente une des principaux instruments de la guerre antisubversive que les militaires veulent mener à l'intérieur des frontières nationales. Le lien est donc fait entre la sécurité extérieure et la sécurité intérieure[61].

La réforme de la défense nationale est un des principaux instruments d'adaptation de l'armée brésilienne à la guerre révolutionnaire, par l'introduction de la notion de DIT. Ainsi, en juillet 1964, au lendemain de la création du SNI, le lieutenant-colonel Mário David Andreazza, appartenant à la mouvance militaire d'extrême droite, ancien membre des services secrets, directeur de la division des affaires doctrinales à l'École supérieure de guerre de Rio de Janeiro, démontre l'importance de la DIT, dans le nouveau dispositif de défense du CSN. L'attachement de la DIT à la

60. Catherine Prost, *L'Armée brésilienne. Organisation et rôle géopolitique de 1500 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 85.
61. Gabriel Périès, « Un modèle d'échange doctrinal… », *op. cit.*

notion d'État de siège permet d'établir un lien direct avec la constitution de 1967, mais surtout avec la constitution de la Ve République française :

> Dans les cas de commotion intestine grave, avec les caractéristiques de Guerre Civile, la Constitution fédérale admet, pour la mise en place de l'État de siège, l'établissement de Zones d'opérations, sous la juridiction et la législation militaires : ces régions sont alors considérées comme de véritables théâtres d'opérations. Les directives de planification de la sécurité intérieure, élaborées par le Secrétaire général du CSN s'adressent, particulièrement, au ministère de la Justice et à l'état-major des forces armées, les organismes directeurs. Ils ont la finalité d'établir les normes pour les actions préventives et répressives à mettre en place dans les situations de perturbation de l'ordre interne. Ces directives doivent contenir les éléments d'orientation pour l'action psychologique[62].

En temps de paix, l'État de siège désigne le régime spécial promulgué par les pouvoirs publics, il renforce le pouvoir de l'autorité militaire en cas de trouble ou d'insurrection. Le dispositif de la défense intérieure du territoire est constitué d'un ensemble de normes promulguées par le premier gouvernement de la révolution. De caractère public, ce dispositif encadre formellement les fonctions préventives et répressives des forces armées et se place obstinément au-dessus de la constitution. Il crée un vide légal qui permet l'élaboration de normes secrètes, à caractère militaire et policier, relatives aux procédures de lutte contre l'ennemi subversif. Ces normes définissent les impératifs opérationnels propres à l'état d'exception et le dispositif clandestin en préparation. En principe, elles doivent répondre aux pratiques terroristes. Pourtant, il n'en est rien en pratique. Elles s'appuient sur une logique d'efficacité et sur les normes spécifiques aux groupes de choc mobilisés lors de la bataille d'Alger. Pourtant, ces lois ne se fondent pas directement sur l'expérience française mais

62. David Andreazza, *Segurança interna*, 1964, Escola Superior de Guerra, C0764.

d'abord sur la codification et l'enseignement en « retour d'expérience » tant en Argentine, depuis 1957, qu'aux États-Unis, dès 1961[63].

Plus la menace des mouvements de contestation de l'ordre est forte, plus grande est l'extension de l'espace où les militaires s'approprient les fonctions policières. Le territoire national peut ainsi devenir un vaste champ d'opérations militaires, où le représentant élu n'a pas sa place. Pourtant, les problèmes soulevés par le lieutenant-colonel Andreazza ne sont pas d'ordre logistique mais policier, lorsqu'il soutient que « le véritable problème de la défense nationale réside dans la mobilisation quasi instantanée de forces capables d'assurer la sécurité du territoire[64] ». Il s'agit d'un appel, à l'intérieur de l'École supérieure de guerre de Rio, à la création des groupes de choc et des compagnies de chasseurs. De plus, le nouveau dispositif réclamé par David Andreazza peut s'adapter facilement à une direction unique pour permettre l'utilisation de différents moyens d'action guidés par un souci d'efficacité. Grâce à l'excellence du renseignement, les militaires seraient capables de prendre l'initiative de l'offensive. Ils peuvent dès lors prévenir et réprimer, c'est-à-dire jouer le rôle jusqu'alors dévolu aux forces de police. Selon le général Geisel, la prédominance des militaires au sein des organismes comme le SNI et le Conseil de sécurité nationale est une conséquence naturelle de la « révolution ». Elle renforce l'autorité du chef de l'État et garantit son contrôle sur la politique nationale de sécurité et de défense. En ce sens, Ernesto Geisel crée les instruments politiques pour réunir les officiers autour du chef de l'État ou mettre à l'écart ceux tenus comme trop dangereux.

> Il a été plus facile pour la dictature de cohabiter avec les pouvoirs législatif et judiciaire après les avoir épurés. Il ne s'agit pas d'un signe de relâchement politique, mais bien évidemment d'une faiblesse des pouvoirs démocratiques. […] Les militaires brésiliens ont eu le bon sens de distordre les institutions démocratiques, sans les détruire[65].

63. Gabriel Périès, « Un modèle d'échange doctrinal… », *op. cit.*
64. David Andreazza, *Segurança interna…*, *op. cit.*
65. Renato Luís do Couto Neto e Lemos, « Poder judiciário e poder militar (1964-1969) », dans Celso Castro *et al.* (dir.), *Nova História militar do Brasil*, Rio de Janeiro, FGV, 2004, p. 409-439.

Le pouvoir judiciaire renforce les contradictions du régime militaire. Le CSN acquiert de l'autorité et du pouvoir jusqu'à l'élection du général Ernesto Geisel à la présidence de la République, lorsque commence une période de transition politique et de diminution progressive de la répression. Il n'en reste pas moins que le renforcement du pouvoir exécutif militarisé conduit à la défaite des partis et des organisations nationalistes et communistes, partisans ou non de la lutte armée comme moyen de combat contre la dictature. Il appartient au président de la République, après consultation du CSN, de prendre toutes les décisions sur les renseignements à chercher, sur les missions à entreprendre et sur le sort des présumés « subversifs » jugés dans les tribunaux militaires[66].

L'observation de l'évolution des dépenses dans les services de renseignement entre 1967 et 1969 montre une hausse de 49,5 %, tandis que la hausse générale des dépenses militaires ne s'élève qu'à 30 % environ. La recherche de renseignements est une des principales préoccupations du gouvernement et se trouve au cœur du système dès juin 1964, notamment grâce à la création du SNI, dont la centralité se confirme en 1968 : il oriente toutes les opérations répressives[67]. Preuve de l'adaptation de l'armée brésilienne aux méthodes françaises, les services de renseignement sont au cœur de la guerre que les officiers les plus exaltés entendent mener au nom de la défense des valeurs occidentales, démocratiques et chrétiennes[68]. Le SNI est parmi les premières institutions créées par le gouvernement militaire et il repose entièrement sur un projet de loi écrit par le général Golberi do Couto e Silva, nommé son premier commandant. Le SNI n'est responsable que devant le président de la République et il appuie l'action des forces armées sur le territoire national, ce qui renforce considérablement l'autorité du chef de l'État.

Pierre Lallart informe Pierre Messmer de la création de ce nouvel organisme centralisateur et de nombreux services de renseignements déjà existants dans chaque force. Le recyclage de certaines des figures

66. Renato Luís do Couto Neto e Lemos, *Ditadura…*, *op. cit.*, p. 90.
67. Pierre Lallart, *Réorganisation des services de renseignement et de recherche*, 2 juin 1964, SHD, 10T1112.
68. Raphaëlle Branche, *La Torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie 1954-1962*, Paris, Gallimard, 2001, p. 176.

les plus importantes des réseaux anticommunistes avant le coup d'État représente une étape fondamentale de l'extension du pouvoir révolutionnaire à un nombre plus important jour après jour d'acteurs[69]. Les courants les plus radicaux forment alors la première base du service d'informations mais la réticence à intégrer les militaires les plus exaltés conduit à la création d'une école spécialisée de formation des cadres qui dirigent le SNI. Plus tard, la ligne dure militaire qui ne s'exprimait qu'en tant que groupe de pression s'identifie à un véritable système de sécurité[70].

La situation politique intérieure commence à se dégrader sérieusement à partir de 1965, à cause des nombreuses conspirations d'extrême droite ourdies contre le chef de l'État et en raison des intrigues du cercle de colonels des Enquêtes militaires de police (IPM – *Inquérito policiais militares*), toujours plus avides d'une épuration politique en profondeur. Face à des réseaux et des partis militaires très distincts voire antagonistes, le chef de l'État doit imposer son autorité. Pressés d'éliminer leurs adversaires depuis plus d'une décennie, ces officiers radicaux désirent prolonger l'état d'exception et étendre encore plus l'épuration. Les enquêtes militaires de police servent alors de galop d'essai aux officiers partisans de la répression qui rempliront ensuite les bancs du SNI[71]. Les conflits opposant le gouvernement Castelo Branco à la ligne dure sont nombreux, notamment lors de l'élection des gouverneurs des États, en octobre 1965, ce qui entraîne le raidissement de la répression.

L'image du gouvernement se trouve gravement affectée, surtout dans l'esprit des officiers les plus radicaux, après la libération du gouverneur du Pernambouc, Miguel Arrais, détenu depuis le coup d'État. Le problème repose sur le partage du pouvoir judiciaire, entre le Tribunal militaire supérieur et la Cour suprême, ainsi que sur le choix de l'organisme qui doit juger les crimes contre la sécurité nationale. Le 17 avril 1965, le haut tribunal militaire refuse d'accéder à la demande d'*habeas corpus*, mais l'appel est fait à la Cour suprême fédérale, la plus haute instance judiciaire de l'État. Le 19 avril, celle-ci décide que la justice militaire doit être dessaisie, que la Cour suprême

69. Pierre Lallart, *La Révolution brésilienne…*, *op. cit.*
70. Carlos Fico, *Como eles agiam…*, *op. cit.*, p. 56.
71. Maud Chirio, *La politique en uniforme…*, *op. cit.*, p. 76.

fédérale est la seule juridiction compétente et que le prévenu doit être immédiatement libéré.

Les accusations des révolutionnaires contre Miguel Arrais sont moins prises en compte que l'argument de la défense selon lequel un gouverneur élu ne saurait être détenu plus d'un an sans porter atteinte au principe d'immunité. Le gouvernement brésilien et les militaires se trouvent dans une impasse car ils ne peuvent pas s'opposer à la décision du pouvoir judiciaire, malgré la colère des militaires. Castelo Branco est obligé d'ordonner la libération de l'ex-gouverneur, le 21 avril. Pierre Sébilleau saisit aussitôt l'importance de l'affaire : « la mise en liberté de Miguel Arrais entraîne un regain de l'opposition. Or, ce ne sont pas les amis de l'ex-gouverneur, *goularistes* [*sic*] et gauchisants, qui relevaient la tête, mais ses anciens pairs, les trois *Grands* gouverneurs : Lacerda, Magalhães Pinto et Ademar de Barros[72] ». Piliers de l'ancien système déchu, les gouverneurs des trois plus importants États de l'Union font savoir leur détermination à critiquer Castelo Branco : chaque faux pas du gouvernement est dorénavant suivi de près par l'opposition. Les colonels responsables de l'enquête policière et militaire à l'encontre de l'ex-gouverneur s'estiment atteints dans leur morale et dans leur prestige par la décision du chef de l'État. La scission entre le gouvernement et les militaires de la ligne dure est évidente. Depuis longtemps le début du régime militaire, « si l'on parle de ligne dure, c'était un peu jusqu'à présent, sans savoir de façon très nette ce que recouvrait cette entité que l'on situait à mi-chemin entre le mythe et la réalité[73] ». Ainsi, depuis l'affaire Arrais, la ligne dure a pris le visage bien identifié des neuf colonels qui dirigent les IPM.

Le gouvernement se trouve affaibli à l'intérieur par la défaite des candidats de l'UDN aux élections d'octobre 1965 et, à l'extérieur, par les déclarations à la presse internationale de Miguel Arrais. Ce sont autant d'instruments entre les mains de l'opposition à la droite de la droite pour revendiquer le tournant répressif du régime face à la possibilité d'un retour à l'ordre antérieur. Un mois plus tard, le 27 octobre 1965, Castelo Branco promulgue l'acte institutionnel nº 2,

---

72. Pierre Sébilleau, *Télégramme de l'ambassade de France au Brésil*, 1er mai 1965, MAE, carton 130.
73. Georges Cardi, *Nouvelles offensives de la ligne dure*, 16 juin 1965, MAE, carton 130.

poussé par les militaires de la communauté de sécurité, réunis autour du ministre de la Guerre, le général Costa e Silva. L'attaché militaire, Pierre Lallart, en citant Costa e Silva lors d'un entretien privé, affirme qu'il représente le bras armé du nouveau régime[74].

Ce second acte de la « révolution brésilienne » est une conséquence de la crise politique et militaire d'octobre 1965, lorsque les élections des gouverneurs des États signalent la défaite du gouvernement face à la coalition d'opposition PTB (Parti travailliste brésilien) et PSD (Parti social démocratique). La victoire dans les États de la Guanabara avec Negrão de Lima et du Minas Gerais avec Israel Pinheiro est considérée comme une menace pour la « révolution ». L'acte institutionnel nº 2, voté pour répondre aux exigences des officiers les plus exaltés, ne freine pas l'ascension du général Costa e Silva parmi les militaires d'extrême droite ; il permet même le renforcement de la communauté de sécurité, car tous les crimes contre la sécurité nationale, qu'ils soient commis par des civils ou par des militaires, doivent être jugés par le Tribunal militaire supérieur. Castelo Branco renforce considérablement le pouvoir exécutif.

Modifiant de nombreux points de la constitution de 1946, mais permettant en fait d'éviter de la suspendre, l'acte constitutionnel donne au gouvernement les pleins pouvoirs que l'aile la plus radicale des forces armées réclamait depuis 1964. Il ferme définitivement la porte aux membres des anciens gouvernements et inflige une lourde défaite à Carlos Lacerda. Il consacre l'échec des forces politiques traditionnelles par la suppression de tous les partis et la création de deux nouveaux groupements politiques, l'Alliance rénovatrice nationale (ARENA), parti du gouvernement, et le Mouvement démocratique brésilien (MDB), qui réunit l'ensemble des forces de l'opposition. L'Acte détermine de manière irrévocable que l'élection d'un nouveau Président doit se dérouler au plus tard le 3 octobre 1966 et que l'actuel chef de l'État n'est pas rééligible. Pour l'attaché militaire, il s'agit de la phase la plus radicale d'une répression qui se déploie en deux temps. Il poursuit dans son rapport à Pierre Messmer : « l'Armée de Terre a maintenant réalisé qu'au-delà de son rôle

74. Pierre Lallart, *Compte rendu de conversation avec le Général Costa e Silva*, 25 mai 1965, SHD, 10T1111.

de *Pouvoir Modérateur* elle s'est haussée au rang de véritable *Pouvoir Militaire* dont on parle maintenant ouvertement presque au même titre que des trois pouvoirs classiques[75] ».

L'acte institutionnel n° 2 établit que seuls les tribunaux militaires sont compétents pour juger les délits commis contre la sécurité nationale et fixe des limites strictes en ce domaine : outre les écrits subversifs, il est désormais interdit de publier ou de divulguer des secrets d'État, des informations relatives aux activités militaires, des documents à caractère secret, de tronquer ou d'altérer la vérité s'il peut en résulter une atteinte au crédit de l'État et des institutions monétaires. Sont également punis les articles de presse jugés offensants à l'égard du chef de l'État et l'apologie des auteurs de crimes contre la sécurité nationale. Tout en assurant l'extension des pouvoirs du président de la république, l'acte institutionnel n° 2 évite une des principales caractéristiques des régimes fascistes : le parti unique.

Le chef de l'État s'éloigne jour après jour des voies démocratiques, notamment lorsqu'il promulgue la constitution de 1967, qui entérine les modifications législatives depuis la prise de pouvoir par les militaires jusqu'à la consolidation de la prédominance du pouvoir exécutif. Pendant les gouvernements militaires successifs, l'ordre constitutionnel est sans cesse sacrifié, dicté par une législation d'exception. Les textes constitutionnels confèrent au gouvernement des pouvoirs étendus en matière de maintien de l'ordre, afin d'assurer le tournant radical du régime qui a fait de la ligne dure son cheval de bataille depuis le putsch. En amont de la constitution, d'anciens militants *intégralistes*, à l'instar du juriste pauliste Miguel Reale, préparent les termes de la nouvelle constitution avec le concours d'anciens diplômés de l'École supérieure de guerre de Rio. Ils représentent la pression de l'extrême droite sur le président et la perspective d'un ajournement *sine die* du régime démocratique[76]. La constitution de 1967 se démarque des précédentes par son autoritarisme, en particulier à travers le renforcement des pouvoirs de l'Union, dans le but d'assurer l'intégration territoriale, autrement dit la centralisation politique.

75. Pierre Lallart, *Rapport de fin de mission…*, *op. cit.*
76. Hélgio Trindade, « O radicalismo militar em 64 a nova tentação fascista », dans Maria Celina d'Araujo, Gláucio Ary Dillon Soares (dir.), *21 anos de regime militar, balanço perspectivas*, Rio de Janeiro, FGV, 1994, p. 123-142.

De plus, le texte constitutionnel remplace le concept de sécurité nationale, attaché à l'idée d'agression extérieure, par celui d'ennemi intérieur et il se fonde aussi sur le droit public français pour définir l'état de siège ou le régime d'émergence[77].

Le Président a donc le droit de décréter l'état de siège en cas de grave perturbation de l'ordre ou de menace de troubles, ce qui entraîne la suspension des droits et des garanties individuels. De plus, le président de la République, après avoir entendu le Conseil de sécurité nationale, pourra prendre d'autres mesures prévues par la loi[78] en vue de préserver l'intégrité et l'indépendance du pays, le libre fonctionnement des pouvoirs et l'exercice des institutions, quand ceux-ci se trouvent gravement menacés par la subversion ou la corruption. La *carta magna* de la République laisse beaucoup de marge à l'interprétation quant aux mesures légales autorisant, dans certaines conditions, l'état de siège. Ces mesures ne seront jamais modifiées malgré les nombreux amendements constitutionnels. Pourtant, le texte de loi prévoit que le président de la République doit soumettre son acte et sa justification au Congrès national dans les cinq jours après la proclamation. De fait, l'état de siège ne peut être décrété que pour une durée de soixante jours (et prolongé d'autant). La mesure doit être soumise au Congrès, seul compétent, au vote secret des deux tiers de ses membres, pour décider les levées d'immunités parlementaires. Les dispositions de l'article 152 de la constitution brésilienne reprennent pour ainsi dire à l'identique les dispositions de l'article 16 de la constitution française de la Ve République, à l'exception du CSN qui remplace, pour le cas brésilien, l'Assemblée nationale.

L'état de siège est le fondement de l'action politique des militaires, comme en Algérie, lors du putsch des généraux le 13 mai 1958. Pourtant, l'état de siège n'est appliqué qu'une seule fois en France, entre le 23 avril et le 29 septembre 1961, dans le contexte du putsch d'Alger et de ses conséquences[79]. L'intérêt brésilien pour les questions

77. Mariana Joffily, *No centro da engrenagem…*, *op. cit.*, p. 12.
78. Jean Binoche, *La nouvelle constitution du Brésil*, 1er février 1967, MAE, carton 132.
79. Gabriel Périès, « La structure normative des doctrines militaires contre-insurrectionnelles au regard de l'exceptionnalité en France et en Argentine pendant la guerre froide », communication présentée au colloque *Militaires et politique dans une perspective comparatiste*, EHESS, Paris, 13-15 mai 2008.

juridiques françaises est incontestable. Depuis 1960, le projet de coopération technique prévoit des échanges dans le domaine législatif, ce qui nous suggère l'analogie entre les deux constitutions. Sans doute, les concepteurs de la constitution brésilienne de 1967 s'inspirent du droit constitutionnel français, élaboré dans le contexte très particulier de la guerre d'Algérie. De plus, lors de ses rencontres avec l'entourage de Castelo Branco, Pierre Lallart insiste sur leur intérêt pour le droit public français et notamment pour les solutions apportées à la France à ses différents problèmes d'ordre intérieur. Pourtant, il serait nécessaire de rechercher dans les archives de la Cour suprême et de la Chambre des députés afin de trouver des indices plus concrets. L'analogie ne vaut pas preuve mais elle révèle les sources du droit « révolutionnaire ».

La constitution réitère l'extension des pouvoirs du CSN, chargé d'orienter le président de la République dans l'élaboration et la conduite de la politique de sécurité nationale[80]. Le 12 mars 1967, quelques jours à peine avant l'entrée en fonction du général Costa e Silva, le président Castelo Branco couronne l'édifice sécuritaire en signant le décret-loi sur la sécurité nationale. Porte atteinte à la sécurité nationale toute tentative de s'opposer par quelque moyen que ce soit à la réalisation des objectifs nationaux en matière de politique intérieure et extérieure. L'énumération des délits contre la sécurité, au fil des cinquante-huit articles qui composent le décret-loi, confirme qu'il est particulièrement rigoureux envers la presse. L'article 14, par exemple, déclare délictueux le fait de divulguer de fausses nouvelles, tendancieuses ou déformées, qui visent à mettre en péril l'autorité, le crédit ou le prestige du Brésil. Les délits font l'objet de définitions peu précises et la loi s'attaque avec vigueur à la « subversion » de l'ordre économique et social : propagande, presse, radio, manifestations de rue, grèves, distributions de tracts, etc.

Pour Jean Binoche, il ne fait pas de doute :

> Ce texte particulièrement rigoureux est immédiatement apparu à l'opinion comme un instrument de dictature qui a suscité les plus vives protestations, notamment de la part de la presse qui peut ainsi

80. Augusto Fragoso, « A doutrina de desenvolvimento segurança : origem – evolução – atualidade », *Segurança desenvolvimento*, vol. 24, nº 1660, 1975, p. 89-109.

> se voir du jour au lendemain supprimer toute liberté. La menace est d'autant plus réelle que les Tribunaux militaires sont, de par la loi, compétents pour juger les délits contre la Sécurité nationale[81].

Le décret marque donc l'augmentation progressive de l'autorité présidentielle, ce qui rapproche un peu plus les méthodes du gouvernement de celles propres à une dictature.

En même temps que les réelles conspirations contre le gouvernement – comme le complot fomenté par trente guérilleros qui revendiquent l'autorité de l'ex-gouverneur Leonel Brizola – le régime fait face à des menaces imaginaires, uniquement fondées sur des rumeurs, comme en témoigne le consul de France à Porto Alegre, Paul Katz. L'ambiance d'insécurité est ainsi entretenue par les officiers de la ligne dure et par le SNI lui-même : « le Gouvernement de l'État et les militaires se plaisent à entretenir une atmosphère d'insécurité afin de mieux pouvoir intervenir à tous moments et grossir ainsi le rôle glorieux qu'ils jouent dans la défense du nouveau régime[82] ». Ces moments d'insurrections avortées ou de soulèvement militaire précipité sont autant d'occasions pour que se cristallisent les courants radicaux des forces armées, partisans d'un renforcement de l'emprise des forces armées sur la société.

Il est difficile de déterminer si l'action du gouvernement répond à l'activité de l'extrême gauche, aux attentats prenant pour cible le chef de l'État et ses ministres, ou, au contraire, si elle les précède. La mise en place des premières mesures préventives devance la vague d'attentats ; les officiers du SNI seraient au courant de l'activité de l'extrême gauche. Il n'en reste pas moins que des attentats prennent pour cible le gouvernement, depuis la promulgation du deuxième acte institutionnel, témoignant ainsi de l'inefficacité des organismes de répression.

---

81. Jean Binoche, *Décret sur la sécurité nationale*, 20 mars 1967, MAE, carton 132.
82. Paul Katz, *Nouveau Complot dans le Rio Grande do Sul*, 7 mai 1965, MAE, carton 130.

La France et le raidissement du régime dictatorial

Dans ce contexte de renforcement du pouvoir exécutif et de marche vers un gouvernement encore plus répressif, un nouvel attaché militaire français est pressenti pour prendre la relève de Pierre Lallart à l'ambassade de France. Vétéran de l'armée d'Afrique et de la bataille d'Italie, Jean Wartel participe aux guerres d'Indochine et d'Algérie. En 1956, il rejoint d'abord le bureau des Affaires algériennes, en Kabylie, une branche des services de renseignements français dont la mission en Afrique du Nord est de reprendre le contact rompu avec les tribus arabes sous contrôle du Front de libération nationale. Les Affaires algériennes implantent notamment les Sections administratives spécialisées, en charge des actions civiques et sociales, dans le cadre de la guerre psychologique. Dans les dernières années de la guerre d'Algérie, en 1961, lorsque l'autodétermination est décidée et que l'extrême droite militaire lutte pour le maintien de l'Algérie française, dans le cadre des attentats menées par l'Organisation de l'armée secrète, Jean Wartel devient le commandant du 6e régiment d'infanterie, le régiment Corée, connu pour sa brutalité au combat, dans le secteur de Médéa, pour appuyer la politique du gouvernement gaulliste en Algérie. À l'issue de sa mission, Jean Wartel rejoint l'École de guerre pour la formation des officiers d'état-major, poste

qu'il occupe jusqu'à son détachement au Brésil en tant qu'attaché militaire[83]. En janvier 1966, Jean Wartel remplace Pierre Lallart mais son arrivée n'est pas simple, surtout à cause de la succession présidentielle.

Au sommet de la hiérarchie militaire s'affrontent deux partis aux tendances politiques opposées. Le général Costa e Silva est le principal candidat de l'opposition : à la droite de la droite, il unifie derrière lui les principales voix de la ligne dure qui critiquent durement la politique de Castelo Branco, jugée trop modérée. Jusqu'en juillet 1966, Costa e Silva est contraint à mener une campagne discrète, par sa position hiérarchique par rapport à Castelo Branco et par son appartenance au gouvernement[84].

Le général Costa e Silva, dont le parcours est moins brillant que celui de Castelo Branco, entame une tournée internationale avant son élection afin de se faire connaître de ses partenaires européens et états-uniens. Lorsqu'il se rend en France, il est déjà en campagne ; pourtant, il signale à Jean Binoche qu'il souhaite réaliser une visite uniquement militaire et touristique, pour insister sur le rapprochement militaire entre les deux pays mais aussi pour garder la discrétion. Pour suivre le général brésilien dans son voyage en France, Pierre Lallart suggère que soit désigné le futur attaché militaire, Jean Wartel. Avant son arrivée officielle au Brésil, dès janvier 1966, Wartel noue un premier contact avec l'entourage du général Costa e Silva et notamment avec son chef de cabinet, le colonel David Andreazza, ancien officier des services secrets brésiliens[85].

Jean Wartel met en garde les services diplomatiques français contre toutes les maladresses à éviter et il signale entre autres que le général souhaite assister à une démonstration des matériels français, notamment les chars blindés lourds AMX 13 et les automitrailleuses légères (AML) Panhard, des véhicules blindés qui ont fait leur preuve pendant la guerre d'Algérie. Lors de son séjour à Paris, pour accompagner Costa e Silva, il note toutes les impressions des Brésiliens à l'égard des armements français. Même les moyens de transport du ministre

83. *La Koumia. Bulletin de l'association des anciens des goums marocains et des Affaires Indigènes*, n° 139, 1995, p. 26
84. Maud Chirio, *La politique en uniforme…*, *op. cit.*, p. 102.
85. Jean Binoche, *Visite en France du ministre de la guerre brésilien*, 5 janvier 1966, MAE, carton 116.

et des officiers de sa suite, en avion Mystère 20 et en hélicoptère Alouette III, sont prévus pour vanter les mérites des matériels français, ce qui permet à Jean Wartel de « communiquer à la Présidence et à son collègue le ministre de l'Aéronautique, les impressions personnelles sur deux matériels dont l'acquisition par le Brésil est à l'étude[86] ». Il conclut en faveur des affaires militaires en insistant sur l'intérêt qu'aurait Costa e Silva à visiter les locaux de l'École supérieure de guerre de Paris, où le Brésil envoie chaque année un officier stagiaire et dont les anciens élèves jouent un rôle de premier plan dans la vie politique et militaire du pays. Les contacts dans l'armée de terre permettent de gagner la confiance du général Aurélio de Lira Tavares, pressenti par Costa e Silva au ministère de la Guerre.

La situation change complètement lorsque Jean Wartel arrive au Brésil pour prendre son poste d'attaché militaire. Il souligne alors les faibles opportunités françaises au Brésil, après le départ de Pierre Lallart, en janvier 1966, et insiste sur les coupes budgétaires annoncées par le président Castelo Branco, encore au pouvoir, et sur la période d'austérité financière que traverse le Brésil. L'approche de l'élection présidentielle concentre toute l'attention du gouvernement et J. Wartel est identifié par Castelo Branco comme un homme proche de Costa e Silva et de l'extrême droite militaire brésilienne. À son arrivée au Brésil, il ne parvient pas à faire les visites prévues en Amazonie et doit se rendre aux cérémonies officielles sans pouvoir franchir la barrière du secret entourant désormais l'équipe du président Castelo Branco.

Le général Costa e Silva prend la présidence de la République le 15 mars 1967, porté au pouvoir par les officiers les plus exaltés qui voient en lui l'unique possibilité d'assurer l'irrévocabilité des valeurs de la « révolution ». Fortement contesté par l'extrême droite militaire et par les secteurs démocratiques subsistants, il prend le pouvoir dans un pays profondément divisé. Sur le plan de la politique intérieure, Costa e Silva fait jouer les mécanismes de répression et utilise les lois d'exception mises en place par son prédécesseur. Sur le plan de la politique étrangère, il est plus nationaliste que Castelo Branco, ce qui

86. *Idem.*

crée l'opportunité d'un rapprochement avec la France, afin d'éviter le tête-à-tête avec les États-Unis.

Dès lors que Costa e Silva est confirmé à la présidence de la République, en mars 1967, Wartel noue des contacts solides dans le nouveau cabinet ministériel et fait individuellement de très nombreuses visites d'unités et d'établissements militaires, en particulier à Manaus, ce qui lui permet de réunit d'importantes informations sur l'armée de terre et l'aéronautique.

Dès l'entrée en fonction du général Costa e Silva, la guerre antisubversive est la priorité du gouvernement. Le spectre de la « subversion » hante les militaires brésiliens, qui attendent du nouveau gouvernement un changement d'attitude. L'extrême droite militaire inquiète l'ambassadeur plus que la possibilité de voir naître des foyers révolutionnaires :

> Les militaires, notamment les plus proches de la ligne dure, ne cachent pas leur impatience à la fois devant l'action de la subversion qui vient de recevoir des encouragements de La Havane et devant l'inaction gouvernementale. Les critiques se font de plus en plus dures à l'égard de certains ministres, notamment les Chefs des Maisons Civile et Militaire, M. Rondon Pacheco et le Général Portela. […] Dans ces conditions on a pu annoncer un remaniement ministériel qui consacrerait un durcissement du Gouvernement, voire un tournant du Gouvernement Costa e Silva semblable à celui pris en octobre 1965 par le Maréchal Castelo Branco avec la promulgation de l'Acte institutionnel n° 2. Les milieux militaires ne sous-estiment pas d'autre part les appels à la violence lancés de La Havane par la Conférence de l'OLAS. Cet ensemble de faits crée un climat qui est de moins en moins serein[87].

Il existe une corrélation certaine entre les atteintes au chef de l'État et la conférence tricontinentale de la Havane. La conférence de la solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, aussi connue sous le nom de Conférence tricontinentale ou simplement Tricontinentale, a eu lieu le 2 janvier 1966. C'était une rencontre entre

87. Jean Binoche, *Situation politique intérieure*, 14 août 1967, MAE, carton 132.

les représentants de quatre-vingt-deux pays du tiers monde et son objectif était de créer un front commun contre toutes les formes de colonialisme. Au terme de la Tricontinentale, l'Organisation latino-américaine de solidarité a été créée et sa conférence a été prévue pour le mois d'août 1967. La conférence de l'OLAS a été beaucoup plus radicale dans ses objectifs que la Tricontinentale, en annonçant les engagements militants de La Havane en faveur de la lutte armée en Amérique latine.

Ainsi, les observateurs les plus avisés, comme Jean Wartel, ne manquent pas de faire l'association entre l'aggravation de la crise politique et la conférence de La Havane. Tenu informé par le SNI, l'attaché militaire se montre attentif aux liens entre l'éventualité d'une guerre de guérillas au Brésil et l'annonce faite à La Havane d'un renforcement de la guérilla en Amérique du Sud. Depuis la conférence de La Havane, les autorités militaires sont très sensibles à tout ce qui peut justifier les craintes d'une action armée contre le gouvernement.

La conférence de La Havane a des répercussions très importantes, à la fois parce qu'elle fait évoluer la doctrine des membres de la communauté d'information et parce qu'elle provoque la constitution de nouvelles formations révolutionnaires. L'objectif du commandant Ernesto Che Guevara est de faire de la cordillère des Andes une nouvelle Sierra Maestra, même s'il est rapidement déjoué par la CIA et les services spéciaux boliviens, quelques mois à peine après son arrivée. En novembre 1966, parallèlement à l'arrivée de Che Guevara en Bolivie, une douzaine de guérilleros s'installent dans la Serra do Caparaó, à la frontière des États de Minas Gerais et d'Espírito Santo. En majorité anciens officiers expulsés des rangs de l'armée de terre après les grandes purges au lendemain du putsch, ils s'organisent militairement. Capturés par la police militaire de l'État de Minas Gerais, le 3 avril 1967, les maquisards constituent un des groupes armés du Front de libération nationale (FLN). Ils disposent alors d'un armement insuffisant et se trouvent encore au stade de l'entraînement. C'est la preuve que la résolution d'une partie de la gauche de prendre les armes est, aux yeux des militaires les plus intransigeants, l'occasion de pousser le gouvernement à adopter des mesures répressives.

Jean Binoche propose des analyses nuancées de la situation, en rappelant à Maurice Couve de Murville « qu'on ne peut parler de climat de terrorisme au Brésil[88] ». Les autorités refusent de déclarer officiellement qu'il s'agit d'actes criminels mais, d'après les sources confidentielles de l'ambassadeur, « il pourrait s'agir du début d'une série d'attentats terroristes destinés à montrer que l'opposition au régime n'a pas disparu[89] ». Pourtant, le chargé d'affaires Georges Cardi reconnaît que « si l'inspiration communiste n'est pas niable [...], il semble que les autorités policières leur donnent une importance démesurée[90] ». Les affirmations et les déclarations des diplomates français révèlent l'ambiance de tension entretenue par les forces de l'ordre. Pour Jean Binoche, « l'organisation de la lutte antiguérilla était un souci majeur du gouvernement précédent, que partage certainement le Président Costa e Silva[91] ». Dans une certaine mesure, il s'agit pour lui, comme pour nombre d'ambassadeurs, de déterminer si le Brésil vit ou non sous un régime de terreur et quelles répercussions les choix politiques brésiliens pourraient avoir sur les affaires françaises. La difficulté à évaluer la gravité de la situation est proportionnelle aux efforts des services de propagande brésiliens pour entretenir l'ambiance de terreur.

À la fin de l'année 1967, l'ambassade de France et l'équipe de Jean Wartel élaborent une importante étude de conjoncture, profitant de l'annonce officielle de la mort de Che Guevara en Bolivie. L'ambassadeur et les services d'information de l'ambassade concourent à l'élaboration de l'étude envoyée à Paris. La mort de Che Guevara couronne ainsi le succès des *rangers* boliviens, entraînés dans les écoles de la contre-guérilla, dans la zone du canal de Panamá. Selon l'estimation des services d'information français :

> Le Brésil présente les caractéristiques d'un pays où les thèses révolutionnaires castristes devraient pouvoir se développer avec succès : industrialisation proportionnellement faible, paysannerie très

88. Jean Binoche, *Action subversive au Brésil*, 10 octobre 1966, MAE, carton 131.
89. Georges Cardi, *Attentats terroristes*, 16 janvier 1967, MAE, carton 132.
90. Jean Binoche, *Agitation étudiante*, 28 février 1967, MAE, carton 132.
91. Jean Binoche, *Un groupe de guérilleros se rend dans le Minas Gerais*, avril 1967, MAE, carton 132.

> pauvre, structure sociale présentant une inégalité de classes certaine, terrain propice à la guerre subversive, mécontentement estudiantin, etc. Or le mouvement de *guérilla* est ici à peine sensible, visible seulement de temps à autre par la découverte de *bandes* d'irréguliers que l'armée liquide facilement, ces *bandes* étant inorganisées, peu nombreuses et peut-être sans convictions profondes.
> On ne peut parler au Brésil de terrorisme : l'éclatement sporadique d'une bombe qui semblait viser surtout des Américains de l'*Alliance pour le progrès* reste plus symbolique que dangereux. Le mouvement étudiant, s'il sait montrer son mécontentement, ne dépasse pas le stade des manifestations bruyantes mais prudentes. Enfin, le fait d'une propagande officielle qui ne veut pas déplaire à Washington, ne permettent pas de prévoir qu'un mouvement subversif puisse prendre naissance avec quelque chance de succès dans le Brésil du président Costa e Silva[92].

Pour Jean Wartel comme pour tous les officiers de sa génération qui ont combattu en Indochine et en Algérie, la « subversion communiste » est soutenue de l'extérieur par une puissance agressive qui finance les organisations, fournit des formations et offre un appui logistique voire militaire aux opérations intérieures. Les responsables brésiliens tout comme le haut commandement de l'armée sont convaincus que la mission des forces armées n'est pas seulement d'assurer la défense des frontières – puisque nul danger extérieur n'est à craindre – mais bien d'être en mesure de faire face à un ennemi intérieur nourri depuis l'étranger par une forte propagande.

Les thèses révolutionnaires castristes pèsent plus que jamais sur le contexte international. Wartel fait naturellement la corrélation entre le contexte brésilien et la conférence tricontinentale de La Havane de l'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS). La peur de voir le gouvernement cubain relayer en Amérique latine le rôle que l'Union soviétique a pu jouer en Europe de l'Est hante les dirigeants brésiliens.

Le pronostic des diplomates français ne laisse aucun doute quant à leur impression : une dictature contrôle le Brésil. La mort

92. Jean Binoche, *La « mort » de Che Guevara et l'opinion brésilienne*, 17 octobre 1967, MAE, carton 132.

de Che Guevara est l'occasion de renforcer le pouvoir des militaires sur l'appareil répressif et d'affirmer son rôle policier. L'image du Brésil est gravement touchée, en particulier aux yeux des diplomates français. Les attachés militaires veillent à l'entente franco-brésilienne, en dépit de l'inquiétude des ambassadeurs.

Si les diplomates s'inquiètent du non-respect des libertés démocratiques, des abus de la répression ou de ses répercussions négatives sur les affaires franco-brésiliennes, l'attaché militaire se soucie avant tout de la capacité militaire de l'armée brésilienne à faire face aux premières vagues d'attentats. Surtout, il s'interroge sur la qualité du matériel militaire utilisé dans les opérations de contre-guérilla et sur les besoins à venir de renouvellement du matériel de guerre.

Depuis l'arrivée de Costa e Silva au pouvoir, la mission de l'attaché militaire évolue sensiblement : il doit désormais être en mesure d'évaluer la menace du moment, issue des mouvements d'opposition armée qui se réorganisent après deux ans de dure répression, et l'aptitude des forces armées à y faire face[93]. Le successeur de Jean Wartel au poste d'attaché militaire est Yves Boulnois, un spécialiste reconnu de la contre-révolution, ancien officier de liaison en Argentine, dans le cadre de la deuxième mission française, après le coup d'État de 1962. Brésil et Argentine partagent le même moule idéologique, la doctrine de sécurité, la contre-insurrection et les actions civiques, en laissant aux forces armées la responsabilité du développement du pays. En matière de politique intérieure, leurs orientations sont très proches, libéralisme économique et autoritarisme politique. Au niveau diplomatique, ils partagent aussi l'idée des frontières idéologiques et de l'alignement inconditionnel sur l'Occident[94]. Il est donc probable qu'ils partagent aussi les mêmes attachés militaires français qui circulent dans les centres de formation latino-américains, en entraînant toutes les forces armées à la guerre insurrectionnelle.

*

* *

93. Jean Wartel, *Rapport de fin de mission*, 28 août 1968, SHD, 14S535.
94. Luiz Alberto Moniz Bandeira, *Brasil, Argentine e Estados Unidos…*, *op. cit.*, p. 395.

Le voyage de Charles de Gaulle témoigne du nouvel intérêt pour l'Amérique latine, où le Brésil attire l'attention par ses promesses de développement. La convergence de vues entre les militaires brésiliens et le gouvernement français sur les principaux problèmes politiques du moment contribue à créer une ambiance favorable à l'entente entre les deux pays et donc à normaliser les relations franco-brésiliennes.

En quelques années, tous les différends financiers, politiques et commerciaux entre la France et le Brésil sont résolus. Le Brésil des gouvernements militaires et la France de Charles de Gaulle cherchent le consensus diplomatique plutôt que l'affrontement politique. L'accommodement entre les chancelleries esquive toute confrontation, le *modus vivendi* établi entre les deux pays ne stimule pas le développement de la coopération bilatérale.

Les orientations plus nationalistes du gouvernement Costa e Silva et le changement des positions états-uniennes ouvrent un espace de dialogue avec la France. La radicalisation de l'extrême droite militaire conduit paradoxalement à un relâchement des liens avec Washington. Après le coup d'État dans le coup d'État, les militaires brésiliens se montrent plus disposés à diversifier leurs partenaires qu'à s'enfermer dans un tête-à-tête avec Washington. Les représentants diplomatiques français, au premier rang desquels les attachés militaires, tirent profit d'une situation inédite pour nouer des relations confiantes avec leurs partenaires brésiliens.

Dans quelle mesure la politique française à l'égard du Brésil des militaires peut-elle être considérée comme un appui à un régime de plus en plus dictatorial ?

Chapitre 5

L'appui français au régime militaire brésilien (1969-1974)

La dictature militaire marque une forte opposition avec les périodes précédentes. L'attaché militaire semble présent sur tous les fronts. Cependant, cette impression contraste avec les documents consultés dans les fonds du ministère de la Défense, assez évasifs en ce qui concerne le rôle des attachés militaires. Les contraintes politiques pèsent sur la circulation des informations pendant les périodes de plus forte répression et provoquent le cloisonnement des informations.

Les documents produits par l'attaché militaire Jean-Louis Guillot (1970-1973) sont plus explicites : celui-ci suit de près déroulement des opérations contre-guérilla dans les grandes métropoles comme Rio de Janeiro et São Paulo. Après le transfert de l'ambassade de France vers Brasília, en 1973, qui conduit à la mise à l'écart des réseaux français, l'attaché militaire collabore étroitement avec le SNI. Il ne participe pas à la collecte d'informations avec les Brésiliens mais il examine les opérations au niveau le plus élevé. Il met en contact les dirigeants militaires avec les industriels français de l'armement. Un indice de ce degré de collaboration est la quantité et la qualité des informations sur les opérations de contre-guérilla.

Pierre Lallart entretient des relations étroites avec les dirigeants brésiliens, en particulier avec les hommes du service d'information. Il a ainsi inauguré une période nouvelle dans les relations bilatérales. Comme le reconnaît Wartel, l'entrée en fonction de Costa e Silva renforce le rapprochement. S'il en faut une preuve, J. Wartel reçoit des mains de Jaime Portela, chef de la maison militaire du président, l'ordre de bataille des forces armées après les réformes entreprises par Castelo Branco, afin d'examiner la capacité des forces armées brésiliennes à faire face aux menaces révolutionnaires.

L'attitude de confiance traduit la reconnaissance des militaires brésiliens pour leurs homologues français. Nous verrons que les

réformes de l'armée de terre entreprises pendant les premières années du gouvernement militaire, et notamment entre 1968 et 1969, sont la consécration de l'alliance franco-brésilienne. Dès lors se prépare la période la plus sombre de la dictature brésilienne, durant laquelle les forces armées s'emparent directement des fonctions policières.

Il est impossible de parler, comme pour l'Argentine, d'une unique bataille des militaires pour conquérir le pouvoir : la dictature se raidit en plusieurs étapes. Les attachés militaires français participent pleinement à la création d'un modèle de contre-insurrection brésilien.

Une véritable bataille d'Alger

Entre 1964 et 1968, le Conseil de sécurité nationale met en place le concept de défense intérieure du territoire, entièrement fondé sur l'idée de guerre révolutionnaire. Entre 1968 et 1974, le gouvernement Costa e Silva, mais surtout le gouvernement d'Emílio Garrastazu Médici, étendent les prérogatives de lutte contre-révolutionnaire à d'autres organismes, de plus en plus nombreux, qui surgissent sous l'initiative des officiers et qui rappellent ceux de l'armée française en Algérie.

L'application de la doctrine de la guerre révolutionnaire n'est pas uniforme, d'autant plus qu'elle permet une utilisation à la carte des technologies proposées. La doctrine française n'est pas utilisée comme un bloc monolithique mais plutôt comme un ensemble de dispositifs parmi lesquels l'armée brésilienne sélectionne les plus adaptés aux situations qu'elle affronte. Ainsi, en fonction de la recrudescence de l'opposition, le gouvernement choisit les éléments jugés utiles pour préparer ses forces : le cloisonnement, les hiérarchies parallèles, la contre-guérilla. Dans ce cadre, les analyses de l'attaché militaire sont remarquables car elles accompagnent l'évolution de la lutte anti-guérilla en scrutant les principaux aspects de ce combat contre l'opposition. La documentation accessible dans les archives françaises ne permet pas de formuler des hypothèses quant au rôle de conseiller des attachés militaires pendant les années de plomb. Cependant, nous ne pouvons que souligner la ressemblance très frappante entre la contre-guérilla à São Paulo et à Alger. D'un autre côté, les documents

consultés attestent de l'augmentation très sensible de la coopération militaire pendant les années 1969-1975. De plus, lorsque le modèle de la bataille d'Alger s'étend à tout le pays, l'état-major de l'armée de terre brésilienne fait appel aux conseillers français pour former les nouveaux cadres du dispositif de défense intérieure, le Détachement d'opérations d'informations (DOI).

Pour comprendre les années de plomb, rappelons quelques grandes lignes des mouvements de la gauche armée après le coup d'État du 31 mars 1964. L'instauration du régime militaire suscite une crise au sein des gauches brésiliennes. Les premières enquêtes policières effectuées par les militaires frappent durement les membres du gouvernement en destituant gouverneurs et députés alliés du président Goulart. Malgré l'action répressive menée à l'encontre des syndicalistes et des militants de la gauche radicale, les directives du Parti communiste brésilien (PCB) demeurent inchangées : dans l'immédiat, l'objectif du parti est l'alliance avec la bourgeoisie, sans prétendre à parvenir au pouvoir[1]. De plus, la première réunion du comité central du PCB n'a lieu que treize mois après le putsch, en 1966. Pour certains militants communistes, le coup d'État de 1964 représente l'échec de la stratégie politique du PCB, fondée sur la transition pacifique du système capitaliste à l'État socialiste[2]. Le Parti communiste brésilien, fondé en 1922, avait déjà connu une crise profonde en 1962, qui s'était terminé par la création du Parti communiste du Brésil, qui suivait la ligne maoïste et prétendait ouvrir de nouveaux fronts de guérilla rurale[3]. Carlos Marighella, ancien député communiste à l'Assemblée nationale, défend alors une position controversée consistant à reprendre la voie révolutionnaire vers le socialisme. Il n'est pas seul à déclarer l'échec de la voie pacifique face à la dictature et à envisager la guérilla comme unique forme de résistance, car de nombreux

1. Dans le contexte de la coexistence pacifique, Moscou recommande aux partis communistes du monde entier l'abandon des armes au bénéfice de la voie des urnes. Cette stratégie électorale prévoit la création de fronts politiques et d'alliances avec d'autres partis, notamment ceux représentant la bourgeoisie.
2. Jacod Gorender, *Combate nas trevas: a esquerda brasileira, das ilusões perdidas a luta armada*, São Paulo, Atica, 1987, p. 62.
3. Marcelo Ridenti, « O Impacto da crise do socialismo no partido comunista do Brasil, 1988-1992 », *Perspectivas* (São Paulo), nº 17-18, 1994-1995, p. 75-94.

militants communistes rompent avec le PCB et fondent une myriade d'organisations clandestines, dissidentes du Parti communiste.

En septembre 1965, Carlos Marighella est le seul militant communiste brésilien présent à La Havane lors de la première conférence de l'OLAS, où il affirme l'importance de la lutte armée au Brésil. Entre 1967 et 1972, 219 militants suivent l'entraînement à la guerre de guérillas à Cuba, dont la majorité appartenait à l'Action de libération nationale. Après cinq mois de séjour à Cuba, Marighella revient en 1966 profondément influencé par les idées d'Ernesto Guevara et du philosophe français Régis Debray, prêt à transformer la cellule dissidente du Parti communiste en une nouvelle organisation aux dimensions nationales[4]. En ce sens, il entame à São Paulo une campagne de diffusion de tracts et de recrutement des cadres dont le résultat se concrétise quelques mois plus tard par le Groupement communiste de São Paulo. Dès 1967, le groupement commence les opérations pour réunir des fonds (braquages de banques, de trains payeurs, etc.), pour s'équiper en armes (attaques armées de commissariats de police, de garnisons militaires isolées, etc.) et pour se motoriser (vol de voitures, de motocyclettes). Le travail d'organisation continue lors d'un voyage à l'intérieur du Brésil, où Carlos Marighella trouve de nouveaux adeptes et fonde l'Action de libération nationale (ALN).

Ernesto Guevara et Régis Debray envisageaient la guérilla comme un foyer isolé en zone rurale qui centralise l'initiative militaire contre les armées régulières et détient la direction unique du processus révolutionnaire. Carlos Marighella a une autre conception : il imagine la coordination de cette tactique de lutte avec d'autres formes de guérilla, lancées en différentes régions du pays, notamment en zone urbaine. De plus, face à l'effervescence du mouvement étudiant, en 1968, il voit dans les grandes métropoles latino-américaines le terrain propice pour installer son théâtre d'opérations. Des grandes villes, il pense allier l'action des guérilleros urbains au mouvement des masses : « c'est au guérillero urbain, écrit-il, qu'il incombe de mener, dans les villes, la guérilla aussi bien que la guerre psychologique. […] Et c'est dans la guérilla urbaine que se forgera l'alliance armée[5] ».

4. Denise Rollemberg, *O apoio de Cuba à luta armada no Brasil: o treinamento guerrilheiro*, Rio de Janeiro, Mauad, 2002, p. 41.
5. Carlos Marighella, *Manuel du Guérillero urbain*, Paris, Libertalia, 2009, p. 128.

La densité du tissu urbain, l'enchevêtrement des rues, l'immensité de la population forment un ensemble géographique particulièrement utile au guérillero, qui peut ainsi respecter les préceptes maoïstes en se fondant dans la foule. Dans un pays où la population la plus modeste vit sans papiers d'identité, le militant d'extrême gauche peut se volatiliser très rapidement. De plus, les nombreuses voies d'accès aux villes permettent de s'éclipser juste après les actions. Carlos Marighella et la dissidence communiste choisissent de s'installer dans la grande métropole : São Paulo devient dès lors un terrain de combat comparable à la casbah d'Alger, impossible à contrôler sans une méthodologie rigoureuse et vigoureuse. L'asymétrie du combat est flagrante : face à l'offensive de la guérilla, la riposte des forces militaires et policières est infiniment plus puissante.

Carlos Marighella soutient le principe de l'offensive : la provocation caractérise ses actions politiques. L'éclat, l'astuce et l'audace des opérations doivent affaiblir le moral adverse et attirer la sympathie populaire au profit de la guérilla. C'est pourquoi les attentats entraînent la réaction des forces armées, bien qu'ils ne fassent pas de victimes. En faisant exploser des bombes en face des locaux du Département d'ordre politique et social (DOPS), l'objectif de Carlos Marighella est de contraindre le gouvernement à riposter de façon brutale, désordonnée, forcément impopulaire. Il entend affaiblir le soutien des militaires dans la population, d'où le besoin de faire le maximum de publicité aux opérations, même les plus minimes. Ainsi, à partir de septembre 1968, se multiplient des raids contre des banques, des casernes, des bâtiments militaires et des immeubles abritant des agents états-uniens à Rio de Janeiro, São Paulo et Belo Horizonte. En effet, la guérilla urbaine se développe dans le triangle industriel : entre septembre 1968 et octobre 1969, près de cent banques sont attaquées ; on y inscrit des slogans sur l'expropriation des groupes autonomes comme l'Avant-garde populaire révolutionnaire (VPR – *Vanguarda Popular Revolucionária Palmares*), le MR8 (Mouvement révolutionnaire du 8 octobre), le PCBr (Aile rouge du PC du Brésil), de tendance maoïste. Parmi eux se trouvent des militaires expulsés de l'armée au lendemain du coup d'État.

Les attentats contre le gouvernement marquent la présidence Costa e Silva (1967-1969). La terreur sévit à São Paulo, où des bombes

explosent dans différents quartiers, ce qui crée le climat d'insécurité propice au développement de la guérilla urbaine. Le consul de France, Jehan de Latour, s'inquiète des risques de contagion et de prolongement des attentats :

> Que va-t-il résulter de ces troubles ? Pour le moment il faut se borner à souligner qu'on est préoccupé à São Paulo du climat de tension qui règne au sein du Gouvernement, des divergences croissantes entre les modérés du parti gouvernemental et, d'autre part, les militaires partisans de la ligne dure, convaincus que la seule méthode pour résoudre la crise actuelle est l'instauration de l'État de siège. À la lumière des derniers événements, l'opinion tend à prévaloir ici que le gouvernement du Maréchal Costa e Silva aura sans doute de plus en plus de mal à se maintenir dans la voie moyenne qu'il a suivie jusqu'à présent[6].

Selon Jehan de Latour, le dispositif de sécurité établi à São Paulo est bien trop sommaire face aux risques de prolongement des combats. Il se sent particulièrement en danger puisque les bombes visent le quartier des affaires, le secteur le plus riche de la ville, où le consulat de France est installé. Il observe que les investigations menées par les services de police de l'État et fédéraux n'ont pas abouti, renforçant le climat de tension. Pourtant, il éprouve une certaine difficulté à distinguer les attaques de l'opposition de gauche de celles de l'opposition d'extrême droite. En effet, des commandos de la droite militaire, dont le Commando de chasse aux communistes (CCC), organisent des attentats afin de provoquer le raidissement du régime. Pour Jehan de Latour, de l'extrême droite à l'extrême gauche, la tactique est la même : le harcèlement des forces de l'ordre et du gouvernement. En l'espace de quelques mois, le nombre d'actions audacieuses augmente avec la séquestration de diplomates, l'assassinat du capitaine de l'armée états-unienne Charles Chandler et des combats de rue.

6. Jehan de Latour, *Terrorisme et agitation sociale à São Paulo*, juillet 1968, MAE, carton 133.

Aussi bien le consul de France à São Paulo que l'ambassadeur justifient les mesures répressives par l'essor de l'opposition armée. Néanmoins, ils n'arrivent pas à déterminer si l'action du gouvernement répond à l'activité de l'extrême gauche ou, au contraire, si elle précède les attentats prenant pour cible le chef de l'État et ses ministres. Dans tous les cas, les partis de gauche, sévèrement touchés par la première vague répressive, reconstituent leurs réseaux dans la clandestinité. Les réactions de l'opposition sont autant d'occasions pour que se consolident à l'intérieur du gouvernement des groupes d'opinion adeptes d'une sévère répression. Le gouvernement se prépare à l'affrontement révolutionnaire dès 1967, lorsque le général Lira Tavares prend le commandement de l'état-major de l'armée de terre et, quelques mois plus tard, les fonctions de ministre de la Guerre.

Brillant élève de la mission Gamelin, Aurélio de Lira Tavares écrit aussi de nombreux ouvrages sur l'histoire de l'armée de terre. Membre du corps enseignant de l'École supérieure de guerre, il participe activement à la conspiration contre João Goulart. Nommé ministre de la Guerre par Costa e Silva, il prépare le décret présidentiel de juillet 1968, avec le chef du cabinet militaire de la présidence, le général Jaime Portela[7]. Dès le mois d'octobre, le colonel Jofre Sampaio, responsable de la coordination des opérations envoie plusieurs centaines d'exemplaires du *Manual de Campanha: Guerra Revolucionária* aux administrations engagées dans la répression – les ministères de la Guerre, de la Marine, de l'Air, de la Justice, le Tribunal militaire supérieur, toutes les grandes divisions de l'armée de terre ou encore les écoles supérieures militaires[8]. Le document explique dans le détail les étapes de préparation à la guerre révolutionnaire, diagrammes, tableaux et schémas explicatifs à l'appui. Le langage est clair et directif.

Signé par le général Lira Tavares, le *Manual de Guerra Revolucionária* fait écho aux débats à l'École supérieure de guerre de Rio sur la réforme de la police fédérale, sur la centralisation des fichiers de police, sur le besoin de concilier l'action militaire et l'action policière.

---

7. Ministério do Exército, *Manual de Campanha. Guerra revolucionaria*, decreto nº 62.964, juillet 1968.
8. *Idem.*

Accusé de laxisme à l'égard de l'opposition par les militaires de la ligne dure et d'intransigeance par l'opposition au Parlement, le président de la République, le général Costa e Silva (1967-1969) promulgue l'Acte institutionnel nº 5, en décembre 1968. Les membres les plus exaltés des forces armées, membres de la communauté de sécurité, formulent systématiquement des critiques virulentes à l'égard des hésitations gouvernementales à éliminer l'opposition armée, voire l'opposition tout court. Cette pression interne explique en partie les remaniements ministériels qui consacrent le durcissement du régime et l'ascension de l'extrême droite militaire aux postes de commandement[9]. Pour l'ambassadeur François de Laboulaye, il ne fait aucun doute que le régime brésilien devient une dictature :

> Sous l'effet de la blessure d'amour propre infligée à la classe militaire par la Chambre des Députés, la ligne la plus radicale impose au Brésil une véritable dictature militaire. Une censure impitoyable était imposée aux journaux et agences de presse. Les arrestations se multiplient notamment de gens de presse et de théâtre[10].

Pour l'ambassadeur français, François de Laboulaye, il ne semble guère contestable que le président Costa e Silva cède à l'ultimatum des chefs militaires les plus intransigeants, dont les généraux Syseno Sarmento, commandant la 1re armée, Dutra de Castilho, commandant la Vila Militar, Jaime Portela, chef de la maison militaire du président et, enfin, Albuquerque Lima, ministre de l'Intérieur. En effet, le jugement de l'ambassadeur est très juste, car « les événements marquent le triomphe de la ligne la plus dure, la plus radicale de la classe militaire, les généraux ayant réussi, pour combien de temps à freiner l'ardeur des Colonels et des Capitaines prêts à se porter aux extrêmes[11] ». Le 13 décembre 1968, le cinquième acte institutionnel marque une première riposte militaire au climat de contestation de l'autorité présidentielle. Il supprime les libertés démocratiques fondamentales, concentre les pouvoirs autour de l'armée de terre

9. Carlos Fico, *Além do golpe…* », *op. cit.*
10. François de Laboulaye, *La crise brésilienne*, 8 janvier 1969, MAE, carton 134.
11. François de Laboulaye, *La crise brésilienne. L'acte institutionnel nº 5 et le retour aux sources révolutionnaire*, 17 décembre 1968, MAE, carton 133.

et met le Congrès national en congé *sine die*. Néanmoins, il ne crée toujours pas d'organisme d'intervention directe contre la guérilla, de sorte que les opérations continuent sous l'autorité des gouverneurs des États ou des commandants des régions militaires. Le régime progresse davantage vers la dictature que vers la création d'un organisme capable de combattre efficacement la « subversion ». Autrement dit, le cinquième acte institutionnel pousse surtout vers la radicalisation du pouvoir exécutif, en réaction aux remontrances du Congrès national.

Les combats armés contre le gouvernement se multiplient dans les trois principales villes industrielles du Brésil. La difficulté à faire face à la guérilla urbaine entraîne la création d'organismes dont la spécialité est la traque des guérilleros. Néanmoins, c'est un épisode interne aux forces armées qui stimule le plus le développement des organismes d'information et d'intervention. En janvier 1969, la désertion du capitaine de l'armée de terre Carlos Lamarca inflige le plus grand camouflet aux forces armées. Il quitte le 4e régiment d'infanterie, à Quintaúna, en emportant avec lui un camion d'armes et de munitions. Son attitude représentait la trahison, la négation de l'autorité militaire et de la patrie[12]. Pour l'attaché militaire français, cette action spectaculaire met en évidence l'inefficacité des services de renseignement de l'armée et la difficulté à exploiter les informations réunies par la police. Pour Yves Boulnois, cet épisode révèle le besoin de disposer d'un organisme capable d'intervenir de manière dynamique et coordonnée dans le combat contre les ennemis du régime militaire. Les différents épisodes révèlent alors le grand laboratoire de contre-insurrection qu'est devenue la dictature brésilienne.

Jusqu'en 1969, plusieurs structures sont responsables de la répression. Le Service national d'informations (SNI) établi à Brasília est responsable de la collecte des renseignements. Les forces de police de chaque État, la police fédérale et le Département d'ordre politique et social (DOPS) sont responsables de l'intervention. Les services secrets de l'armée de terre, de la marine, de l'aéronautique, la police militaire et les Divisions de sécurité et d'information (DSI) de chaque ministère sont aussi impliqués dans la collecte et dans l'exploitation des renseignements. Des sous-sections dans les États et dans les principales

12. Jacod Gorender, *Combate nas trevas…*, *op. cit.*

villes organisent la recherche et l'exploitation des renseignements localement, mais chacun de ces organismes demeure autonome, bien que des zones de responsabilité puissent être attribuées[13]. L'activité la plus intense s'organise dans les États du Sud-Est, particulièrement dans l'axe Rio-São Paulo-Belo Horizonte, où les mesures de sécurité sont plus rigoureuses. D'un autre côté, au Rio Grande do Sul, la IIIe armée déploie une intense activité sur les régions frontières : embuscades, contrôles routiers, patrouilles, exercices de contre-guérilla sont généralisés. Avant tout, le gouvernement réagit face à la dégradation de la situation à l'intérieur où l'ambiance de guerre civile s'aggrave. Il n'en reste pas moins que la responsabilité de combattre la subversion revient à la société tout entière, selon le ministre de l'Armée de terre, Lira Tavares. Tel est le message du manuel à usage interne distribué par l'état-major de l'armée de terre aux ministères civils. En effet, le Ministre considère le combat contre la « subversion » comme une guerre totale qui concerne pleinement la société.

En juin 1969 naît l'opération *Bandeirantes*, conçue en réaction à l'action audacieuse de Carlos Lamarca. C'est le galop d'essai de la nouvelle structure de collecte d'informations et d'actions commando, conçue d'après la doctrine et l'expérience françaises. La coordination des opérations est désormais centralisée dans une agence à commandement unique, située à l'état-major de la IIe armée, disposant d'un état-major mixte où se rencontrent policiers et officiers supérieurs. La coordination des efforts de la police militaire et des forces armées est rendue possible grâce à l'existence de groupes militaires spécialisés dans la traque des guérilleros : les groupes d'opérations commando, qui agissent immédiatement après l'exploitation des informations collectées dans les interrogatoires. Il ne s'agit ni d'une militarisation de la police, ni d'un simple accaparement des fonctions policières par les militaires. Sans doute, la création de l'opération *Bandeirantes* marque-t-elle la victoire des militaires paulistes de la ligne dure, d'autant plus favorables à l'exercice des fonctions de police qu'ils sont formés aux techniques françaises de la guerre d'Algérie, que ce soit à Fort Bragg ou à Paris. Autrement dit, le

13. Maria Celina d'Araújo, Gláucio Ary Dillon Soares, Celso Castro (dir.), *Os anos de chumbo. A memória militar sobre a repressão*, Rio de Janeiro, Relume Dumará, 1994, p. 42 et 91.

terrain psychologique propice à l'exercice de la brutalité policière est préparé chez les officiers brésiliens. Il n'en reste pas moins qu'il leur manque la pratique.

La conséquence logique de la collaboration de la police avec l'armée est l'assimilation par les militaires des méthodes brutales de la force publique de l'État de São Paulo. Néanmoins, le contrôle de la police ne forme qu'une des étapes de la réforme militaire. Prévue depuis 1967, elle déplace l'autorité policière des États vers l'état-major de l'armée de terre, en particulier en remplaçant les forces publiques par les polices militaires. Ce n'est donc pas la police qui se déclare inapte à combattre les actions subversives, mais les forces armées qui décident de les remplacer dans le maintien de l'ordre[14].

À l'instar des groupes de choc durant la guerre d'Indochine, l'opération *Bandeirantes* naît sous le signe de la clandestinité. Son armature institutionnelle est secrète, ses agents agissent dans la plus grande discrétion, leurs actions sont couvertes par la rigoureuse censure de la presse qui empêche la diffusion des résultats des enquêtes. Les officiers ainsi que les policiers intégrés au dispositif agissent dans l'illégalité pour exécuter des opérations criminelles au nom de la défense intérieure du territoire.

Officiellement reconnu en 1970 sous le nom de Détachement d'opérations d'informations et, le plus souvent, associé au Centre d'opérations de défense intérieure, reconnu par l'acronyme DOI-CODI, cet organisme projette sur le territoire national l'ensemble du dispositif expérimenté initialement à São Paulo.

Pour les commandants de la IIe armée, l'opération *Bandeirantes* joue le même rôle pionnier que la bataille d'Alger, en mettant en œuvre les méthodes françaises. Le CODI réunit les représentants de toutes les forces policières et militaires de chaque État pour recueillir leurs besoins en informations dans un rôle comparable à celui du cinquième bureau d'action psychologique de l'armée française. Le DOI devient alors l'organisme chargé de l'intervention directe. Sa hiérarchie interne et son fonctionnement centralisé aux états-majors des régions militaires permettent de contourner les obstacles institutionnels inhérents aux forces armées. Il est doté d'importants moyens

14. Mariana Joffily, *No centro da engrenagem…*, *op. cit.*, p. 33.

financiers et technologiques et ses activités sont stratégiquement planifiées pour affronter des forces irrégulières. Le CODI s'appuie sur le conseil de défense interne créé dans chaque état-major d'armée. Il est chargé de coordonner les efforts d'information pour lutter contre la « subversion » et le terrorisme.

En ce sens, comme le note Yves Boulnois, « bien que placés sous l'autorité des généraux commandants d'armées, les DOI fonctionnent avec la participation des autres forces y compris celles de la police ». Par ailleurs, « les régions militaires, à leur tour, disposent d'un Centre d'opérations de défense interne, véritable Poste de commandement des opérations anti-guérilla[15] ». Les DOI-CODI ne forment donc qu'un des organismes du dispositif de défense intérieure ; en raison de leur subordination directe à l'exécutif militaire fédéral, ils se superposent aux autres structures de sécurité intérieure et, de ce fait, jouissent de plus d'autorité. Rattachés à la 2e section de l'armée de terre, les services de renseignement, ils ont le commandement *de facto* sur tous les autres organismes de sécurité qui existent alors. En d'autres termes, il s'agit d'une administration parallèle qui ne répond qu'à l'autorité directe des supérieurs des DOI, passant outre l'autorité hiérarchique traditionnelle des forces armées[16].

L'enseignement français leur a appris, d'une part, qu'un chef militaire bien informé parvient à maîtriser son adversaire et, d'autre part, que la centralisation des informations permet de remédier à de nombreuses difficultés logistiques. L'objectif est de répondre aux attaques de l'opposition immédiatement : pour une efficacité optimale de l'organisme, celui-ci doit être indépendant et agir en parallèle d'autres organes d'information.

La matrice française de l'opération *Bandeirantes* est perceptible dans les nomenclatures choisies par les militaires brésiliens. La ressemblance est forte avec le système Renseignement, action, protection (RAP), système de pensée qui participe à la réflexion sur l'organisation de services de renseignement. Conceptualisé pendant la guerre d'Indochine (1946-1954), son incarnation serait le CCI, Centre de coordination interarmées créé en Algérie en juin 1956. fondés

15. Yves Boulnois, *Rapport mensuel*, août 1970, SHD, 10T1108.
16. Renato Luís do Couto Neto e Lemos, *Ditadura…*, *op. cit.*, p. 89.

le 1er juin 1956. Le CCI est divisé en trois sections, parmi lesquelles le Dispositif opérationnel de protection[17]. Plus que tout autre organisme, les détachements consacrent la doctrine de la guerre révolutionnaire en véritable épine dorsale des forces armées brésiliennes pendant les années de plomb. C'est la concrétisation des vœux formulés dès 1964 par David Andreazza.

La force des militants révolutionnaires est de pouvoir se mêler à la population. Ils peuvent ainsi s'éclipser en cas de rafles policières, se fondant dans la foule. C'est aussi leur faiblesse, car ces contacts avec la population forment les premiers maillons d'une chaîne qui permet de remonter jusqu'à eux[18]. L'expérience de la bataille d'Alger permet aux principaux théoriciens français de poser les bases précises de la protection de la population, hissée au cœur de la guerre. Pour qu'elle échappe à la « menace des organisations ennemies », Roger Trinquier, dont le livre est enseigné à Fort Bragg, propose de la faire entrer « au sein d'une organisation hiérarchisée, englobant l'ensemble des *populations*. Personne n'aura la possibilité de s'y soustraire, afin que chacun puisse répondre aux ordres de ses chefs et participer aux mesures de protection[19] ». Le terme *populations* renvoie à la réalité coloniale et désigne l'ensemble des communautés ethniques sous administration française. Lorsque le terme est traduit en portugais, il perd son sens pluriel et se transforme en population. Ce changement sémantique suppose de nouveaux objectifs : conquérir l'ensemble de la population et la retourner contre l'adversaire.

Le dispositif brésilien s'inspire par bien des aspects de celui élaboré par Roger Trinquier, qui comprend la mise en place d'un service d'informations, avec des renseignements en surface et le renseignement-action dont l'objectif est « le pourrissement de l'adversaire ». Ce dernier facteur est particulièrement important car « la meilleure solution pour être bien informé consistera à introduire nos propres agents de renseignement dans l'organisation ennemie et de provoquer ainsi son pourrissement[20] ».

17. Raphaëlle Branche, *La torture…*, *op. cit.*, p. 196.
18. *Ibid.*, p. 117.
19. Roger Trinquier, *La guerre moderne*, Paris, Economica, 2008, p. 26.
20. *Ibid.*, p. 33.

La documentation ne permet pas de conclure à une quelconque participation française aux opérations. Même si l'attaché militaire a des rapports étroits avec les commandants des régions militaires et les chefs de police des États, rien ne permet d'affirmer qu'il joue un rôle semblable à celui d'un chef de mission militaire. Nous ne pouvons pas conclure à sa participation ni à ses conseils lors de ces opérations. Cependant, il est vraisemblable que la présence de cet officier n'est pas fortuite : vétéran des guerres d'Indochine et d'Algérie, spécialiste reconnu de la guerre antisubversive, instructeur à l'École de guerre argentine, détaché spécialement à la demande des Brésiliens, Yves Boulnois se rend au Brésil avec pour objectif d'orienter l'application de la doctrine française au Brésil.

Un conseiller français à l'état-major brésilien

La réputation des officiers français arrivés en tant qu'attachés militaires au Brésil les précède d'autant plus qu'ils circulent entre les pays sud-américains, l'Institut de hautes études de la défense nationale et les écoles des forces spéciales états-uniennes. Autrement dit, avant d'arriver au Brésil, ils sont déjà connus des militaires brésiliens qu'ils rencontrent aux États-Unis, au Panamá, en Argentine et, surtout, en France. Spécialiste de la guerre révolutionnaire, Yves Boulnois est aussi officier de liaison en Argentine lorsque, en 1966, le gouvernement du général Illía engage la deuxième mission française pour l'armée argentine. Après les services rendus au voisin méridional, Yves Boulnois se rend au Brésil comme attaché militaire, fonction qu'il exerce pendant deux ans, durant le mandat de Georges Pompidou, alors que Michel Debré est ministre de la Défense. Son arrivée coïncide avec la radicalisation de la répression, en décembre 1969. Pour lui, en juin 1970, un an après son arrivée, il ne fait pas de doute que « la préparation de toutes les unités de l'armée de terre à la lutte contre la subversion est bien avancée et donne des résultats positifs[21] ». Dans sa correspondance avec Pierre Messmer, il est particulièrement attentif à l'évolution interne aux forces armées brésiliennes, qui adaptent leur articulation et leur équipement aux nécessités du moment : « subissant

21. Yves Boulnois, *Rapport mensuel*, 8 juillet 1970, SHD, 14S534.

depuis plusieurs mois un entraînement adéquat, chaque unité est ainsi en mesure, quelle que soit sa mission spécifique, de participer à une opération de guérilla[22] ».

Malgré les observations sur la qualité de nouveaux instruments de lutte contre la « subversion », Yves Boulnois observe que la situation échappe au contrôle des autorités brésiliennes. François de Laboulaye partage cette perception, jugeant que les ministres militaires « se trouvent pris en défaut dans le domaine dont ils s'étaient précisément portés garants, c'est-à-dire l'ordre public et la sécurité nationale ». Ses conclusions sur l'affaire de l'enlèvement de Charles Elbrick, son collègue états-unien, sont singulières : « la subversion a indéniablement prouvé qu'elle pouvait agir impunément n'importe où, n'importe quand et contre n'importe qui [… ainsi …] cet incident fortuit ne manquera-t-il pas, selon toute vraisemblance, d'accélérer et de raidir sensiblement l'évolution politique de ce pays[23] ».

Pourtant, la préoccupation principale des diplomates français concerne à bien des égards leur propre sécurité puisque le corps diplomatique est visé comme cible des nouvelles opérations spectaculaires des guérilleros. À la suite de la libération d'Elbrick, le secrétaire général du Ministère, Hervé Alphand, s'inquiète des menaces qui pèsent sur l'ambassadeur de France. François de Laboulaye arrive au Brésil en compagnie de Joseph Schmid, spécialisé dans la protection des personnes, et de gardes du corps. Rien de plus normal dans une situation de guerre subversive, si ce n'est la relation prévue entre ces hommes et les services d'information :

> Le gouvernement brésilien, a indiqué M. de Paranaguá [secrétaire politique], a pris toutes les mesures nécessaires à la protection des ambassadeurs étrangers et les a encore renforcées en ce qui concerne le représentant de la France, dès qu'il a eu connaissance des menaces plus précises pesant sur M. de Laboulaye. Il sera, d'autre part, heureux d'accueillir à Rio de Janeiro un spécialiste français de la protection des personnes, il ne manquera pas de ménager à ce fonctionnaire français des contacts avec les services

22. *Idem.*
23. François de Laboulaye, *Enlèvement de l'ambassadeur nord-américain*, 10 septembre 1969, MAE, carton 135.

> brésiliens compétents et plus particulièrement avec l'Organisation d'Information et de Sécurité, qui a déjà été avertie de sa prochaine arrivée[24].

Sur la situation au Brésil, l'ambassadeur français est sur la même ligne que son attaché militaire. En 1970, l'ambassadeur François de Laboulaye envoie à Maurice Schumann une étude bien documentée sur le régime militaire. Il s'interroge sur la nature du tournant politique dans l'armée brésilienne après le cinquième acte institutionnel qui institue la fermeture du Congrès national et l'accession à la magistrature suprême de militaires et d'hommes politiques effectivement très nationalistes.

Les dénonciations de la torture pratiquée comme arme de guerre par l'armée sur les prisonniers politiques font le tour de la presse française, à l'image du numéro de mai 1970 du *Monde diplomatique* qui titre en première page « Un fascisme teinté de tropicalisme s'est installé depuis peu au Brésil ». À la parution de cet article, François de Laboulaye s'interroge : « ni socialiste, ni réellement nationaliste, le régime brésilien peut-il pour autant être lavé de tout soupçon de fascisme ? »

> Le régime brésilien n'a pas su réaliser à son profit la mobilisation des masses.
> C'est cette impuissance à nouer et à maintenir le contact avec les masses, qui me paraît fournir la clé de l'évolution du régime brésilien actuel. En effet, incapables d'user de la persuasion et du dialogue, faute d'admettre des intermédiaires entre eux et le peuple, les dirigeants de ce pays se trouvent par là même acculés à l'impuissance ou aux solutions de force[25].

L'ambassadeur pense que seul un gouvernement fort, donc centralisé, est capable de diriger le Brésil, grand comme dix-sept fois la France. En dépit des caractéristiques partagées avec les fascismes,

---

24. D. de Favtski, *Audience accordée par le Secrétaire Général au chargé d'Affaires au Brésil*, 21 juillet 1970, MAE, carton 110.
25. François de Laboulaye, *Le régime brésilien : fascisme tropical ou autoritarisme policier ?*, 1er juin 1970, MAE, carton 136.

comme la défiance à l'égard de la classe politique et l'obsession anticommuniste, le régime brésilien n'est pas fasciste aux yeux de François de Laboulaye car, pour être fasciste, il lui faudrait un parti de masses. Son interprétation est que le régime en place n'a pas de lien avec le peuple, qu'il soumet sans le gagner à sa cause. Les réflexions de l'ambassadeur interrogent l'attitude de la France à l'égard de ce régime. Dans quelle mesure les investisseurs français risquent-ils de fuir le Brésil si jamais le gouvernement devient une dictature nationaliste ?

L'autoritarisme policier gagne du terrain au Brésil après l'élection de Garrastazu Médici (1969-1974), qui marque l'entrée au pouvoir de l'extrême droite nationaliste. Médici nomme deux généraux francophiles partisans de la ligne dure, Alfredo Souto Malan et Aurélio de Lira Tavares, respectivement aux postes de chef de l'état-major de l'armée de terre et d'ambassadeur du Brésil en France. Dès sa prise de fonction, Alfredo Souto Malan se rend en France, accompagné de Pierre Lallart et d'Yves Boulnois. La visite donne lieu à de multiples échanges, fixe les objectifs pour les relations militaires dans les années à venir et permet à Malan de faire la connaissance de Jean-Louis Guillot (1971-1973), alors membre de l'état-major de l'IHEDN, chargé de préparer la réception par les forces aériennes brésiliennes des nouveaux Mirage III, que le Brésil vient d'acheter.

Rien ne permet de comparer la situation au Brésil avec celle de la mission française en Argentine, où le colonel Bentresque reçoit des lettres de menace, pendant les opérations antiguérilla menées par le gouvernement d'Arturo Frondizi. Cependant, le SDECE intercepte deux lettres de menace et ses contacts avec le SNI permettent à l'attaché militaire de déceler les fausses rumeurs. Côte à côte avec le SDECE, « le CODI de la 1ère Région militaire vient d'être chargé de la protection des missions diplomatiques se trouvant à Rio de Janeiro[26] ». Sans conteste, le CODI est le lieu où Yves Boulnois rencontre les principaux commandants de la 1re région militaire, réunissant les représentants du SNI, des services d'information de l'armée de terre, de la marine et de l'aéronautique. Comme conséquence logique de ces échanges, les contacts de l'ambassade de France avec les membres de la communauté d'informations brésilienne se resserrent.

26. Yves Boulnois, *Rapport mensuel*, août 1970, SHD, 10T1108.

Nous ne disposons pas de liste des officiers du SDECE détachés au Brésil. Néanmoins, l'attaché militaire accueille deux officiers de réserve et voit le nombre d'attachés adjoints augmenter progressivement. L'allègement du travail de rédaction des dépêches, ainsi que la présence à l'ambassade, assurée par ses adjoints, donnent plus de mobilité à Yves Boulnois.

Avant l'officialisation, en septembre 1970, de l'opération *Bandeirantes*, Yves Boulnois suit de près l'évolution des opérations antisubversives, particulièrement celles menées à l'encontre de Carlos Lamarca. Son style ainsi que ses analyses montrent à quel point il s'intéresse aux méthodes utilisées par les Brésiliens. Plus qu'un observateur, il critique l'adaptation de la technologie française ; c'est pourquoi il s'intéresse aux failles dans les opérations, aux difficultés et, surtout, aux besoins matériels. Les détails de l'opération antiguérilla *Registro* confirment ce que nous avançons. Commencée à la fin du mois d'avril 1970, l'opération est conduite contre le camp d'entraînement de la VPR, à São Paulo. Elle prend rapidement de grandes dimensions, se poursuit pendant un mois et occupe toute l'attention de l'attaché militaire. Il s'agit d'une des applications du dispositif du DOI, l'organisme d'intervention placé depuis sa création sous l'autorité du général Canavarro Pereira. Yves Boulnois le décrit ainsi, en mai 1970 :

> L'opération, placée sous la responsabilité du Général Canavarro Perreira, Chef de la IIe Armée (PC à São Paulo) avait donc pour but de nettoyer la région comprise entre la vallée de la rivière Ribeiro et la mer, où la subversion avait fait une zone de refuge et y possédait notamment un camp d'entraînement bien aménagé. [...] Des unités de l'Armée de Terre exécutèrent de nombreux bouclages et ratissages dans le quadrilatère formé par les villes de Cananéia, Eldorado Paulista, Registro et Iguapé (soit environ 2500km^2) tandis que l'aviation bombardait à l'explosif et au napalm les zones les moins accessibles et appuyait les troupes au sol au moyen d'hélicoptères armés. L'opération est virtuellement terminée bien que la zone soit maintenue sous surveillance terrestre et aérienne avec la participation d'éléments de la 5e Région militaire (PC Curitiba). Les principales difficultés rencontrées par les forces de l'ordre furent de trois ordres : le terrain fort bien choisi par les rebelles, l'action adverse

> convenablement dirigée et exécutée, l'absence de documents d'identité pour beaucoup d'habitants parmi lesquels pouvaient se réfugier des guérilleros. Une quinzaine au moins d'éléments importants de la VPR (*Vanguarda Popular Revolucionária*) et peut-être même l'ex-Capitaine Lamarca, déserteur en Janvier 1969, qui vraisemblablement avait pris le commandement de cette action locale, se serait finalement échappé[27].

Le scénario décrit est fidèle à la guerre révolutionnaire et rappelle indéniablement les guerres d'Indochine, d'Algérie et du Vietnam. Bouclages, ratissages, bombardement à l'explosif et au napalm des zones les moins accessibles, appui des troupes au sol au moyen d'hélicoptères armés : tous les éléments des opérations d'antiguérilla pratiquées par l'armée française mais aussi par l'armée états-unienne sont présents. La tactique des actions de contre-guérilla montre, pour l'attaché militaire, l'efficacité des opérations combinées entre l'aviation et l'infanterie.

Yves Boulnois analyse de nombreuses opérations de contre-guérilla différentes. La documentation ne permet pas d'affirmer s'il oriente ces actions en planifiant la stratégie de défense intérieure avec le chef de l'état-major, Antônio Carlos da Silva Murici. On sait néanmoins qu'il est le principal interlocuteur de l'attaché militaire, avec lequel il échange des informations. Néanmoins, ni le Service historique de la Défense ni les Archives du ministère des Affaires étrangères ne recueillent des documents éclairant l'action d'Yves Boulnois au Brésil. C'est pourquoi nous ne pouvons qu'émettre l'hypothèse d'une collaboration étroite avec le général Murici.

Bien informé sur la situation, Yves Boulnois accompagne le mouvement, sans doute à côté des militaires de même rang, les colonels responsables des opérations tactiques. Ainsi, plus que tout autre militaire français auparavant, il observe en témoin privilégié les épisodes les plus rudes de la lutte antisubversive. Il n'en est pas moins vrai qu'il a pu conseiller les officiers supérieurs sous le commandement du général Canavarro, en particulier le major Brilhante Ustra. Ainsi, il

27. Yves Boulnois, *Rapport mensuel*, juin 1970, SHD, 10T1112.

accompagne l'adaptation des forces armées brésiliennes aux opérations de contre-guérilla. Comme il le souligne en juin 1971 :

> La préparation de toutes les unités de l'Armée de Terre à la lutte contre la subversion, en exécution d'un arrêté ministériel du début de cette année, est maintenant bien avancée et commence à donner des résultats positifs. Adaptant son articulation et son équipement aux nécessités du moment et subissant depuis plusieurs mois un entraînement adéquat, chaque unité est ainsi en mesure, quelle que soit sa mission spécifique, de participer à une opération de guérilla[28].

Deux ans après la création des DOI, Jean-Louis Guillot écrit que « la lutte contre le terrorisme urbain a été très dure et très efficace (liquidation des chefs et principalement de Marighella et Lamarca)[29] ». Comme l'observe Paul Aussaresses, créateur, en France, du 11e choc, le groupe d'intervention du Service de documentation étrangère et de contre-espionnage : « le chef du SNI (formule brésilienne comparable au SDECE, à la CIA et, un peu, à la GESTAPO) le général de division d'active Figueiredo […] s'est fait remarquer dans les opérations de maintien de l'ordre après 1968 – très dures – dans l'état de São Paul [*sic*][30] ». La formule de l'attaché militaire français n'a rien de brillant car tous les organismes cités en exemple possèdent une branche action redoutable, alors que le SNI n'est qu'un organisme de recherche et d'exploitation de renseignements. En ce sens, il ne dispose pas de moyens d'intervention directe même si, dans certains cas, ses agents ont pu intervenir immédiatement après l'analyse des informations. Si le SNI peut, de fait, prévenir la « subversion », il n'a cependant aucun moyen de combattre la lutte armée. C'est ainsi que les nouveaux maîtres du Planalto, siège de la présidence brésilienne, entendent faire évoluer l'appareil répressif, autrement dit en lui donnant de nouvelles structures d'intervention directe.

Des changements dans la nature des relations franco-brésiliennes se produisent pendant la présidence Médici, en raison de la recrudescence des opérations de contre-guérilla, avec l'essor des groupes

---

28. Yves Boulnois, *Rapport mensuel*, mai 1970, SHD, 10T1108.
29. Jean-Louis Guillot, *Rapport mensuel*, janvier 1972, SHD, 10T1112.
30. *Idem*.

de choc. La situation commence à se modifier entre juillet et novembre 1970 avec la nomination du président Médici. Des officiers brésiliens amis de la France sont nommés aux postes clés, amorçant un tournant important : les relations avec la France s'étendent désormais à de nombreux domaines. Entre 1970 et 1973, le nombre de visites officielles augmente considérablement : Martial Valin, André Beaufre, Alain de Boissieu, Alfredo Souto Malan, Augusto Fragoso[31]. De plus, les visites donnent lieu à des rencontres entre les stagiaires des écoles supérieures de guerre de Rio et de Paris et à une visite de l'IHEDN. Entre 1971 et 1973, quinze officiers brésiliens partent pour un stage en France, dans un établissement d'enseignement militaire supérieur. Quatre décorations à la Légion d'honneur sont décernées dans l'armée de terre, quatre dans la marine et treize dans l'armée de l'air. Jamais l'attaché militaire ne développe autant l'action de la France auprès de l'armée brésilienne. Les relations sont alors très étroites.

Le contexte politique y occupe une place importante car l'attitude plus agressive du Brésil peut être bénéfique pour les intérêts des industriels français de l'armement. Le rôle de l'attaché militaire est d'enregistrer l'émergence des mouvements socialistes, de calculer leurs ressources humaines, leurs capacités militaires et de comptabiliser ce que coûte la réaction militaire. L'équation politique, coûts humains multipliés par les matériels employés, permet de mesurer la menace. Les attachés militaires essayent donc de déterminer l'aptitude des forces armées à mener des opérations de maintien de l'ordre et de contre-guérilla. Ils examinent la compétence de l'ensemble de l'institution, en évaluant les capacités du sommet de la pyramide hiérarchique jusqu'aux officiers. Ils évaluent aussi la qualité de l'équipement, de l'organisation logistique et de l'entraînement des unités afin de saisir toute opportunité d'équiper les forces armées brésiliennes en

31. Martial Valin (1898-1980) est compagnon de la Libération et membre permanent du Conseil supérieur de l'air de 1946 à 1968, il reçoit plusieurs distinctions honorifiques brésiliennes. André Beaufre (1902-1975) est général d'armée, stratège français reconnu à l'international, il est un des principaux fondateurs de la théorie française sur la guerre contre-révolutionnaire. Alain de Boissieu (1914-2006) est général d'armée et chef de l'état-major de l'armée de terre. Augusto Fragoso (1908-1917) est un général brésilien, théoricien de la guerre révolutionnaire et membre de la Cour suprême de justice militaire.

armement français. Telle est une de ses missions : « évaluer la menace du moment et l'aptitude des Forces Armées à y faire face[32] ».

Le 6 décembre 1971, la directive générale détermine de façon plus succincte et directe l'objectif de la recherche de renseignement. La coopération technique est déjà en place et bat son plein. L'attaché militaire doit suivre de près :

> Les problèmes généraux de défense et en particulier les solutions adoptées par le Brésil en ce domaine ; l'évolution de sa position au sein du groupe latino-américain et à l'égard du concept inter-américain de défense ; l'évolution des potentiels militaires ; les rapports avec les Forces Armées étrangères et en particulier avec celles des EUA [États-Unis d'Amérique] ; les activités des mouvements subversifs et l'aptitude des Forces Armées brésiliennes à y faire face ; l'attitude des Forces Armées à l'égard du régime[33].

En plus des aspects spécifiques de la recherche de renseignement militaire – « l'évolution des potentiels militaires » ou les capacités brésiliennes à acheter et à assimiler le matériel français –, nous observons une évolution des objectifs même des recherches d'informations. L'idée d'observer « les activités des mouvements subversifs et l'aptitude des forces armées brésiliennes à y faire face », suggérée ci-dessus par le colonel Wartel, oriente entièrement la nouvelle directive. Il s'agit d'une évolution importante. Toutefois, on y introduit les politiques de la défense brésilienne et le « concept de défense inter-américaine ». En plus de ses solides réseaux au sein des groupuscules militaires proches de la ligne dure, le colonel Wartel bénéficie d'un accès libre aux dépendances de l'armée brésilienne. Selon ses observations, l'armée brésilienne joue un rôle très actif en Amérique latine : commandement des forces interaméricaines de paix en République dominicaine (1965), relations étroites avec les services spéciaux argentins et uruguayens (1970), mission militaire permanente au Paraguay (depuis 1952), etc. Les exemples sont multiples et, selon l'attaché militaire, ils traduisent l'attitude énergique liée au nouveau concept de

32. Jean Wartel, *Rapport de fin de mission…*, *op. cit.*
33. *Directive générale pour l'AFA près l'Ambassade de France à Rio de Janeiro*, 6 décembre 1971, SHD, 10T1109.

défense, celui de la guerre révolutionnaire. Celui-ci se fonde sur l'intervention directe dans les gouvernements à forte instabilité politique et sur la coopération entre services spéciaux. Vraisemblablement, le gouvernement brésilien soutient les pays amis dans la préparation de leurs forces armées. Les expressions utilisées sont significatives dans le langage militaire. En outre, elles expriment une grande proximité entre l'armée brésilienne et son partenaire états-unien. À l'attaché militaire de connaître les détails de cette coopération « intime » et d'en tirer le meilleur parti.

La période 1971-1973 est très singulière à cet égard, comme le montre Jean-Louis Guillot :

> La place tenue par l'Attaché des Forces Armées, comme conseiller militaire de l'Ambassadeur, déborde largement, dans le cas du Brésil, ce qu'elle pourrait se limiter à être dans un pays où la classe militaire n'est pas la classe dirigeante. À cet égard la connaissance des Forces Armées brésiliennes se soude étroitement à la connaissance du régime, de la vie politique, de l'opinion publique. Cette imbrication étroite des Forces Armées à la vie de la nation brésilienne pousse donc naturellement l'Attaché des Forces Armées à ne rien méconnaître de tous les facteurs, positifs ou négatifs, agissants ou contrariants, de cette vie sous tous ses aspects économiques, sociaux et sociologiques, culturels et scientifiques. Nous avons donc considéré notre mission dans son ubiquité et sa diversité comme étant globale, indivisible en ses finalités et, à ce titre, notre place fut indiscutablement celle de l'un des collaborateurs immédiats de l'Ambassadeur de France et d'un Conseiller de défense au plein sens du mot[34].

La mise à nu de la place prépondérante de l'outil militaire dans les relations bilatérales témoigne d'une union d'intérêts entre l'ambassadeur et l'attaché militaire. Comme ses prédécesseurs, le colonel Guillot fait montre d'une grande liberté d'expression. Dans la ligne de son prédécesseur, il noue des contacts solides au sein de l'armée

34. Jean-Louis Guillot, *Rapport de fin de mission*, octobre 1971-novembre 1973, SHD, 14S535.

brésilienne, circule librement dans les dépendances de l'armée brésilienne et bénéficie d'un réel climat de confiance. Néanmoins, il justifie ses méthodes, son implication dans les forces armées et ses relations au sein du gouvernement par le besoin d'assurer les relations bilatérales, à tous les niveaux. À l'instar des militaires brésiliens, omniprésents dans l'administration des affaires de l'État, l'attaché militaire se doit d'être polyvalent. La faculté de donner l'impression d'être partout à la fois et la rapidité étonnante pour maîtriser l'espace considéré résultent d'une équation entre les besoins de la France en informations et la conjoncture de prédominance militaire dans la vie politique brésilienne.

S'il est évident que l'escalade de la répression réclame des méthodes nouvelles pour la réalisation des missions d'information, d'après l'extrait ci-dessus l'attaché militaire puise ses sources dans les réseaux brésiliens. Dans un cas comme dans l'autre, la situation semble atteindre un degré de connivence jusqu'alors inégalé. Ce rapprochement découle des activités incessantes de l'Attaché des forces armées (AFA) pour connaître « les facteurs positifs ou négatifs, agissants ou contrariants[35] ». Le Brésil cherche dans l'exemple français les moyens pour utiliser les services spéciaux et interroge l'attaché militaire en ce sens. Le choix d'hommes familiarisés avec le contexte de la guerre révolutionnaire permet aux responsables militaires de consulter des conseillers de défense de très haute qualité.

Dans le cas brésilien, l'AFA se considère comme un organe de renseignement militaire et un conseil de défense. Cet état des choses se vérifie surtout après le coup d'État de mars 1964 puisque la plupart des secteurs de la vie nationale basculent directement ou indirectement sous l'autorité de personnalités militaires. Dans ce climat d'hégémonie militaire, l'officier attaché à l'ambassade de France, à Rio de Janeiro, doit inspirer le respect à ses interlocuteurs par son expérience de la lutte contre-révolutionnaire. Il devient dès lors un interlocuteur susceptible d'intervenir dans les aspects de la vie diplomatique : militaire, politique, commercial, culturel et technique. En plus de l'ascendant de l'AFA sur les autres représentants diplomatiques, les directives générales citées en exemple indiquent que le renseignement est *de facto* à la base de tout le travail de la mission militaire. En effet,

35. *Idem.*

la valeur intrinsèque des informations sur l'armée brésilienne justifie tous les efforts.

Le rôle de l'attaché militaire est plus que jamais sur le devant de la scène, d'où sa plus grande importance vis-à-vis des autres composantes de la diplomatie. La totale réorganisation des réseaux français à la suite du coup d'État de mars 1964 puis au lendemain du déménagement de l'ambassade à Brasília (1972) est un changement aussi brutal que l'ascension au pouvoir des francophiles. Selon J.-L. Guillot, sa mission a été difficile à cause de multiples facteurs, en particulier :

> L'un des principaux éléments concrets de notre Mission a été le transfert du Poste de Rio de Janeiro à Brasília. La capitale fédérale de Brasília, dans sa conception même de centre politique et administratif du Brésil au niveau fédéral, dans son isolément du reste du pays, dans ses structures sociales encore élémentaires liées à trois éléments de population : les hauts fonctionnaires, les diplomates, les ouvriers de la construction, impose un style de vie bien particulier. […] Ce faisant les rapports humains diffèrent et pour tout dire ils sont pauvres et limités. Il s'ensuit que l'implantation du Poste à Brasília a bien entendu modifié sensiblement la conception même du rôle de l'Attaché des Forces Armées en réduisant d'une façon radicale son champ d'observation et sa sphère de contacts. Les possibilités d'investigation personnelle se sont réduites et raréfiées. Le métier de l'attaché militaire au Brésil ne sera désormais plus le même de ce qu'il avait pu être jusque-là à Rio de Janeiro. En conséquence de nouvelles méthodes d'action s'imposent[36].

Le travail de l'attaché militaire à l'ambassade de France n'est plus le même, telle est la conclusion du colonel Guillot : il ne peut plus compter sur « les possibilités d'investigation personnelle » ; de plus, sa sphère de contacts se réduit aux seuls décideurs et aux conseillers du président de la République. Malgré les rapports établis jusqu'alors dans toutes les sections des forces armées, tout semble recommencer : c'est donc un complet renouveau des réseaux. Ce changement augmente la difficulté d'obtenir des informations. Par conséquent, pour

36. *Idem.*

rendre le chef des services spéciaux brésiliens sensible aux requêtes de l'attaché militaire, il faut à l'ambassade de France un spécialiste des services spéciaux familier des officiers brésiliens. Seule une personne connaissant les agents du SNI peut être rapidement en relation privilégiée avec les homologues brésiliens. L'importance des services spéciaux est d'autant plus grande que le CSN dispose d'un droit de regard sur toutes les affaires courantes du pays ; son secrétaire général devient alors un interlocuteur privilégié. Au sein de ce superministère, pour reprendre les mots de l'ambassadeur, dominé quasi entièrement par des ministres militaires, l'attaché militaire noue ses principaux contacts. Jusqu'à la création du SNI, en juin 1964, les chefs des services secrets ne sont pas des interlocuteurs centraux, aucune correspondance antérieure ne les évoque. Dans un pays où les militaires occupent les postes de décision, l'attaché militaire est en contact direct avec les services d'information. Les officiers français semblent légitimes pour dialoguer avec les Brésiliens.

En 1972, à l'occasion du transfert de l'ambassade de France à Brasília, le colonel Guillot fait le bilan des réseaux d'informateurs dans la communauté française, désignée par le terme de *colonie française*. Il déplore la situation à Brasília par contraste avec Rio et São Paulo qui bénéficient d'un réseau plus serré :

> À Brasília la Colonie française est réduite à quelques unités. C'est évidemment beaucoup plus difficile d'agir ainsi à partir de Brasília et c'est dommage pour l'intérêt de ces échanges dans l'exécution de notre mission. […] Mais la coupure la plus regrettable s'est faite avec les associations et en ce qui concerne le Poste Militaire, avec les deux groupes d'Anciens Combattants, celui de Rio et celui de São Paulo[37].

Plus le réseau est étendu plus l'attaché militaire est capable de faire face à de multiples problèmes. Si, pour des raisons politiques, les activités de l'attaché militaire sont paralysées, il lui faut une voie parallèle pour faire valoir ses arguments. Il exploite les renseignements fournis par les informateurs. Si ce dernier aspect peut sembler déplacé dans le cadre d'une mission diplomatique,

37. *Idem.*

néanmoins, dans la conjoncture brésilienne, et étant donné la reconnaissance dont jouissent les Français, l'attaché militaire a souvent la possibilité d'assister à l'exploitation des informations. Il est à noter que le colonel Buchalet envisage la possibilité de mener des interrogatoires « serrés » dans les différentes antennes des services spéciaux français au Brésil. Il est difficile de savoir si le fait d'envisager des interrogatoires implique leur pratique. Dans tous les cas, l'attaché militaire pouvait coordonner lui-même des opérations de recherche d'informations utiles au gouvernement français.

Deux moments bien distincts sont à identifier. Avant la création du SNI, en juin 1964, « faire du renseignement » se résumait au travail personnel de l'attaché qui coordonnait l'activité des officiers français réservistes au Brésil, centralisait les informations et les entretiens au niveau de l'ambassade et rassemblait les informations provenant des différents secrétariats et organismes dans lesquels travaillaient officiellement les agents français. Il coordonnait le travail de classement et de rédaction des bulletins d'informations expédiés au siège parisien et rencontrait personnellement les hautes personnalités militaires et les responsables politiques brésiliens. Le dialogue franc avec les officiers du SNI change brutalement la façon d'agir de l'attaché militaire, qui protège davantage ses sources et met en place une politique secrète.

En 1972, l'attaché militaire croit enfin accomplir la tâche, tant demandée par les Brésiliens : rétablir le courant d'échanges avec la France, rompu depuis la Seconde Guerre mondiale, de manière à en revenir à la période de la mission Gamelin. Sans doute, l'argument de la reprise des relations militaires interrompues n'est-il qu'un artifice du langage militaire pour approcher les officiers français. La volonté d'engager une nouvelle mission française est bien réelle. La nature de cette mission demeurerait inchangée : elle concernerait toujours l'instruction militaire supérieure, mais elle reposerait dorénavant sur la contre-guérilla. Autrement dit, en 1972, Jean-Louis Guillot conclut la principale affaire entre les armées française et brésilienne depuis les années 1920 ; il met au point la mission militaire française pour le Centre d'opérations dans la jungle et d'actions commando.

Les discussions autour des échanges entre les services français et brésiliens ont lieu à Paris, lors du voyage du général Malan, en juin 1971. Les discussions se poursuivent un an plus tard, lors de

la visite de Jean-Louis Guillot à Manaus où il rencontre le colonel Bossaire, chef du commandement français de la Guyane, en compagnie du colonel Araripe, afin de négocier un échange. Pour l'attaché militaire, tout en reconnaissant que l'intérêt des Brésiliens est double, l'objectif est d'arrêter une position ferme à propos des stages prévus. D'un côté, celui fixé lors de la visite d'avril-mai 1972, afin « d'entretenir et de développer avec l'Armée brésilienne la possibilité d'un courant d'échanges militaires culturels qui remonte à l'œuvre de la Mission militaire française. Il s'agit d'un intérêt politique évident. Le programme Amazonie y répond de façon partielle mais intégrante[38] ». D'un autre côté, celui d'un « échange limité entre cette projection de la France sur le continent sud-américain qu'est la Guyane et le Commandement Militaire de l'Amazonie. Cet intérêt est complémentaire de l'intérêt général et ne saurait lui être opposé[39] ».

L'échange se consolide lors de la visite du chef de l'état-major des Armées françaises, le général de Boissieu. Le colonel Guillot note dans son rapport :

> À São Paulo la découverte de la puissance industrielle enfouie dans l'enchevêtrement de l'immense agglomération pauliste, ce fut essentiellement avec la bouillante mais discutable personnalité du Général Humberto Souza de Mello, commandant de 2e armée, le thème du maintien de l'ordre et le problème de la confrontation des antagonismes irréductibles, la répression et la subversion. Les Forces Armées, y compris sa célèbre police militaire de São Paulo, qui détiennent les pouvoirs de police, ont certainement le contrôle quasi absolu de la situation, mais d'une certaine façon elles sont aussi comme assiégées au sein d'un tissu urbain particulièrement perméable aux actions terroristes. *C'est une véritable bataille d'Alger.* Le Général Humberto de Souza Mello n'a d'ailleurs pas manqué de parler du Général Massu. Les abus de la répression qu'il a un certain temps couverts au point de friser il n'y a pas si longtemps sa propre révocation, font l'objet, dit-il de toute son attention et de son énergie à les réprimer, mais la menace est si dangereusement latente

38. Jean-Louis Guillot, *Échanges militaires avec le Brésil. Stages en Amazonie*, 23 novembre 1972, MAE, carton 184.
39. *Idem.*

qu'on ne saurait hésiter sur le choix des moyens, tout en contrôlant les limites[40].

Jean-Louis Guillot rencontre une ambiance bien différente en raison de l'évolution sensible de la lutte politique interne. L'analogie explicite avec la *bataille d'Alger* est révélatrice d'un état d'esprit général, d'une répression à outrance et d'un contrôle strict des populations. Cela montre la réussite de l'adaptation des technologies françaises aux forces armées brésiliennes. L'innovation semble être la collaboration des attachés militaires avec les écoles de formation à la contre-guérilla. Le colonel Aussaresses, instructeur à l'école des forces spéciales de Fort Bragg, explique ouvertement son rôle d'officier de liaison à Manaus et celui d'instructeur au Centre d'opérations en forêt et d'actions commando. Pourtant, il est vraisemblable que le lieutenant-colonel Yves Boulnois, auteur de nombreux manuels de lutte antisubversive, ainsi que le colonel Jean-Louis Guillot, enseignant à l'IHEDN et membre de son état-major, instruisent aussi les forces spéciales brésiliennes. Leur rôle dépasse celui de l'instruction des troupes, comme dans le cas de J.-L. Guillot qui collabore très étroitement avec le chef de l'état-major de l'armée de terre, Alfredo Souto Malan, dans la planification de la défense nationale, entre 1971 et 1973.

Il est indéniable que la France accompagne les expérimentations de la contre-guérilla à partir de 1969, notamment dans l'État de São Paulo. Sans doute, les officiers français ne participent pas aux opérations, mais ils sont présents en tant que conseillers auprès de l'état-major brésilien. La coopération s'accentue à partir de 1970, lorsque le général Alfredo Souto Malan devient le chef de l'état-major de l'armée de terre brésilienne. J.-L. Guillot intègre alors directement l'état-major brésilien « comme un conseiller de défense au plein sens de ce mot[41] ».

L'attaché militaire Jean-Louis Guillot (1971-1973) considère sa mission dans son ubiquité et présente sa diversité comme étant globale et indivisible en ses finalités. Sa place est indiscutablement celle d'un

40. Jean-Louis Guillot, *Rapport sur la visite du général de Boissieu chef de l'État-Major des Armées au Brésil*, 17 mai 1972, MAE, carton 184 (nous soulignons).
41. Jean-Louis Guillot, *Rapport de fin de mission…*, *op. cit.*

collaborateur immédiat de l'ambassadeur de France et d'un conseiller de défense au plein sens du mot[42]. Dans la ligne de ses prédécesseurs, il s'intéresse à tous les aspects de la vie brésilienne, mais « la pesanteur du secret a transformé l'ambiance de travail jusque-là habituelle », et il ne réussit à franchir la barrière du secret « qu'à la faveur d'amitiés personnelles ou d'un climat de confiance souvent particulier et exceptionnel[43] ». Ce climat de confiance suggère une collaboration étroite avec les officiers brésiliens, ce qui renforce l'hypothèse d'un appui français au régime dictatorial brésilien. J.-L. Guillot est susceptible d'intervenir dans les aspects les plus variés, face à la recrudescence des confrontations entre les forces armées et les groupes armés d'extrême gauche : son rôle est plus important que jamais.

Dans un contexte de profonds changements dans le fonctionnement de l'ambassade de France, le lieutenant-colonel Paul Aussaresses, détaché à Fort Bragg (États-Unis), arrive au Brésil. La réputation de cet officier le précède dans les services spéciaux alliés, comme il l'affirme à son départ en 1975 :

> L'AFA [Attaché des Forces Armées] actuel a été aidé dans cette action par ses connaissances des militaires brésiliens et de leur armée. Cette connaissance remonte à 13 années – officier de liaison instructeur de 1960 à 1963 aux écoles d'infanterie (fort Benning) et des forces spéciales (fort Bragg) il a eu, à l'époque, des élèves brésiliens, qu'il retrouve actuellement. Sa qualité d'instructeur à l'École des Forces spéciales, ainsi que son appartenance passée, durant des années, aux Services spéciaux français, comme du Service National d'informations (services spéciaux) brésiliens, lui a valu de voir cet organisme s'intéresser à lui : il en est résulté sur un plan uniquement personnel des contacts amicaux… et sur le plan du service, utiles[44].

Ancien commandant des bataillons de choc du SDECE, Aussaresses avait déjà rencontré les officiers brésiliens des services de

42. Jean-Louis Guillot, *Rapport de fin de mission…*, *op. cit.*
43. *Idem.*
44. Paul Aussaresses, *Rapport de fin de mission de l'AFA*, novembre 1973-novembre 1975, SHD, 14S535.

renseignements à Fort Bragg, le quartier général des forces spéciales de l'armée états-unienne. Son affectation au Brésil répond au double besoin d'intensifier les contacts avec le Service national d'informations et d'envoyer un instructeur au Centre d'opérations dans la jungle et d'actions commando (COSAC), créé après le coup d'État civil et militaire d'avril 1964.

Paul Aussaresses a une expérience personnelle de lutte contre-guérilla à transmettre aux nombreux officiers latino-américains formés dans ce centre. Les militaires brésiliens peuvent ainsi se montrer autonomes à l'égard des États-Unis et consolider leur image de fer de lance de la guerre froide en Amérique latine. Au-delà des frontières « les responsables brésiliens de la sécurité entretiennent des contacts très étroits avec les Gouvernements autoritaires de l'Uruguay et du Paraguay. Imaginaire ou non le danger qui apparaît au sud du Brésil renforcera l'influence des forces armées », affirme l'attaché militaire Paul Aussaresses[45].

Les transferts de technologie exigent des autorités françaises et brésiliennes la mise en place d'un protocole de sécurité afin de protéger les informations secrètes échangées. Les négociations autour de cet accord se poursuivent tout au long des années 1970. Elles révèlent des intérêts bien plus politiques qu'industriels, comme nous le verrons ensuite.

45. Paul Aussaresses, *Exposé de l'attaché militaire sur le rôle politique de l'armée brésilienne*, 23 juin 1975, MAE, carton 184.

Le pari français sur l'industrie brésilienne de défense

Le ministre des Affaires étrangères Vasco Leitão da Cunha encourage l'alignement sur Washington mais n'obtient pas le volume nécessaire de capitaux pour redresser les finances brésiliennes. Le 15 septembre 1965, lors de sa réception à Washington, Juracy Magalhães, nouveau ministre brésilien des Affaires étrangères, explique la position de son gouvernement : il souhaite que les pays latino-américains membres de l'Organisation des États américains (OEA) évitent les initiatives susceptibles de conduire à la formation de groupes ; il réitère son engagement pour l'auto-détermination des peuples et le droit pour chaque pays de se donner le régime qui lui convient, à l'exception du régime communiste ; il reconnaît l'impossibilité d'imposer à quelque pays que ce soit des obligations économiques ne correspondant pas aux conceptions actuelles de souveraineté nationale ; il rappelle enfin la nécessité de créer une force interaméricaine permanente pour le maintien de la paix[46]. Le renouvellement de l'alignement brésilien sur la politique états-unienne n'apporte cependant pas les résultats attendus par les militaires, qui voient

46. Amado Luiz Cervo, Clodoaldo Bueno, *História da política exterior…*, *op. cit.*, p. 367.

là une faiblesse du gouvernement Castelo Branco à affirmer les intérêts nationaux.

Témoins des difficultés brésiliennes, les diplomates français constatent l'aggravation de la situation économique jour après jour. Pierre Sébilleau, ambassadeur de France au Brésil, n'y voit pas de menace contre le gouvernement Castelo Branco, qui « peut être assuré que les États-Unis n'abandonneront pas le seul grand pays d'Amérique du Sud qui leur soit totalement fidèle[47] ».

Le changement d'attitude de la France à l'égard du Brésil s'explique aussi par l'évolution de la politique états-unienne. En 1969, le Sénat des États-Unis vote un embargo sur la vente d'armes à de nombreux pays vivant sous un régime militaire dictatorial. Washington considère que le rapport coût-bénéfice de l'alliance avec la dictature brésilienne est bien trop faible, comparé aux répercussions négatives qu'elle peut avoir sur la diplomatie états-unienne. Washington juge aussi que les militaires brésiliens ne sont pas suffisamment capables de peser sur les orientations politiques de leurs voisins et que Brasília n'est pas en mesure d'offrir une opposition aux intérêts des États-Unis dans la région, en cas de sanctions contre le régime dictatorial[48].

Depuis quinze ans, la coopération entre le Brésil et les États-Unis s'exerce par l'intermédiaire de la commission mixte, dont le siège est à Rio de Janeiro et qui comprend environ quarante officiers états-uniens. Elle bénéficie de crédits importants, attribués au titre du programme d'aide militaire et de l'USAID, mais aussi de crédits exceptionnels réservés à des achats de matériels spécifiques. En 1966, le Brésil disposait d'environ 332 millions de dollars (année de référence 1990) au titre de l'aide états-unienne à l'Amérique du Sud. En 1967, il ne bénéficie plus que de 31,5 millions (année de référence 1990). Pour 1968, comme tous les autres pays d'Amérique latine, il a reçu moins que toutes les années précédentes, soit 23,6 millions de dollars (année de référence 1990). Cette aide ne traduit que partiellement l'assistance états-unienne au Brésil et nous devons également y ajouter les dons de matériels et les services fournis. Tout au long des

47. Pierre Sébillau, *Télégramme de l'ambassade de France au Brésil*, 5 juin 1965, MAE, carton 130.
48. Matias Spektor, *Kissinger e o Brasil*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar, 2009, p. 63.

années 1970, la coopération entre les deux pays est en baisse et cette tendance s'accentue.

Trois facteurs expliquent la réduction sans précédent de l'aide états-unienne. Washington adopte une doctrine en politique étrangère différente à bien des égards de sa position antérieure. Le gouvernement états-unien délègue à certains États reconnus comme puissances régionales des fonctions majeures pour le maintien des directives politiques. Le désengagement progressif des deux supers-puissances dans la guerre froide s'accompagne de la montée en puissance de nouveaux États. Le retournement de situation n'est réellement possible qu'en raison de l'engagement militaire de Washington au Vietnam et de ses conséquences. La guerre du Vietnam est rapidement devenue une guerre coûteuse en matériel et en hommes, associée à des rivalités politiques et bureaucratiques internes. Au fur et à mesure que le corps expéditionnaire grossissait, surgissait une société guerrière autosuffisante, dont le centre était à Saigon, qui justifiait elle-même la poursuite de la guerre qui devait encore durer des années. Dès 1969, la doctrine Nixon désengage les États-Unis de toute opération d'intervention terrestre, en tout cas dans le tiers monde[49]. Même si l'objectif n'est pas de diminuer la présence des États-Unis, dans les faits, leurs investissements diminuent.

La doctrine Nixon prévoit d'agir par l'intermédiaire d'autres pays, ce qui n'équivaut pas à se retirer d'une politique de présence mondiale mais consiste à déléguer le pouvoir à des alliés au niveau régional. Les États-Unis transfèrent progressivement une partie de leur responsabilité aux puissances moyennes locales, à mesure que celles-ci développent les ressources et la volonté de jouer un rôle responsable dans l'ordre régional. Grâce à son fort taux de croissance et à son engagement dans la défense des valeurs chrétiennes, démocratiques et occidentales, le Brésil peut recevoir le pouvoir que Washington était disposé à lui donner[50]. Cette thèse conforte le rôle du Brésil comme *gendarme* sud-américain.

Il va de soi que les États-Unis sont les principaux fournisseurs du Brésil en matière d'armement, mais les militaires brésiliens

49. Alain Joxe, *Le cycle de la dissuasion…*, *op. cit.*, p. 161.
50. Matias Spektor, *Kissinger e o Brasil*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar, 2009.

entendent aussi élargir la liste de leurs fournisseurs, pour rompre la dépendance. La réticence de la part du Sénat des États-Unis à approuver la livraison des matériels aériens au Brésil contribue au revirement dans l'attitude brésilienne. Depuis la visite à Washington du général Costa e Silva, le Sénat états-unien se montre de moins en moins disposé à renouveler l'aide apportée au Brésil. En mars 1968, l'ambassadeur des États-Unis fait part officiellement au président brésilien de la réduction des crédits d'aide militaire accordée pour l'année budgétaire 1968-1969[51]. La diminution de l'aide états-unienne au Brésil se prolonge au fur et à mesure que la guerre du Vietnam s'enlise. Les renversements politiques imprévisibles en 1968 se produisent en peu d'années.

Dans son message présidentiel de fin d'année, le président Costa e Silva (1967-1969) retient uniquement les succès d'ordre stratégique et économique. Les nouvelles orientations diplomatiques à l'égard de Washington le démarquent de Castelo Branco. La rupture avec les États-Unis contraste avec la volonté d'inscrire la coopération franco-brésilienne dans la continuité. En réalité, bien loin de la recherche de grandeur, les échanges franco-brésiliens ne s'inscrivent que dans une perspective ponctuelle, n'apportant pas de changements notables sur la balance commerciale brésilienne.

La recherche de l'indépendance en matière d'équipement militaire fait partie d'une politique déjà ancienne et la France pense pouvoir en tirer le meilleur parti. Pour la France, l'intérêt économique et commercial l'emporte sur les éventuels problèmes politiques éveillés par la nature autoritaire du régime dictatorial brésilien, ce qui révèle l'importance qu'elle attache au Brésil, en contraste avec les positions soutenues par Washington au même moment.

Les chances de vendre aux forces armées des matériels que celles-ci peuvent obtenir de l'industrie nationale vont aller en s'amenuisant. Cela ne concerne évidemment pas le projet Mirage, mais vaut pour celui des chars d'assaut comme l'AML Panhard. Tous les espoirs sont permis dans le domaine de la coopération industrielle, d'autant plus que la concurrence états-unienne n'est pas à craindre ; c'est pourquoi l'attaché militaire reste confiant, en dépit des difficultés financières

51. Carlos Fico, *O Grande irmão…*, *op. cit.*

que rencontre le Brésil et même si les sociétés françaises établies au Brésil ont souvent du mal à accepter le fait de céder leur licence de fabrication aux compagnies brésiliennes.

En octobre 1967, les grandes lignes de cette coopération sont lancées, à la suite du voyage du général Louis Bonté, pour la création d'une société de droit privée dans laquelle les Brésiliens apporteraient la majorité des capitaux, tandis que Sud-Aviation leur apporterait la technologie française. Il est donc question de la fabrication de Fouga-Magister et du montage d'hélicoptères Alouette. Le général Bonté demande alors qu'une mission conjointe OFEMA-Dassault-SNECMA se rende au Brésil, tandis que Sud-Aviation étudierait l'éventuelle fabrication ou le montage de matériels français[52]. Ces deux missions précéderaient la conclusion du marché avec le Brésil. De fait, le général Geisel accélère les négociations pour la modernisation des forces armées brésiliennes. Devant les pressions états-uniennes, dans le cadre de l'accord de coopération signé en 1952, il doit ajourner les projets. L'affaire est reprise en 1972 et, finalement, en 1973, l'avion Mirage entre en activité. Les difficultés à signer cette coopération motivent-elles le général Geisel à rompre, en 1977, l'accord de coopération avec les États-Unis ?

Dans l'éventail des fabrications terrestres françaises, les productions de la compagnie Panhard et de l'atelier d'Issy-les-Moulineaux retiennent l'attention de la commission d'études du Conseil de sécurité nationale. La présence de Jean Panhard, sa rencontre avec certains responsables militaires brésiliens et ses propositions jouent un rôle déterminant. Le 4 octobre, il rencontre le général Costa e Silva qui l'informe alors de son désir d'étudier les matériels français lors de son prochain voyage en France. En réalité, Costa e Silva discute de l'installation au Brésil d'une usine de fabrication de chars légers, mais réaffirme sa préférence pour le Saladin britannique, équipé de six roues et moins onéreux.

L'industrie militaire passe au premier plan des préoccupations du gouvernement Costa e Silva, coïncidant ainsi avec la période de forte réduction de l'aide militaire états-unienne. Le souci d'adapter les forces

52. Louis Bonté, *Sur les problèmes franco-brésiliennes dans le domaine de l'armement*, 21 septembre 1967, MAE, carton 124.

armées aux missions de contre-guérilla ne se manifeste pas uniquement dans l'armée de terre. La Force aérienne brésilienne (FAB) essaie aussi de se rendre opérationnelle. Malgré l'accord d'aide militaire, la priorité de livraison de matériels et l'apparence d'une certaine mauvaise volonté de la part des États-Unis de livrer des matériels aériens modernes conduisent le Brésil à s'intéresser à des matériels tels que le Mirage III. Une mission d'officiers brésiliens se déplace en ce sens en France en juillet 1967 pour étudier les différentes variantes[53]. La création et la mise en place d'une dizaine d'escadrilles de reconnaissance et attaque équipées d'avions T-6 s'inscrit dans ce projet.

La mission d'officiers brésiliens en France, mise en place par Pierre Jorelle, administrateur de la compagnie générale aéronautique Marcel Dassault, fournit un rapport très favorable au CSN sur les possibilités de l'avion français Mirage III, dans sa version M-5, la moins sophistiquée et la plus facile à implanter et à entretenir. Selon le général de l'air Bonté, chef de la Direction des affaires internationales du ministère des Armées, le choix du Mirage est confirmé à l'échelon du gouvernement brésilien, qui achèterait vingt appareils. Si le principe de l'achat est acquis, il reste néanmoins à la France à accepter les conditions de paiement mais surtout à transférer la technologie vers le Brésil, c'est-à-dire à fournir une aide industrielle française à la création et au développement de l'industrie aéronautique brésilienne. Les achats brésiliens à l'industrie aéronautique française ne se conçoivent que dans la perspective d'une série d'autres achats, de grande envergure. Ainsi, si les avions français sont choisis pour remplacer les anciens T-6, ce serait un marché d'environ deux cents appareils. La forme du marché est celle d'une coopération industrielle franco-brésilienne, pour la construction des appareils au Brésil[54].

Le Conseil de sécurité nationale étudie également la question de l'armement aéronaval, objet de négociations pour la signature de contrats d'achat de matériel aux industries françaises. Les négociations n'évoluent pas avec la rapidité attendue et le transfert de technologies fait l'objet de rigoureuses études d'une commission *ad hoc*[55].

53. *Idem.*
54. Daniel Jurgensen, *Vente d'armements au Brésil*, 20 avril 1970, MAE, carton 125.
55. Yves Boulnois, *Vente d'armements au Brésil*, 19 septembre 1969, MAE, carton 125.

Pierre Jorelle met au point la première d'une série de visites d'études en France pour évaluer les qualités techniques et opérationnelles du Mirage III E. Il signale que la FAB envisage de renouveler son escadrille avec des équipements français mais aussi de modifier son programme d'entraînement de pilotes de chasse et d'acrobatie. À terme, ces visites doivent permettre l'adaptation de l'armée brésilienne à la nouvelle technologie française[56]. Cette version de l'avion de chasse est la plus complexe, avec l'électronique embarquée : elle abrite un radar de tir Cyrano 2 et un radar NRAC-4, que le Brésil achète également. La FAB remplace les anciens Gloster Meteor, achetés dans les années 1950 au Royaume-Uni, par les avions Mirage sortis des usines Dassault, en 1956.

En ce qui concerne les avions de chasse, les propositions françaises sont les plus intéressantes, en raison de la haute performance de son matériel qui assure des attaques au sol tout-temps, notamment avec une approche à basse altitude[57]. Daniel Jurgensen reconnaît cependant que les négociations sont alors mises en suspens, dans l'attente de l'avis favorable du gouvernement brésilien sur la vente d'armements[58]. En avril 1970, la rencontre entre l'ambassadeur du Brésil, Olavo Bilac Pinto, et le président Georges Pompidou est une nouvelle occasion pour rappeler l'ensemble des restrictions aux produits brésiliens. Le principal aspect de la coopération bilatérale est le commerce des armes, le seul à évoluer sensiblement pendant le régime militaire. Malgré la hausse générale du commerce international du Brésil durant les années 1968-1971, la France ne connaît qu'une progression réduite. Conscients des faiblesses de leur commerce avec le Brésil, les Français insistent pour une résolution favorable dans la vente des avions Mirage.

Entre 1968 et 1979, la participation moyenne des pays européens au commerce international du Brésil augmente, dans son ensemble.

---

56. *Idem*.
57. Claude Carlier, « La genèse du système d'arme stratégique piloté Mirage IV (1956-1964) », dans Maurice Vaïsse (dir.), *Armement et V[e] République : fin des années 1950-fin des années 1960*, Paris, Éd. CNRS, 2002, p. 204-215 (doi:10.4000/books.editionscnrs.3294).
58. Daniel Jurgensen, *Audience accordée par le M. le président de la République à M. Olavo Bilac Pinto à l'occasion de son départ*, avril 1970, MAE, carton 112.

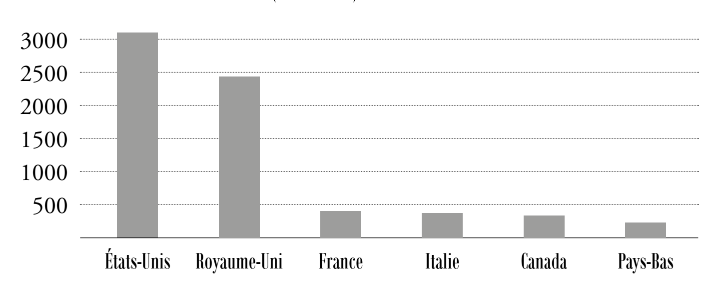
Tableau 3 : Principaux partenaires commerciaux du Brésil (millions de dollars)

Pays \ Année	1971		1972		1973	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
États-Unis	2428	3401	2793	4017	2882	7935
Allemagne	820	1520	1009	2089	1694	2514
Japon	507	832	576	1095	1385	1397
Royaume-Uni	405	691	540	658	875	852
France	541	466	596	552	945	800
Argentine	641	419	994	652	580	1110
Italie	648	395	808	602	1052	553
Pays-Bas	562	191	924	348	1951	497

Source : calculs de l'auteur élaborés à partir de données collectées dans différents documents aux Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), valeurs exprimées en dollars constants, année de référence 1990.

La France suit l'évolution globale du commerce international du Brésil et la balance des échanges lui est défavorable, avec un solde négatif de 75 millions de dollars, en 1971, 46 millions en 1972 et 145 millions en 1973. Elle reste également parmi les cinq premiers pays fournisseurs d'armements en ce qui concerne le commerce des armes. Le tableaux et le graphique ci-dessous illustrent l'évolution de la place de la France parmi les vendeurs d'armes au Brésil.

Graphique 1 : Importation cumulée d'armements par pays fournisseur (1955-1981) en millions de dollars



Source : *Stockholm International Peace Research Institute Arms Transfers Database.*

Les échanges avec la France se situent loin derrière ceux des États-Unis (16,3 %) et sont inférieurs à ceux de ses concurrents européens : ils représentent moins de la moitié des échanges entre le Brésil et l'Allemagne (6,9 %), sont moindres que ceux avec les Pays-Bas (2,9 %), l'Italie (2,8 %) ou le Royaume-Uni (2,5 %)[59]. Pourtant, en ce qui concerne le commerce des armes, la France figure en troisième position parmi les principaux fournisseurs d'armement, entre 1956 et 1964. Après le coup d'État du 31 mars 1964, Paris se maintient à la troisième position, loin derrière Washington, néanmoins, il rivalise avec le Royaume-Uni à la deuxième place. Dans le domaine de l'armement, les efforts français ont été couronnés d'un certain succès.

Tableau 5 : Le commerce d'armes franco-brésilien 1963-1978 (millions de dollars)

Arme \ Année	1963	1968	1973	1975	1978	Total
Hélico.	12	0	0	0	6	18
CM-170	0	7	0	0	0	7
M-3E	0	0	16	0	0	16
Matra	0	0	30	0	0	30
Radar	0	0	20	0	0	20
Exocet	0	0	0	20	0	20
Total	12	7	66	20	6	111

Source : *Stockholm International Peace Research Institute Arms Transfers Database*, en millions de dollars, année de référence 1990.

Dans le cas des relations franco-brésiliennes, il n'existe pas de corrélation entre l'augmentation du commerce des armes et l'ouverture de marchés civils. La contribution de ce type d'échanges à la balance commerciale est très grande. Pour la France, le Brésil est une destination secondaire, ne représentant que 0,8 % des exportations françaises d'armements, mais les exportations vers le Brésil contribuent néanmoins à écouler une partie de la production française. Grâce à l'action énergique de ses attachés militaires, les industries françaises d'armement réussissent à s'implanter solidement en Amérique du Sud.

59. Antônio Carlos Lessa, « Os vértices marginais… », *op. cit.*

Pour le Brésil, c'est une stratégie pour acquérir l'autonomie dans la production d'armements et s'affranchir d'une relation de dépendance avec les États-Unis, son plus grand fournisseur. Enfin, c'est aussi pour le gouvernement militaire la perspective de pouvoir vendre à son tour des armes à ses voisins, dont les gouvernements tombent les uns après les autres sous la coupe de dictatures anticommunistes. La dynamique du commerce des armes respecte une rationalité tout autant économique que politique. Les ventes d'armes sont utilisées pour étendre et consolider ses relations internationales.

La présence française est particulièrement sensible dans le domaine des équipements portuaires, des télécommunications, de l'industrie sidérurgique, de l'industrie mécanique, de l'industrie minière et, surtout, le matériel de guerre[60]. Les opérations les plus marquantes réalisées dans les années 1960 sont dans le domaine de l'industrie lourde. La réalisation du complexe pétrochimique de *Petroquimica União* renforce la présence française dans l'industrie chimique et pétrochimique. Trois importantes transactions commerciales renforcent la position française dans le domaine de l'équipement industriel. Tout d'abord, à travers le partenariat entre Light & Power et le pôle industriel Delle-Alsthom ; ensuite, l'acquisition des turbines et alternateurs Alsthom-CGE, pour le barrage d'Agua Vermelha de la compagnie d'électricité de São Paulo et des turbines Neyrpic, pour le barrage de São Simão ; enfin, le contrat d'ingénierie pour l'étude du métro de Rio de Janeiro, par Sofretu, permet l'extension de la participation française au domaine ferroviaire. La réalisation du réseau de radar dans le triangle Rio de Janeiro-São Paulo-Brasília par la compagnie Thomson-CSF est l'affaire la plus importante conclue entre 1968 et 1974[61].

Le gouvernement Costa e Silva étudie les projets de création d'un embryon d'industries nationales d'armement. Ce projet d'indépendance dans l'industrie d'armements rejoint celui de construction du Brésil comme puissance régionale. En 1968, après la diminution par Washington du volume de l'aide militaire au Brésil, la France conclut les premières ventes des licences de montage pour

60. Antônio Carlos Lessa, « Os vértices marginais… », *op. cit.*
61. Ces informations sont issues de plusieurs documents conservés dans les archives du MAE, cartons 175 et 184.

les hélicoptères français Alouette 2. Les difficultés n'ont pas disparu pour autant, comme en témoigne J. Wartel :

> Le projet établi par Sud-Aviation a été remis au Cabinet du Ministre par le représentant de cette société et l'Attaché des Forces Armées. [...] Nous avons eu l'occasion de signaler l'inactivité à peu près complète du représentant de la firme Panhard, dont l'AML est toujours susceptible d'être acquis par l'Armée de Terre brésilienne pour le rééquipement de ses unités de reconnaissance. Cette inactivité est d'autant plus regrettable que les représentants de la firme anglaise Saladin n'ont jamais cessé, quant à eux, de suivre cette affaire avec la plus grande attention[62].

Pour réaliser une vente ou faire la démonstration d'un matériel, l'attaché militaire intervient le plus souvent auprès du ministre de la Guerre ou du chef d'état-major, seuls à même de décider de l'allocation de budget pour l'achat d'armes. Il travaille constamment en concurrence avec ses homologues des pays étrangers. La concurrence entre fournisseurs de différentes nationalités conduit d'une part à la perte du *leadership* états-unien sur le marché de l'armement et contribue d'autre part à l'émergence d'un climat de course aux armements.

> En décembre 1967, les Brésiliens ont exprimé le désir d'acquérir 16 Mirage 3 et 15 Fouga-Magister et de bénéficier d'une aide technique destinée à favoriser la construction sous licence de 100 à 150 Fouga-Magister, l'assemblage et le montage de Mirage et la mise au point d'un appareil brésilien, le Bandeirante. Ce vaste programme, qui devait simultanément permettre aux Brésiliens de doter leur armée de l'Air d'appareils immédiatement opérationnels et d'entreprendre le développement d'une industrie aéronautique nationale, a fait l'objet de propositions présentées par le groupe Breguet-Dassault au nom des sociétés françaises intéressées et plusieurs missions d'experts se sont rendues au Brésil en 1968-1969[63].

62. Jean Wartel, *Rapport mensuel*, mars 1968, SHD, 14S534.
63. *Vente d'armements au Brésil*, avril 1970, MAE, carton 136.

Entre 1967 et 1972, les opérations de vente sont entravées par la pression des États-Unis. L'affaire n'aboutit qu'en raison de la réduction des activités de la commission mixte Brésil-États-Unis. L'attaché militaire profite de cette interruption momentanée de la coopération Brésil-États-Unis pour conclure d'importantes ventes d'équipements aéronautiques.

> Le choix définitif d'un appareil est toujours en suspens : le Mirage conserve toutes les faveurs de la FAB, mais le Président de la République, soumis, d'une part, à des fortes pressions américaines et estimant, d'autre part, que la situation intérieure actuelle est propice à l'annonce de l'achat de cet avion dont la nécessité est contestée par une partie de l'opinion, se cantonne dans l'expectative. Aussi les trois groupes de chasse n'ont-ils d'autres perspectives pour le moment que la mise en œuvre des T-33, dont la livraison par les États-Unis est maintenant achevée[64].

Toujours sur ses gardes quant aux hésitations brésiliennes, le colonel Wartel insiste sur les difficultés à conclure l'affaire tant que Washington n'est pas dans l'impossibilité de vendre des armes au Brésil. Les craintes de l'attaché militaire ne sont pas infondées car le Brésil manifeste depuis 1967 l'intention d'acheter des avions de chasse supersoniques et lance un appel d'offres, auquel répondent les États-Uniens avec leur F-5, les Britanniques avec le Lightning, et les Français avec le Mirage. Le président Johnson écrit alors au président Costa e Silva (1967-1969) en arguant que la vente des F-5 aurait des grandes répercussions aux États-Unis et en Amérique latine et demande un ajournement de l'affaire. Malgré les promesses d'achat, J. Wartel observe que la concurrence avec Washington et Londres ne faiblit pas :

> Lors de la réunion de la Commission Mixte franco-brésilienne, les délégués brésiliens avaient déclaré que leur pays n'avait pas encore acheté l'avion américain T-37, qu'il s'intéressait toujours au Fouga-Magister et qu'en conséquence, il importait que nous lui

64. Jean Wartel, *Rapport mensuel*, 30 avril 1968, SHD, 14S534.

> fassions d'urgence de nouvelles propositions. Cela était en contradiction absolue avec tous les renseignements que nous avions pu recueillir sur place.
> Le Ministre de l'Aéronautique comptait sur l'avion F-5 pour équiper une partie des unités de chasse de la FAB mais, il y a très peu de temps, les Américains lui ont fait savoir que cette cession ne pourrait avoir lieu. C'est alors que son intérêt s'est reporté sur le Mirage et qu'il nous a demandé des précisions concernant les délais dans lesquels il pourrait être livré. Il est hors de doute que le Mirage ne sera finalement retenu que si les Américains maintiennent leur refus de céder le F-5, mais ses chances paraissent sérieuses pour le moment[65].

La concurrence entre industriels français et britanniques stimule les négociations et conduit progressivement sinon à une baisse des prix du moins à l'adoption d'une solution acceptable par le gouvernement brésilien. Le secrétaire général avertit : « compte tenu des conditions particulièrement favorables de crédit consenties pour les Mirages et de l'ampleur des commandes que les Brésiliens envisagent de nous passer, une certaine prudence s'impose sur le plan de nos engagements financiers[66] ». La négociation entre les Brésiliens et les Britanniques se trouve dans l'impasse en raison de la quantité d'appareils commandés. Le gouvernement brésilien renonce à poursuivre les négociations pour l'achat des Lightining et décide de négocier immédiatement l'achat des appareils français[67]. La balance penche alors en faveur du Mirage.

La proposition française semble imbattable : seize Mirage III E, d'un montant total de 45 millions de dollars[68], livrables dans un délai de quatorze mois, avec un paiement échelonné sur dix ans à un taux d'intérêt de 6,85 %. Le prix total de l'achat est de 93 millions de dollars[69], sans considérer les coûts d'entretien, de manutention et de formation, très élevés pour cette version de l'appareil français, en plus de l'adaptation des aéroports militaires et des tours de contrôle pour

65. Jean Wartel, *Rapport mensuel*, février 1967, SHD, 14S534.
66. Daniel Jurgensen, *Vente d'armements …*, *op. cit.*
67. *Idem.*
68. 71 millions de dollars constants, année de référence 1990.
69. 141 millions de dollars constants année de référence 1990.

la logistique de l'avion supersonique. L'utilisation de cet équipement exige des formations spécifiques suivies en France par les pilotes, afin de les familiariser avec l'informatique embarquée. La remise en état de l'équipement de radar implique le renouvellement régulier des pièces et donc de nouveaux achats.

L'affaire s'accélère lors de la visite à Paris du ministre des Finances brésilien, Antônio Delfim Neto. Les seuls exemplaires disponibles en 1967 sont destinés à l'armée de l'air israélienne. L'attaché militaire insiste auprès du secrétaire d'État aux Affaires étrangères et obtient le blocage des ventes à Israël[70].

> Les Mirage ont enfin volé au Brésil ! 2500 mètres de piste sont réalisés sur les 3600 prévus. Une seule barrière est installée. Tous les équipements sont très sommaires. Mais les avions volent et tous les journaux se sont unanimement extasiés. Il est même possible de voir surgir un sentiment ultranationaliste du genre *Brésil ueber alles*, qui permet de comparer la puissance aérienne du Brésil avec celle de l'Argentine.
> Aux échelons très supérieurs, on est resté au Gloster Meteor et l'on ignore les problèmes crées par un avion beaucoup plus compliqué. Aux échelons exécutants on est plus inquiet de voir que l'infrastructure ne suit pas, que le Commandement pousse, par publicité, sans prendre toutes les garanties de sécurité[71].

La complexification des chasseurs à réaction qui dépassent Mach 2 est effleurée à travers ce témoignage. Le Mirage III E est un appareil de haute performance totalement différent des chasseurs à hélice des années 1940 ou même du Gloster Meteor britannique, dont se servent les Brésiliens jusqu'alors. Le premier point technique à résoudre consiste à allonger les pistes brésiliennes d'atterrissage, afin d'accueillir l'équipement français. Le choix pour la version attaque du Mirage révèle d'autres points techniques de l'avion de chasse français, en particulier dans la lutte contre des troupes au sol, grâce à la possibilité d'effectuer des vols à très basse altitude. *Brésil ueber alles*

70. Carlos Fico, *O Grande iramão…*, *op. cit*, p. 255.
71. Jean-Louis Guillot, *Rapport mensuel*, avril 1973, SHD, 14S534.

ou « Brésil avant tout » traduit la politique expansionniste et agressive du gouvernement Médici (1969-1974) en Amérique latine. L'aviation de chasse est un des instruments de la puissance brésilienne et celle-ci se mesure par rapport à la puissance argentine.

> La crainte d'une menace venant de l'Argentine a conduit le Brésil à acheter nos Mirage en 1973. Sans doute le président Perón donne-t-il quelques gages de sérieux et de sagesse. Pourtant un important dispositif militaire est en place face aux frontières du Sud. Après la mort du Président Argentin, en juillet 1975 la IIIe armée sera renforcée d'une centaine de chars américains[72].

Le colonel Guillot souligne l'empressement des Brésiliens à disposer du matériel français, qui exige, pourtant, la préparation des forces brésiliennes à cette nouvelle technologie. Selon ses observations, la précipitation brésilienne provient de la menace que constituent les régimes politiques des pays du Cône Sud, en particulier l'Argentine de Perón, mais nous pensons, bien évidemment, au Chili de Salvador Allende et à l'Urugay de Juán María Bordaberry. Selon Paul Aussaresses, le Brésil a participé activement au coup d'État contre Salvador Allende, en envoyant des officiers, des armes, des avions français, des munitions fabriquées en France par la société Thomson-Brandt. Le général Emílio Médici signe d'ailleurs un accord avec le général Augusto Pinochet, chef de la dictature chilienne, pour fournir des armes destinées à appuyer la répression interne dans ce pays. L'accord est mis en application pendant le gouvernement du général Ernesto Geisel[73].

Les relations bilatérales atteignent leur apogée pendant ces années, alors que le Brésil s'inquiète de l'évolution politique de ses voisins. L'attaché militaire français n'est certes pas un courtier de Thomson-CSF ni un marchand d'armes au service de Brandt ou du groupe Schneider, mais ses relations avec les grandes maisons françaises sont notoires. Nombre d'attachés passent directement au service des patrons de l'industrie d'armement au terme de leur carrière militaire.

72. Paul Aussaresses, *Rapport de fin de mission (4 novembre 1973-6 novembre 1975)*, SHD, 14S535.
73. Renato Luís do Couto Neto e Lemos, *Ditadura…*, *op. cit.*, p. 120.

Dans tous les cas, les diplomates français considèrent la présence de matériels français dans les forces armées latino-américaines comme une victoire nationale. Ils manifestent leur fierté à informer leur hiérarchie sur l'usage des armes françaises dans des opérations militaires.

Dès les années du « miracle brésilien » (1969-1974), les projets de renouvellement de l'arsenal de guerre deviennent une réalité. Avec d'importants achats de matériel aéronautique, terrestre et les premières sorties d'usine de blindés légers et de fusils mitrailleurs, le gouvernement brésilien se dote d'une puissante force armée. Les négociations avec les Brésiliens tournent à la faveur des Français qui réussissent alors la vente de l'avion de chasse Mirage III.

> D'un autre côté, le budget dont disposent les Forces Armées ne permet pas de renouveler amplement le matériel militaire, son inconstance rend difficile les prévisions et la signature d'accords d'échanges militaires. C'est d'ailleurs le principal problème rencontré par l'armée française. Nul ne doute que la situation change dans les années 1960 et que le « miracle brésilien » permet au gouvernement d'investir lourdement dans la rénovation de l'armement[74].

Dès la conclusion des affaires entre le Brésil et la France, grâce au retrait des États-Unis du marché brésilien, les relations bilatérales s'intensifient. L'aide militaire française se consolide. L'ambassadeur de France note les bonnes relations existant entre les représentants français et les militaires brésiliens ainsi que les résultats fructueux obtenus dans la promotion des matériels français. Néanmoins, le colonel Aussaresses s'interroge : « la France est-elle appelée à jouer un rôle dans le développement des matériels militaires brésiliens ? Une partie de l'opinion militaire le souhaite. Mais il est peu probable que la concurrence de Washington s'atténue[75]. »

Entre 1972 et 1973, la coopération industrielle s'étend à l'aéronautique militaire par la vente des Mirage III E, des Breguet Atlantic et de deux exemplaires d'Airbus. Le projet de vente d'hélicoptères n'aboutit pas à cause des difficultés françaises à accepter le marché de

74. Paul Aussaresses, *Rapport de fin de mission…*, *op. cit.*, SHD, 14S535.
75. Paul Aussaresses, *Rapport mensuel*, décembre 1973, SHD, 14S534.

compensation proposé par le gouvernement Médici. Néanmoins, la commission de coopération économique franco-brésilienne, dont la deuxième réunion n'a lieu que huit ans après la première, se calque sur le modèle de la commission germano-brésilienne, comprenant des fonctionnaires et des représentants du secteur privé. Sa mise sur pied vise à mieux orienter les relations économiques avec le Brésil.

Comme le reconnaît Daniel Jurgensen, directeur Amérique au Quai d'Orsay :

> Pour éviter un tête-à-tête avec un allié trop puissant, le Brésil cherche à resserrer ses relations avec d'autres pays, dont le nôtre. Mais la France ne peut jouer un tel rôle si elle est réduite à ses seules ressources. M. Féquant suggère que les possibilités de coopération franco-allemande en Amérique latine soient examinées de façon régulière comme c'est le cas pour l'Afrique. Favorable à cette proposition, l'ambassadeur souligne que les bénéfices que nous pourrions retirer de notre action au Brésil sont plus que proportionnés à l'importance relative de l'effort accompli, en raison des liens tant culturels qu'affectifs existant entre les deux pays[76].

Les relations économiques entre les deux pays sont donc difficiles. Daniel Jurgensen, dans ses instructions pour François de Laboulaye, son ambassadeur arrivé au Brésil le 13 décembre 1968, explique que l'attitude française doit être empreinte de prudence. Il fait alors allusion à l'ensemble des affaires traitées par les deux pays. Sur le plan intérieur, la relation entre l'attaché militaire et les officiers brésiliens se resserre et le mouvement commencé par Pierre Lallart se renforce. De plus en plus, les questions militaires, en particulier les relations avec les dirigeants militaires du Brésil, prennent une place importante dans la conclusion des grandes questions franco-brésiliennes. Des bonnes relations dépendent les bonnes affaires. L'opacité du régime brésilien, où jour après jour le secret entoure un nombre plus grand d'affaires, oblige les diplomates français à nouer des contacts sur place. La dispute entre les factions militaires rivales, pour les postes de décision, provoque le changement régulier des détenteurs des portefeuilles

76. *Réunion de travail sur le Brésil*, 12 mars 1970, MAE, carton 112.

importants. Ainsi, concernant la question des échanges nucléaires, le dialogue est souvent brouillé par la difficulté brésilienne à établir une ligne de conduite cohérente avec ses finalités et ses possibilités. Mais il faut aussi souligner les contradictions françaises : alors que Paris veut commercialiser ses filières de production gaz-graphite, le gouvernement de Georges Pompidou change d'orientation.

Si Valéry Giscard d'Estaing autorise le prêt de 50 millions de francs[77] pour favoriser la participation française au projet de développement de la sidérurgie brésilienne, en particulier la Cosipa, l'Usiminas et l'Acesita, il ne peut continuer à insister sur l'intérêt d'une coopération nucléaire franco-brésilienne. Entamée en 1959, la négociation aboutit en 1963 à la signature d'accords de coopération nucléaire, qui se poursuivent sans interruption pendant toutes les années 1960. Dans ce cadre, la coopération scientifique franco-brésilienne s'appuie en partie sur le développement de la filière nucléaire, avec la formation de techniciens, la création de laboratoires de recherche, le transfert de technologies. Deux événements interviennent contre la poursuite de cette coopération : la France abandonne la filière graphite-gaz, qu'elle veut commercialiser au Brésil ; puis, le nouveau ministre de l'Énergie nucléaire brésilien juge inappropriée l'attitude de Paris et fait pression à l'intérieur du gouvernement pour changer d'orientation, en abandonnant la filière de l'uranium enrichi, afin de maîtriser tout le processus de fabrication du matériel sur place. Pour Daniel Jurgensen, le retournement brésilien est à rapprocher des deux faits car le nouveau Ministre n'entend pas suivre une voie que la France a dû abandonner[78].

À partir du milieu des années 1960, les diplomaties française et brésilienne donnent des signes de changement par rapport à l'alignement sur Washington. L'heure est à l'affirmation des intérêts nationaux. Ceux-ci priment sur les alliances idéologiques. La nouvelle perception de l'équilibre des pouvoirs dans la guerre froide conduit la France à s'investir davantage en Amérique du Sud et le Brésil à regarder plus souvent vers la France.

Le gouvernement brésilien a pris une position plus réservée vis-à-vis des problèmes intéressant l'Amérique du Sud et seul s'est affirmé son

---

77. 37,5 millions de dollars constants, année de référence 1990.
78. *Réunion de travail…*, *op. cit.*, MAE, carton 114.

désir d'un rapprochement assez étroit avec l'Argentine, sans aller jusqu'à la création de l'axe Brasília-Buenos Aires[79]. Avec la France, les rapports ont été très loin d'atteindre le niveau qu'escomptait l'attaché militaire au lendemain de la « révolution », cela par souci de la France d'éviter toute compromission hâtive avec la politique de son partenaire.

Les relations internationales sont planifiées en fonction des bénéfices concrets qu'elles procurent aux objectifs nationaux. Même si, en chiffres absolus, les relations avec les États-Unis demeurent importantes, elles diminuent par rapport à la période précédente. Cependant, l'apport français est modeste en termes de commerce et de biens d'équipement. Au lendemain de l'entrée en fonction de l'aile la plus nationaliste des officiers de l'armée de terre, la France révise ses priorités au Brésil. La diplomatie française essaie ainsi de trouver des appuis au sein du gouvernement brésilien en évitant de traiter publiquement les questions de la répression et de l'épuration politique. Si elle ne peut concourir au développement des exportations brésiliennes, elle peut néanmoins contribuer militairement, en envoyant des techniciens spécialistes des renseignements.

Les liens entre les attachés militaires et les compagnies françaises sont très anciens. Pour la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale, ils remontent à 1949, au moment où la multinationale française Schneider S.A. fonde le holding la société *Brasileira de Comercio e Representações* (BRACOREP)[80].

Contrairement aux courtiers des industries d'armement, l'attaché militaire se situe en amont ; il est un médiateur et agit auprès des décideurs. Il ne s'agit pas de réaliser le travail d'un marchand d'armes mais de faciliter les contacts, de mettre en relation les intéressés, de faire des démonstrations des matériels et de susciter l'intérêt tant des fabricants français que des acheteurs dans les forces armées brésiliennes. Côte à côte avec les services commerciaux des industries d'armement, les attachés militaires planifient les rencontres au niveau du commandement.

79. Amado Luiz Cervo, Clodoaldo Bueno, *História da política exterior…*, *op. cit.*, p. 378.
80. Albert Buchalet, *Voyage d'études de Monsieur Charles Schneider*, avril 1952, SHD, 14S536.

La médiation dans le commerce des armes occupe une place très importante. L'objectif principal est la recherche de renseignement, c'est pourquoi l'attaché militaire a besoin d'établir des réseaux solides dans l'armée brésilienne et notamment dans les services d'information.

Les échanges d'informations secrètes

En 1973, avant le départ de l'ambassadeur Lira Tavares de Paris, les gouvernements brésiliens et français s'entretiennent pour la première fois officiellement au sujet de l'échange d'informations secrètes. Sans doute, les débats au sein de la chancellerie sont-ils antérieurs à cette date, en raison des visites fréquentes des officiers du SNI et de nombreux autres militaires. Avant tout, la proposition officielle répond au besoin de confidentialité et de secret autour de la vente des avions Mirage III E. En effet, en 1971, l'aéronautique brésilienne achète treize exemplaires de l'avion supersonique à la compagnie générale Marcel Dassault. Le transfert de technologie exige alors la plus grande attention de la part des autorités brésiliennes pour garder la supériorité sur ses voisins et rivaux.

Cependant, c'est aussi en 1973 que commence la campagne internationale du Front brésilien d'informations (FBI), campagne à but informatif et politique, afin de dénoncer les abus de la répression au Brésil. Le lancement de la campagne est directement lié au renversement du président Allende, le 11 septembre de la même année. Effectivement, lorsque le général Pinochet prend le pouvoir, l'armée chilienne procède à une série d'arrestations massives et les nombreux Brésiliens exilés à Santiago sont expulsés de force du pays. Cet événement doit être rapproché de la volonté d'échanger des informations avec la France car le gouvernement brésilien partage des informations secrètes, à caractère politique, avec ses voisins sud-américains depuis 1968, en raison notamment de la présence d'exilés politiques.

L'arrivée massive des bannis, à partir de 1969, stimule l'extension des réseaux d'information de l'armée brésilienne jusqu'en Europe.

Dans les mois qui suivent le putsch de mars 1964, la première vague d'exilés politiques quitte le Brésil en direction des pays latino-américains ; ils fuient la répression. Dès 1965, diplomates et attachés militaires manifestent leur intérêt à observer les exilés et leurs trajectoires politiques. Ils entendent voir conciliés les problèmes de l'émigration vers la France et ceux de l'image du Brésil à l'étranger. Autrement dit, la diffamation du régime serait le résultat de l'action internationale de nombreux exilés qui attaqueraient le régime brésilien sans raison légitime. En ce sens, la surveillance des personnes en France est souhaitée non pas comme une extension des pouvoirs du SNI, mais comme un combat pour préserver l'image du pays.

Avec la France, l'échange de renseignements devient impératif à cause de l'exil de Miguel Arrais à Alger. Les militaires brésiliens ne peuvent laisser partir impunément le seul opposant capable de trouver une tribune internationale. En effet, ses diatribes contre le régime trouvent toujours un écho dans le journal *Le Monde*, ce qui met en péril la crédibilité brésilienne. Principal adversaire politique des militaires, il représente l'opposition internationale au régime des généraux. Depuis Alger, il coordonne l'activité des Brésiliens en exil à travers le FBI (Front brésilien d'informations), créé en 1972. Organe de lutte contre la dictature, il diffuse des informations à l'étranger à propos de la lutte interne au Brésil. Pour les militaires, il est impératif de contrôler l'activité d'Arrais, ex-gouverneur du Pernambouc.

À partir de 1969, le flux d'exilés brésiliens augmente considérablement, au point que certains auteurs évoquent alors une *diaspora brésilienne*. Les évaluations les plus exactes, comme celle de Maud Chirio, proposent le chiffre de 10 000 pour dénombrer les Brésiliens établis en France pendant toute la durée du gouvernement des militaires[81]. L'exil brésilien devient jour après jour un problème politique plus important ; plus le nombre d'exilés brésiliens augmente, plus il s'accentue. D'une part, le flux vers la France augmente à la suite des premières

81. Maud Chirio, « Les exilés brésiliens et la police française : un exemple de contrôle politique dans un pays d'accueil », dans Idelette Muzart-Fonseca, Denis Rolland (dir.), *L'Exil brésilien en France. Histoire et imaginaire*, Paris, l'Harmattan, 2008, p. 145-158.

opérations audacieuses des guérilleros, qui exigent la libération de prisonniers politiques en échange des ambassadeurs séquestrés. Partis en exil, ils rejoignent en grande partie les pays frontaliers du Brésil, mais aussi la France, qui bénéficie dans l'opinion publique d'une image assez favorable. À la suite de la libération des quarante-quatre prisonniers politiques échangés contre l'ambassadeur allemand, Enfried von Hollenben, en juin 1970, ces militants de l'extrême gauche partent pour Alger, où ils rencontrent alors Miguel Arrais. Lorsque le gouvernement Allende tombe, le 11 septembre 1973, à la suite du coup d'État militaire qui porte au pouvoir Augusto Pinochet, les exilés brésiliens à Santiago partent en direction du Mexique et, plus tard, de la France.

L'exposé de Paul Aussaresses durant la réunion consulaire insiste sur le fait qu'au-delà des frontières,

> Les exilés restent prêts à reprendre la lutte. Beaucoup sont en Argentine, d'où ils évoluent, en liaison parfois avec les Tupamaros Uruguayens, ou leurs homologues du Paraguay. Les responsables brésiliens de la sécurité entretiennent des contacts très étroits avec les Gouvernements autoritaires de l'Uruguay et du Paraguay. Imaginaire ou non le danger qui apparaît au sud du Brésil renforcera l'influence des forces armées[82].

Les sales guerres d'Amérique latine créent de nouveaux centres intérêts, autour de la guerre contre-insurrectionnelle, renforçant la concurrence entre pays voisins, lancés dans une course aux armements. Le rapprochement entre les deux pays rivaux se produit dans le cadre de la guerre antisubversive, autour de la traque des guérilleros[83]. L'arrivée des groupes de militants révolutionnaires inquiète aussi bien le Quai d'Orsay que l'Itamaraty. La hantise de voir les bannis du gouvernement brésilien se réfugier en France provoque la mobilisation des services d'informations français et brésiliens, aussi bien du centre d'informations de l'extérieur que du SDECE. Les dirigeants brésiliens

82. Paul Aussaresses, *Exposé de l'attaché militaire sur le rôle politique de l'armée brésilienne*, 23 juin 1975, MAE, carton 184.
83. Christopher Darnton, *Rivalry and Alliance in Cold War Latin America*, Baltimore, Johns Hopkins U.P., 2014, p. 56.

craignent le regroupement des exilés autour de Miguel Arrais, rassemblement qui leur permettrait de mener une campagne internationale de diffamation aux dépens du Brésil. En Algérie, le renforcement du contrôle policier sur les exilés motive le départ des quarante bannis accueillis par le gouvernement Boumediene ; ils choisissent Paris.

Les ambassadeurs consacrent une grande partie de leur travail à analyser la presse européenne, afin de prévenir la dénonciation de la répression pratiquée par le régime brésilien telle qu'elle est décrite par les quotidiens. Alarmés par les retombées négatives inévitables de certains articles, ils essaient autant que faire se peut de contrôler les fuites d'informations et de maîtriser le déplacement des journalistes et des hommes politiques entre la France et le Brésil. Néanmoins, à partir de 1965, une nouvelle catégorie de personnes va circuler entre le Brésil et l'espace méditerranéen : les bannis du régime. Certains sont concernés par des enquêtes militaires de police et donc obligés de quitter le pays, à la suite de leur libération par *habeas corpus*. Ces personnes demandent l'asile à l'ambassade des pays latino-américains mais aussi à l'ambassade de France. L'impact de l'exil politique dans les relations franco-brésiliennes est indéniable, en particulier durant les années de plomb (1968-1974). Si les archives ne permettent pas à l'heure actuelle d'établir l'existence d'une communauté d'informations transatlantique, elles permettent de croiser certains éléments et de soulever plusieurs hypothèses. Ainsi, l'arrivée en France d'un nombre important d'exilés brésiliens accroît l'intérêt pour une coopération politique et policière entre les deux pays.

Depuis le coup d'État, la communauté brésilienne d'information étend ses ramifications à l'Alliance atlantique, permettant au Service national d'informations de déplier ses antennes jusqu'en Europe. En Amérique du Sud, la CIA coopère avec le SNI pour surveiller les exilés brésiliens en Uruguay, en particulier les proches de l'ex-président João Goulart et de son gendre Leonel Brizola. En France, la DST (Direction de la surveillance du territoire) occupe une place centrale dans la filature des Brésiliens exilés en France[84]. Le contrôle que l'État français essaie d'exercer sur les exilés est cependant très incomplet : les fonctionnaires chargés d'étudier les dossiers méconnaissent la vie

84. Maud Chirio, « Les exilés brésiliens… », *op. cit.*

politique brésilienne ; de plus, ils ignorent à peu près tout de l'organisation politique de la communauté exilée. Les échanges de renseignement sont généralement tenus secrets, c'est pourquoi ils manquent de lois cadres. De fait, il faut d'abord trouver un intérêt commun pour que des accords d'échange et de protection d'informations soient signés ; il faut ensuite mettre en place un organisme à même de collecter les renseignements. Paris ne partage pas entièrement l'intérêt que trouve le gouvernement brésilien à contrôler le déplacement, dans le bassin méditerranéen, de personnalités politiques chassées par le régime. Ce n'est véritablement qu'après les événements de l'année 1968 en France et au Brésil que le gouvernement de Georges Pompidou décide d'échanger les premières informations avec les officiers du SNI. En effet, des demandes sont faites à la DST de fournir des informations sur Miguel Arrais et, sans doute, des demandes analogues sont faites vis-à-vis des autres exilés d'envergure internationale, comme Apôlonio de Carvalho, par exemple.

Les réseaux du SNI s'internationalisent moins par idéologie que par pragmatisme car les militaires de la communauté d'information suivent la trace, à l'étranger, des hommes politiques qu'ils entendent combattre. En 1966, la première cellule du SNI s'installe à l'ambassade du Brésil à Paris, qui loue un immeuble à cet effet, occupé initialement par le colonel Figueiredo[85]. Cette première étape ne signifie pas qu'il y ait un échange d'informations avec la France, car dans un premier temps le SNI cherche uniquement à informer l'agence centrale des déplacements d'hommes politiques exilés en France. L'Itamaraty ne conserve pas beaucoup de registres pour cette période mais nous savons que l'arrivée de l'ambassadeur Olavo Bilac Pinto renforce la présence de « révolutionnaires » brésiliens à Paris. Bilac Pinto est particulièrement proche des réseaux militaires de l'École supérieure de guerre de Rio dont il a suivi les enseignements en 1958. Partisan d'une révolution dure, il partage l'avis des officiers les plus exaltés en ce qu'il soutient l'épuration en profondeur de la vie politique brésilienne. Bilac Pinto laisse un seul registre accessible sur le passage du colonel João Batista Figueiredo, dans lequel il informe le

---

85. Olavo Bilac Pinto, *Permanência do coronel Figueiredo em Paris*, 4 mai 1966, MRE, documentação confidencial.

secrétaire d'État à propos de l'extension du séjour parisien du bras droit de Golberi do Couto e Silva, en compagnie de l'attaché militaire, le colonel Antônio Carlos de Andrada Serpa.

La volonté d'étendre encore le domaine de l'échange d'informations à caractère politique est abordée officiellement en juin 1968, lors de la 8e conférence qui réunit les chefs d'état-major des armées américaines, à Rio de Janeiro. Le chef d'état-major de l'armée de terre, Alfredo de Lira Tavares, préside alors la réunion, dont les thèmes concernent l'instruction contre la guerre révolutionnaire, la coopération des armées américaines dans la sécurisation des frontières, les mesures de nature à rendre plus vivante et plus étroite l'entente entres les armées[86]. L'attitude brésilienne est une réaction militaire à l'internationalisation de la lutte antisubversive. En raison du nombre croissant d'exilés brésiliens dans les pays voisins ainsi que de la difficulté à contrôler les frontières, l'armée brésilienne entend collaborer directement avec les états-majors américains. Si la collaboration avec l'Argentine n'est pas continue, en revanche, elle l'est beaucoup plus avec le Paraguay et l'Uruguay, eux-mêmes sous les dictatures du général Strœssner (1954-1989) et de Juán Maria Bordaberry (1973-1984), respectivement. Progressivement, l'intérêt pour l'échange d'informations s'étend aux pays européens. En effet, les attachés militaires des pays avec lesquels le Brésil a des relations suivies sont sélectionnés parmi les officiers appartenant au Service national d'informations.

La documentation consultée aux Archives nationales sur la période postérieure à 1966 atteste d'un sérieux intérêt pour la menace communiste. La libération de Miguel Arrais et son départ pour l'Algérie expliquent ce fort intérêt pour l'activité des Brésiliens à l'étranger et les préoccupations quant à la diffamation du régime : de nombreux consulats et ambassades s'orientent vers la surveillance de l'activité des exilés brésiliens. L'attitude hostile s'accentue particulièrement vis-à-vis de l'Algérie où les attaques contre le gouvernement brésilien sont très virulentes. En assumant pleinement sa fonction d'observatoire international de l'évolution du communisme, l'Itamaraty collecte d'importantes informations constituant une riche base de données. En effet, entre 1966 et 1975, les rapports confidentiels du centre

86. Jean Wartel, *Rapport mensuel*, 30 juin 1968, SHD, 14S534.

d'information de l'extérieur indiquent que les agents du SNI à l'ambassade du Brésil en France portent toute leur attention sur la menace non violente des personnalités politiques en Europe. Ces personnalités dérangeantes organisent les premiers groupes de pression pour dénoncer les gouvernements militaires, au nom de la démocratie et des droits de l'homme. D'autre part, la recherche dans les archives militaires françaises fait surgir des aspects inattendus qui n'ont pu être approfondis. Par exemple, la poursuite des militants de l'opposition et, surtout, la signature de l'accord cadre pour l'échange d'informations secrètes, en 1975. Cet accord conduit à l'hypothèse de la coopération entre les services de police et de la création d'un fichier commun. À l'intensification des échanges répond l'augmentation du degré de protection de l'information partagée.

Profondément francophile, Lira Tavares est imprégné des valeurs contre-révolutionnaires. L'ambassadeur brésilien demande au gouvernement français de contribuer au contrôle de l'activité des exilés en France. Il stimule ainsi le contact entre les services de police franco-brésiliens :

> L'ex-gouverneur Miguel Arrais est difficilement localisable. En dépit des ordres donnés à la Division Territoriale française d'éviter son activité directe en France, il n'est plus retourné à Paris. Arrais portait toujours le passeport diplomatique algérien, dans ses déplacements, le DST avait reçu l'ordre de le conduire, à la première opportunité, au Quai d'Orsay, pour expliquer la raison de sa mission diplomatique sur le territoire français.[87]

Ce document est le seul pouvant attester des relations entre les services d'information brésilien et français. Il se trouve aux Archives nationales à Brasília. Il ne fait aucun doute que la DST reçoit de nombreuses autres demandes de renseignement sur Miguel Arrais, qui fait l'objet d'une filature permanente des services français. Averti par les services algériens d'information sur les demandes brésiliennes à la France et sur la filature de la DST, Miguel Arrais évite de se

---

87. Centro de informations do exterior, *Propaganda contra o Brasil na França*, 22 janvier 1973, Arquivo Nacional, Division de sécurité et d'information.

rendre à Paris pendant la deuxième moitié des années 1970. La guerre entre les services secrets prend alors une très grande ampleur.

La perspective de contrôler le déplacement de certains exilés, plus visibles que d'autres, conduit ainsi à l'élaboration d'un traité d'échange d'informations secrètes. Les études juridiques commencent effectivement en 1973. Signé quatre ans plus tard, sous la présidence du général Figueiredo, le traité renforce considérablement les échanges d'informations :

> Le présent protocole constitue le règlement de sécurité commun aux différents accords de coopération *comportant* communication d'informations à caractère secret conclus entre le gouvernement brésilien et le gouvernement français. Des annexes secrètes où seront notamment définis pour chacune des deux parties contractantes les éléments secrets à protéger qu'elle communique, ainsi que les informations pouvant conduire à la connaissance de ces secrets, seront jointes aux accords particuliers relatifs aux différents domaines de coopération. La protection que les deux parties contractantes s'engagent à assurer par le présent protocole de sécurité s'étend à l'ensemble des informations à caractère secret communiqués ou *produits* pendant toute la durée de l'accord de coopération, y compris celle des contrats et sous-contrats passés en vertu de ces accords. Les annexes de sécurité pourront être complétées *en conséquence* en cours d'exécution des accords. *De même* elles seront modifiées : lors de la découverte ou de la production d'informations que l'une des deux parties contractantes estime devoir être tenues secrètes ; lorsque le pays qui en est l'origine signifie qu'une information a perdu son caractère secret et n'a plus à bénéficier d'une protection particulière[88].

Les négociations pour ratifier le protocole de sécurité sont très longues, en raison du refus brésilien de publier au *Journal officiel* l'acte signé par le président Ernesto Geisel. Ce refus permet de ne pas appliquer le traité, jusqu'en 1977, lorsque la commission d'amnistie instaure

88. Conselho de segurança nacional, *Protocole de sécurité franco-brésilien*, Arquivo Nacional, Division de sécurité et d'information.

la loi sur la protection d'informations. Il est difficile de connaître les applications de ce protocole. Dans tous les cas, il définit le statut et établit un régime d'échanges réguliers d'informations. Après l'approbation du protocole de sécurité franco-brésilien, l'accès aux informations devient pratiquement impossible. Côté brésilien, seules les Archives nationales conservent la documentation, très fragmentaire. Côté français, les documents restent protégés par le secret.

*
*   *

L'ANTICOMMUNISME se manifeste dans les armées françaises et brésiliennes depuis les années 1930. Dénoncé comme une pathologie du corps social, il évolue rapidement au sein des forces armées et devient, trente ans plus tard, un des principaux arguments pour justifier le putsch contre le gouvernement Goulart. Certes, il ne constitue qu'un des aspects de la doctrine de la guerre révolutionnaire, mais crée un espace de dialogue entre militaires français et brésiliens. Pour les nouveaux exégètes de l'École supérieure de guerre, le Kremlin tire les ficelles d'agents infiltrés entièrement dévoués à sa cause et qui assurent la domination soviétique sur le monde.

L'importance de l'attaché militaire augmente en raison de sa capacité à intervenir directement auprès des dirigeants militaires. Le contact facile renforce son rôle dans les relations bilatérales qui deviennent alors secrètes. Le saut quantitatif est impressionnant. Cette situation inédite rend possible un rapprochement sans précédent, entre 1969 et 1974. Il n'est pas uniquement le résultat de l'attitude brésilienne puisque le général de Gaulle ouvre sa diplomatie vers l'Amérique latine dès 1964.

Les rivalités entre Brasília et Washington sont un facteur essentiel de ce rapprochement. Alors que la Maison-Blanche s'engage dans la guerre du Vietnam et impose de nombreuses restrictions à ses investissements en Amérique latine, la France décide de ne plus suivre les positions états-uniennes. La violence de la répression brésilienne encourage pareillement la décision du Sénat états-unien de limiter le commerce des armes avec Brasília. À partir de 1969, l'assistance militaire états-unienne diminue et la courbe décline durant toute la

décennie suivante, jusqu'à se tarir complètement en 1977. La France bénéficie largement de cette évolution et passe de la 3e à la 2e position parmi les principaux exportateurs d'armement au Brésil, derrière l'Angleterre.

Conclusion

L'EXAMEN CRITIQUE de la documentation montre que la France oriente sa politique étrangère en fonction de ses propres intérêts mais aussi des espaces laissés vacants par les États-Unis qui sont, quant à eux, constamment présents. Il n'existe donc pas de grille d'analyse valable sans prise en considération de la présence de ces derniers. Nous observons que l'antiaméricanisme est certes un sentiment général partagé par les Français comme par les Brésiliens, mais qu'il ne suffit pas pour élaborer un projet politique.

La coopération militaire franco-brésilienne se renforce à partir de 1959, lorsque de nouvelles directives changent l'orientation des forces armées qui s'insèrent pleinement dans le projet de développement économique associé. Paradoxalement, sous l'éphémère gouvernement de Jânio Quadros (1961), on soumet à l'approbation le principal projet d'échanges de stagiaires depuis la mission Gamelin. Si la France et le Brésil partagent un désir de grandeur, néanmoins, ils ne conçoivent pas des rôles semblables pour leur pays. Le changement dans les relations ne provient pas d'une nouvelle perception du Brésil sur l'échiquier international mais d'un déplacement du centre d'intérêt français de l'Extrême-Orient vers l'espace méditerranéen et atlantique.

Jusqu'en 1964, les relations militaires ont un impact limité sur les échanges franco-brésiliens. Après le coup d'État du 31 mars 1964, les attachés militaires reviennent sur le devant de la scène, comme acteurs principaux des relations franco-brésiliennes. Nous pouvons alors parler effectivement d'une diplomatie française orientée par l'outil

militaire. Ce rapprochement est possible grâce aux nombreuses années de propagande française auprès des élites brésiliennes.

Si l'Europe semble sortir de la période d'affrontement de la guerre froide dans les années 1960, l'Amérique latine au contraire entre pleinement dans le système bipolaire, à partir de 1959. Deux périodes peuvent se distinguer clairement et l'année 1959 marque la radicalisation des discours politiques. La révolution cubaine modifie la configuration politique du sous-continent. Le cri d'alerte d'une « cubanisation » de l'Amérique latine met en avant la montée en puissance des mouvements sociaux. Dans le Nord-Est brésilien ces risques sont d'autant plus forts que les ligues paysannes de l'avocat Francisco Julião menacent le *statu quo*. La société brésilienne se mobilise sous l'effet des secteurs populaires, syndicaux et étudiants. Épaulées par la grande presse nationale, les classes moyennes et supérieures accusent sévèrement le gouvernement de céder à la pression des groupes communistes. Le Brésil se polarise dans les années 1960.

Les militaires brésiliens ne restent pas à l'écart des réflexions sur les moyens de lutte contre le communisme. À l'intérieur du Service fédéral d'information et de contre-information (SFICI), créé sous la présidence Dutra, les structures administratives prennent corps en 1959. S'il ne manquait ni de fonctionnaires ni de locaux, il n'avait néanmoins pas d'objectif précis. Or, dès la victoire de Fidel Castro et d'Ernesto Che Guevara, la mission du SFICI est de repérer toutes les manifestations de solidarité ou d'appui à Cuba et d'éviter l'importation de la révolution au Brésil. En 1960, le SFICI est dirigé par le colonel Golberi do Couto e Silva qui, appuyé par le colonel Figueiredo, élabore le système d'informations et conçoit la structure de formation des cadres du service. Les premiers fonctionnaires du service d'information brésilien sont formés à l'École supérieure de guerre et reçoivent l'enseignement des Français.

Notre objectif était de nuancer la mainmise états-unienne sur l'armée brésilienne, à partir des années 1970. En ce sens, la politique étrangère de Washington à l'égard de l'Amérique latine est analysée comme un va-et-vient des équipes au pouvoir à la Maison-Blanche. Nous nous sommes alors interrogé sur ce qu'il en était de la politique élyséenne. Entre 1945 et 1956, les relations franco-brésiliennes sont dans une période d'équidistance pragmatique, où ni Rio ni Paris ne

se donnent les moyens d'examiner les questions bilatérales. La France reconstruit de manière progressive le dialogue avec les militaires au Brésil, dans un contexte de forte présence des États-Unis. Le partenariat franco-brésilien sur les domaines des industries stratégiques (nucléaire, sidérurgie, armement) permet de revoir les premières études. En dépit de la disproportion des moyens mis en œuvre, la France parvient à s'imposer par une voie qui lui est propre : celle de la culture militaire.

Les attitudes françaises à l'égard de la présence états-unienne sont diverses et nous avons observé des moments de plus forte concurrence mais aussi des périodes de coopération. Il ne fait pas de doute que la place de la France est fonction de celle des États-Unis, mais la grande réussite de la France est d'avoir mis à profit l'effacement des États-Unis à partir des années 1968. L'intérêt français pour le Brésil est de même très variable. À l'indifférence qui caractérise ces relations pendant la IVe République succède une période de plus forte présence française au Brésil. Les promesses du développement économique attirent l'attention des Français qui cherchent à s'associer aux grands travaux d'aménagement du pays. C'est à ce moment que les relations se développent. Le partenariat est en partie bloqué en raison de l'incapacité des dirigeants brésiliens et français à dialoguer. Contrairement à nos premières observations, les relations bilatérales se développent aussi pendant le gouvernement de João Goulart (1961-1964). Il s'agit alors de la signature d'accords d'échanges de techniciens et de stagiaires, notamment dans l'industrie nucléaire.

La France en effet a joué un rôle important dans l'assistance aux militaires brésiliens. Ces relations se sont développées après la fin de la guerre d'Algérie (1954-1962), lorsque le centre d'intérêt stratégique français se déplace de l'Extrême-Orient vers la Méditerranée, puis vers l'espace atlantique. La tendance générale des relations bilatérales, marquées par le déclin de la France, a changé après son rétablissement économique et la fin de la guerre d'Algérie. Après 1956, les industries françaises d'armement sont entièrement tournées vers l'exportation, ce qui compense les coûts très élevés de fabrication de ces matériels. Les fournitures françaises sont importantes au niveau de l'aéronautique, et les succursales d'industries françaises implantées au Brésil y assurent à la France une position importante.

Le pari sur l'autonomie stratégique brésilienne est gagné lorsque le gouvernement militaire crée le premier parc industriel consacré à la production d'armements. Les dirigeants brésiliens légitiment le développement du complexe militaro-industriel par la lutte contre l'ennemi intérieur. L'analyse des discours a montré que la guerre révolutionnaire est une miniaturisation de la guerre froide. La France offre un modèle correspondant aux attentes brésiliennes. Le rôle des officiers de renseignement n'est pas mince puisqu'ils fournissent d'importantes analyses qui orientent la politique française. Ils sont les véritables acteurs du rapprochement ; pourtant, les décideurs sont à Paris, dans les ministères qui orientent l'expansion française en Amérique latine.

L'armée brésilienne utilise des matériels états-uniens, britanniques et français, et diversifie son armement afin d'échapper à toute relation de dépendance envers un unique fournisseur. L'équipement militaire n'est pas exclusivement états-unien mais les prix proposés par leurs fournisseurs sont très compétitifs, c'est pourquoi la France parvient difficilement à conquérir des positions solides. Les ventes françaises sont ponctuelles et spécialisées dans l'aéronautique militaire. Ce que la France met à la disposition des militaires brésiliens est une grille d'analyse de la situation politique et sociale intérieure, dans laquelle les militaires exercent la fonction la plus importante.

Au niveau militaire, la France contribue à travers sa doctrine, sa méthode et son système militaire à l'adaptation de l'armée brésilienne aux guerres antisubversives. S'il n'existe pas de corrélation entre l'assistance des militaires français et l'augmentation de la violence politique, il n'en reste pas moins que le gouvernement français a su profiter d'une situation inédite pour nouer des relations durables et confiantes avec son partenaire brésilien.

La conquête de telles positions par la France est le résultat d'un long travail auprès de l'armée brésilienne consistant à interpeller les élites militaires et industrielles. Les contrats signés entre les officiers brésiliens et leurs homologues français se concrétisent par des liens institutionnels et ne concernent qu'une infime partie du corps des officiers. Seule une élite militaire entretient des liens avec la France et, jusqu'au dernier général président, João Baptista Figueiredo (1979-1985), tous les officiers supérieurs reçoivent l'enseignement des Français. La culture contre-révolutionnaire française surgit également comme un

héritage de la mission Gamelin (1920-1940). Les attachés militaires contribuent à raviver cet héritage et n'hésitent pas à l'utiliser en faveur de leurs intérêts. D'après nos premières observations, la conquête des esprits s'appuie sur le thème fort de la guerre révolutionnaire. Dans un premier temps, le mouvement de transfert est comparable à une véritable propagande puisqu'il est planifié comme un moyen de conquête des élites. Dans ce travail d'affirmation de la culture militaire, la France fait une utilisation intensive comme attachés militaires des vétérans des guerres coloniales. L'exportation des technologies françaises est liée à la transformation de l'armée française. Dès 1956, un nouvel effort est fait afin d'assister les industriels français de l'armement à implanter des succursales au Brésil. Le transfert des doctrines accompagne celui de technologie.

Le savoir-faire français en matière de maintien de l'ordre est internationalement reconnu et même Washington recommande l'importation de la doctrine française. Celle-ci est assortie d'une technologie bien précise qui fait toute la particularité de la France puisqu'elle n'offre pas seulement des procédés techniques. Il s'agit de commercialiser un modèle de développement industriel, fondé sur l'économie de la guerre à l'intérieur des frontières. La particularité de cette dernière est de n'avoir jamais été déclarée.

À maintes reprises, les documents mettent clairement en évidence les multiples visages de la diplomatie française. Tout d'abord, nous soulignons la duplicité vis-à-vis de Washington, perçu tantôt comme un partenaire tantôt comme un adversaire. Puis, l'attitude ambiguë de Paris à l'égard du gouvernement brésilien, lorsque des négociations sont ouvertes avec l'opposition aussi bien qu'avec les technocrates du régime. Viennent ensuite les échanges suivis durant la dictature brésilienne, quand la France accueille de nombreux exilés politiques en même temps qu'elle partage des informations avec le gouvernement brésilien. En dix ans, la diplomatie française remporte plus de victoires que pendant toute la période de vingt années qui précède. S'ouvre alors une nouvelle page de l'histoire du Brésil, où la France est une nouvelle fois un partenaire stratégique, pièce fondamentale de sa stratégie de puissance. Il n'en reste pas moins qu'elle n'est pas la seule bénéficiaire, ce qui soulève la question des autres partenaires de Brasília, à l'instar du Royaume-Uni.

Ces attirances avérées vont vraisemblablement bien au-delà des seuls cercles militaires et, dans un certain nombre de cas, il apparaît que les diplomates en poste au Brésil partagent peu ou prou les sympathies politiques du régime prétorien. Toutefois, nous sommes bien conscients de n'avoir mis en évidence que la partie émergée de l'iceberg. Pour autant que l'accès aux archives soit demain facilité, il ne fait pas de doute que ces duplicités longtemps tenues secrètes émergeront au grand jour. Il vaudrait sans doute aussi la peine de se demander si, face à d'autres dictatures de sécurité nationale, la diplomatie française a procédé à l'identique ? C'est dire qu'un immense chantier reste encore ouvert aux chercheurs.

Sources

1- Archives diplomatiques - France, Archives du ministère des Affaires étrangères et européennes[1]

Série Amérique, sous-série Brésil

42 : relations franco-brésiliennes
Bernard Hardion, *Mission du président Auriol*, 7 février 1956.
Bernard Hardion, *Entrevue accordée par le Président Vincent Auriol au journal brésilien Ultima Hora*, 17 février 1956.

43 : relations franco-brésiliennes
Bernard Hardion, *Conversations avec M. Negrão de Lima*, 24 juillet 1958.
Le Brésil et la politique de coopération franco-brésilienne, 15 avril 1960.

44 : relations franco-brésiliennes
Pierre Bodet, *Reprise de conversations franco-brésiliennes au sujet de la défense de l'Atlantique sud et de l'axe stratégique Dakar-Natal*, 20 février 1956.
Jacques Bayens, *A la recherche d'un interlocuteur valable*, 14 juin 1961.
Jean Crapinet, *Relations franco-brésiliennes*, 21 mars 1962.
Jacques Bayens, *Évolution du Brésil à l'égard de ses amis traditionnels*, 14 juin 1962.

45 : relations franco-brésiliennes
Jean Paul Anglès, *La reprise des contacts franco-brésiliens vue de Rio*, chargé d'affaires de France au Brésil, avril 1963.
Michel Habib-Deloncle, *Visite officielle d'Adémar de Barros au gouvernement français*, mai 1963.
Pierre Foucher, *Relations franco-brésiliennes*, 9 mai 1963.
Jean Paul Anglès, *Télégramme à l'arrivée de Rio de Janeiro*, 10 mai 1963.

1. Dans les notes de bas de page, abrégé MAE.

Jean Paul Anglès, *Voyage en Europe du général d'armée de l'Air Ribeiro de Carvalho*, juillet 1963.

54 : défense nationale
Albert Buchalet, *Rapport de fin de mission de l'attaché militaire français au Brésil*, 15 juin 1953.
Jean Ducousso-Tassel, *Reprise des conversations de caractère militaire à Rio*, 8 mars 1956.
Bernard Hardion, *Mission d'officiers brésiliens en France*, mars 1958.
André Normand, *Invitation en France de personnalités militaires brésiliennes*, février 1959.
Jacques Bayens, *Entretien du maréchal Denys avec le colonel Lemond*, mars 1961.
Jacques Bayens, *Entretien de Jânio Quadros avec Jacques Bayens,* 27 avril 1961.
Henri Lemond, *Défense Nationale et Forces Armées du Brésil*, 16 août 1961.
Jacques Bayens, *Entretien avec le Maréchal Denys*, 20 septembre 1961.
Pierre Lallart, *Coopération franco-brésilienne*, juillet 1964, AMAE, carton 54.

71 : contentieux franco-brésilien
Frédéric Peter, *Affaires en instance sur le Brésil*, 12 juillet 1961.

108 : ambassade de France au Brésil
Édouard de la Chauvinière, *Premier contact avec le gouvernement révolutionnaire*, 30 septembre 1964.
Pierre Lallart, *Communiqué franco-brésilien*, 22 janvier 1965.
Jean Binoche, *Implantation consulaire au Brésil*, 9 août 1967.

112 : ambassadeurs brésiliens en France
Direction d'Amérique, *Note sur les relations franco-brésiliennes*, 5 janvier 1965.
Daniel Jurgensen, *Note sur les relations franco-brésiliennes*, 18 février 1969.
Réunion de travail sur le Brésil, 12 mars 1970.
Daniel Jurgensen, *Audience accordée par le M. le président de la République à M. Olavo Bilac Pinto à l'occasion de son départ*, avril 1970.

116 : Visite de personnalités brésiliennes en France
Jean Binoche, *Visite en France du ministre de la guerre brésilien*, 5 janvier 1966.

123 : défense nationale brésilienne
Louis Peffeau, *Entretien avec Monsieur Gindre (Bracorep)*, 19 novembre 1964.

124 : défense nationale brésilienne
Louis Bonté, *Sur les problèmes franco-brésiliennes dans le domaine de l'armement*, 21 septembre 1967.

125 : défense nationale brésilienne
Daniel Jurgensen, *Vente d'armements au Brésil*, 20 avril 1970.
Yves Boulnois, *Vente d'armements au Brésil*, 19 septembre 1969, AMAE.

126 : politique intérieure
Jean-Paul Anglès, *Bilan du gouvernement Goulart un an après le référendum de janvier 1963*, 17 janvier 1964.
Jean-Paul Anglès, *Un important discours du président Goulart*, 20 février 1964.

Jean-Paul Anglès, *Vers un Front populaire brésilien ?*, 28 février 1964.
Jean-Paul Anglès, *Le président Goulart et la France*, 17 mars 1964.
Jean-Paul Anglès, *La manifestation du 13 mars, tournant décisif de la présidence Goulart*, 18 mars 1964.
Jean-Paul Anglès, *Marche de la famille avec Dieu pour la liberté*, 21 mars 1964.
Jean-Paul Anglès, *La manifestation du 19 mars à São Paulo*, 24 mars 1964.

127 : coup d'État du 1er avril
Hervé Alphand, *Télégramme de l'ambassade à Washington à la Direction d'Amérique*, 1er avril 1964.
Jean-Paul Anglès, *Télégramme très urgent*, 3 avril 1964.
Direction des services d'Information et de Presse, *Télégramme à l'adresse du correspondant de l'AFP au Brésil*, 6 avril 1964.
Pierre Lallart, *Télégramme de l'ambassade à Rio à la Direction d'Amérique*, 6 avril 1964.
Jean-Paul Anglès, *La répression révolutionnaire au Brésil – 1er au 10 avril 1964*, 10 avril 1964.
Raul de Vincenzi, *Nouvelle du ministère des relations extérieures publiée à Rio de Janeiro le 8 avril 1964*, 10 avril 1964.
Jean-Paul Anglès, *Lettre au ministre des Affaires étrangères*, 15 avril 1964.
Jean-Paul Anglès, *Premier bilan politique de la révolution*, 21 avril 1964.
Jean-Paul Anglès, *Les pays latino-américains et le nouveau régime brésilien*, 22 avril 1964.
Pierre Sébilleau, *Déclarations du ministre des Relations extérieures*, 8 juillet 1964.

130 : politique intérieure
Pierre Sébilleau, *Télégramme de l'ambassade de France au Brésil*, 1er mai 1965.
Paul Katz, *Nouveau Complot dans le Rio Grande do Sul*, 7 mai 1965.
Pierre Sébilleau, *Télégramme de l'ambassade de France au Brésil*, 5 juin 1965.
Georges Cardi, *Nouvelles offensives de la ligne dure*, 16 juin 1965.
Maurice Couve de Murville, *Instruction du Département à l'attention de l'Ambassadeur*, 27 novembre 1965.

131 : politique intérieure
Jean Binoche, *Action subversive au Brésil*, 10 octobre 1966.

132 : politique intérieure
Georges Cardi, *Attentats terroristes*, 16 janvier 1967.
Jean Binoche, *La nouvelle constitution du Brésil*, 1er février 1967.
Jean Binoche, *Agitation étudiante*, 28 février 1967.
Jean Binoche, *Décret sur la sécurité nationale*, 20 mars 1967.
Jean Binoche, *Un groupe de guérilleros se rend dans le Minas Gerais*, avril 1967.
Jean Binoche, *Situation politique intérieure*, 14 août 1967.
Jean Binoche, *La « mort » de Che Guevara et l'opinion brésilienne*, 17 octobre 1967.

133 : situation intérieure
Jehan de Latour, *Terrorisme et agitation sociale à São Paulo*, juillet 1968.
François de Laboulaye, *La crise brésilienne,* 8 janvier 1968.
François de Laboulaye, *La crise brésilienne. L'acte institutionnel nº 5 et le retour aux sources révolutionnaire*, 17 décembre 1968.

135 : politique intérieure

François de Laboulaye, *Enlèvement de l'ambassadeur nord-américain*, 10 septembre 1969.

136 : durcissement du régime

Vente d'armements au Brésil, Note pour l'ambassadeur de France au Brésil, avril 1970.

François de Laboulaye, *Le régime brésilien : fascisme tropical ou autoritarisme policier ?*, 1er juin 1970.

184 : défense nationale brésilienne, armement, coopération militaire

Jean-Louis Guillot, *Rapport sur la visite du général de Boissieu chef de l'État-Major des Armées au Brésil*, 17 mai 1972.

Jean-Louis Guillot, *Échanges militaires avec le Brésil. Stages en Amazonie*, 23 novembre 1972.

Paul Aussaresses, *Exposé de l'attaché militaire sur le rôle politique de l'armée brésilienne*, 23 juin 1975.

2. Archives de la Défense (Service historique de la Défense) - Service de documentation extérieure et de contre-espionnage[2]

10T1103 : Relations interaméricaines

Sans nom, *Note sur la conférence de Buenos Aires*, 1956.

10T1106 : Documentation de l'attaché militaire français à Buenos Aires

André Demetz, *Compte rendu du Général, Chef d'État-Major de l'Armée, relatif à son voyage en Argentine*, 26 mai 1960.

10T1108 ; Rapports de fin de mission au Brésil

André Normand, *Rôle des forces armées françaises dans l'effort de propagande et d'expansion actuellement appliqué sur le Brésil*, 1958.

André Normand, *Rapport de fin de mission (1956-1959)*, 1er août 1959.

Fiche de renseignement – état de service colonel Lemond, sans date.

Pierre Lallart, *Demande d'assistance militaire pour la Force Publique de l'état de São Paulo*, 20 mai 1963.

Pierre Lallart, *Renseignements sur la Police militaire et les Forces Armées fédérales des États de Minas Gerais et de São Paulo*, 14 janvier 1964.

Demande d'autorisation de publication de documents français, Note pour l'attaché militaire, état-major de l'armée de terre, 20 avril 1964.

Pierre Lallart, *Rapport annuel de l'attaché militaire pour l'année 1964*, 22 janvier 1965.

Pierre Lallart, *Compte rendu de conversation privée avec le président de la République du Brésil*, 23 septembre 1965.

Pierre Lallart, *Rapport de fin de mission*, 11 août 1966

Yves Boulnois, *Rapport mensuel*, août 1970.

2. Dans les notes de bas de page, abrégé SHD.

10T1109 : Études sur l'armée brésilienne
Pierre Lallart, *La Révolution Brésilienne*, janvier 1965.
Charles Ailleret, *Directives générales du poste, le chef d'État-Major des Armées*, 6 février 1966.
Capitaine de vaisseau Lambert, *Directive générale pour l'attaché militaire français au Brésil*, 7 février 1966.
Directive générale pour l'AFA près l'Ambassade de France à Rio de Janeiro, 6 décembre 1971.

10T1110 : Études sur l'armée brésilienne
André Normand, *Accords militaires USA-Brésil – Ile Fernando de Noronha*, 4 novembre 1958.

10T1111 : Bulletins du SDECE sur le Brésil
Henri Lemond, *La politique intérieure du Brésil et les Forces Armées*, 12 février 1960.
Henri Lemond, *Coopération technique avec l'Armée Brésilienne*, 31 mai 1960.
SDECE, *Agitation dans le Minas Gerais*, 10 mars 1964.
Pierre Lallart, *Compte rendu de conversation avec le Général Costa e Silva, Ministre de la Guerre*, 25 mai 1965.

10T1112 : Comptes rendus mensuels
Henri Lemond, *Compte rendu mensuel : état d'esprit des forces armées*, octobre 1960.
Pierre Lallart, *Propagande anti-communiste dans les Forces Armées Brésiliennes* 29 octobre 1963.
Pierre Lallart, *Situation au sein des forces armées brésiliennes*, 25 novembre 1963.
Pierre Lallart, *Brésil-URSS*, 13 février 1964.
Pierre Lallart, *Réorganisation des services de renseignement et de recherche*, 2 juin 1964.
Pierre Lallart, *La Révolution brésilienne d'avril 1964*, juillet 1964.
Pierre Lallart, *Rapport de fin de mission*, octobre 1966.
Yves Boulnois, *Rapport mensuel*, juin 1970.
Jean-Louis Guillot, *Rapport mensuel*, janvier 1972.

14S534 : Comptes rendus mensuels
Pierre Lallart, *Compte rendu mensuel (décembre 62 à mai 63)*, juin 1963.
Pierre Lallart, *Compte rendu mensuel de l'attaché militaire au Brésil*, août 1963.
Pierre Lallart, *Rapport mensuel*, mai 1965.
Jean Wartel, *Rapport de l'attaché militaire*, mars 1966.
Jean Wartel, *Rapport d'activités*, mai 1966.
Jean Wartel, *Rapport d'activités*, juin 1966.
Jean Wartel, *Rapport d'activités*, juillet 1966.
Jean Wartel, *Rapport mensuel*, février 1967.
Jean Wartel, *Rapport mensuel*, mars 1968.
Jean Wartel, *Rapport mensuel*, 30 avril 1968, annexe J.
Jean Wartel, *Rapport mensuel*, 30 juin 1968.
Yves Boulnois, *Rapport mensuel*, 8 juillet 1970.
Jean-Louis Guillot, *Rapport mensuel*, avril 1973.
Paul Aussaresses, *Rapport de l'attaché militaire*, décembre 1973.

14S535 : Rapports de fin de mission/ Rapports mensuels
Jean Wartel, *Rapport de fin de mission*, 28 août 1968.
Jean-Louis Guillot, *Rapport de fin de mission*, novembre 1973.
Paul Aussaresses, *Rapport de fin de mission*, 4 novembre 1973-6 novembre 1975, p. B-4-1.

14S536 : Comptes rendus de la situation politique
Albert Buchalet, *Voyage d'études de Monsieur Charles Schneider*, avril 1952.
Jean Wartel, *Rapport mensuel*, 31 mars 1966.

14S538 : Relations diplomatiques/ Études économiques sur l'Armée brésilienne
Henri Lemond, *Fiche à l'attention de Monsieur le Général d'Armée Demetz*, 31 mai 1960.
Jean Louis Guillot, *Analyse des rapports franco-brésiliens dans le domaine des armements – Armée de Terre*, 19 juin 1972.

3. Archives diplomatiques Brésil - Ministério das Relações Exteriores[3]

Seção de correspondência especial
Raul de Vincenzi, *Relações França-Brasil*, 6 mars 1963.
Raul de Vincenzi, *Entrevista do governador Carlos Lacerda*, 30 avril 1964.
Raul de Vincenzi, *Mudança do diretor da Casa do Brasil na Cidade Universitária*, 14 mai 1964.
Raul de Vincenzi, *Relações públicas Brasil-França. Considerações do Presidente do Grupo de amizade França-Brasil no jornal "Le Monde"*, 20 mai 1964.
Raul de Vincenzi, *Manifestação popular contra o governador da Guanabara em Paris*, 21 mai 1964.
Carlos Calero Rodriguez, *Relações CEE – América Latina. Organismo Permanente de Consulta*, 4 avril 1966.
Azeredo da Silveira, *Relações CEE – América Latina. Organismo permanente de consulta*, 5 avril 1966.
Olavo Bilac Pinto, *Permanência do coronel Figueiredo em Paris*, 4 mai 1966.

Arquivo histórico
Raul de Vincenzi, *Situação política no Brasil. Comentários da imprensa francesa*, 5 avril 1964, télégramme.
Pierre Sébillau, *Note de l'ambassade de France à l'Itamaraty*, 10 septembre 1964.

Documentação ostensiva
Bernard Hardion, *Accord de coopération technique administrative*, 6 octobre 1959.
Everaldo Dayrell de Lima, *Imigração argelina. Gestões do emissário brasileiro*, 11 septembre 1961.
Carlos Alves e Souza, *Emigração de agricultores europeus da Argélia para o Brasil*, 18 juillet 1962.

3. Dans les notes de bas de page, abrégé MRE.

4. Arquivo Nacional (Brésil) - Division de sécurité et d'information

Centro de Informação do Exército

Centro de informations do exterior, *Propaganda contra o Brasil na França*, 22 janvier

Conselho de Segurança Nacional

Protocole de sécurité franco-brésilien, 1973.

5. Escola Superior de Guerra

Ito Justino da Matta Garcia, *A estratégia psico-social*, 1959, C-19-59.
Segurança interna, David Andreazza, Divisão de assuntos doutrinários e de coordenação, 1964, C0764.

6. Ouvrages, périodiques

Ouvrages

Pedro Brasil, *O Livro Branco sobre a Guerra Revolucionária no Brasil*, Oficina Gráfica da Livraria do Globo S.A., Porto Alegre, 1964.
Collectif Paulo Freire, *Multinationales et travailleurs au Brésil*, Paris, François Maspero, 1977.
Golberi do Couto e Silva, *Conjuntura política nacional o poder executivo & geopolítica do Brasil*, Rio de Janeiro, José Olympio, 1981.
Paul Aussaresses, *Services Spéciaux. Algérie 1955-1957*, Paris, Perrin, 2001.
Paul Aussaresses, *Pour la France, services spéciaux 1942-1954*, Paris, Éditions du Rocher, 2001.

Périodiques

« Fé num grande futuro para o Brasil. *Auriol maravilhado com o desenvolvimento de São Paulo* », *Correio da Manhã*, 8 février 1956, Biblioteca Nacional Digital Brasil.
Francisco Julião, « A luta dos camponeses do Engenho da Galileia repercute na Câmara », *O Semanário*, 22 de janeiro 1960, Biblioteca Nacional Digital Brasil.
La Koumia. Bulletin de l'association des anciens des goums marocains et des Affaires Indigènes, n° 139, 1995.

7. Divers - CPDOC

Série : Vasco Leitão da Cunha

Carlos Lacerda, *Telegrama para Vasco Leitão da Cunha*, 3 octobre 1964.

Bibliographie

Abela Alex, *Soldiers of Reason: The RAND Corporation and the Rise of the American Empire*, Orlando, Harcourt, 2008.

Araujo Maria Celina d', Castro Celso (dir.), *Ernesto Geisel*, Rio de Janeiro, FGV, 1998.

Araujo Maria Celina d', Soares Gláucio Ary Dillon (dir.), *21 anos de regime militar : balanços e perspectivas*, Rio de Janeiro, FGV, 1994.

Araujo Maria Celina d', Soares Gláucio Ary Dillon, Castro Celso (dir.), *Os anos de chumbo. A memória militar sobre a repressão*, Rio de Janeiro, Relume Dumará, 1994.

Araujo Rodrigo Nabuco, « A voz da Argélia. A propaganda revolucionária da Frente de Libertação Nacional argelina no Brasil. Independência nacional e revolução socialista (1954-1962) », *Estudos Históricos* (Rio de Janeiro), vol. 30, no 61, 2017, p. 401-424 (doi:10.1590/S2178-14942017000200006).

Branche Raphaëlle, *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie 1954-1962*, Paris, Gallimard, 2001.

Bos Frédéric, « Les détachements d'intervention héliportés dans la guerre irrégulière », *Stratégique*, n° 93-96, 2009, p. 445-459 (doi:10.3917/strat.093.0445).

Castro Celso, Izeckson Vitor, Kraay Hendrik (dir.), *Nova História militar brasileira*, Rio de Janeiro, FGV, 2004.

Carlier Claude, « La genèse du système d'arme stratégique piloté Mirage IV (1956-1964) », dans Maurice Vaïsse (dir.), *Armement et Ve République : fin des années 1950-fin des années 1960*, Paris, Éd. CNRS, 2002, p. 204-215 (doi:10.4000/books.editionscnrs.3294).

Cervo Amado Luiz, Bueno Clodoaldo, *História da política exterior do Brasil*, Brasília, Editora Universidade de Brasília, 2008 (1992).

Chirio Maud, *La politique en uniforme. L'expérience brésilienne 1960-1980*, Rennes, PU de Rennes, 2016.

———, « Les exilés brésiliens et la police française : un exemple de contrôle politique dans un pays d'accueil », dans Idelette Muzart-Fonseca, Denis Rolland (dir.), *L'Exil brésilien en France. Histoire et imaginaire*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 145-158.

———, Joffily Mariana, « Moderniser la répression politique : la stratégie de formation de "l'homme de renseignement" sous la dictature brésilienne », *Hisoire@Politique*, n° 34, 2018 (en ligne).

Connelly Matthew, *L'arme secrète du FLN. Comment de Gaulle a perdu la guerre d'Algérie*, Paris, Payot & Rivages, 2011.
Darnton Christopher, *Rivalry and Alliance in Cold War Latin America*, Baltimore, Johns Hopkins U.P., 2014.
Doise Jean, Vaïsse Maurice, *Politique étrangère de la France. Diplomatie et outil militaire (1871-1991)*, Paris, Seuil, 2015 (1987).
Dreifuss René Armand, *1964 : a conquista do Estado. Ação política, poder e golpe de classe*, Petrópolis, Vozes, 1981.
Duarte-Plon Leneide, *A tortura como arma de guerra. Da Argélia ao Brasil. Como os franceses exportaram os esquadrões da morte e o terrorismo de Estado*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2016.
Faure Claude, « Bref historique des services de renseignement et de sécurité français contemporains » *Revue historique des armées*, nº 247, 2007 (en ligne).
Fico Carlos, *O Grande irmão. Da operação Brother Sam aos anos de chumbo : o governo dos Estados Unidos e a ditadura militar brasileira*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2009.
———, *Além do golpe: versões e controvérsias sobre 1964 e a ditadura militar*, Rio de Janeiro, Record, 2004.
———, *Como eles agiam. Os subterrâneos da ditadura militar: espionagem e polícia política*, Rio de Janeiro, Record, 2001.
Gianotti Vitor, *História da luta dos trabalhadores no Brasil*, Rio de Janeiro, Mauad, 2007.
Gomes Paulo César, *Liberdade vigiada. As relações entre a ditadura brasileira e o governo francês. Do golpe à anistia*, Rio de Janeiro, Redord, 2019.
Gorender Jacod, *Combate nas trevas: a esquerda brasileira, das ilusões perdidas a luta armada*, São Paulo, Atica, 1987.
Joffily Mariana, *No centro da engrenagem: os interrogatórios na Operação Bandeirante e no DOI de São Paulo (1969-1975)*, São Paulo, EDUSP, 2012.
Joxe Alain, *Le cycle de la dissuasion (1945-1989). Essai de stratégie critique*, Paris, La Découverte, 1990.
Lemos Renato, *Ditadura, anistia e transição política no Brasil (1964-1979)*, Rio de Janeiro, Consequência, 2018.
———, « Poder Judiciário e poder militar (1964-69) », dans Celso Castro et *al.* (dir.), *Nova História militar brasileira*, Rio de Janeiro, FGV, 2004, p. 409-439.
Lessa Antonio Carlos, « Os vértices marginais das vocações universais: as relações entre a França e o Brasil de 1945 a nossos dias », *Revista brasileira de política internacional*, nº 43, 2000, p. 28-58 (doi:10.1590/S0034-73292000000200002).
———, *A parceria bloqueada : as relações entre França Brasil, 1945-2000*, thèse de doctorat d'histoire, Universidade de Brasília, 2000.
———, « A guerra da lagosta e outras guerras: conflito e cooperação nas relações França-Brasil (1960-1964) », *Cena Internacional*, nº 1, 1999, p. 109-121 (handle:10482/5242).
Loureiro Felipe Pereira, *Empresários, trabalhadores e grupos de interesse : a política económica nos governos Jânio Quadros e João Goulart, 1961-1964*, São Paulo, Editora Unesp, 2017.
Manor Paul, « La *Cruzada Democrática*, un groupe de pression de la droite libérale dans l'armée brésilienne », 1952-1962 », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1979, nº 244-245, p. 437-457 (doi:10.3406/outre.1979.2214).
Martins João Roberto, *Segredos de Estado. O Governo britânico e a tortura no Brasil (1969-1976)*, Salvador, Sagga, 2019.

———, « A conexão francesa: da Argélia ao Araguaia, *Varia história*, vol. 28, nº 48, 2012, p. 519-536 (10.1590/S0104-87752012000200003).
———, « A influência dutrinária francesa sobre os militares brasileiros nos anos de 1960 », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 23, nº 67, 2008, p. 39-50 (doi:10.1590/S0102-69092008000200004).
———, « Tortura e ideologia : os militares brasileiros e a doutrina da *guerre révolutionnaire* (1959-1974) », communication présentée au congrès de la *Latin American Studies Association*, San Juan (Porto Rico), 2006.
———, « A educação dos golpistas: cultura militar, influência francesa e golpe de 1964 », communication présentée au séminaire international *Culture of dictatorship*, Maryland, University of Maryland, 2004.
Martins Cordeiro Janaina, « Direitas e organização do consenso sob a ditadura no Brasil: o caso da Campanha da Mulher pela Democracia (Camde) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, « Colloques », 2017 (doi:10.4000/nuevomundo.71513).
Medleg-Rodrigues Georgette, *Les attitudes françaises face à l'influence des États-Unis au Brésil (1944-1960)*, thèse d'histoire, Université Paris 4, 1998.
Moniz Bandeira Luiz Alberto, *A presença dos Estados-Unidos no Brasil*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1973.
———, *Conflito e integração na América do Sul. Brasil, Argentina e Estados Unidos (Da tríplice Aliança ao Mercosul)*, Rio de Janeiro, Revan, 2e éd., 2003.
———, *Brasil-Estados Unidos: a rivalidade emergente (1950-1988)*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2013.
Motta Rodrigo Patto Sá, *Em guarda contra o perido vermelho : o anticomunismo no Brasil (1917-1964)*, São Paulo, Perspectiva, FAPESP, 2002.
Muzart-Fonseca Idelette, Rolland Denis (dir.), *L'exil brésilien en France. Histoire et imaginaire*, Paris, L'Harmattan, 2008.
Napolitano Marcos, *1964: História do regime militar brasileiro*, São Paulo, Contexto, 2014.
Peixoto Antônio Carlos, « Le *Clube militar* et les affrontements au sein des forces armées (1945-1964) », dans Alain Rouquié (dir.). *Les partis militaires au Brésil*, Paris, PFNSP, 1980, p. 65-81.
Périès Gabriel, « La structure normative des doctrines militaires contre-insurrectionnelles au regard de l'exceptionnalité en France et en Argentine pendant la guerre froide », communication présentée au colloque *Militaires et politique dans une perspective comparatiste*, Paris, EHESS, 13-15 mai 2008.
———, « Un modèle d'échange doctrinal franco-argentin : le plan CONINTES 1951-1966 », dans Renée Fregosi (dir.), *Armées et pouvoirs en Amérique latine*, Paris, IHEAL, 2004, p. 19-41.
Prost Catherine, *L'armée brésilienne. Organisation et rôle géopolitique de 1500 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2003.
Quadrat Samantha Viz, « A preparação dos agentes de informação e a ditadura civil-militar no Brasil (1964-1985) », *Varia história*, vol. 28, nº 47, 2012, p. 19-41 (doi:10.1590/S0104-87752012000100002).
Ranalletti Mario, « Aux origines du terrorisme d'État en Argentine. Les influences françaises dans la formation des militaires argentins (1955-1976) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, nº 105, 2010, p. 45-56 (doi:10.3917/ving.105.0045).
Robin Marie-Monique, *Les escadrons de la mort : l'école française*, Paris, La Découverte, 2003.
Rouquié Alain, *Les partis militaires au Brésil*, Paris, PFNSP, 1980.
———, *L'État militaire en Amérique Latine*, Paris, Le Seuil, 1982.

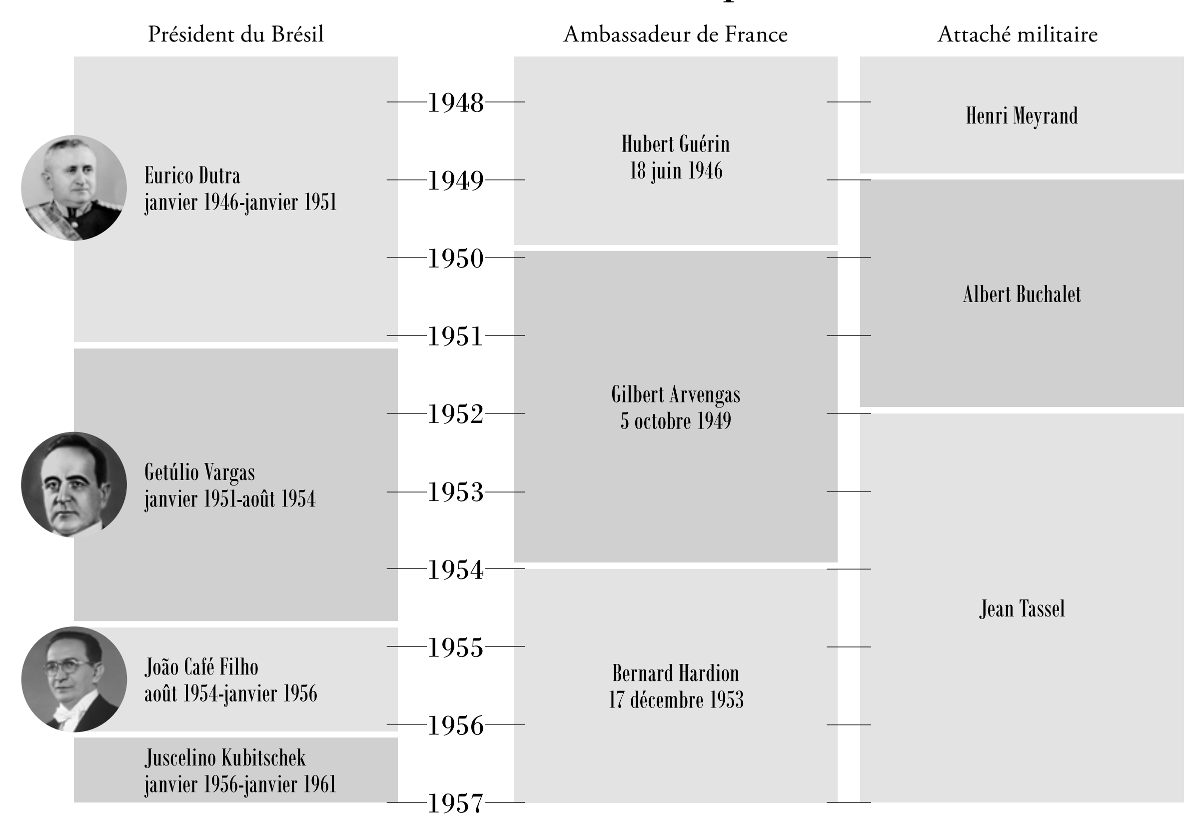
Ridenti Marcelo, « O Impacto da crise do socialismo no partido comunista do Brasil, 1988-1992 », *Perspectivas* (São Paulo), nº 17-18, 1995, p. 75-94.
Rollemberg Denise, *O apoio de Cuba à luta armada no Brasil: o treinamento guerrilheiro*, Rio de Janeiro, Mauad, 2002.
Silva Angela Moreira Domingues da, *Ditadura e justiça militar no Brasil: a atuação do Superior Tribunal Militar (1964-1980)*, thèse de doctorat d'histoire, Rio de Janeiro, Fundação Getúlio Vargas/CPDOC, 2011, p. 37.
Skidmore Thomas, *Brasil: de Getúlio a Castelo*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1982.
Smallman Sawn, *Fear and memory in the brazilian army and society, 1889-1954*, Chapel Hill, North Carolina U.P., 2002.
Stepan Alfred, *Os militares na política. Changing pattenrs in Brazil*, Rio de Janeiro, Artenova, 1975.
Spektor Matias, *Kissinger e o Brasil*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar, 2009.
Tison Jean, « Les grandes étapes de la renaissance industrielle », dans Anne Rasmussen, Christine Gouriellec (dir.), *Les ingénieurs militaires et l'émergence d'une nouvelle industrie française de l'armement, 1945-1960*, Paris, Centre des hautes études de l'armement, 2000, p. 31-39.
Trindade Hélgio, « O radicalismo militar em 64 a nova tentação fascista », dans Maria Celina d'Araujo, Gláucio Ary Dillon Soares (dir.), *21 anos de regime militar, balanço perspectivas*, Rio de Janeiro, FGV, 1994, p. 123-142.
Vaïsse Maurice, *La Puissance ou l'influence ? La France dans le mode depuis 1958*, Paris, Arthème Fayard, 2009.
———, *La Grandeur. La politique étrangère du général de Gaulle 1958-1969*, Paris, Fayard, 1998.
———, (dir.), *Armement et Vᵉ République : fin des années 1950-fin des années 1960*, Paris, Éd. CNRS, 2002.
Vizentini Paulo Fagundes, *A politica externa do regime militar brasileiro: multilateralização, desenvolvimento e construção de uma potência média (1964-1985)*, Porto Alegre, Éd. UFRGS, 1998.
———, *Relações Exteriores do Brasil (1945-1964). O nacionalismo e a política externa indenpendente*, Petrópolis, Vozes, 2004.
Wahrendorff Caldas Ricardo, *A política externa do governo Kubitschek*, Brasília, 1996, Thesaurus.
Westad Odd Arne, *Histoire mondiale de la guerre froide. 1890-1991*, Paris, Perrin, 2019.

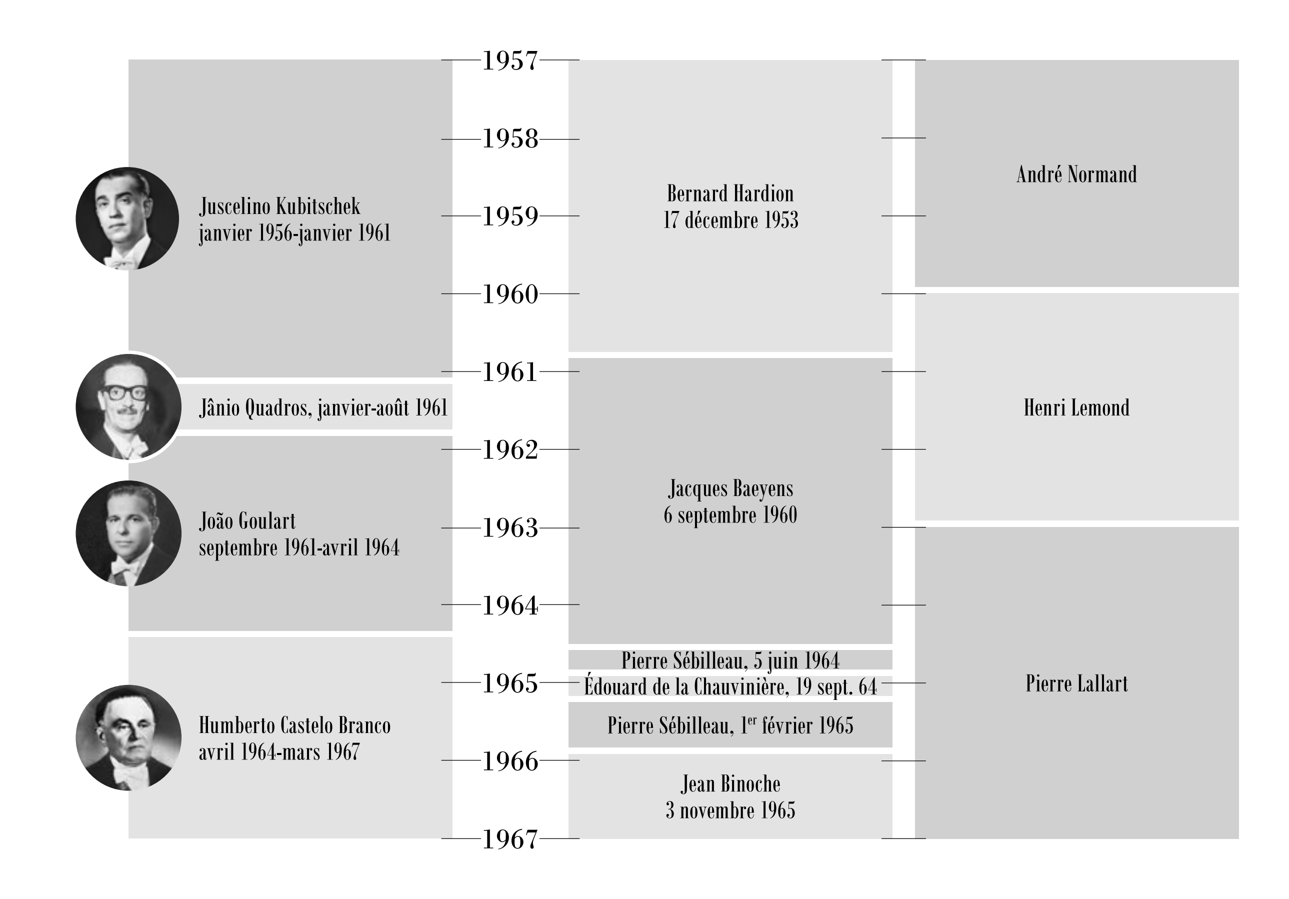
Sigles et abréviations utilisés

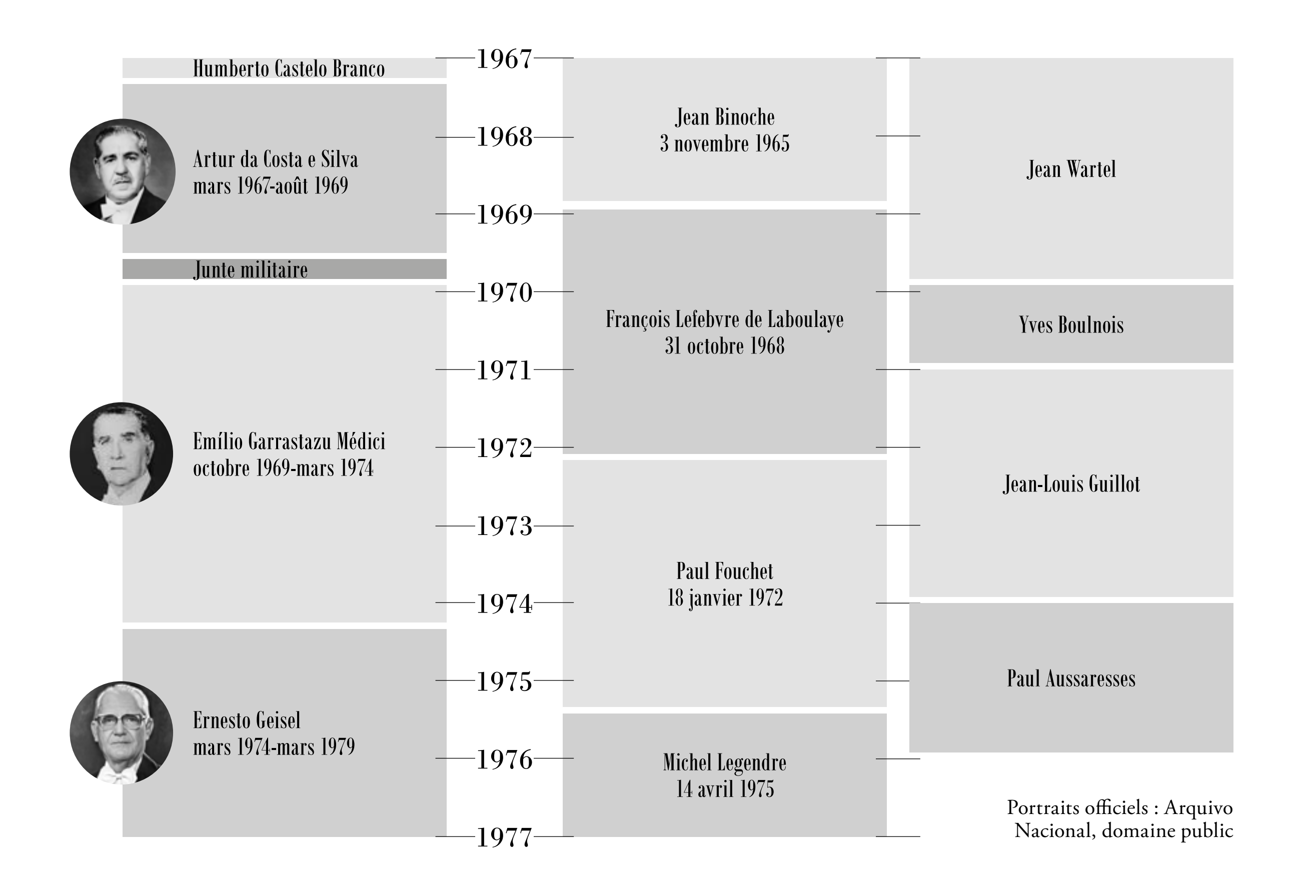
AFA.......... Attaché des forces armées
AFP.......... Agence France-Presse
ALN......... Action de libération nationale
AML......... Automitrailleuse légère
AMX........ Ateliers de construction d'Issy-les-Moulineaux
ARENA.. Alliance rénovatrice nationale / *Aliança Renovadora Nacional*
CCC........... Commando de chasse aux communistes
CEA.......... Commissariat à l'énergie atomique
CGA.......... Compagnie générale aéronautique Marcel Dassault
CIA........... Agence centrale de renseignement (États-Unis)
Central Intelligence Agency
CNEN...... Conseil national pour l'énergie nucléaire
Conselho Nacional para a Energia Nuclear
CODI........ Centre d'opérations de défense intérieure
Centro de Operações de Defesa Interna
COSAC.... Centre d'opérations en forêt et d'actions commando
Centro de Operações na Selva e de Ações de Comando
CSF........... Compagnie générale de télégraphie sans-fil
CSN.......... Conseil de sécurité nationale (Brésil)
DIT........... Défense intérieure du territoire (Brésil)
DOI.......... Détachement d'opérations d'informations
Destacamento de Operações de informações
DOPS....... Département d'ordre politique et social
Departamento de Ordem Política e Social
DSI........... Division de sécurité et d'informations (Brésil)
DST.......... Direction de la surveillance du territoire (France)
ECEME.. École de commandement et d'état-major de l'armée de terre
Escola de Comando e Estado-Maior do Exército
ESG.......... École supérieure de guerre

FAB .... Force aérienne brésilienne
FBI .... Front brésilien d'informations / *Frente Brasileira de Informações*
FEB .... Force expéditionnaire brésilienne / *Força Expedicionária Brasileira*
FLN .... Front de libération nationale (Algérie)
GENEMA .. Groupement d'exportation de navires et d'engins de mer en acier
IBAD .... Institut brésilien d'action démocratique
Instituto Brasileiro de Ação democrática
IHEDN ... Institut de hautes études de Défense nationale
IPES .... Institut de recherches et d'études sociales
Instituto de Pesquisas e Estudos Sociais
IPM .... Enquêtes militaires de police / *Inquéritos policiais e militares*
MAE .... Ministère des Affaires étrangères (France)
MDB .... Mouvement démocratique brésilien / *Movimento Democrático Brasileiro*
MRE .... Ministère des Relations extérieures (Brésil)
Ministério das Relações Exteriores
MR8 .... Mouvement révolutionnaire du 8 octobre
OEA .... Organisation des États américains
OFEMA .. Office français d'exportation de matériel aéronautique
OLAS .... Organisation latino-américaine de solidarité
ONU .... Organisation des Nations unies
OPA .... Opération panaméricaine
OSS .... *Office of Strategic Service* (États-Unis)
OTAN ...... Organisation du traité de l'Atlantique nord
PCB .... Parti communiste brésilien / *Partido Comunista Brasileiro*
PCBr .... Parti communiste brésilien révolutionnaire
Partido Comunista Brasileiro Revolucionário
PSD .... Parti social démocratique / *Partido Social Democrático*
PTB .... Parti travailliste brésilien / *Partido Trabalhista Brasileiro*
RAP .... système Renseignement, action, protection
SDECE .... Service de documentation extérieure et de contre-espionnage
SFICI .... Service fédéral d'information et de contre-information (Brésil)
SHD .... Service historique de la Défense (France)
SIPRI ...... Stockholm International Peace Researche Institute
SNECMA .. Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation
SNI .... Service national d'informations / *Serviço Nacional de Informações*
UDN .... Union démocratique nationale / *União Democrática Nacional*
USA .... États-Unis d'Amérique / *United States of America*
USAID .... Agence des États-Unis pour le développement international
United States Agency for International Development
VPR .... Avant-garde populaire révolutionnaire
Vanguarda Popular Revolucionária Palmares
ZSAC .... Zone stratégique d'Afrique centrale

Gouvernements brésiliens et diplomates français




1957
1958
1959
1960
1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
Juscelino Kubitschek
janvier 1956-janvier 1961
Jânio Quadros, janvier-août 1961
João Goulart
septembre 1961-avril 1964
Humberto Castelo Branco
avril 1964-mars 1967
Bernard Hardion
17 décembre 1953
Jacques Baeyens
6 septembre 1960
Pierre Sébilleau, 5 juin 1964
Édouard de la Chauvinière, 19 sept. 64
Pierre Sébilleau, 1er février 1965
Jean Binoche
3 novembre 1965
André Normand
Henri Lemond
Pierre Lallart



Portraits officiels : Arquivo Nacional, domaine public

Chronologie

1945

29/10......... Démission de Getúlio Vargas, après quinze ans de pouvoir.

1946

31/01......... Le général Eurico Gaspar Dutra devient président de la République.

1947

02/09......... Signature du Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque à Rio de Janeiro.

20/10......... Rupture des relations diplomatiques entre le Brésil et l'Union soviétique.

1948

Août......... Installation de la Commission Brésil-États-Unis.

1949

20/08......... Fondation de l'École supérieure de guerre de Rio de Janeiro.

1950

03/10......... Getúlio Vargas est élu président de la République.
19/12......... Création de la Commission mixte Brésil-États-Unis.

1952

15/03......... Signature du traité d'assistance militaire entre le Brésil et les États-Unis.

1954

24/08 .... Suicide du président Getúlio Vargas
26/08 .... João Café Filho assure par intérim la présidence de la République.

1955

03/10......... Élection de Juscelino Kubitschek à la présidence de la République.

1956

31/01......... Juscelino Kubitschek se rend en voyage officiel en Europe et aux États-Unis.

1957

19/01 .... Signature de l'accord Brésil-États-Unis pour l'installation d'une base militaire à l'archipel Fernando de Noronha.

1958

28/05 .... Juscelino Kubitschek lance l'Opération Panaméricaine pour renforcer les relations avec les pays latino-américains.

1960

21/04......... Inauguration de Brasília, nouvelle capitale du Brésil.
03/10......... Jânio Quadros est élu président de la République.

1961

25/08 .... Démission de Jânio Quadros.
07/09 .... Entrée en fonction de João Goulart, imposition d'un régime parlementaire par une junte militaire.
23/11 .... Rétablissement des relations avec l'Union soviétique.

1962

22/01 .... Conférence de Punta del Este en Uruguray, lancement de l'Alliance pour le Progrès.
26/04 .... Conférence sur le désarmement, le chancelier brésilien Afonso Arinos appuie les non alignés

1963

06/01 .... Retour au présidentialisme après un référendum national.
31/01 .... La marine brésilienne capture trois vaisseaux de pêche français, début de la guerre de la langouste.
22/02 .... La France envoie le contre-torpilleur Tartu en représailles à l'attitude brésilienne.
20/04 .... Le Brésil et l'Union soviétique signent divers accords commerciaux.
22/11 .... Assassinat du président des États-Unis John F. Kennedy. La CIA mène des opérations secrètes contre le gouvernement Goulart, coordonnées par l'attaché militaire des États-Unis au Brésil, Vernon Walters.

1964

17/01 .... Le président João Goulart promulgue la loi qui limite le renvoi des bénéfices des multinationales vers leurs maisons mères.
30/01 .... Renouvellement du traité d'Assistance militaire entre le Brésil et les États-Unis.
13/03 .... Meeting de João Goulart devant la gare de Rio de Janeiro, Central do Brasil, en présence de milliers de personnes.
31/03 .... Déplacement en direction des côtes brésiliennes d'une *task force* de la marine états-unienne, début de l'opération Brother Sam.
31/03 .... -1er avril – Un coup d'État civil et militaire destitue le président João Goulart qui s'exile en Uruguay.
09/04 .... Le Comité suprême de la Révolution promulgue l'Acte institutionnel.
15/04 .... Le général Humberto de Alencar Castelo Branco, chef d'état-major de l'armée de terre, est élu président de la République par un collège électoral restreint.
20/04 .... Le Venezuela rompt les relations avec le Brésil.

13/05......... Le Brésil rompt les relations avec Cuba.
13/06......... Création du Service national d'informations.
13-17/10 ... Visite au Brésil du président Charles de Gaulle.

1965

13/01......... Le FMI accorde un nouvel emprunt au Brésil.
24/05 .... Le Brésil commande la force d'intervention de paix de l'Organisation des États américains à Saint-Domingue.
JUIN .... Miguel Arrais quitte le Brésil pour son exil en Algérie.
27/10......... Le gouvernement Castelo Branco promulgue l'acte institutionnel nº 2 qui instaure le bipartisme entre l'Alliance pour la rénovation nationale (gouvernement) et le Mouvement démocratique brésilien (opposition).

1966

04/03 .... La France quitte le commandement intégré de l'OTAN.
01/07......... Le Brésil reconnaît le gouvernement militaire du général Onganía en Argentine.
03/10......... Le général Artura da Costa e Silva est élu président de la République par le Congrès.

1967

16/01......... Signature à Paris de l'Accord franco-brésilien de coopération technique et scientifique. Création de la Commission mixte franco-brésilienne.
24/01......... Promulgation d'une nouvelle constitution brésilienne.
30/01......... Signature du protocole de coopération économique et technique avec l'Union soviétique.
15/03......... Le général Costa e Silva entre en fonction comme président de la République.
19/05......... France et Brésil signent l'Accord pour la coopération en matière d'énergie nucléaire.
18/07......... Mort de Castelo Branco dans un accident aérien.

1968

30/04 .... Le FMI concède un nouvel emprunt au Brésil.
MAI-JUIN.. Manifestations étudiantes en France et dans divers pays dont le Brésil.

01/07......... Le Brésil refuse d'adhérer au Traité de non-prolifération nucléaire.
13/12......... Promulgation de l'acte institutionnel nº 5 qui supprime les libertés démocratiques.

1969

31/08......... Le président Costa e Silva quitte le pouvoir à cause d'un accident vasculaire cérébral. Une junte militaire prend le pouvoir.
04/09 .... Enlèvement de l'ambassadeur des États-Unis au Brésil, Charles Elbrick, par l'Action de libération nationale, groupe guérillero.
05/09......... Promulgation de l'acte institutionnel nº 13 qui établit la peine de bannissement du territoire national.
30/10......... Le général Emílio Garrastazu Médici est désigné président de la République.

1970

11/03......... Enlèvement du consul du Japon au Brésil, Nobuo Okushi, par le groupe guérillero VAR-Palmares.
20/04 .... Le siège du ministère brésilien des Affaires étrangères (Itamaraty) est transféré de Rio de Janeiro à Brasília.
Mai .... Signature du contrat d'achat par le Brésil de seize avions de chasse français Mirage III E de la CGE Marcel Dassault.
11/06......... Enlèvement de l'ambassadeur de la République fédérale Allemande, Ehrenfried von Holleben, par des groupes guérilleros.
Juillet.... Menace d'enlèvement sur l'ambassadeur français au Brésil, François de Laboulaye.
07/12......... Enlèvement de l'ambassadeur de la Suisse au Brésil, Giovanni Enrico Bücher.
14-15/12... Première réunion de la Commission mixte franco-brésilienne.

1972

Mars .... Création de l'École nationale d'informations, pour la formation des cadres du service d'informations.
Avril......... Transfert de l'ambassade de France à Brasília.
Mai .... Visite au Brésil du chef de l'état-major français, Alain de Boissieu

1973

Sept.......... Arrivée au Brésil des avions Mirage III E.
11/09......... Le coup d'État du général Pinochet destitue le gouvernement de Salvador Allende.
14/09......... Le Brésil reconnaît le gouvernement du général Pinochet au Chili.
18/09......... Accord entre le Brésil et la Communauté économique européenne.

1974

15/01 .... Le général Ernesto Geisel est élu président de la République par le Congrès national.
25/04 .... Le Brésil est le premier pays à reconnaître le gouvernement portugais issu de la révolution des Œillets.
02/09 .... Signature de l'accord bilatéral franco-brésilien d'échange d'informations secrètes.

1975

15/05......... Création à l'ambassade de Paris d'une base d'opérations du Centre d'informations étrangères, branche des services secrets brésiliens.

1976

16-18/04 .. Visite du président Geisel en France.

1977

11/03......... Rupture du traité d'assistance militaire Brésil-États-Unis.

1978

4-8/10....... Visite du président Valéry Giscard d'Estaing au Brésil.
13/10......... Début du processus de transition démocratique, qui prendra sept ans.

1979

01/01......... Abrogation de l'acte institutionnel n° 5, retour des libertés fondamentales.
15/03......... Le général Figueiredo est nommé président de la République.
28/08 .... Promulgation de la loi d'amnistie générale par le président de la République.

1980

19/08......... Visite du président argentin Jorge Rafael Videla au Brésil.
08/10......... Visite du président Figueiredo au Chili de Pinochet.

1981

28-30/01 .. Visite officielle du président Figueiredo en France.

1984

19/09......... Le Brésil déclare qu'il ne pourra pas rembourser la dette auprès du Fonds monétaire international.

1985

15/01......... Lors d'élections indirectes, Tancredo Neves est élu président de la République, mettant fin à vingt-et-un ans de dictature militaire.

Index

A

B

C

D

E

F

G

H

I

J

K

L

M

N

P

Table des matières

Chapitre 3
L'ambassade de France et la « révolution brésilienne » (1964)

Chapitre 4
Le renouveau des relations militaires (1964-1969)

Chapitre 5
L'appui français au régime militaire brésilien (1969-1974)